Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 14 avril 2020
à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Ordre du jour
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 14 avril 2020

10.03 Questions
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1202701003

Période de questions du public

10.04 Questions
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.05 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1200858009

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020

10.06 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1200858007

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020

10.07 Procès-verbal

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1200858008

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020

12 – Orientation

12.01 Programme / Programmation / Plan d'action / Concept

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195179009

Adopter le plan d'action en développement social 2019-2022 et mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1208309002

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest et accorder une contribution de 21 600 $

District(s) : Peter-McGill

20.02 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1170225002

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 157 388 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 555 132,52 $

20.03 Appel d'offres public

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1203200001

Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

20.04 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1195382021

Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

20.05 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205289001

Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, avec La Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $

District(s) : Sainte-Marie

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1200318003

Approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien au développement économique commercial » pour la réalisation de huit projets, accorder une contribution de 225 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre-Ville, une contribution de 21 375 $ à la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et une contribution de 185 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour un total de 431 375 $

20.07 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1170225003

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de l'arrondissement (VMP-17-019) et autoriser une dépense de 284 561,48 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $

District(s): Peter-McGill

20.08 Immeuble - Location

CA *Direction d'arrondissement* - 1204069003

Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust pour une période maximale de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021 des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement

20.09 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207135006

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 4 000 $

30 – Administration et finances

30.01 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1204364003

Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

30.02 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1200858010

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2020

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Circulation / Stationnement

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1205914006

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 11 espaces de stationnement tarifés et modifier les restrictions de stationnement sur la rue University, au nord de l'avenue des Pins

District(s) : Peter-McGill

40.02 Règlement - Adoption

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1207135005

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique - Avis de motion et dépôt

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1202701003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période questions du public (avril)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-01-14 08:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1202701003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période questions du public (avril)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-06

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2020-01-06

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1200858009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-03-31 10:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1200858009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

12 mars 2020
8h30

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente

M. Joël Bellerose, membre substitut
Mme Émilie Breault, membre substitut
Mme Maggie Cabana, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
M. Antonin Labossière, membre
Mme Véronica Lalli, membre
Mme Marie-Michèle Lambert, membre
M. Réjean Martineau, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Karine Ayotte, conseillère en aménagement
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Louis Routhier, architecte

Invités à présenter leur dossier

Mme Johanne Malette, directrice du Développement et des immobilisations de la SHDM
Mme Anne Cormier, architecte, Atelier Big City

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8 h 33.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 13 février 2020 ainsi que le procès-verbal de la séance du sous-comité du 10 mars 2020 sont déposés lors de la séance du comité.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001744295	636, rue Saint-Paul Ouest	Favorable avec suggestion et commentaire

4.3 Modifications réglementaires

4.3.1	s. o.	Projet de règlement sur les rénovictions	Favorable avec suggestion et commentaire

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001826334	325, boulevard René-Lévesque Est	Favorable

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001810054	3071, avenue de Trafalgar	Dossier reporté

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001756636	2371, rue Jean-Langlois	Favorable avec conditions
4.6.2	3001296759	149, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.3	3001658138	1441, rue Saint-Mathieu	Favorable avec conditions
4.6.4	3001660282	1291, rue Redpath-Crescent	Défavorable
4.6.5	3001720274	1311, rue des Pins Ouest	Favorable avec conditions
4.6.6	3001766374	355, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.7	3001716299	422, rue Ontario Est	Favorable avec conditions
4.6.8	3001776074	1450, rue Logan	Favorable
4.6.9	3001767916	3459, rue Simpson	Favorable
4.6.10	3001364847	1175, rue Crescent	Défavorable
4.6.11	3001736314	1871, rue Ontario Est	Favorable avec conditions
4.6.12	3001616704	1433, rue Chomedey	Défavorable
4.6.13	3001603829	685, rue Saint-Maurice	Favorable
4.6.14	3001707694	1418, rue Crescent	Favorable
4.6.15	3001709418	1035, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.16	3001472959	1850, rue Sherbrooke Ouest	Favorable
4.6.17	3001682036	2001, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.18	3001715095	1050, rue Drummond	Favorable avec conditions
4.6.19	3001661680	2265, avenue Papineau	Favorable avec conditions et suggestion
4.6.20	3001724654	1329, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.21	3001723835	1133, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.22	3001687615	2359, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable avec conditions
4.6.23	3001658554	2075, boulevard Robert-Bourassa	Favorable
4.6.24	3001766714	1280, rue Ontario Est	Favorable
4.6.25	3001787834	1430, rue Drummond	Favorable

4.6.26	3001731956	900, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable avec conditions
4.6.27	3001799854	1015, rue Saint-Alexandre	Favorable
4.6.28	3001806816	425, avenue Viger Ouest	Favorable avec conditions
4.6.29	3001685859	2000, avenue McGill College	Favorable
4.6.30	3001770334	1388-1400, rue Ste-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.31	3001685896	977, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.32	3001661359 3001699735	2083-2085, rue Saint-Timothée	Défavorable
4.6.33	3001807694	1125, rue Ontario Est	Favorable avec conditions
4.6.34	3001758334	1812, rue Atateken	Favorable avec conditions
4.6.35	3001543635	2065, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec conditions
4.6.36	3001643948	330, rue Christin	Favorable avec conditions et suggestion

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001404504	350, rue Sherbrooke Ouest 2142, rue De Bleury	Dossier reporté
4.7.2	3001804954	2022-2046, rue Peel	Dossier reporté

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3001780635	1419, rue Clark	Favorable avec conditions
4.8.2	3001404504	350, rue Sherbrooke Ouest 2142, rue De Bleury	Dossier reporté
4.8.3	3001592077	1050, rue de la Montagne	Dossier reporté
4.8.4	3001804954	2022-2046, rue Peel	Dossier reporté

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 14 avril 2020 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 16 avril 2020.

6. Varia
Aucun

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 11h52.

Sophie Mauzerolle 19-03-2020
Sophie Mauzerolle date
Présidente

Billy Chercubin 2020-03-19
Billy Chécubin date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001744295
4.2.1

Objet :	**MODIFICATION D'UN PROJET PARTICULIER**
Endroit :	636, rue Saint-Paul Ouest
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à subdiviser un lot afin d'ériger un nouveau bâtiment sur la partie sud d'un terrain encadré des rues Saint-Paul, Saint-Henri, William et de la ruelle Richard. Un bâtiment de 6 étages datant de 1907 occupe plus de la moitié du lot. Au sud de l'immeuble se trouve une aire stationnement extérieure comptant une vingtaine d'unités, ainsi qu'un quai de chargement. L'immeuble est occupé majoritairement par des bureaux, ainsi que par un restaurant au sous-sol, dont l'entrée est située sur la ruelle. La nouvelle limite de terrain du bâtiment existant serait ramenée à sa façade arrière, libérant ainsi un maximum de superficie actuellement occupée par un stationnement de surface et le quai de chargement. Cette opération nécessite le démantèlement de ce dernier qui ne sera pas relocalisé ailleurs. La plupart des livraisons destinées aux bureaux s'effectuent principalement déjà par l'entrée de la rue Saint-Paul. Pour les livraisons plus lourdes, il est proposé de les faire passer par une porte qui sera aménagée sur la rue Saint-Henri et qui transiteront jusqu'à l'ascenseur de l'immeuble. La gestion des déchets sera effectuée de la même façon. En plus de ces interventions sur le bâtiment existant, sur la rue Saint-Henri une chambre annexe sera aménagée, et sur la façade sud, les ouvertures seront murées. Ces travaux feront l'objet d'une présentation subséquente au comité, dans le cadre d'une révision de projet en vertu du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Selon l'article 582 du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie, un usage commercial de plus de 500 mètres carrés doit fournir un quai de chargement de petite dimension, alors que le nouveau bâtiment qui aura environ 800 m² de locaux commerciaux ne prévoit pas de quai. Le bâtiment existant ayant une superficie de bureaux d'environ 5 900 m² doit aussi fournir un quai de chargement de petite dimension (article 583). La demande de déroger à l'aménagement d'un quai de chargement s'applique également au futur bâtiment.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que : La plupart des livraisons destinées aux bureaux occupant l'immeuble existant s'effectuent déjà par l'entrée de la rue Saint-Paul. Elles représentent principalement de petits colis de fourniture et l'utilisation du quai de chargement n'est pas nécessaire.

Considérant qu' : Une porte d'accès sera aménagée sur la rue Saint-Henri, par où pourront transiter les colis plus importants, tout comme les matières résiduelles, nécessitant l'utilisation du monte-charge. Ces interventions s'effectueront dans le cadre de l'aménagement d'une nouvelle chambre annexe obligatoire.

Considérant que : La dérogation demandée permettra de développer un stationnement de surface au profit d'un projet immobilier commercial. Le futur projet permettra de consolider le tissu urbain et d'encadrer l'espace public, en plus de voir disparaître un îlot de chaleur généré actuellement par le terrain asphalté.

Considérant que : La demande respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Toutefois, les membres du comité suggèrent au demandeur de prévoir un toit végétal afin de contribuer à la réduction des îlots de chaleur.

Par ailleurs, les membres soulignent leur appréciation de l'aménagement de la ruelle Richard et souhaitent que cette intervention demeure jusqu'à l'exécution des travaux.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
s. o.
4.3.1

Objet : **MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE – PROJET DE RÈGLEMENT SUR LES RÉNOVICTIONS**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Samuel Ferland et Charlotte Horny

Description : La demande vise à modifier le *Règlement d'urbanisme 01-282* afin d'interdire la division ou la subdivision de logements.

Dans les dernières années, et à l'instar des autres arrondissements centraux, l'arrondissement de Ville-Marie a vu certains logements de son territoire être transformés afin de créer des logements de petites dimensions à même de grands logements existants. Dans un contexte où le taux d'inoccupation des logements sur le territoire de la Ville de Montréal a atteint son plus bas niveau en 15 ans, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) propose d'identifier des solutions permettant d'assurer le maintien de logements de dimensions adéquates aux besoins des familles vivant sur le territoire. La modification réglementaire prévoit l'introduction de 3 nouvelles dispositions visant le logement et le cadre bâti.

La présente proposition vise à restreindre la division ou la subdivision de logements à des cas particuliers identifiés ici.

Également, il est proposé d'interdire la conversion des maisons de chambres en logement.

Enfin, il est également proposé d'abaisser le taux d'implantation maximal autorisé dans une portion du territoire située dans le quartier Sainte-Marie, au sud de la rue Ontario Est.

Interdire la division et la subdivision de logements

Pour éviter de perdre des logements de grande superficie au profit de plus petit, il est recommandé d'interdire la division ou la subdivision d'un logement.

Toutefois, il sera toujours permis d'agrandir un logement dans un espace non habitable d'un autre logement du même bâtiment ou de créer un logement supplémentaire à même un espace non habitable d'un bâtiment.

De plus, il sera également permis de diviser ou subdiviser afin de reprendre le nombre de logements et leur emplacement dans un bâtiment dont la typologie architecturale d'origine est un duplex ou un triplex.

Protéger les maisons de chambres existantes

Une maison de chambres est un immeuble offrant en location des chambres et dont plusieurs équipements sont partagés entre les locataires (cuisine, salle de bain et/ou toilettes). Elles constituent l'une des options de logement les plus abordables et les plus flexibles sur le marché.

Le parc de maison de chambres est marqué par une perte continue et accélérée d'unités. Face aux pressions du marché, il est essentiel de mettre en place des mécanismes de protection. Ainsi, il est proposé d'empêcher le remplacement d'une maison de chambres par un autre usage.

Limiter l'agrandissement d'un bâtiment et assurer une offre d'espace non construit

La plupart des secteurs de duplex et de triplex dans l'arrondissement ont un taux d'implantation maximal de 70 %, à l'exception d'un secteur du quartier Sainte-Marie, où le taux d'implantation peut atteindre 100 %. Il est donc proposé de diminuer le taux d'implantation au sol maximal de 100 % à 70 % dans le secteur délimité approximativement par les rues Ontario, Frontenac, Notre-Dame et Parthenais.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'arrondissement de Ville-Marie, ainsi que l'ensemble de la Ville de Montréal, doit conjuguer avec une pénurie de logements locatifs abordables.

Considérant que : Les principales raisons légales prévues par la Loi sur la Régie du logement permettant aux locateurs de mettre fin aux baux les rattachant aux locataires doivent être mieux encadrées dans le contexte de pénurie de logements locatifs abordables de l'arrondissement.

Considérant que : La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et la Charte de la Ville de Montréal autorisent l'arrondissement de Ville-Marie à intervenir afin de maintenir un parc de logements locatifs abordables efficients.

Considérant que : Les changements réglementaires proposés visent à favoriser la conservation de la superficie des logements familiaux à leur niveau actuel, à maintenir le nombre de logements locatifs abordables à son niveau existant et diminuer les évictions de locataires abusives.

Considérant que : La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Les membres souhaitent d'ailleurs souligner l'importance de cette nouvelle réglementation qui selon eux, tombe à point dans le contexte actuel de pénurie de logements abordables.

Enfin, les membres du comité suggèrent d'explorer la possibilité d'introduire, dans le projet de règlement, une superficie minimale pour les logements.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001826334
4.4.1

Objet : **DÉROGATIONS MINEURES**

Endroit : 325, boulevard René-Lévesque Est

Responsable : Karine Ayotte

Description : La demande vise l'approbation d'une demande de dérogations mineures dans le cadre de la construction d'un bâtiment dont la hauteur minimale déroge à celle prescrite au *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Le site est situé sur le côté nord du boulevard René-Lévesque, entre les rues Saint-Denis, Savignac et Sanguinet. Il accueillait le bâtiment vacant de trois étages qui abritait autrefois la compagnie Desjardins Fourrures. Les bâtiments voisins sur René-Lévesque sont des immeubles résidentiels de 16 et 19 étages, tandis que sur la rue Savignac se retrouvait l'édifice Riga de 4 étages qui a récemment été démoli et un nouveau bâtiment de 7 étages y sera reconstruit.

Le demandeur a soumis un projet d'un immeuble résidentiel de 14 étages avec rez-de-chaussée commercial qui a fait l'objet d'un avis favorable au CCU le 13 avril 2017 dans le cadre de l'analyse d'une révision de projet au Titre VIII. Toutefois, une des conditions à l'égard de ce projet était de rehausser le niveau du rez-de-chaussée sur la rue Savignac, ce qui a créé une non-conformité à la hauteur minimale de 11 m prescrite au *Règlement d'urbanisme 01-282*.

De surcroît, lors de l'analyse de la demande de permis, la DAUM a constaté une 2e non-conformité au *Règlement d'urbanisme 01-282* à l'effet de ne pas respecter la hauteur minimale de 11 m sur le boulevard René-Lévesque.

Selon l'article 10. 2° du *Règlement d'urbanisme 01-282*, dans un secteur de hauteur en mètres, la hauteur d'un bâtiment doit être en tout point égale ou supérieure à la hauteur en mètres minimale prescrite sur une profondeur d'au moins 4 m à partir de la façade.

Selon l'article 14, sauf dans un secteur visé à l'article 10.1 et dans un secteur de hauteur en mètres et en étages où est prescrite une hauteur maximale de 2 ou 3 étages, la hauteur d'un bâtiment, autre qu'une dépendance peut varier de plus ou moins 1 m des hauteurs minimales ou maximales prescrites.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 18 janvier 2018, le CCU a émis un avis favorable avec conditions quant à la modification du rez-de-chaussée afin que la façade Savignac permette un dialogue avec la rue.

À la séance du 13 avril 2017, le CCU a émis un avis préliminaire favorable avec conditions, en vue d'une présentation au comité de démolition.

Considérant que : Sur la rue Savignac, les plans ont été modifiés afin de répondre aux conditions des membres du CCU lors de la séance du 13 avril 2017.

Considérant que : Le retrait sur la rue Savignac permet de réduire l'ampleur du volume sans diminuer l'implantation au sol.

Considérant que : La configuration du bâtiment, à l'arrière, permet de dégager davantage le terrain du futur projet de coopérative sur l'ancien site de l'édifice Riga.

Considérant que : Sur le boulevard René-Lévesque, le retrait permet une façade plus rythmée et le gabarit du volume s'insère bien dans la trame urbaine.

Considérant que : L'application du Règlement d'urbanisme causerait un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que : Les demandes de dérogations mineures ne portent pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.

Considérant que : Les demandes de dérogations mineures sont conformes aux dispositions du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001810054
4.5.1

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 3071, avenue de Trafalgar

Responsable : Samuel Ferland

Description : La demande vise à permettre l'usage « bureau » dans un des logements d'un duplex en rangée. La demande touche plus spécifiquement, le rez-de-chaussée et le sous-sol dans lequel se trouve un garage double.

Ce bâtiment a été érigé en 1909. Le bâtiment est couvert sur l'ensemble de ses façades de briques d'argile rougeâtre. L'entrée du garage double se fait sur l'avenue Highland puisque le bâtiment est construit sur l'intersection de cette avenue et de l'avenue Trafalgar. Plusieurs arbres (feuillus) forment un écran permettant de dissimuler la façade avant du bâtiment. Aucun arbre mature ne dissimule la façade latérale donnant sur l'avenue Highland.

Le secteur comporte plusieurs typologies d'habitation. En plus des duplex, on y retrouve également des maisons unifamiliales de grandes dimensions, il s'agit d'un secteur cossu de l'arrondissement de Ville-Marie. Outre les déplacements en automobile, les lignes d'autobus desservant le chemin de la Côte-Sainte-Catherine permettent d'atteindre, après quelques minutes de marche, le logement visé par la présente demande.

Le bâtiment accueille actuellement l'usage bureau et la requérante souhaite régulariser cette situation à la suite d'une inspection effectuée par l'arrondissement. Le logement concerné comprend un garage en sous- sol. La requérante souhaite que l'usage « bureau » s'applique pour l'ensemble du logement.

Elle propose d'aménager un bureau pour la gestion de son entreprise. Cet espace de travail servira au besoin des employés uniquement. Ce bureau ne sera pas accessible au public, aucune activité commerciale et aucune consultation ne seront effectuées sur place. La requérante ne désire pas afficher son établissement. Aucune réception ou accueil ne sera aménagé.

Les plans fournis par la requérante n'indiquent aucune modification apportée au logement entre les configurations « résidentielle » et « bureau ». Les pièces du logement comportent seulement un mobilier permettant de faire la gestion de l'entreprise. Ce mobilier de bureau peut être remplacé par un mobilier de « maison » en quelques heures et ainsi retrouver son usage résidentiel.

L'aire de stationnement existante, le garage double au sous-sol, pourra accueillir 2 véhicules.

Dans un secteur associé à la catégorie R.1 au nord de la rue Sherbrooke, dans un bâtiment de 5 étages ou moins, un usage conditionnel « bureau » peut être autorisé en vertu de l'article 147 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet s'inscrit dans un secteur résidentiel.

Considérant que : L'usage bureau sera limité au sous-sol et au rez-de-chaussée du logement.

Considérant que : Le projet ne nécessite pas de travaux et que les plans fournis démontrent que la reconversion vers un usage résidentiel sera facilement réalisable, et ce, en quelques heures.

Considérant que : Le projet n'occasionnera pas d'achalandage dans la rue puisqu'aucun client n'est appelé à se rendre au bureau de l'entreprise.

Considérant que : Le projet ne nécessite aucune modification extérieure du bâtiment et aucune aire de stationnement.

Considérant qu' : Aucune enseigne commerciale n'est requise.

Pour ce dossier, le comité consultatif d'urbanisme demande à ce qu'il soit reporté à une séance ultérieure afin de mieux prendre connaissance des nouveaux éléments d'information quant à l'opposition au projet d'un groupe de citoyens riverains.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001756636
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2371, rue Jean-Langlois
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise un immeuble construit vers 1910, les plans de construction d'origine n'ont pu être retrouvés. C'est un immeuble de 3 étages constitué de 5 logements. Des travaux importants ont été réalisés sur la façade en 2003 et en 2004. Les travaux ont entrainé le remplacement de l'ensemble de la brique d'origine et le remplacement de toutes les portes et fenêtres, dont quatre ont été agrandies. Le demandeur propose le remplacement des quatre portes doubles installées dans les ouvertures agrandies du 2^{e} et 3^{e} étage par des portes doubles sans imposte de type oscillo-battant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 102, 103, 104, 105, 127.21 du *règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282)*.
Considérant que :	La requalification du bâtiment en 2003-2004 peut être considérée comme étant la nouvelle composante d'origine et que la grandeur des ouvertures modifiées peut être conservée tel quelle.
Considérant que :	Le modèle de porte proposée ne correspond pas au modèle d'origine, ni au mode d'ouverture d'origine.
Considérant que :	Les portes actuellement en place sont peu harmonieuses et que l'imposte et les carreaux n'apportent rien à la composition et ne s'accordent pas avec la simplicité des fenêtres à guillotine remplacées en 2019.
Considérant que :	Les ouvertures donnent accès à des balcons et que l'expression de la proposition tend plus vers un modèle de fenêtre que de porte, la direction souhaite conserver l'expression de porte et non de fenêtre pour les quatre ouvertures.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Remplacer les portes actuelles par des portes doubles à battants avec vitrage, sans imposte et sans carrelage.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001296759
4.6.2

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**

Endroit : 151-157, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment de sept étages abritant 38 unités résidentielles aux étages deux à sept et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée, d'un gabarit similaire aux bâtiments érigés récemment dans ce secteur de la rue Sainte-Catherine. L'accès des résidences se fait par un vestibule sur la rue de Bullion, à la portion Nord de cette façade, alors que les commerces présentent des accès directs depuis la rue Sainte-Catherine. L'enveloppe présente un détail de cadrage aux ouvertures incluant des linteaux en escalier.

Le rez-de-chaussée vitré exprime la fonction commerciale de ce niveau, et un traitement également plus vitré au dernier étage exprime un couronnement à la composition. Les portes et fenêtres présentent des cadrages métalliques de couleur noire.

La construction hors-toit est revêtue de panneaux métalliques de couleur gris foncé.

Le projet ne prévoit pas de stationnement intérieur.

Le projet a été modifié depuis la dernière version présentée au comité, le concepteur tenant compte des conditions énoncées. Les deux premiers niveaux ont fait l'objet d'un traitement similaire, induisant la perception d'un niveau rez-de-chaussée rehaussé, alors qu'un bandeau métallique de couleur noire a été ajouté afin de supporter de nouvelles enseignes.

Au contraire de la condition du comité, le concepteur propose toujours des panneaux de béton préfabriqués, mais assortis cette fois de plaquettes de brique d'argile. Un échantillon prototype a été produit et déposé, pour l'évaluation du comité.

Un écran architectural est proposé au pourtour du parapet de la construction hors-toit, alors que les garde-corps des terrasses sont en recul d'une fois leur propre hauteur relativement aux façades.

Élément particulier : Aucune

Remarque importante : Les projets de démolition et de construction furent présentés aux séances du CCU de juin 2017, d'avril 2018 et de janvier 2019 pour des avis préliminaires, en vue de la présentation au CEDD, et le 16 janvier 2020

dans le cadre de la révision de projet.

Le CEDD a rendu une décision favorable à la démolition du bâtiment le 27 mars 2019.

Résolution CA19 240230 du 7 mai 2019 : Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté au 149, rue Sainte-Catherine Est (lot 2 161 583).

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.18, 713 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La nouvelle volumétrie proposée exprime le potentiel de développement du site et est compatible aux gabarits des bâtiments construits récemment sur cette section de la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : Le détail de linteau de maçonnerie en escalier, répété aux ouvertures du corps de bâtiment, présente un potentiel d'intérêt architectural pour le bâtiment et serait sans doute mieux exprimé par un détail de maçonnerie traditionnel plutôt que par les faces de briques.

Considérant que : Les modifications apportées aux premiers niveaux permettent une expression rehaussée de la base du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une véritable brique d'argile pleine plutôt que la face de brique fixée sur un panneau de béton, l'intérêt architectural du bâtiment reposant en grande partie sur la qualité de ce détail.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001658138
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1441, rue Saint-Mathieu
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à remplacer les portes de l'accès principal d'un bâtiment de deux étages datant de 1900 selon les registres de la ville. La porte double de bois avec un vitrage pleine hauteur semble être d'origine, mais aurait atteint la fin de sa vie utile selon le demandeur. L'imposte d'origine a été obturée, à une date inconnue. La nouvelle porte double présente une apparence sensiblement similaire dans sa géométrie, avec un vitrage pleine hauteur. L'imposte n'est par contre pas incluse au projet.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La porte double proposée reprend sensiblement les proportions des portes de bois d'origine, mais elles présentent moins d'intérêt architectural que les portes d'origine.
Considérant que :	L'imposte est une caractéristique d'origine du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Restaurer la porte de bois, qui semble être celle d'origine, ou si un rapport d'expert confirme la fin de sa vie utile, la remplacer par une porte d'une apparence identique.**
- **Inclure une imposte vitrée à la proposition, reprenant les proportions de l'imposte d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001660282
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1291, rue Redpath-Crescent
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser un écran de terrasse déjà érigé sur le site. L'écran de bois, construit afin de préserver l'intimité de la terrasse adjacente à sa limite ouest, est haut de 1,7 mètre depuis le niveau de la terrasse.
Élément particulier :	Le site fait partie des limites du site patrimonial du Mont-Royal, et le projet devra être autorisé par la division du patrimoine. Cette dernière a émis un avis préliminaire défavorable pour le projet.
Remarque importante :	Un permis a été délivré en 2016 autorisant la construction d'une terrasse et de garde-corps.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23, 99, 103, 104, 105, 127, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'écran de bois présente une apparence peu compatible à l'architecture du bâtiment, et ne prend pas la forme et l'apparence d'origine pour une composante du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chénubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001720274
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1311, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'une terrasse au toit d'un bâtiment de 4 étages datant de 1923. Composée de bacs de plantation faisant office de garde-corps et d'une pergola haute d'environ 3,2 m, la terrasse respecte le recul avant préconisé au règlement d'urbanisme, soit deux fois sa propre hauteur. Le retrait relativement au mur arrière d'environ 1,2 m est un peu moindre que la distance préconisée de 1,5 m.
Élément particulier :	Le bâtiment fait partie des limites du site patrimonial du Mont-Royal, et il doit être autorisé par la Division du patrimoine.
Remarque importante :	Une version antérieure du projet a été présentée au CCU en août 2017, et avait reçu un avis favorable avec des conditions relatives à la matérialité. La nouvelle terrasse est desservie par un escalier autorisé au permis n° 3000670126 de 2017.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23, 99, 103, 104, 105, 127, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La construction de la pergola vers l'arrière du bâtiment minimise son impact visuel et permet ainsi une intégration discrète à son architecture.
Considérant que :	La terrasse n'est pas visible depuis l'axe du trottoir situé du côté opposé du bâtiment, selon les documents du demandeur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Respecter le recul préconisé de 1,5 m depuis la façade arrière du bâtiment pour toutes les composantes fixes de la terrasse.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001766374
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	355, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à apporter des modifications à l'entrée principale d'un bâtiment de sept étages datant de 1970. Une proposition précédente avait reçu un avis favorable du CCU en avril 2017, et avait été autorisée par le permis 3000648294-17. Une modification de celle-ci afin de fournir un accès direct à un local commercial situé au niveau rez-de-chaussée nécessite une nouvelle présentation. La proposition modifiée prévoit une entrée similaire à celle déjà existante pour l'autre espace commercial du même niveau, abritant le restaurant Universel. Les entrées commerciales directes seraient ainsi situées de part et d'autre de l'accès principal, résultant en une composition symétrique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282
Considérant que :	Le nouvel accès participe à animer davantage le domaine public
Considérant que :	Le positionnement en miroir de la porte d'accès de l'autre espace commercial du même niveau permet une intégration adéquate à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001716299
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	422, rue Ontario Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation de l'installation de 3 enseignes pour un commerce situé au niveau rez-de-chaussée d'un bâtiment de 3 étages datant de 1875 selon les registres de la ville. Une enseigne en bois haute de 0.35 m et large de 0.7 m est proposée sur la porte d'accès du commerce. Une deuxième enseigne en PVC haute de 0.9 m et large de 1.8 m est proposée à la façade de la rue Ontario, sur le parement de pierres naturelles embossées. Une troisième enseigne en PVC, de mêmes dimensions que la précédente, est prévue à la façade latérale du bâtiment. Cette dernière enseigne est déjà installée sur le site.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les nouvelles enseignes positionnées sur la porte et sur la façade de la rue Ontario présentent un emplacement adéquat.
Considérant que :	L'enseigne proposée en façade Ontario camoufle la pierre embossée, une caractéristique architecturale d'intérêt.
Considérant que :	L'enseigne proposée à la façade latérale n'indique pas une entrée et présente un message répété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'enseigne sur la façade latérale ouest.**
- **Pour l'enseigne prévue à la façade de la rue Ontario : prévoir installer une enseigne de type potence, qui présenterait une meilleure qualité d'intégration à l'architecture du bâtiment. Prévoir réduire la superficie de l'enseigne à maximum 0,75 m de large.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001776074
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1450, rue Logan
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à modifier la façade latérale donnant sur la cour d'un bâtiment de trois étages datant de 1870 selon les registres de la ville. Deux fenêtres de type « battants » sont ajoutées en façade latérale, de même qu'une descente donnant accès au vide sanitaire.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du Règlement d'urbanisme 01-282.
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres présentent un impact plutôt faible sur l'architecture du bâtiment, sur une façade relativement peu visible depuis la voie publique.
Considérant que :	La descente vers le vide sanitaire est camouflée sous une trappe d'accès.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001767916
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3459, rue Simpson
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'érection d'une construction hors-toit sur une des 15 maisons de ville contigües formant la « place Chelsea ». L'ensemble a été construit en 1923 selon les documents conservés aux archives de la ville, et a conservé un degré d'intégrité exceptionnel. La nouvelle construction hors-toit, haute de 2.7 m, présente un plan d'un carré d'environ 2,5 m de côté. Elle remplace un apprenti d'accès au toit qui ne semble pas être d'origine et qui serait démoli dans le cadre de la proposition. Le recul relativement à la façade avant, à 2,3 m, est près de la moitié du recul préconisé au règlement d'urbanisme, qui est plutôt deux fois la hauteur de la construction hors-toit. La proposition présente une apparence davantage « traditionnelle » qui est préconisée par le syndicat de copropriété et qui est similaire à des constructions hors-toit autorisées sur des bâtiments de cet ensemble dans le passé. Les garde-corps existants de la terrasse sont conservés dans le cadre du projet.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23, 99, 103, 104, 105, 127, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*
Considérant que :	La construction hors-toit présente des proportions sommes toutes plutôt harmonieuses, et reste d'une apparence compatible à celle du complexe de la place Chelsea. Elle reprend l'emplacement d'une construction déjà existante.
Considérant que :	La terrasse est faiblement visible depuis la voie publique, selon les documents du demandeur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001364847
4.6.10

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1175, rue Crescent

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise des travaux déjà exécutés de démolition-reconstruction de l'escalier d'accès au bâtiment, dont la construction remonte à 1988, mais dont l'état laissait de plus en plus à désirer. L'escalier qui a été remplacé fut construit en 1988 en acier soudé avec contremarches opaques en acier, et les marches ont été recouvertes d'un ciment maigre qui se dilapidait peu à peu au rythme de la rouille qui gangrenait constamment le support.

Il est impossible de déterminer la forme de l'escalier d'origine de cet immeuble qui a été construit en 1885. Il est possible que les marches aient été en pierre, comme il est aussi possible qu'elles aient été en bois.

Dans sa demande de permis en 2017, le demandeur proposait de remplacer l'existant par une version semblable en acier galvanisé, avec marches et palier en fibre de verre qualité commerciale.

Le garde-corps aurait été également en galvanisé, avec des barrotins munis de bagues décoratives circulaires, le tout étant de facture moderne, mais compatible avec la facture patrimoniale du parement du rez-de-chaussée.

En fin de compte, l'escalier tel que construit est entièrement fini en plaques d'acier galvanisé strié en damier (checkerplate); il est nanti d'un garde-corps plus générique, le tout générant une touche de modernisme passablement déplacée.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Les mêmes travaux ont reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme à sa séance de février 2017 pour un escalier avec marches de fibre de verre reprenant davantage l'aspect d'origine présumé. L'escalier réalisé dans le cadre du permis délivré ne correspond pas aux paramètres autorisés.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Le modèle d'escalier proposé était plausible dans les circonstances, mais celui qui est réalisé s'éloigne de l'apparence présumée d'origine, à cause de la mise en œuvre et de la matérialité employée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001736314
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1871, rue Ontario Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un immeuble doté d'une belle prestance et datant du début du XX^{e} siècle. Les propriétaires ont décidé d'en réduire la superficie commerciale et d'introduire l'usage résidentiel au rez-de-chaussée, sur la partie faisant face à la rue Cartier. Il s'agit également de replanifier les 6 logements existants aux 2^{e} et 3^{e} étages afin qu'ils soient conformes et refaits à neuf. Pour ce faire, l'architecte envisage le percement de plusieurs nouvelles ouvertures face à la rue Cartier, aux dimensions calquées sur l'existant, ainsi que le remplacement de 2 portes de garage par des vitrines semblables aux existantes, perpétuant ainsi le souvenir des ouvertures d'origine. On propose également le remplacement des portes en façade sur la rue Ontario. La porte menant aux logements des étages serait du même modèle vitré commercial en aluminium que la porte du bureau, alors qu'une porte de type résidentiel munie d'un carreau vitré de 1,2 m de hauteur s'y prêterait davantage. L'ensemble des nouvelles ouvertures est traité pour s'insérer sans heurts au sein de la composition d'origine. Toutefois, il faudrait profiter de l'occasion pour agrandir l'ouverture de la porte de balcon donnant sur Cartier, afin de corriger une erreur historique.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Il vaut mieux installer une porte de type résidentiel pour accéder aux logements des étages.
Considérant qu' :	Il serait triste de ne pas profiter de l'occasion pour redimensionner l'ouverture de la porte de balcon existante afin qu'elle s'insère bien dans la composition.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer une porte de type résidentiel munie d'un carreau vitré de 1,2 m en façade Ontario pour accéder aux étages.**
- **Rehausser l'ouverture de la porte du balcon en façade Cartier pour l'aligner sur les autres fenêtres.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001616704
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1433, rue Chomedey
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un bâtiment qui fait partie d'un ensemble de 2 immeubles bâtis en 1870, pour lesquels il a été impossible de déterminer la forme et l'apparence des escaliers d'origine. Un escalier de bois serait probablement plus plausible qu'un escalier de pierre, puisque les marches démolies pour ce projet déjà réalisé étaient en bois. L'escalier du bâtiment siamois au nord est construit en béton et recouvert de pierre, mais son garde-corps est un original en fonte qu'on retrouvait sur les escaliers de bois. Malgré cela, plusieurs bâtiments de cette époque et de ce secteur étaient dotés d'escaliers en pierre. Les travaux à l'étude sont déjà réalisés, et ils sont faits de blocs de pavage de béton déposés sur un amoncellement de poussière de pierre compactée. Ce qui est recommandable pour des marches d'aménagement paysager, mais l'est moins pour un escalier donnant accès au rez-de-chaussée d'un bâtiment, puisque ce dernier n'est pas solidaire du remblai, qui ne semble pas stabilisé par des murs coulés en place. Le demandeur prévoyait également l'installation d'un garde-corps en aluminium assemblé mécaniquement, qu'il aurait été fixé sur des blocs simplement déposés, mais il a été avisé que ce ne serait pas acceptable.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le modèle d'escalier réalisé n'est pas plausible dans les circonstances, et il est très éloigné de l'apparence présumée d'origine, à cause de la mise en œuvre et de la matérialité employées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001603829
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXRTÉRIEURE**
Endroits :	685, rue Saint-Maurice
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à diviser l'espace commercial en 3 parties, à insérer de nouveaux accès et à aménager 2 nouvelles alcôves pour inverser le sens de certaines portes, à l'intérieur du mur rideau déjà érigé. Les interventions proposées respectent le rythme du rideau de verre et leur impact est négligeable dans la perception de l'ensemble, ainsi que dans celle du rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.12 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux s'insèrent bien dans la trame des façades concernées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001695960
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1418, rue Crescent
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer une enseigne lumineuse composée de lettres tridimensionnelles à face d'acrylique noir quand il fait clair, et qui devient blanc le soir venu. Les lettres principales auraient une hauteur de 55 cm et composeraient l'inscription « TSUJIRI », qui serait soulignée par une ligne de caractères secondaire disant « depuis 1860 », en simples lettres d'acier rétroéclairées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne proposée s'insère discrètement dans son environnement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001709418
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1035, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à ajouter un boîtier lumineux muni d'une face en aluminium opaque, découpée pour laisser émerger l'inscription « BOUTIQUE ». Le boîtier mesurerait 97 cm sur 13 cm de hauteur quand il peut être fixé à plat au mur, et 1,37 m x 0,19 m (h) au bas de la marquise qui contribue à définir l'entrée principale. Il n'y a pas de place sur la tranche de la marquise pour ajouter ce nouvel élément, mais l'emplacement proposé est convenable. Le demandeur devrait faire la preuve que le boîtier proposé peut s'insérer dans l'espace disponible pour une installation à plat.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Il reste à prouver que le boîtier proposé peut s'insérer à plat de façon élégante dans l'espace disponible sur l'entablement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir les dessins agrandis permettant de juger de l'insertion des boîtiers proposés à plat sur l'entablement.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001472959
4.6.16

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1850, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise une intervention se situant sur un mur invisible de la voie publique, mais accessible par une ruelle. Le demandeur souhaite remplacer 2 fenêtres d'origine par une porte de garage, permettant au traiteur locataire des lieux de l'utiliser comme quai de chargement.
Élément particulier :	Le bâtiment est un immeuble d'intérêt et un bien culturel classé.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention ne sera pas visible et ne compromet en rien la composition de cette façade utilitaire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chénier
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001682036
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2001, rue Saint-Denis
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer un boîtier lumineux rond à l'intérieur de la partie de vitrine carrée qui surmonte la porte d'entrée, muni d'une face en plexiglas recouverte d'un vinyle translucide découpé d'un logo linéaire évoquant un hamburger. On propose également l'installation de 2 enseignes fabriquées en lettres tridimensionnelles en aluminium, fixées à 2 réglettes en aluminium installées sur le bandeau en pierre lisse surmontant les vitrines. L'ensemble formerait l'inscription « uniburger » en lettres lumineuses blanches.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282* .
Considérant que :	Le boîtier circulaire aurait pour effet de nuire à la transparence désirée et à l'animation de la rue.
Considérant que :	Les enseignes en lettres individuelles sont acceptables si le corps principal des lettres ne dépasse pas du bandeau de pierre lisse.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'installation d'un boîtier circulaire au-dessus de la porte d'entrée. Une enseigne en saillie, au mur près de la porte, ou une enseigne sur pellicule, sur l'emplacement prévu pour le boîtier, seraient préférables. Pour cette dernière option, si elle est choisie, prévoir un dégagement d'un minimum de deux pouces tout autour de la forme circulaire par rapport au cadrage de l'ouverture.**
- **S'assurer que la hauteur du corps principal des lettres (sans les pattes qui dépassent des lettres « b » et « g ») ne dépasse pas la hauteur du bandeau de pierre lisse (vraisemblablement 30 cm) sur lequel elles seraient installées.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001715095
4.6.18

Objet :	**DEMANDES DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1050, rue Drummond
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer une base de granit noir Péribonka d'une hauteur de 75 cm de hauteur, surmontée d'un parallélépipède rectangle en aluminium brossé, d'une hauteur équivalente, dont les faces seraient découpées pour laisser émerger les inscriptions « L/AVENUE », « Résidences » et « un projet signé BROCCOLINI » en noir. L'ensemble aurait une hauteur de 1,5 m pouvant occulter une présence humaine malveillante.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La hauteur de l'enseigne illustrée aux documents est exagérée, car elle cache l'immeuble et pourrait abriter des activités illicites.
Considérant qu' :	Il serait avantageux de réduire la hauteur de la base de granit tout en conservant la surface d'affichage, quitte à investir dans le déneigement pour garder l'enseigne bien dégagée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la hauteur de l'enseigne à un maximum de 1,1 m.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001661680
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'INSTALLATION DE CLÔTURE**
Endroit :	2265, avenue Papineau
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	Le demandeur envisage déplacer l'entrée du stationnement de 25 m plus haut dans la côte, ce qui permettra une circulation plus fluide, d'une part, et l'utilisation d'une portion de la cour pour l'installation de cabinets de sectionnement et autres instruments techniques permettant de fiabiliser le réseau de téléphonie. Une barrière levante serait localisée plus loin sur le terrain pour éviter que les automobilistes manœuvrant pour y entrer bloquent la voie publique. Le corollaire de cette intervention est que pour ragréer la clôture à l'emplacement de l'ancienne entrée, le demandeur propose la même clôture en maille de chaîne d'une hauteur de 1,5 m, ce qui est prohibé par le Règlement sur les clôtures. Il s'agit d'une longueur à reprendre de 7 m sur le total de 71 m (10 %). De plus, 2 nouvelles sections d'une longueur de 7 m seraient construites pour encadrer le passage vers la barrière levante autorisant l'accès au terrain, éliminant la possibilité que des automobilistes délinquants court-circuitent le processus en enjambant le terre-plein avec leurs véhicules à 4 roues motrices.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La nouvelle clôture reprendrait le modèle de l'existante.
Considérant qu' :	Il serait opportun de profiter du chantier pour procéder à la plantation de nouveaux arbres sur la zone non asphaltée en bordure de la clôture afin d'atténuer l'impact de cet îlot de chaleur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un plan de paysagement illustrant les espèces à planter sur la bordure gazonnée en bordure de la clôture afin d'obtenir une augmentation significative de l'indice de canopée.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Nonobstant l'avis favorable émis envers la proposition, les membres du comité suggèrent qu'il serait préférable de remplacer entièrement la clôture actuelle par une nouvelle enceinte en brique, pierre ou fer forgé, tel que l'exige le Règlement sur les clôtures.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001724654
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	1329, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise simplement à remplacer 6 vitrines (3 sur Sainte-Catherine et 3 sur Crescent), qui étalaient auparavant les articles de 3 locataires différents, pour créer un grand local commercial pour Telus. Les vitrines sont encadrées par des moulures ornementées en fonte, et séparées au tiers supérieur par un meneau qui, à l'origine, était également en fonte ornementale. Certains des éléments d'origine ont disparu, mais l'objectif du demandeur est de conserver tout ce qui est possible de l'être. Les nouvelles vitrines seraient donc divisées comme à l'origine, et il reste à découvrir si les meneaux d'origine sont encore présents sous l'aménagement actuel. Les nouvelles vitrines seraient assemblées sans meneaux (joints de silicone structural), et les nouvelles portes uniquement en verre, à l'avenant.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection des Appartements Bishop-Court, mais la Division du patrimoine ne se prononcera pas sur les travaux envisagés.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les dessins de démolition devraient indiquer la présence possible de meneaux intermédiaires en fonte ornementale à conserver.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Indiquer dans les dessins, la présence possible de meneaux intermédiaires en fonte ornementale à conserver.**
- **Advenant qu'une des moulures de fonte ornementale d'origine encadrant les vitrines soit manquante ou endommagée, prévoir de la réparer ou de la remplacer par un élément reprenant la forme et l'apparence d'origine.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001723835
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1133, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à installer une enseigne en saillie non-lumineuse de petit format (60 cm x 30 cm (h)) au mur à côté de la porte en question. Il s'agit d'un boîtier en aluminium brossé muni de 2 faces en acrylique blanc, sur lesquelles on pourra lire les inscriptions « rejuice! » et « NUTRITION » en noir et vert. Il serait installé au centre du pilastre situé à gauche de la porte, à une hauteur de 2,4 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne devrait s'aligner, soit au haut ou au bas, sur le haut (ligne bleue) des séparations des ouvertures qui flanquent la porte donnant accès au local.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Aligner le haut ou le bas de l'enseigne sur le haut des panneaux tympan situés dans les ouvertures voisines ainsi qu'au-dessus de la porte.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001687615
4.6.22

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	2359, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un immeuble industriel de 2 étages qui aurait été construit en 1921. L'étage est converti à l'usage résidentiel depuis 2002, et le demandeur envisage de faire maintenant la même chose au niveau du rez-de-chaussée. Il s'agit d'un espace de 500 m² qui deviendrait un curieux logement de 7 chambres à coucher dispersées autour d'une immense salle familiale. De nouvelles ouvertures seraient percées dans les murs latéraux et arrière, en ligne avec celles de l'étage ; elles seront visibles puisque l'immeuble est contigu au parc Olivier-Robert. Les fenêtres des extrémités, en façade principale, seraient remplacées pour pratiquement s'harmoniser avec la fenestration de l'étage. Deux grandes ouvertures logeant actuellement des entrées seront également refaites en verre et aluminium brun pour s'harmoniser aux huisseries conservées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les percements d'ouverture devraient être réalisés en reprenant le détail de linteau de brique en soldat, tel que sur la façade avant, au rez-de-chaussée, ainsi que la façon dont sont divisées les ouvertures de l'étage.
Considérant que :	Les ouvertures des extrémités, en façade avant, au rez-de-chaussée, devraient être divisées pour s'aligner verticalement exactement sur celles de l'étage.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **En façades latérale et arrière, là où c'est applicable, reprendre le détail de linteau de la façade avant pour les nouvelles ouvertures.**
- **En façades latérale et arrière, reprendre la division des fenêtres de l'étage pour les nouvelles ouvertures.**
- **Diviser les ouvertures des extrémités, au rez-de-chaussée, en façade avant, en s'alignant sur les fenêtres de l'étage.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001658554
4.6.23

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	2075, boulevard Robert-Bourassa
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande concerne un édifice à bureaux de 15 étages datant des années 1970, où l'on a doublé le nombre de bureaux de coin en évidant l'arête de chaque angle du bâtiment. Toutefois, il semble que cette stratégie fonctionne moins bien au niveau du rez-de-chaussée, puisque le demandeur envisage d'agrandir le local du Subway, d'une part, pour éliminer ce coin intérieur, et de construire une fausse toiture devant le A & W, d'autre part, pour donner l'illusion d'un agrandissement pour combler ce vide. Pour ce faire, l'architecte propose d'habiller de la même façon les 2 interventions, de manière à donner une impression d'harmonie à cet étage. Les sections transparentes seraient en verre et aluminium tel que sur les autres parties du bâtiment, et les sections opaques en panneaux de béton léger recouvert de crépi harmonisé à l'existant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de l'intervention est mineur sur un bâtiment dont l'intérêt architectural l'est tout autant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001766714
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	1280, rue Ontario Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une porte supplémentaire dans une vitrine commerciale afin d'aménager une nouvelle issue. Une petite section de brique sera démolie afin de rejoindre le niveau du trottoir. La porte proposée, en aluminium anodisé naturel tel que la vitrine actuelle, sera entièrement fenestrée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.1.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est faible et la porte proposée permet de retrouver une symétrie dans la vitrine commerciale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001787834
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	1430, rue Drummond
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement de panneaux tympan en aluminium par des panneaux tympan en verre agencés au mur rideau les bordant aux limites nord et sud de la façade de l'immeuble patrimonial classé.
Élément particulier :	Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC) puisque le bâtiment est un immeuble patrimonial classé soit l'Édifice du Mount-Stephen-Club.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est positif.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001731956
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	900, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à agrandir le quai de chargement de l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth donnant sur la rue Belmont, à l'arrière de l'édifice. L'agrandissement proposé est d'une superficie de 78 m^2 et 4 portes de garage noires y seront installées. L'agrandissement, recouvert d'une maçonnerie anthracite imitant la pierre abritera également un nouveau réservoir à déchets.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux prévus sont visibles uniquement de la rue Belmont, une rue à caractère fonctionnel.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est positif puisque les travaux viendront restructurer une zone de service comportant une multitude de matériaux de piètre qualité.
Considérant que :	La maçonnerie anthracite devrait être de taille et module semblables à la brique d'argile déjà présente sur cette façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer une maçonnerie anthracite de même taille et module que la brique d'argile déjà présente sur la façade visée par les travaux.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001799854
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	1015, rue Saint-Alexandre
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de l'agrandissement de l'écran mécanique permettant de dissimuler les équipements de ventilation sur l'immeuble en cours d'agrandissement, suite à l'installation d'un nouvel occupant. Bien que l'écran sera un peu plus perceptible de l'avenue Viger Ouest que dans sa taille précédente, son traitement sobre en aluminium couleur bronze et sa faible hauteur permettront d'assurer son intégration adéquate dans le paysage urbain.
Élément particulier :	Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC) puisque le bâtiment est situé dans l'aire de protection du Unity Building.
Remarque importante :	À la séance du 15 mars 2018, le CCU a émis un avis favorable à la réalisation du projet d'agrandissement de l'Édifice Read.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.20 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'écran est discret et que son agrandissement aura peu d'impact sur l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001806816
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	435, rue Viger Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser 2 noms d'occupant d'immeuble sur l'Édifice Read, un en haut de 16 mètres et l'autre en bas de 16 mètres. La première enseigne, représentant la lettre «G» du logo de l'entreprise décliné en rouge, jaune, vert et bleu, sera rétro-éclairée et située au sommet de l'immeuble sur la portion sud de la façade de la rue Hermine. Elle sera fixée sur un panneau tympan dissimulant la dalle de plancher du dernier étage de l'immeuble. Sa superficie est de 4,9 m^2 et elle est localisée à 49,3 m au-dessus du niveau du trottoir, respectant ainsi le critère de superficie du *Règlement d'urbanisme 01-282*. La deuxième enseigne, située sur une nouvelle marquise bordant l'avenue Viger Ouest, aura une dimension de 1,21 m par 3,78 m, totalisant une superficie de 4,55 m^2. Elle est composée de lettres détachées bleues, rouges, jaunes et vertes formant l'inscription «Google». Elle sera fixée sur la mince face de la marquise.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne proposée au sommet de l'immeuble respecte le critère de superficie du *Règlement d'urbanisme 01-282* et qu'elle est adéquatement intégrée à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne proposée sur la marquise est trop imposante et qu'elle n'est pas à l'échelle des piétons.
Considérant que :	L'enseigne proposée sur la marquise est peu intégrée à cette nouvelle marquise proposée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la taille de l'enseigne proposée sur la marquise afin que sa hauteur (en excluant le «g» minuscule du logo) s'inscrive entre la limite basse de la marquise et la limite haute du bandeau de pierre situé tout juste au-dessus de cette marquise.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001685859
4.6.29

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2000, avenue McGill College
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne faisant office de nom d'occupant d'immeuble sur l'édifice à bureau. L'enseigne proposée, d'une superficie de 11 m^2 et localisée à 117 mètres au-dessus du niveau du trottoir, sera fixée sur des panneaux tympan en verre au sommet de la tour. Elle est composée des lettres «iA» bleues et du logo de la compagnie en forme d'éléphant gris, lesquels seront rétro-éclairés. L'enseigne respecte le critère de superficie du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 417 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'enseigne proposée au sommet de l'immeuble respecte le critère de superficie du *règlement d'urbanisme 01-282* et qu'elle est adéquatement intégrée à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001770334
4.6.30

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**
Endroit :	1388-1400, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le percement d'une nouvelle porte sur la façade Bishop de l'édifice Malbac. En 2018, un permis a été émis afin de percer une fenêtre dans cette section du mur de pierre, à la limite sud de la façade Bishop. Le demandeur souhaite maintenant transformer cette ouverture en porte, afin de loger un nouveau commerce. Une alcôve logeant des marches en pierre afin d'atteindre le niveau du rez-de-chaussée et bordée de 2 vitrines à angle est proposée. Un cadrage métallique noir contemporain est proposé afin d'intégrer l'ouverture à celles voisines.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 mars 2018, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet, avec conditions.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Un percement dans le mur de pierre a déjà été autorisé.
Considérant que :	Le traitement métallique du pourtour de l'ouverture s'intègre aux ouvertures voisines et répond à la condition émise par le CCU en 2018.
Considérant que :	Les proportions de l'ouverture et de l'alcôve proposées s'intègrent peu aux ouvertures d'origine du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer une ouverture dans la pierre dont la largeur est réduite au minimum requis, localiser la porte dans le plan de la façade principal et intégrer l'escalier à l'intérieur du local commercial.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001685896
4.6.31

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	977, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes de nom d'occupant d'immeuble. La première enseigne rétroéclairée, située au sommet du bâtiment, remplacera une enseigne existante. On y retrouvera l'inscription « Carrefour iA » en lettrage bleu ainsi qu'un éléphant blanc. L'enseigne, située à 36,6 m au-dessus du niveau du trottoir, aura une superficie de 6,4 m^2, ne respectant pas le critère de superficie du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Cependant, elle remplace une enseigne d'une superficie de 12,8 m^2. Deux autres enseignes rétroéclairées sont proposées de part et d'autre de l'entrée commune du bâtiment. On y retrouve l'inscription l'inscription « Carrefour iA Groupe financier » en lettrage bleu ainsi qu'un éléphant blanc sur un boitier en acier inoxydable au fini brossé. Chacune aura une dimension de 0,52 m par 0,71 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La taille proposée permet de conserver la lisibilité du texte, malgré que l'enseigne proposée au sommet de l'immeuble ne respecte pas le critère de superficie du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La superficie de l'enseigne proposée au sommet de l'immeuble est réduite de 50% par rapport à celle installée actuellement et qu'elle est adéquatement intégrée à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Les 2 enseignes à plat de part et d'autre de l'entrée s'intègrent adéquatement au bâtiment et qu'elles s'adressent aux piétons.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001661359 et 3001699735
4.6.32

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRANSFORMATIONS EXTÉRIEURES**
Endroit :	2083-2085, rue Saint-Timothée
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à l'ajout de cours anglaises ainsi qu'un agrandissement du bâtiment à vocation résidentielle. Une série de cours anglaises et sauts de loups, faisant l'objet de la première demande de permis, sont proposés afin d'aménager des logements au sous-sol. Elles sont localisées dans les cours nord et sud et ont des profondeurs variant de 0,9 m à 1,8 m. Le demandeur propose également un agrandissement de trois étages en cour latérale. L'agrandissement sera détaché du bâtiment existant et une cour étroite et profonde éclairera 12 logements, dont 3 en sous-sol. Un passage sera également conservé au sud afin d'accommoder une servitude de passage au rez-de-chaussée. La façade sud sera recouverte de brique d'argile rouge. La façade de l'agrandissement donnant sur la rue Saint-Timothée, en brique d'argile rouge, sera séparée de l'immeuble existant par un escalier recouvert d'un écran en métal perforé. L'entrée des nouveaux logements se fera par cet escalier de 3 étages situé en façade avant. Les niveaux des nouvelles fenêtres proposées ne correspondent pas à ceux des fenêtres du bâtiment existant. Des fenêtres étroites ainsi que des porte-patio avec un garde-corps de verre sont proposées au rez-de-chaussée, 2^{e} et 3^{e} étage et des fenêtres en sous-sol sont proposées directement à la ligne de lot.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 94, 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Un escalier sur 3 étages est prévu en façade avant, ne respectant pas l'article 94 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Aucune porte menant à un espace intérieur n'est prévue sur la portion agrandie de la façade Saint-Timothée.

Considérant que : Les logements en sous-sol avec des fenêtres bordant le trottoir sont de faible qualité.

Considérant que : Les fenêtres proposées ne reprennent pas les alignements de la façade actuelle.

Considérant que : Des portes-patio sont préconisées en cours latérales et arrière, mais pas en cour avant.

Considérant qu' : Un travail de composition des façades est à faire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001501345
4.6.33

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION EXTÉRIEURE**

Endroit : 1125, rue Ontario Est

Responsables : Thomas Fontaine

Description : La demande concerne un projet autorisé au permis n° 3000835691-19 qui consistait à aménager la totalité des espaces couverts sous les marquises Est (rue Wolfe) et Ouest (rue Amherst) avec l'objectif d'y abriter des espaces commerciaux. À la façade Est, un quai de chargement était également proposé au nord de la rampe d'accès au stationnement souterrain à l'intersection des rues Wolfe et Square-Amherst, de même qu'un compacteur à déchets.

La mise en chantier du projet a révélé des conditions spécifiques du site qui ont impacté l'apparence du projet, particulièrement dans la portion faisant face à la rue Atateken. La mise à niveau des dalles des espaces commerciaux sous les marquises a eu des répercussions sur le muret de fondation supportant les nouveaux murs rideaux. Alors que les plans du projet illustraient une base de mur-rideau près du niveau du sol, le mur construit est plutôt haut d'environ 0,6 mètre à son point haut. Le point bas du même mur de fondation est par contre pratiquement à zéro à son point le plus bas. Un escalier métallique avec garde-corps est proposé par le concepteur pour permettre l'accès aux commerces, leur nombre dépendra des superficies commerciales occupées.

Une porte d'issue de secours est ajoutée au vestibule extérieur menant à l'entrée de l'épicerie sur la rue Atataken.

L'aménagement paysager est partiellement complété, les travaux devant se continuer au cours de l'été 2020.

Élément particulier : Le bâtiment du Marché Saint-Jacques est identifié comme un *immeuble d'intérêt* à la réglementation d'urbanisme

Remarque importante : Le projet a fait l'objet de multiples présentations au CCU au cours des années 2017 à 2019, menant à l'émission d'un permis de transformation en 2019. Des modifications effectuées en cours de chantier nécessitent une nouvelle présentation au comité.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 103.1, 104, 105, 127, 127.1, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les travaux devraient tendre à respecter les différences de hauteur entre la voie publique et l'intérieur des bâtiments afin de favoriser l'accessibilité universelle.

Considérant que : L'impression de légèreté des vitrines sous les marquises est passablement affectée, mais la transparence demeure. Cette modification est d'ailleurs due à des conditions particulières du site, selon le concepteur du projet.

Considérant que : L'installation de la porte d'issue dans le vestibule extérieur impacte plutôt faiblement l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prendre en compte les éléments suivants, afin de bonifier et de rendre plus accessibles les commerces à venir sous la marquise :**
- **Revoir la configuration des entrées afin de permettre l'accès universel des commerces, en considérant entre autres :**
  - **inclure des rampes d'accès ;**
  - **simplifier l'apparence des garde-corps ou dans la mesure du possible le remplacer par une main-courante ou des bacs de plantation de chaque côté;**
  - **revoir la superficie du palier de chaque escalier d'entrée afin d'offrir une dimension plus généreuse.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001758334
4.6.34

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION – RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1812, rue Atateken

Responsables : Louis Routhier

Description : La demande concerne la révision de projet suivant l'adoption du règlement RCG 19-021 adoptés en vertu de l'article 89.4 de la Charte de la Ville de Montréal autorisant la démolition de deux bâtiments résidentiels de 3 étages et la construction d'un projet résidentiel pour personnes itinérantes en réinsertion. La révision du projet en vertu du Titre VIII est la dernière étape à compléter du dossier.

Le projet proposé est une construction résidentielle de 54 studios de 24 m², destinés à des personnes itinérantes en démarche d'autonomisation ayant besoin d'aide et d'hébergement. Le bâtiment sera d'une hauteur de 3 et 4 étages (12,79 m) à l'avant sur Atateken et de 5 étages sur la portion arrière (15,96 m).

Le projet prévoit un accès central par Atateken, des coursives accédant aux logements autour d'une cour intérieure de 170 m² aménagée, incluant 3 arbres plantés et des espaces communs au rez-de-chaussée (salle communautaire, conciergerie, bureau d'intervenant, buanderie). Les fenêtres de la salle commune (rez-de-chaussée) et la cour intérieure ouvrent sur le parc Ernest-Ouimet adjacent.

Un revêtement de briques d'argile rouge et beige reproduisant le rythme et le parcellaire d'origine, est prévu sur la façade Atateken. La même brique rouge est proposée sur les 2 pans de murs bordant le parc et sur la façade arrière. Le 5^{e} étage, partiel, sera recouvert à l'arrière de brique beige et à l'avant, de clin métallique gris moyen, tout comme l'ensemble des façades de la cour intérieure.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : RCG 19-021 – 26 juillet 2019 – Règlement autorisant la démolition de deux bâtiments ainsi que la construction et l'occupation, à des fins résidentielles, pour des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement, d'un bâtiment sur les lots 1 565 252 et 1 565 255 du cadastre du Québec.

À la séance du 17 janvier 2019, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet, avec conditions et commentaire.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *règlement d'urbanisme 01-282* ainsi qu'au règlement RCG 19-021.

Considérant que : L'implantation, l'alignement et le parcellaire respectent ceux du milieu. Par ailleurs, même si la hauteur sur rue des bâtiments existants dans le secteur est de 2 et 3 étages et même si la hauteur maximale autorisée est de 3 étages, l'intégration en terme de hauteur et de gabarit par rapport à la rue Atateken se fait par un petit décroché du bâtiment donnant une hauteur de 3 étages sur le parc adjacent.

Considérant que : Le projet propose, avec ses logements traversants, un aménagement et un fonctionnement internes, de qualité, ainsi qu'un travail architectural apprécié.

Considérant que : Le projet prévoit la plantation de 9 nouveaux arbres.

Considérant que : Bien qu'un effort a été fait pour animer le rez-de-chaussée de la façade Atateken, des ouvertures pourraient être agrandies afin d'améliorer la relation à la rue.

Considérant qu' : Une structure adéquate avec un accès à une source d'eau devrait être prévue pour l'aménagement ultérieur des toits-terrasses, tel que recommandé par le Comité en 2019.

Considérant que : Le règlement RCG 19-021 stipule que le projet doit viser une haute qualité architecturale et que le clin métallique prépeint proposé n'atteint pas ce critère.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un avis favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer un revêtement de plus grande qualité et durabilité que le revêtement prépeint en clin présenté.**
- **Prévoir une structure adéquate avec un accès à une source d'eau devrait être prévue pour l'aménagement ultérieur des toits-terrasses.**
- **Proposer des ouvertures plus grandes au rez-de-chaussée en façade Atateken afin de bonifier la relation de l'immeuble avec la rue, par exemple en simulant des portes vitrées dans la salle commune et en ajoutant une fenêtre dans le studio à la limite nord de la façade.**
- **Assurer le marquage de l'entrée principale afin de mieux la signaler.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001543635
4.6.35

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2065, rue Sherbrooke Ouest – Grand Séminaire de Montréal

Responsable : Charlotte Horny et Louis Routhier

Description : La demande concerne l'installation de l'Académie Centennial dans l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal, propriété des Prêtres de Saint-Sulpice depuis 1665. L'arrivée de l'institution d'enseignement nécessite des transformations sur le bâtiment, notamment pour les portes d'accès et les équipements mécaniques. Une première version du projet avait été soumise en juin 2019, mais le concept a été revu, ce qui implique une révision de projet en vertu du Titre VIII.

Les Prêtres de Saint-Sulpice désirent revoir et diversifier l'occupation de leur propriété. Ils visent à occuper uniquement le pavillon central du Séminaire et permettre à d'autres institutions d'enseignement, à la suite du Collège de Montréal, de s'installer sur le site.

L'Académie Centennial, école secondaire et collégiale privée subventionnée dédiée aux étudiants avec troubles de l'apprentissage, occupera l'aile ouest.

Les travaux de transformation intérieurs ont été entrepris au printemps 2019, et l'ouverture de l'école est prévue pour la rentrée 2020. Les transformations projetées comprennent l'ajout d'un vestibule accueillant l'entrée principale à l'extrémité de l'aile, la réfection d'un escalier existant sur la façade principale et l'installation d'un équipement mécanique à l'arrière du bâtiment.

Par rapport au projet présenté en juin 2019, les modifications proposées visent le vestibule de l'entrée principale et ses abords, ainsi que l'aménagement paysager. La rampe pour l'accès universel initialement prévue le long de la façade pour aboutir au sous-sol, sous le vestibule principal a été supprimée. L'accès universel se fera par l'aile du Centenaire, à l'arrière.

Le nouveau vestibule de l'entrée principale comprend une partie fermée et un portique où mène une rangée d'escaliers, depuis le nord et depuis le sud. Le revêtement du vestibule est composé d'aluminium anodisé couleur bronze et de panneaux de verre. Le soubassement est en pierre calcaire et les garde-corps, en fer forgé. L'éclairage est intégré dans le plafond.

Une allée en pavé gris calcaire et noir permet de faire le lien entre le

vestibule et le stationnement avant d'une part et les aménagements à l'arrière d'autre part. Des plantations d'arbustes (hydrangées) séparent l'allée du bâtiment, et une rangée de graminées délimite l'allée de la voie de circulation véhiculaire.

À l'arrière, un équipement mécanique pour le système de chauffage au gaz et, éventuellement pour une thermopompe, est inséré dans la dépression existante le long du bâtiment et accentuée par une excavation en deux paliers de 1 m. Le premier palier accueille une rangée d'arbustes (cèdres) pour camoufler l'équipement et le second palier, soutenu par un mur en bloc talus, accueille l'équipement.

Enfin trois arbres (érable et micocouliers) complètent l'aménagement paysager à l'arrière.

L'entrée existante, sur la façade avant, constituera une entrée secondaire. L'escalier sera remplacé (escalier en acier galvanisé et marches en béton) ainsi que la marquise (aluminium gris). La porte existante en bois peint sera repeinte en gris.

Élément particulier : Le projet est situé à l'intérieur de l'aire de protection des Tours "est" et "ouest" du Fort des Messieurs-de-Saint-Sulpice et du site patrimonial classé du "Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice" et doit ainsi obtenir une autorisation de la Division du patrimoine de la Ville de Montréal.

Remarque importante : Le CCU a émis à sa séance du 13 juin 2019, un avis favorable avec les conditions suivantes : un revêtement métallique au fini naturel plus compatible avec le bâtiment existant, réduire l'empreinte de la rampe d'accès, affiner la structure de la « pergola » de l'entrée principale et celle de la marquise de l'entrée secondaire.

Considérant que : L'extension du bâtiment par sa façade latérale correspond à la logique de construction de l'édifice.

Considérant que : Le nouveau concept de vestibule s'inscrit davantage dans une symétrie caractéristique de la composition classique du bâtiment et dans une logique des vestibules du Grand séminaire.

Considérant que : Les escaliers du vestibule, vers le nord et le sud, facilitent et sécurisent les déplacements.

Considérant que : Les différentes époques de construction devraient être lisibles et ainsi, le parement de pierre prévu pour le soubassement ne devrait pas s'inscrire dans une continuité artificielle avec le bâtiment.

Considérant que : La relocalisation de l'accès universel par l'aile du Centenaire permet de libérer l'espace le long de l'aile ouest et d'intégrer des plantations plus abondantes.

Considérant que : L'aménagement paysager autour de l'équipement mécanique offre davantage de végétation que dans la première version et les talus sont mieux intégrés à la topographie.

Considérant que : La végétation autour de l'entrée principale est plus présente, notamment dans la dépression autour du bâtiment, ce qui est préférable pour la gestion de l'eau de pluie.

Considérant que : Les interventions sur l'apparence extérieure du bâtiment sont minimales.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer un silence entre la pierre de la façade existante et celle de la base de l'agrandissement.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001643948
4.6.36

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 330, rue Christin

Responsable : Gabrielle Leclerc-André et Francis Lefebvre

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment de 7 étages destiné à des personnes itinérantes en démarche de réinsertion, en remplacement de l'immeuble Le Riga.

L'emplacement se situe dans le Quartier latin, à l'ouest de Saint-Denis et au sud de Sainte-Catherine, au cœur du campus de l'UQÀM. Suite à la démolition en décembre dernier de l'immeuble *Les appartements Riga* de l'architecte Joseph-Arthur Godin, le site encadré par les rues Christin et Savignac est actuellement vacant. Le lot à l'ouest est également vacant et celui à l'est accueille un bâtiment vernaculaire de trois étages. Un projet résidentiel de 14 étages est prévu au sud du site.

Le secteur fera l'objet d'un réaménagement des espaces publics, résultant d'un partenariat entre l'arrondissement et l'UQÀM, qui comprend le verdissement des rues Christin et Savignac, ainsi que de l'aménagement d'une station verte sur le terrain à l'intersection de Sanguinet.

La gestion de l'immeuble sera assurée par l'Accueil Bonneau.

La proposition consiste en un bâtiment de 7 étages (21,2 mètres) accueillant 114 logements répartis sur tous les étages. Au rez-de-chaussée sont aussi prévus des espaces communs et deux bureaux pour les intervenants sociaux, répartis autour de l'entrée principale accessible depuis la rue Christin. Le bâtiment comporte deux sections distinctes dont chacune desservira une clientèle type, soit d'une part les personnes seules dont les logements sont dans la partie ouest du bâtiment, et d'autre part les couples ou les membres d'une même famille. Les accès à ces deux parties de l'immeuble sont contrôlés de façon indépendante pour des raisons de sécurité. Deux espaces extérieurs, un au RC sur Savignac et l'autre au 2^{e} niveau sur Christin, seront utilisés exclusivement par chacune des deux clientèles types. L'aménagement de la marge latérale à l'est, d'une largeur de 1,5 m n'est pas défini pour le moment.

La façade Christin présente un jeu de ressauts et de redents, où les balcons en juliette avec garde-corps en aluminium perforé, sont intercalés par des colonnes de briques vernissées. L'architecte propose quatre options de palette de couleurs pour ces briques. Les tympans et les parties concaves des façades seront en aluminium peint en gris. Au rez-

de-chaussée se déploie en continu devant les ouvertures un écran en acier perforé d'un motif de feuilles, d'une hauteur d'environ 1 m. Des bacs de plantations seront aménagés entre l'écran et la façade. Les ouvertures des espaces communs et des bureaux sont traitées en mur rideau. De part et d'autre de l'entrée principale se trouvent des insertions de panneaux d'aluminium de couleur. Les cages d'escalier intérieures entièrement vitrées, adjacentes à la cour et à la terrasse du 2e étage, seront visibles de l'extérieur.

Pour le moment, le demandeur est en réflexion concernant la commémoration de l'ancien bâtiment Le Riga. Le timbre numérique, qui serait installé à l'extérieur du bâtiment, est à l'étude. D'autres éléments commémoratifs pourraient être exposés à l'intérieur.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : CM19 0786 - 18 juin 2019 - « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie par le retrait dans la liste des habitations, du bâtiment portant le numéro 330, rue Christin (Appartements Riga).

CG19 0333 - 20 juin 2019 - Règlement autorisant la démolition du bâtiment situé sur le lot 2 162 004 du cadastre du Québec afin de permettre la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins résidentielles pour personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

Au cours de sa séance du 17 janvier 2019, le comité a émis un avis favorable avec conditions. Le comité a aussi demandé à la SHDM de lui transmettre un portrait de l'état de leurs bâtiments dans l'arrondissement, afin de lui permettre d'avoir une idée globale des situations à venir, notamment en ce qui a trait aux démolitions, comme pour l'immeuble Riga.

Le projet a aussi fait l'objet d'une présentation au comité mixte, pour lequel il a obtenu un avis favorable avec conditions.

Considérant que : La volumétrie, la composition des espaces et des façades du projet témoignent d'un effort et d'une volonté réels de mitiger l'impact de l'insertion d'un aussi gros volume dans un espace aussi restreint.

Considérant que : Pour offrir un maximum de logement, la configuration du rez-de-chaussée n'a pas fait l'objet d'un réaménagement substantiel au profit des espaces communs, de façon à conférer une relation plus dynamique avec la rue.

Considérant que : Les ouvertures de ces espaces ont été agrandies et traitées différemment de celles des logements, permettant une meilleure interaction avec le domaine public.

Considérant que : En regard des contraintes de programmation, il aurait cependant été intéressant de concentrer les espaces communs du côté de la rue Christin, de façon à prendre part à son animation existante avec l'achalandage de l'UQÀM.

Considérant que : Certains aspects du projet demeurent à définir.

Considérant que : Les appartements auraient pu prendre place du côté de la rue Savignac, qui revêtira un caractère plus résidentiel avec l'arrivée de nouveaux projets immobiliers.

Considérant que : Le choix d'une brique vernissée permettra une meilleure réflexion de la lumière naturelle dans un milieu bâti dense.

Considérant que : Les façades latérales qui seront très visibles depuis les rues Saint-Denis et Sanguinet, offrent un traitement soigné avec l'utilisation de deux couleurs de briques vernissées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Afin d'offrir une certaine sobriété, opter pour la palette de couleurs des matériaux numéro 3, en y ajoutant une couleur neutre (blanc ou gris), et en remplaçant la brique jaune revêtant le mur Ouest de la terrasse faisant face à la rue Christin par une brique d'une autre couleur.**
- **Intégrer un élément commémoratif visible depuis le domaine public, afin qu'il s'adresse également au passant. Les écrans métalliques perforés pourraient servir en ce sens.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager, incluant l'aménagement de la marge latérale Est qui ne doit pas servir de passage pour piétons.**
- **Reculer les constructions hors toit de 2 fois leur hauteur par rapport aux façades latérales.**
- **Présenter à nouveau le projet lors d'une séance subséquente du comité, pour le volet de commémoration et la végétation.**

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent aux demandeurs de puiser leur inspiration pour le design du motif découpé sur les écrans perforés dans le passé du bâtiment démoli. Enfin, le comité souhaite que pour les bacs de plantations en façade, que la proposition prenne en compte les 4 saisons de l'année.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 mars 2020
3001780635
4.8.1

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UN CÉDD**

Endroit : 1419, rue Clark

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser la démolition d'un édifice industriel construit en 1913 qui fait face à la future esplanade Clark. L'immeuble est très en recul du boulevard Saint-Laurent et un stationnement de 6 places est aménagé en cour avant.

Le projet de remplacement abrite 34 unités de logement (35 studios, 11 chambres à coucher et 1 deux chambres à coucher), ainsi qu'un espace commercial au rez-de-chaussée et au sous-sol. L'immeuble proposé comporte 7 étages, une construction hors-toit ainsi que 4 terrasses au toit. Les sous-sols et le rez-de-chaussée occupent l'ensemble du lot, tandis que les étages 2 à 7 comportent une cour centrale permettant d'éclairer les unités localisées au centre.

La façade Saint-Laurent :
Au rez-de-chaussée, on retrouve une grande vitrine commerciale ainsi qu'une alcôve de 2,3 m de profond logeant l'entrée commune de l'immeuble et une porte d'issue. L'intérieur de l'alcôve est recouvert d'un revêtement métallique couleur laiton. Les étages 2, 3, 4 et 5 sont recouverts de pierre calcaire formant 12 cadres angulés bordant les fenêtres et 3 demi-cadres servant de garde-corps à la terrasse sur le toit du 5e étage. Les cadres des fenêtres sont de couleur laiton, comme l'alcôve du rez-de-chaussée. Les étages 6 et 7 sont recouverts d'un mur-rideau en verre clair et sont en recul de 1,6 m par rapport à la façade principale. Dans la version précédente du projet, ce recul était de 2,4 m. Seules les fenêtres du 5^{e} étage s'alignent avec les fenêtres du bâtiment voisin en pierre grise.

La façade Clark :
On retrouve au rez-de-chaussée une grande section vitrée faisant face à la future esplanade Clark, localisée à environ 0,8 m du trottoir. Cette vitrine d'environ 5,3 m de haut animera grandement cette façade, puisque le commerce proposé est situé derrière. Dans la portion sud, on retrouve une partie opaque en revêtement métallique logeant un escalier d'accès. On retrouve aussi 2 issues de secours, aux extrémités nord et sud, qui sont dissimulées à l'aide de portes à affleurement recouvertes de revêtement métallique laiton. Aux étages 2 à 7, des cadres préfabriqués en fibrociment gris et beige sont proposés. Ces cadres prennent la forme de pyramides tronquées inversées et créent un jeu avec leurs dimensions et proportions variées. Finalement, on retrouve sur le toit du 7^{e} étage des

terrasses au toit qui ne comportent pas de recul par rapport au plan de façade principal.

Une construction hors-toit recouverte de panneaux métalliques blancs est proposée. Elle ne sera pas visible du boulevard Saint-Laurent et de la rue Clark, mais demeurera visible tant que le stationnement de surface bordant la propriété ne sera pas construit.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 11 octobre 2018, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet, avec conditions.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.2 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'immeuble à démolir ne possède pas de valeur patrimoniale particulière, que son enveloppe est en mauvais état et que son implantation crée une dent creuse sur le boulevard Saint-Laurent.

Considérant que : Le nouvel immeuble proposé bonifiera l'environnement bâti du boulevard Saint-Laurent et de la rue Clark.

Considérant qu' : Un stationnement extérieur sera éliminé et que la trame urbaine du boulevard Saint-Laurent sera consolidée.

Considérant que : L'utilisation de pierre calcaire sur le boulevard Saint-Laurent permet une insertion adéquate du bâtiment dans son milieu et maintien le caractère prestigieux de cet axe.

Considérant que : Les niveaux des fenêtres et planchers proposés sur la façade Saint-Laurent sont très différents et peu intégrés à ceux du bâtiment voisin au sud.

Considérant que : Le recul des étages 6 et 7 est insuffisant du côté du boulevard Saint-Laurent.

Considérant que : La composition animée de la façade Clark dynamisera la rue et s'inscrit positivement dans le secteur du quartier des spectacles.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS PRÉLIMINAIRE FAVORABLE à l'égard de la demande de démolition.

Par ailleurs, le comité consultatif d'urbanisme désire émettre en amont les orientations suivantes pour le projet de remplacement :

- **Sur la façade Saint-Laurent :**
  - **proposer une transition entre les niveaux des planchers et ouvertures du bâtiment proposé et son voisin au Sud afin d'atténuer le décalage entre ces derniers ;**
  - **proposer un recul plus important des étages 6 et 7 ainsi qu'un traitement simplifié.**
  - **réévaluer la nécessité d'avoir des garde-corps dans la portion supérieure du bâtiment.**
- **Sur la façade Clark :**
  - **proposer un matériau de meilleure qualité que les panneaux de fibrociment proposés ;**
  - **fournir les détails de la base de la vitrine proposée ;**
  - **fournir les détails des portes d'issue dissimulées ;**
  - **revoir l'alignement de l'alcôve de l'entrée du rez-de-chaussée avec celle des fenêtres ou mieux justifier ce choix conceptuel.**
- **Pour les logements donnant sur chaque coin de la cour intérieure, revoir la typologie de logements pour améliorer la qualité de vie des occupants.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Antonin Labossière, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.6.34, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☒ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 12 mars 20

Signature du membre

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Antonin Labossière, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.6.36, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☒ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 12 mars 20

Signature du membre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.06

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1200858007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-07 13:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1200858007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. : 000-0000

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 10 mars 2020 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs
Mme Martine Dubuc, commandante du poste 20 du service de police
M. François Labrecque, inspecteur du poste 22 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 34. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 58, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Période d'intervention du public sur la demande de dérogation mineure

- Lot 6 297 944 du cadastre du Québec au sud-ouest de l'intersection des rues Parthenais et Sainte-Catherine – (Esplanade Cartier Phase 1) (40.04) : 2 intervenants

---

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- Aucune demande

CA20 240090

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 10 mars 2020 en ajoutant le dossier suivant :

30.10 Autoriser le désistement de l'expropriation des lots 1 341 035, 1 341 036, 1 341 039 et 3 550 498 du cadastre du Québec, situés au coin nord-est de la rue Sainte-Catherine Ouest et de la rue Mackay, arrondissement de Ville-Marie, décrétée aux fins de l'aménagement d'un parc. Abroger la résolution CA16 240481 adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrétant cette expropriation. Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Les Immeubles Prime inc. pour régler hors cour les dommages réellement subis et directement causés par l'imposition de la réserve et par le désistement de l'expropriation au montant de 2 981 654,18 $ auquel doit s'ajouter une partie des frais de parc pour un montant maximal estimé à 1 800 000 $. Reconnaître l'engagement de la Ville à céder en tant que dommages à Les Immeubles Prime inc. une partie du lot 1 341 037 du cadastre du Québec, telle que décrite à l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de la Ville de Montréal, le 30 décembre 1988 sous le numéro 4109707

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Madame Madeleine Dufresne
- développement du site de Radio-Canada

Monsieur Jean Poulin
- secteur Bridge-Bonaventure / Projet de stade

Monsieur Gilles Labelle
- Règlement CA 24-063

Monsieur Éric Michaud
- Radio-Canada / secteur Bridge-Bonaventure

Monsieur Charles Nadeau
- réglementation AirBNB

Madame Sylvie Lalonde
- salubrité dans les logements

Monsieur Gaétan Roberge
- avis de motion sur la protection des lieux collectifs, communautaires et institutionnels
(dépôt d'une motion)

- -

CA20 240091

Période de questions du public

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Cathy Wong

De prolonger la période de questions du public de 30 minutes, soit jusqu'à 19 h 45.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1202701002

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Pierre-Luc Rivest
- Station Craig

Madame Maryse Chapdeleine
- vente d'un terrain à la Fondation Papillon / Demande de rencontre à M. Robert Beaudry

Madame Marie-Ève Hébert
- centre Jean-Claude Malépart

Madame Marie-Claire Lemieux
- gestion du centre Jean-claude Malépart

Monsieur Julien Gagnon-Ouellette
- réseau express vélos / Voies réservées d'autobus

Monsieur Robert Hajaly
- 1419-1441, rue Pierce – opposition / absence de boutique autour du Forum

- -

CA20 240092

Période de questions du public

Attendu qu'à 19 h 45, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Richard Ryan

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1202701002

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Jacques Larin
- activités suspectes dans la rue Saint-André

Monsieur Karim Kammah
- prolongement de la rue de la Gauchetière / déficit démocratique

- -

10.06 - Période de questions des membres du conseil

La conseillère madame Anne-Marie Sigouin souligne la tenue de l'évènement « Maëstria ».

CA20 240093

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240094

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1200858002

CA20 240095

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 février 2020

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 février 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1200858005

CA20 240096

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 26 février 2020

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 26 février 2020.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1200858006

CA20 240097

Approuver les catégories de reconnaissance obtenues par deux organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'approuver les catégories de reconnaissance des organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023 :

Comité social Centre-Sud inc.	B
Le PAS de la rue	B

Ces catégories ont été attribuées conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse des demandes avec la grille d'évaluation produite à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1207709004

CA20 240098

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.09

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240099

Approuver la convention modifiée, se terminant le 31 janvier 2021, pour une prolongation de 12 mois, avec la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (Canadienne) - SPCA, aux fins d'exercice du contrôle animalier sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 116 717,04 $, taxes incluses, le cas échéant, majorant le montant total du contrat à 388 717,04 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240025 adoptée à sa séance du 13 février 2018, approuvé la convention et accordé un contrat à la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (Canadienne) - SPCA, pour le service de contrôle animalier sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie du 13 février 2018 au 31 janvier 2020;

Attendu que la convention peut être renouvelée avec le consentement des Parties pour deux termes additionnels d'un (1) an chacun, aux mêmes conditions, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes au moment de ce renouvellement :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention modifiée intervenue entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (Canadienne) - SPCA, aux fins d'exercice du contrôle animalier sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour une période de 1 an à compter du 1er février 2020;

D'accorder, à cette fin, un montant de 116 717,04 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1187170001

CA20 240100

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement du Quartier Latin dans le cadre du « Programme de propreté 2020 » et accorder une contribution de 38 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Société de développement du Quartier Latin;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 38 000 $, conformément au Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-311);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1206886002

CA20 240101

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec Action-Réinsertion (Sac à dos), accorder un contrat de gré à gré pour la réalisation du programme « Propreté 2020 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement de Ville-Marie » et autoriser une dépense maximale de 101 913 $, taxes incluses, le cas échéant

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximal de 101 913 $, taxes incluses, le cas échéant, pour la réalisation du programme « Propreté 2020 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement de Ville-Marie »;

D'approuver la convention de services, se terminant le 31 décembre 2020, avec Action-Réinsertion (Sac à dos);

D'accorder, à cette fin, un contrat de gré à gré de 101 913 $, taxes incluses, le cas échéant, à Action-Réinsertion (Sac à dos);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1206886001

CA20 240102

Autoriser une dépense additionnelle de 68 985 $, taxes incluses, pour compléter les travaux du Programme de Réfection Routière (PRR 2018) dans le cadre du contrat VMP-18-014 accordé à 4042077 Canada inc. (De Sousa), majorant ainsi le montant à 5 196 324,49 $, taxes et contingences incluses

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240335 adoptée à sa séance du 12 juin 2018, accordé un contrat à De Sousa (4042077 Canada inc.) pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autorisé une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires);

Attendu que des travaux supplémentaires de réparation de dalles de béton sur la rue de Rouen s'avèrent nécessaires :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser un budget de contingences additionnel de 68 985 $, taxes incluses, pour compléter les travaux supplémentaires requis dans le cadre du contrat accordé à De Sousa (4042077 Canada inc.), pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies, appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires, majorant ainsi le budget de contingences de 693 394,50 $ à 762 379,50 $ pour un montant total de 5 196 324,49 $, taxes et contingences incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières du présent dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1184657004

CA20 240103

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 15 000 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale ainsi que pour la tenue d'une activité publique de sensibilisation aux enjeux de cohabitation;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 15 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1205179001

CA20 240104

Adopter une résolution demandant au sous-ministre des Affaires municipales et de l'Habitation une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1, afin d'octroyer un contrat de services professionnels aux lauréats du concours de design visant la conception de l'aménagement d'un parc sur le Terrain 066 et ses abords

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter une résolution demandant au sous-ministre des Affaires municipales et de l'Habitation une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1, afin d'octroyer un contrat de services professionnels aux lauréats du concours de design visant la conception de l'aménagement d'un parc sur le Terrain 066 et ses abords;

De mandater le directeur d'arrondissement délégué de Ville-Marie afin de signer la lettre demandant cette dérogation.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1207448001

CA20 240105

Approuver six conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre du programme « Politique de l'enfant » et accorder des contributions totalisant 56 290 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'approuver les six conventions avec les cinq organismes suivants dans le cadre du programme Politique de l'enfant de Montréal;

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

- 24 000 $ Centre récréatif Poupart;
- 12 500 $ Mères avec pouvoir;
- 3 673 $ Innovation jeunes;
- 6 222 $ Innovation jeunes;
- 6 222 $ Y des femmes;
- 3 673 $ YMCA du Québec;

D'imputer cette dépense totale de 56 290 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1200173002

CA20 240106

Autoriser une dépense additionnelle de 29 140,42 $, taxes incluses, pour augmenter les contingences à 20% du montant des travaux dans le cadre du contrat accordé au groupe Mécano pour la mise à niveau des fontaines de la place Jean-Paul Riopelle, majorant ainsi le montant total de la dépense de 320 544,64 $ à 349 685,06 $ - (appel d'offres public VMP-18-017 - 2 soumissionnaires)

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240456 adoptée à sa séance du 11 septembre 2018, accordé un contrat à Groupe Mécano pour la mise à niveau des fontaines de la Place Jean-Paul Riopelle et autorisé une dépense de 320 544,64 $ (appel d'offres public VMP-18-017 - 2 soumissionnaires);

Attendu que des modifications à la conception des plans entraînent des coûts supplémentaires :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense additionnelle de 29 140,42 $, taxes incluses, pour augmenter les contingences à 20% du montant des travaux dans le cadre du contrat accordé au groupe Mécano pour la mise au niveau des fontaines de la place Jean-Paul Riopelle, majorant ainsi le montant total de la dépense de 320 544,64 $ à 349 685,06 $, taxes incluses;

D'imputer ces dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1185876006

CA20 240107

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 14 600 $

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 14 600 $:

- 3000 $ à Coop Les Valoristes;
- 3000 $ à Fondation Mères avec pouvoir;
- 1500 $ à Association sportive et communautaire Camillien-Houde;
- 2500 $ à Go Jeunesse/Loisirs St-Jacques;
- 3000 $ au CJE Montréal Centre-Ville;
- 600 $ à Comité social Centre-Sud;
- 1000 $ Spectre de rue;

D'imputer cette dépense totale de 14 600 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1207135004

CA20 240108

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240109

Autoriser une dépense de 120 791,59 $, taxes incluses, à Les services EXP inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente VMP-19-016 pour la préparation des plans et devis pour des travaux de construction de saillies par les équipes en régie à divers endroits de l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant total de 132 870,75 $, taxes et contingences incluses

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 132 870,75 $ pour la préparation des plans et devis des travaux de construction de saillies par les équipes en régie à divers endroits de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser, à cette fin, une dépense de 120 791,59 $ à Les services EXP inc., conformément à l'offre de services MTR-00019016-AO et l'entente cadre VMP-19-016;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 12 079,16 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières du présent dossier.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1204735008

CA20 240110

Approuver le dépôt du projet « Cyclovia Camillien-Houde » dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal » et garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans la réalisation de ce projet

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'approuver le projet « Cyclovia Camillien-Houde » dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal »;

De garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans le projet;

D'autoriser l'utilisation de la somme consentie via le Programme.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1204105002

CA20 240111

Autoriser une dépense de 520 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au souper spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense de 520 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au souper spectacle de la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1208748002

CA20 240112

Autoriser une affectation des surplus de 640 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail, pour les années 2020 et 2021

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une affectation de surplus de 640 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail, pour les années 2020 et 2021;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1202818001

CA20 240113

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2020

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2020.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1200858003

CA20 240114

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 29 février 2020

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 29 février 2020.

Adoptée à l'unanimité.

30.06 1200858004

CA20 240115

Autoriser une dépense de 138 044,43 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir, conformément à l'entente cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser une dépense maximale de 138 044,43 $; taxes incluses, pour les services professionnels visant l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis et la surveillance des travaux pour le réaménagement du parc de l'Espoir avec Vlan paysages inc.;

D'autoriser, à cette fin, une dépense additionnelle de 30 887,76 $ à Vlan paysages inc. majorant ainsi le mandat à 12 549,49 $; taxes incluses, conformément à l'entente-cadre 18-17150;

D'autoriser un budget provisionnel de contingences de 12 549,49 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.07 1206143001

CA20 240116

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction / réhabilitation des réseaux d'aqueduc secondaire, reconstruction partielle de conduites d'égout, remplacement des entrées de service en plomb et de voirie sur la rue Saint-Christophe entre le boulevard De Maisonneuve Est et la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le tronçon de la rue Saint-Christophe entre le boulevard de Maisonneuve Est et la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction réseaux d'eau (DRE).

Adoptée à l'unanimité.

30.08 1206937003

CA20 240117

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction / réhabilitation des réseaux d'aqueduc secondaire, d'égout et de voirie sur la rue Mayor entre la rue Aylmer et la rue De Bleury dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le tronçon de la rue Mayor entre la rue Aylmer et la rue de Bleury dans l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2020-2022 du Service de l'eau, Direction réseaux d'eau (DRE).

Adoptée à l'unanimité.

30.09 1206937002

CA20 240118

Autoriser le désistement de l'expropriation des lots 1 341 035, 1 341 036, 1 341 039 et 3 550 498 du cadastre du Québec, situés au coin nord-est de la rue Sainte-Catherine Ouest et de la rue Mackay, arrondissement de Ville-Marie, décrétée aux fins de l'aménagement d'un parc. Abroger la résolution CA16 240481 adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrétant cette expropriation. Approuver l'entente intervenue entre la Ville et Les Immeubles Prime inc. pour régler hors cour les dommages réellement subis et directement causés par l'imposition de la réserve et par le désistement de l'expropriation au montant de 2 981 654,18 $ auquel doit s'ajouter une partie des frais de parc pour un montant maximal estimé à 1 800 000 $. Reconnaître l'engagement de la Ville à céder en tant que dommages à Les Immeubles Prime inc. une partie du lot 1 341 037 du cadastre du Québec, telle que décrite à l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de la Ville de Montréal, le 30 décembre 1988 sous le numéro 4109707

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser le désistement de l'expropriation des lots 1 341 035, 1 341 036, 1 341 039 et 3 550 498 du cadastre du Québec, situés au coin nord-est de la rue Sainte-Catherine Ouest et de la rue Mackay, arrondissement de Ville-Marie, décrétée aux fins de l'aménagement d'un nouveau parc;

D'abroger la résolution CA16 240481 adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrétant cette expropriation;

D'approuver l'entente intervenue entre la Ville et Les Immeubles Prime inc. pour régler hors cour les dommages réellement subis et directement causés par l'imposition de la réserve et par le désistement de

l'expropriation au montant de 2 981 654,18 $ auquel doit s'ajouter une partie des frais de parc pour un montant maximal estimé à 1 800 000 $;

De reconnaître l'engagement de la Ville à céder en tant que dommages à Les Immeubles Prime inc. une partie du lot 1 341 037 du cadastre du Québec, telle que décrite à l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de la Ville de Montréal, le 30 décembre 1988 sous le numéro 4109707;

De demander au comité exécutif de virer un montant maximal estimé à 1 800 000 $ à l'arrondissement Ville-Marie en compensation d'une partie des frais de parc dûs par Les Immeubles Prime inc., et ce, seulement lorsque les frais de parc pour le projet de Les Immeubles Prime inc. sur les lots 1 341 036, 1 341 039 et 3 550 498 seront exigibles;

D'autoriser le Service des finances à émettre et transmettre à M^{e} Caroline Proulx du Service des affaires juridiques, les chèques suivants :

a) Le premier chèque au montant de DEUX MILLION CINQ CENT MILLE DOLLARS (2 500 000 $) à l'ordre de :

Immeubles Prime Inc,
1201 Rue Sherbrooke ouest
Montréal, (Québec)
H3A 1H9;

b) Le deuxième chèque au montant de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE SIX CENT CINQUANTE-QUATRE DOLLARS ET DIX-HUIT CENTS (481 654,18 $) à l'ordre de

Immeubles Prime Inc,
1201 Rue Sherbrooke ouest
Montréal, (Québec)
H3A 1H9;

D'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Adoptée à l'unanimité.

30.10 1200326002

CA20 240119

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240120

Adopter une résolution autorisant l'aménagement de 30 logements dans le bâtiment situé aux adresses civiques 1419 à 1441, rue Pierce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter la résolution à l'effet :

1) D'accorder l'aménagement de 30 logements dans un bâtiment situé aux 1419 à 1441 rue Pierce (les maisons en rangée William D.-Stroud), dans un secteur de catégorie d'usage R.2, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), et ce, en dérogation à l'article 143 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) L'ensemble des restaurations en façade avant devra être identique aux composantes d'origine du bâtiment;
   b) L'aménagement de la ruelle arrière devra être révisé afin d'accroitre les mesures assurant la sécurité des futurs utilisateurs, dont l'installation d'un système d'éclairage adéquat;
   c) Prévoir la gestion des matières résiduelles à même les plans d'aménagement du projet, particulièrement pour les logements donnant uniquement sur la ruelle;
   d) Aucun appareil mécanique et aucune sortie mécanique ne pourront être installés sur les balcons ou dans les fenêtres des unités résidentielles.

3) Le projet sera soumis à la procédure du titre VIII suite du dépôt de la demande de permis de construction.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
pp 417
1198398007

CA20 240121

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contigüité sur la rue Ontario - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté avec changement à la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le Règlement CA-24-282.120 intitulé Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire les usages résidentiels dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald, ainsi qu'augmenter la hauteur minimale à 3 étages et maximale à 16 mètres aux abords du métro Frontenac en plus d'assurer une implantation en contiguïté sur la rue Ontario.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
CA-24-282.120
1198398008

CA20 240122

Adopter une résolution autorisant l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée » au rez-de-chaussée ainsi que la mezzanine du bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble- 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 11 février 2020 et l'a soumis à une consultation publique le 26 février 2020 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 360, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

   a) de déroger notamment à l'article 244 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

   b) d'occuper, en plus des usages prescrits, le rez-de-chaussée et la mezzanine du bâtiment visé aux fins de l'usage « clinique médicale » et « école d'enseignement spécialisée ».

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) l'emplacement des usages proposés devra être substantiellement conforme aux plans déposés le 20 décembre 2019;

   b) au niveau du rez-de-chaussée, à l'intérieur, aucun rideau opaque ou pellicule ne devra être installé, afin de ne pas obstruer les fenêtres et de maintenir l'animation de la rue;

   c) limiter la superficie des rideaux LED installés à l'intérieur aux sections nécessaires à la préservation de l'intimité et ne pas y apposer de publicités;

   d) les enseignes devront être soumises à la procédure du Titre VIII du Règlement d'urbanisme 01-282 et présentées lors d'une séance ultérieure du comité.

De fixer un délai de 24 mois pour la réalisation des travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 420
1206723002

CA20 240123

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne comprenant pas de quai de chargement, pour le bâtiment situé sur le lot 6 297 944 du cadastre du Québec au sud-ouest de l'intersection des rues Parthenais et Sainte-Catherine - Esplanade Cartier Phase 1

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne comprenant pas de quai de chargement, pour le bâtiment situé sur le lot 6 297 944 du cadastre du Québec au sud-ouest de l'intersection des rues Parthenais et Sainte-Catherine - Esplanade Cartier Phase 1.

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1207303002

CA20 240124

Adopter une résolution autorisant la démolition partielle et l'agrandissement du bâtiment situé au 1240, rue Sanguinet, et ce en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé aux 1240-1250, rue Sanguinet (lot 2 161 932), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

    a) de déroger aux articles 13, 81, 85, 377.1, 583 et 656 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

    b) de démolir, d'ériger et d'occuper un édifice conformément au plan réalisé par CIMA+ et NFOE+EVOQ et daté du 21 février 2020, ainsi qu'aux plans numérotés 3, 8, 9 et 11, réalisés par NFOE+EVOQ et datés du 20 janvier 2020, tous estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 février 2020.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

    a) Fournir les plans de la cour et du sous-sol du pavillon J.A. DeSève illustrant les 23 supports à vélos, le vestiaire-douche et les 10 casiers;

    b) La demande du certificat de démolition doit être accompagnée :

        i) d'un devis sur la conservation in situ de la façade avant et des partie maintenues des façades latérales et arrières;

        ii) d'un devis détaillant la restauration des éléments architecturaux des façades conservées;

        iii) des lettres de garantie bancaire, tel que stipulé à l'article 20 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Toute autre disposition non incompatible avec la présente autorisation continue de s'appliquer.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 414
1196255013

CA20 240125

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2020, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2020, 2e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 620 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 266 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 569 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1205907002

CA20 240126

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 2e partie, B) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2020, 2e partie, B), soit :

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 621 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'Arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 235 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 570 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques

ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 153 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 160 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1208214004

CA20 240127

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement intitulé « Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020 par sa résolution CA20 240073;

Vu le dépôt du projet de Règlement intitulé « Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020 par sa résolution CA20 240073;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter, avec modifications, le Règlement CA-24-318 intitulé Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin de préciser la délégation de pouvoir lorsqu'un règlement dont l'application ou la compétence relevant de l'arrondissement de Ville-Marie réfère à une « autorité compétente » ou un « directeur », ainsi que mettre à jour les délégations conformément à la nouvelle structure des directions.

Adoptée à l'unanimité.

40.08
CA-24-318
1202701011

CA20 240128

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2020 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2020 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020 par sa résolution CA20 240078;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville Marie exercice financier 2020 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 février 2020 par sa résolution CA20 240078;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Cathy Wong

D'adopter, avec modifications, le Règlement CA-24-309 intitulé le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
CA-24-309
1202701012

CA20 240129

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à apporter une précision pour un bâtiment de la section « Les édifices scolaires » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement), pour le bâtiment portant le numéro 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School) - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de permettre la démolition, à l'exception de la façade principale et de portions de façades latérales et arrière, du bâtiment situé au 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School), et ce, en vue d'un projet de remplacement destiné à un équipement institutionnel sur le lot 2 161 932 du cadastre du Québec.

40.10
1196255016

CA20 240130

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.10.1 et 40.11.

Adoptée à l'unanimité.

CA20 240131

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant à apporter une précision pour un bâtiment de la section « Les édifices scolaires » de la liste en partie II (les documents d'arrondissement), pour le bâtiment portant le numéro 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School) – 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du projet de règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;
Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter un premier projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de permettre la démolition, à l'exception de la façade principale et de portions de façades latérales et arrière, du bâtiment situé au 1240-1250, rue Sanguinet (Alexandra School), et ce, en vue d'un projet de remplacement destiné à un équipement institutionnel sur le lot 2 161 932 du cadastre du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

40.10.1 1196255016

CA20 240132

Édicter une ordonnance relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O 0.1) quant à l'aménagement d'un café-terrasse et d'un placottoir

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), l'ordonnance O-0.1, o. 8 relative à la modification des exigences indiquées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1, articles 40.15 et 40.29) quant à l'aménagement d'un café-terrasse et d'un placottoir.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1208393003

CA20 240133

Rendre une décision relativement à l'approbation de la demande de permis de transformation 3001710736 visant à modifier les vitrines commerciales et des revêtements extérieurs du bâtiment sis au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest et abroger la résolution CA20 240089

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la demande de permis de transformation 3001710736 visant à modifier les vitrines commerciales et des revêtements extérieurs du bâtiment sis au 1300, rue Sainte-Catherine Ouest;

D'abroger la résolution CA20 240089.

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1198309004

Levée de la séance

70.02

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 14 avril 2020 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h 08.

_____	_____
Valérie Plante	Katerine Rowan
Mairesse	Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA20 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 14 avril 2020.

_____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1200858008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-07 13:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1200858008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le jeudi 19 mars 2020 à 9 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie et mairesse suppléante
M. Richard Ryan, conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère désignée
Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse suppléante déclare la séance ouverte à 9 h 30. Elle salue ceux et celles qui regardent la séance en webdiffusion,, présente les autres membres du conseil qui participent par téléphone et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement qui se déroule à huis clos.

CA20 240134

Adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020 à 9 h 30

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 19 mars 2020 à 9 h 30.

Adoptée à l'unanimité.

10.02

10.03 - Période de questions du public

- Aucune question

10.04 - Période de commentaires des membres du conseil

- Aucun commentaire

CA20 240135

Adopter un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la division et la subdivision de logements - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la conseillère Sophie Mauzerolle annonçant l'adoption du premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la division et la subdivision de logements, lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.01 1208398003

CA20 24 0136

Adopter un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la division et la subdivision de logements – 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la division et la subdivision de logements.

Adoptée à l'unanimité.

40.01.1
CA-24-282.121
1208398003

Levée de la séance

70.01

L'ordre du jour étant épuisé, la mairesse suppléante déclare la séance close à 9 h 39.

Sophie Mauzerolle
Mairesse suppléante

Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA20 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 14 avril 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1195179009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens
Projet :	-
Objet :	Adopter le plan d'action en développement social 2020-2022 et mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi

Il est recommandé;

- d'adopter le plan d'action en développement social 2020-2022 de l'arrondissement de Ville-Marie;
- de mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-06 12:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195179009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens
Projet :	-
Objet :	Adopter le plan d'action en développement social 2020-2022 et mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a dévoilé, en juin 2017, la Politique de développement social «Montréal de tous les possibles». La Politique poursuit l'objectif d'assurer une cohérence et une complémentarité des actions en développement social au niveau de la Ville, de ses arrondissements et de ses services.
L'Arrondissement a appuyé cette Politique en février 2018, ce qui impliquait qu'il se dote d'un plan d'action local en développement social, découlant des axes d'intervention et des orientations de la Politique.

Deux plans d'action antérieurs ont encadré les actions en développement social de l'Arrondissement, le premier pour la période 2008-2010 et le second pour la période 2011-2013. Leur mise en oeuvre relevait uniquement de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a accordé, en juin 2019, un soutien financier à l'arrondissement pour l'élaboration du plan d'action, la mobilisation et la consultation de la population et des organismes de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1025 en date du 12 juin 2019 - Autoriser six virements budgétaires de 20 000 $, totalisant 120 000 $, en provenance du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers le budget de chacun des six arrondissements ci-après désignés pour le soutien à l'élaboration de leur plan d'action local en développement social.
CA18 240034 en date du mardi 13 février 2018 - Adopter la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles ».

CG17 0279 en date du 15 juin 2017 - Adopter la politique de développement social « Montréal de tous les possibles » / Mandater le Service de la diversité sociale et des sports pour en assurer la mise en oeuvre.

DESCRIPTION

À travers le Plan d'action en développement social, un total de quatre-vingt-deux (82) actions sont projetées au long de la période 2020-2022. Elles se répartissent dans trois axes d'intervention et douze domaines d'action.
Axe 1 : Aménager des quartiers à échelle humaine
a) Aménagement, b) Déplacements durables; c) Habitation; d) Alimentation, e) Emploi et développement économique; f) Éducation

Axe 2 Favoriser la cohésion sociale, la cohabitation harmonieuse et la diversité
a) Cohésion sociale et lutte à l'exclusion; b) Cohabitation harmonieuse c) Diversité et intégration; d) Culture, sports et loisirs et saines habitudes de vie

Axe 3 : Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social
a) Participation citoyenne; b) Action citoyenne et partenariats communautaires

Une nouveauté caractérise ce troisième plan en développement social : toutes les directions de l'Arrondissement sont mobilisées et impliquées dans sa réalisation au bénéfice de l'amélioration de la qualité de vie de la population. La Division des sports, des loisirs et du développement social assurera la mise à jour et le suivi du plan d'action, en collaboration avec les diverses équipes.

JUSTIFICATION

L'Arrondissement est fortement interpellé pour agir directement ou pour coordonner l'action sur les conditions et le cadre de vie des personnes qui habitent son territoire. Bien que l'on considère souvent que le développement social concerne uniquement le soutien aux populations et aux communautés défavorisées, vulnérables ou discriminées, il s'adresse néanmoins à l'ensemble de la population. Ainsi, l'arrondissement, en collaboration avec les organisations de son territoire, se doit de contribuer aux actions permettant de relever les défis liés à la cohabitation harmonieuse, à l'intégration ou à la participation sociale et au maintien d'un tissu social fort.
Au cours de la planification de ce plan d'action, les trois tables de quartier ont été rencontrées afin de discuter des enjeux qu'ils relevaient. L'Arrondissement a aussi reçu l'appui de l'organisme Convercité afin de recueillir le point de vue des personnes et des organismes de son territoire à travers une consultation en ligne sur la plateforme *Réalisons Montréal* et lors de trois rencontres d'échange, une pour chacun des districts. Au total, près de 200 personnes ont partagé leurs préoccupations et formulé leurs suggestions d'action à intégrer au plan d'action.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les unités administratives financeront, à même leur budget de fonctionnement respectif, les activités du Plan d'action pour lesquelles elles se seront engagées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption et la réalisation du plan d'action s'inscrivent dans la priorité 3 du Plan de développement durable 2016-2020 *Ensemble pour une métropole durable* qui se lit comme suit : « Assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faire du développement social, c’est agir sur les conditions de vie et la qualité de vie des citoyens et des citoyennes pour favoriser leur développement et celui de la communauté. C’est aussi de faire en sorte que l’arrondissement se développe et qu’il soit un milieu de vie complet et dynamique pour sa population. L'adoption du plan d'action permet de préciser ses interventions et démontrer que le développement social est une priorité d’action locale.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le plan d'action 2020-2022 sera annoncé dans le communiqué des faits saillants de la séance du conseil, dans les médias sociaux et l'infolettre ainsi que sur le site Web de l'arrondissement. Les tables de concertation locales seront également interpellées pour diffuser l'information dans leur réseau.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : Adoption du plan d'action au CA
Février 2021 : Bilan de mi-parcours
Décembre 2022 : Bilan final

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Aissata OUEDRAOGO, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Aissata OUEDRAOGO, 16 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-16

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195179009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Adopter le plan d'action en développement social 2020-2022 et mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement afin d'en assurer la coordination et le suivi



Plan daction DS 2020-2022_VM.pdf

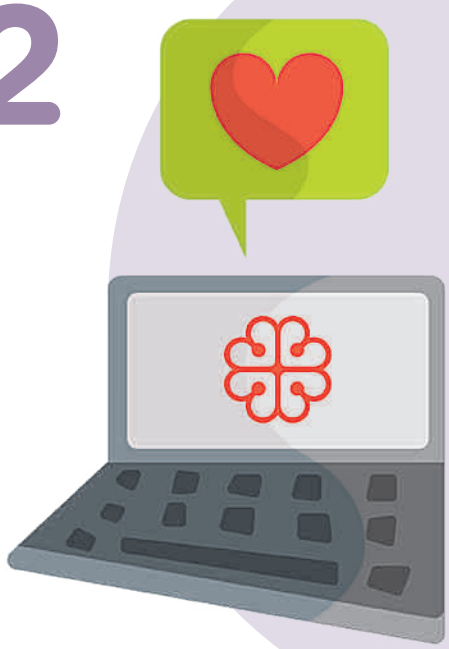
RESPONSABLE DU DOSSIER

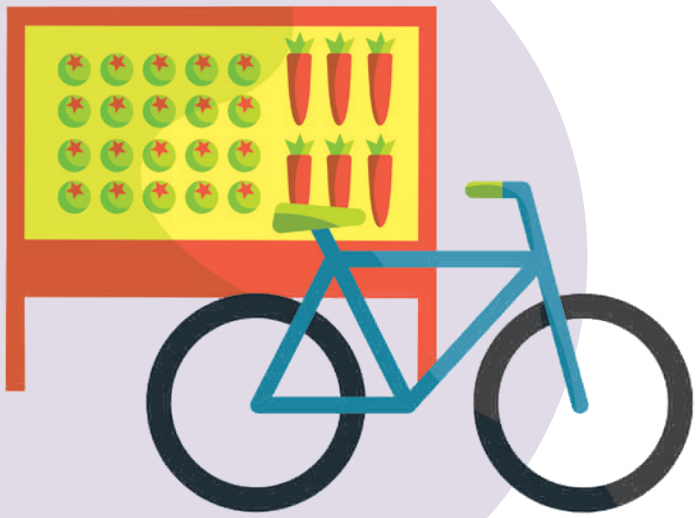
Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

PLAN D'ACTION EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

2020-2022







Ville-Marie
Montréal

PLAN D'ACTION EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL 2020-2022

MOT DE LA MAIRESSE 2

MOT DU DIRECTEUR 3

1 INTRODUCTION 5

2 PLAN D'ACTION 6

3 PRINCIPES 7

4 APPROCHE TRANSVERSALE : L'ADS+ 8

5 GRANDES PRIORITÉS DU PLAN 10

6 CONCLUSION 12

ANNEXES

Annexe 1 : DÉFINITION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL 13

Annexe 2 : HISTORIQUE ET RÉALISATIONS 14

Annexe 3 : DÉMARCHE 15

Annexe 4 : PORTRAIT DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE 16

Annexe 5 : LE PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ 19

› AXE 1 : Aménager des quartiers à échelle humaine 19

› AXE 2 : Favoriser la cohésion sociale, la cohabitation harmonieuse et la diversité 24

› AXE 3 : Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social 27



NOTRE VISION 2020-2022 POUR DES MILIEUX DE VIE À ÉCHELLE HUMAINE, INCLUSIFS ET DYNAMIQUES

La création de milieux de vie inclusifs, durables et sécuritaires, le vivre-ensemble ainsi que la participation citoyenne sont quelques-unes des priorités au cœur de mon engagement politique.

Je suis donc très heureuse de vous présenter le Plan d'action en développement social 2020-2022 de l'arrondissement de Ville-Marie qui vient renforcer et bonifier les nombreuses réalisations de nos équipes dans ce domaine au cours des dernières années.

Fruit d'un travail minutieux de concertation au sein de nos équipes et avec nos partenaires sur le terrain ainsi qu'avec la population, ce Plan concrétise localement la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles » adoptée par la Ville de Montréal en 2017. Il propose une vision claire, collective et planifiée de nos objectifs en matière de développement social et constitue un jalon important dans notre volonté de faire de Ville-Marie un milieu de vie dynamique et complet propice au développement de chaque individu et de la collectivité.

Portrait de nos engagements en cours et à venir en faveur du développement social, ce Plan d'action s'articule autour de trois axes d'intervention que nous avons jugés prioritaires pour notre territoire : aménager des quartiers à échelle humaine, favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble et soutenir la participation citoyenne et l'engagement social.

Pas moins de 82 nouvelles actions concrètes et mesurables ont ainsi été identifiées pour les prochaines années. Elles touchent des domaines aussi divers que l'habitation, l'aménagement du territoire, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, la participation citoyenne ou encore la cohabitation harmonieuse.

Elles reflètent une volonté collective d'agir ensemble sur la qualité de vie des citoyennes et des citoyens pour favoriser leur développement et celui de la communauté.

Bonne lecture !
La mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie,



Valérie Plante



© Annie Éthier

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

À la fois métropole économique et touristique, lieu de transit incontournable et centre-ville habité, l'arrondissement de Ville-Marie présente autant de facettes que de défis : cohabitation harmonieuse entre les différentes populations, utilisation des langues, partage de l'espace public, lutte à la pauvreté...

Pour faire face à ces enjeux, une réponse planifiée et concertée s'impose.

Je suis donc fier aujourd'hui de présenter le résultat d'une démarche de collaboration sans précédent. Que ce soit du côté des organismes partenaires, du corps politique ou du personnel de Ville-Marie, de la culture aux ressources humaines, des parcs aux communications, de la voirie au développement durable : la mobilisation en faveur du développement social s'est opérée de façon transversale et collective.

Car oui, participer au développement du potentiel humain et collectif est une responsabilité partagée et c'est ensemble que nous agirons de façon adéquate et efficace.

Ce Plan d'action est donc le coup d'envoi d'un travail collaboratif prometteur, et que je vous invite à découvrir dès à présent.

Le directeur d'arrondissement délégué,



Marc Labelle

01 INTRODUCTION

Adoptée en 2017 par la Ville de Montréal, la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles » a pour objectif d'assurer une cohérence et une complémentarité des actions en développement social dans la Ville, dans ses arrondissements et dans ses services.

L'arrondissement de Ville-Marie a appuyé cette Politique en février 2018, ce qui impliquait qu'il se dote d'un plan d'action local en développement social, découlant des axes d'intervention et des orientations de la Politique.

Composé d'actions nouvelles et structurantes, ce Plan traduit la volonté de l'Arrondissement d'agir de façon concertée pour établir des stratégies d'intervention en matière de qualité de vie et de développement du potentiel humain et collectif.

Il a fait l'objet de plusieurs consultations auprès de la population, des organismes du milieu et des tables de concertation.



02 PLAN D'ACTION

Dans sa volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens et des communautés et de soutenir le développement collectif, ce Plan d'action en développement social 2020-2022 présente les engagements de l'Arrondissement visant à :

- favoriser le dynamisme des milieux de vie et la création d'espaces de rencontres citoyennes;
- réduire les inégalités sociales et soutenir les personnes dans le besoin;
- assurer une solidarité et une cohésion sociale dans les quartiers;
- favoriser la cohabitation harmonieuse entre les personnes fréquentant ou résidant sur le territoire;
- soutenir l'intégration socio-économique des citoyens d'origines diverses.

Les organismes communautaires, le milieu de la santé et de l'éducation et les personnes elles-mêmes sont aussi des acteurs importants du développement social. À travers son Plan d'action, l'Arrondissement souhaite mettre en avant ses engagements propres et dont il est l'acteur principal.

Le Plan d'action en développement social 2020-2022[1] se décline en :

3 AXES D'INTERVENTION

- **Aménager des quartiers à échelle humaine**
- **Favoriser la cohésion sociale, la cohabitation et la diversité**
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social**

12 DOMAINES D'ACTION | **15** ENGAGEMENTS | **82** ACTIONS

Dans certains cas, l'Arrondissement agit seul, en fonction de ses rôles et de ses compétences. Dans d'autres cas, il agit en collaboration avec d'autres partenaires. Enfin, parfois aussi il agit comme facilitateur de démarche en concertant le milieu ou en soutenant le développement d'initiatives d'organismes ou de citoyennes et citoyens.

Ce plan d'action comporte des cibles et des objectifs mesurables qui feront l'objet d'un suivi continu.

[1] Le plan d'action détaillé est présenté en annexe.

03 PRINCIPES

Dans ce cadre, l'Arrondissement fait siens, pour son Plan d'action, les cinq grands principes guidant le développement social mis en avant dans la Politique de développement social « Montréal de tous les possibles ».

Le soutien accru aux personnes et aux communautés vulnérables

Le portrait de l'Arrondissement présenté en annexe 4 révèle un nombre appréciable de personnes défavorisées ou marginalisées présentes sur le territoire de Ville-Marie. Des efforts et des interventions soutenues doivent être réalisés pour s'assurer que ces populations puissent participer et s'impliquer dans la vie de la communauté. Une partie du Plan d'action vise donc à mieux les rejoindre.

L'accessibilité

L'Arrondissement maintient sa volonté que toute personne, peu importe son âge, sa classe sociale, son identité de genre, son orientation sexuelle, son origine ethnique, son revenu, sa situation de handicap ou son sexe, puisse profiter des activités et des services offerts. Pour ce faire, il veille à identifier et tente de réduire les freins empêchant l'accessibilité, la sécurité et l'inclusion de l'ensemble de la population

L'inclusion de toutes et de tous

Fondée sur la reconnaissance et la valorisation des différences entre les personnes, l'inclusion sociale et économique demeure au cœur des décisions prises pour assurer l'égalité des chances et le développement du plein potentiel des populations de l'arrondissement.

La prise en compte des besoins

L'Arrondissement veut être proactif et à l'écoute des besoins actuels et émergents sur son territoire. Pour ce faire, il encourage la présence de la population et des organismes aux rencontres et consultations afin de partager les problématiques vécues et rencontrées, et ce, en amont des décisions à prendre.

La flexibilité des approches et des moyens

L'Arrondissement entend adapter ses programmes, ses activités et ses interventions tout au long du Plan afin d'offrir une réponse ajustée et adaptée aux besoins des populations.

Et ce, dans une perspective de développement durable.

04 APPROCHE TRANSVERSALE : L'ADS+

L'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) est une approche qui permet de comprendre et de mesurer les différences que vivent les femmes et les hommes dans une situation donnée et les effets différenciés des politiques, programmes, services, selon que l'on soit une femme ou un homme.

Elle permet également de mesurer l'impact de discriminations multiples croisées de sexe, de classe, d'origine ethnoculturelle, de handicap, de situation socio-économique, d'orientation sexuelle et d'identité de genre, etc.

En somme, cette approche permet de corriger les inégalités de fait et d'atteindre nos objectifs au regard des principes énoncés ci-haut.

Toutes les directions de l'Arrondissement appliqueront l'ADS+ dans la planification de l'offre d'activités et de services, ainsi que dans les projets de réaménagements.

Quelques exemples d'actions concrètes de l'ADS+ dans ce Plan

- Mise en place de la collection *Signature autochtone* et de livres en mandarin et en arabe dans le projet du futur centre de Peter-McGill.
- Développement d'un nouveau programme de soutien financier visant l'accessibilité aux activités de sports et de loisirs pour les personnes ayant un handicap fonctionnel.
- Application de l'écriture épicène dans les communications de l'Arrondissement.
- Embauche d'agents de liaison afin de rejoindre les diverses communautés culturelles et clientèles non rejointes par l'Arrondissement.
- Offre de représentations décontractées[1] à la maison de la culture Janine-Sutto.
- Consultation du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre des demandes de certificats d'affichage pour les enseignes emblématiques identifiées à la réglementation d'urbanisme découlant du Plan d'action 2020 en patrimoine de l'Arrondissement.
- Réaménagement du parc de l'Espoir en tenant compte des besoins actuels de la communauté LGBTQ+.
- Ateliers de fabrication et acquisition d'une mini-collection de fanzines à l'intention des adolescents.

[1] Les représentations décontractées sont ouvertes à toutes et à tous, particulièrement aux personnes qui vivent avec un handicap sensoriel ou intellectuel, un trouble neurologique ou d'apprentissage, et aux personnes accompagnées de nouveau-nés. L'ambiance sonore et visuelle du spectacle ainsi que l'accueil sont adaptés pour créer un environnement calme et inclusif.



05 GRANDES PRIORITÉS DU PLAN

Le plan d'action détaillé présenté en annexe comporte plus de 80 actions nouvelles qui seront portées au cours des trois prochaines années par l'ensemble des directions de l'Arrondissement. Parmi celles-ci, les grandes priorités ci-jointes s'en dégagent.

Quartiers à échelle humaine

- Mise en place du futur centre de Peter-McGill et d'un carrefour communautaire dans le district de Saint-Jacques
- Aménagement et pérennité des ruelles
- Développement de l'agriculture urbaine et soutien à la sécurité alimentaire
- Aménagements pour les déplacements à pied et à vélo
- Planification du Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs pour la création de milieux de vie complet
- Réduction de l'insalubrité des logements et lutte à l'éviction des locataires
- Développement du logement social et abordable



Cohésion sociale, cohabitation et diversité



- Accompagnement dans la mise en place d'un centre communautaire LGBTQ+
- Mise en place d'une nouvelle zone d'intervention au pôle Frontenac
- Amélioration de la cohabitation nocturne
- Pérennisation du centre Résilience Montréal pour personnes autochtones
- Mise en place d'une ressource de type "wet services" pour les personnes en situation d'itinérance
- Révision des pratiques/processus d'accueil ou d'inscription pour les rendre accessibles, sécuritaires, respectueuses et inclusives
- Intégration et inclusion des nouveaux arrivants et résidents
- Accessibilité aux activités culturelles, sportives et de loisirs aux personnes handicapées



Participation citoyenne et engagement social

- Consultation et co-création avec la population et les organismes dans les projets d'aménagement
- Rayonnement et mise en valeur du travail communautaire et de l'action citoyenne
- Suivi des consultations sur l'avenir du Quartier chinois
- Canaux de communication directs avec les élus

06 CONCLUSION

Le développement de la communauté et du territoire sont au cœur du Plan d'action en développement social 2020-2022. Les réalisations visées y sont donc multiples. Pour y parvenir, la collaboration entre l'Arrondissement et ses différents partenaires du milieu communautaire, de l'éducation, de la santé, des affaires et, bien sûr, la population elle-même est essentielle. Le Plan d'action est donc un nouveau pas dans cette direction.

À partir d'ici, le lecteur est invité à parcourir les annexes qui suivent afin de prendre toute la mesure de l'ambition et de la richesse du présent Plan et de ces 82 actions détaillées.



ANNEXE 1
DÉFINITION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement des conditions requises pour permettre :

- à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de participer activement à la vie sociale et de tirer sa juste part de l'enrichissement collectif;
- à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale [1].

Faire du développement social, c'est agir sur les conditions et la qualité de vie des citoyens pour favoriser leur développement et celui de la communauté. C'est aussi faire en sorte que l'Arrondissement se développe et qu'il soit un milieu de vie complet et dynamique pour ses citoyens. Et bien qu'il porte une attention particulière aux personnes en situation de vulnérabilité et à risque d'exclusion, le développement social touche l'ensemble des populations.

Le développement social se vit au quotidien. Faire du développement social, c'est intervenir dans des domaines variés tels que l'intégration et la cohésion sociale, l'habitation, l'aménagement du territoire, la participation citoyenne et communautaire, le développement économique, les loisirs, la culture, le transport, l'environnement, la santé, l'éducation, la lutte à la pauvreté, etc.

Selon leurs champs de compétences et d'activités, divers acteurs contribuent au développement social du territoire : la Ville de Montréal, l'Arrondissement, les organismes communautaires, le milieu de la santé et le milieu scolaire, les entreprises privées, les associations de tout ordre et la population elle-même.

[1] Cette définition a été proposée par le Forum de développement social de l'île de Montréal et adoptée à l'occasion de la Biennale sur le développement social, en juin 2015.

ANNEXE 2

HISTORIQUE ET RÉALISATIONS

Deux plans antérieurs avaient déjà encadré les actions en développement social de l'Arrondissement en 2008-2010 et 2011-2013. Il a depuis continué d'agir de multiples façons pour soutenir le développement social de son territoire.

- création du programme Accessibilité aux loisirs (depuis 2009);
- création de zones d'intervention en sécurité urbaine permettant une action concertée et soutenue pour favoriser la cohabitation harmonieuse dans l'espace public (depuis 2011);
- programme d'animation des parcs et des espaces publics (depuis 2011); réaménagement de lieux, de parcs, de rues et d'installations municipales visant
- l'amélioration de la qualité de vie des différentes populations;
- Stratégie alimentaire de Ville-Marie (2016);
- création du programme Passeport Jeunesse (2016);
- création du Fonds de soutien financier en développement social et du Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs (2017);
- adoption de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL (2018);
- création du Conseil jeunesse de Ville-Marie (2018).
- Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 (2018)
- approche Vision Zéro (2019)
- Règlement pour une métropole mixte (2019)
- Plan local de déplacement (2019)
- présence aux diverses tables de concertation de manière à bien connaître les enjeux et les réalités des organismes et des citoyens, et permettre à l'Arrondissement de soutenir, coordonner, mobiliser, appuyer ou faciliter la réalisation d'actions contribuant au développement social de son territoire.

Ces actions sont maintenues et perdurent dans le temps. Le Plan d'action 2020-2022 vient bonifier ou renforcer ces engagements.

ANNEXE 3

DÉMARCHE

Consultation des tables, des citoyens, mobilisation des équipes

Un comité de travail interne à l'arrondissement de Ville-Marie a été mis sur pied. Ce comité avait pour mandat d'amorcer une réflexion préliminaire sur les engagements que chaque direction souhaitait prendre à l'égard du développement social. Les trois tables de quartier[1] ont par la suite été rencontrées pour discuter des enjeux qu'elles ont identifiés. La population et les organismes ont également été plus largement consultés par le truchement d'une consultation en ligne sur la plateforme *Réalisons Montréal* [2] et lors de trois rencontres, soit une par quartier[3]. Au total, près de 200 personnes ont partagé leurs préoccupations et formulé leurs suggestions d'action à intégrer au Plan d'action.



1 Table de développement social de la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Table du Faubourg Saint-Laurent et Table de quartier Peter-McGill.

2 Le rapport des consultations est disponible en ligne: realisonsmtl.ca/devsocialvm.

3 Secteur Sainte-Marie / Centre-Sud; secteur Peter-McGill; secteur Faubourg Saint-Laurent / Vieux-Montréal.

15/23

ANNEXE 4

PORTRAIT DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE[1]

L'arrondissement de Ville-Marie s'étend sur une superficie de 16,5 km².
Avec ses 89 170 résidents, il est l'un des centres-villes les plus habités d'Amérique du Nord.







En raison de cette réalité de centre-ville, de ses attraits touristiques (le Village, le Vieux-Montréal, le Quartier latin, le Quartier des spectacles, le Quartier chinois, etc.), de ses tours de bureaux et ses nombreux commerces, de ses établissements de soins de santé et de ses lieux d'enseignement académique, l'arrondissement doit composer avec une importante population de transit. Plus d'un demi-million de personnes y passent chaque jour : étudiants, commerçants, touristes, professionnels et familles. Cela influence le partage et l'utilisation de l'espace public dans plusieurs secteurs. Les axes routiers traversant l'arrondissement et les nombreux déplacements automobiles affectent la qualité de vie de la population résidente du secteur, dont celle du district de Sainte-Marie plus résidentiel. L'arrondissement est cependant bien équipé en termes d'infrastructures de transport collectif et actif qui sont utilisées tant par la population résidente que par celle habitant hors de l'arrondissement.

D'un point de vue démographique, Ville-Marie se caractérise aussi par l'importante mobilité de sa population. Environ trois personnes sur cinq ont changé d'adresse au cours des cinq années précédant le recensement de 2016. Cela est peut-être dû au fait que le secteur, pour plusieurs, est un premier point de chute à Montréal. Cette grande mouvance a naturellement un effet sur le sentiment d'appartenance développé à l'égard des quartiers. Par ailleurs, le déficit de logements adaptés aux familles sur le territoire peut amener celles-ci à préférer s'établir dans un autre secteur. Enfin, le développement de futurs projets d'habitation au cours des prochaines années augmente les préoccupations liées à la question de l'embourgeoisement et les demandes pour la création de logements sociaux.

La question linguistique représente elle aussi un enjeu. Près d'une personne sur cinq est unilingue anglophone et ce, principalement dans le secteur de Peter-McGill. Des efforts particuliers doivent être faits pour adapter les communications de l'Arrondissement et mieux rejoindre ces populations.

L'itinérance, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale sont d'autre part visibles dans de nombreux secteurs de l'arrondissement. La cohabitation entre les populations résidentes ou transitoires et les personnes marginalisées causent parfois des frictions et amènent des problématiques de médiation sociale.

Un arrondissement, trois districts

L'Arrondissement est constitué de trois districts différents sur les plans démographique, culturel et économique et ce, tant au niveau de leur population que de leur développement et de leur aménagement.

Ainsi, le **district de Peter-McGill** est caractérisé par une forte densité, où les quartiers nantis cohabitent avec des secteurs défavorisés. On y trouve également une concentration d'établissements commerciaux et d'universités fréquentés majoritairement par une population non résidente. Les espaces vacants y sont rares et les espaces verts moins nombreux que dans d'autres secteurs de l'arrondissement.

Le **district de Saint-Jacques**, lui, doit composer notamment avec une concentration de personnes en situation d'itinérance ou à risque de marginalité ainsi qu'avec l'effervescence de la vie nocturne à laquelle donnent lieu la présence de bars, de salles de spectacles et la tenue de festivals sur son territoire. Cette réalité exacerbe les enjeux de cohabitation sociale. On constate également une concentration de la pauvreté et du nombre de personnes défavorisées au sein des Habitations Jeanne-Mance.

Le **district de Sainte-Marie** est le mieux pourvu en infrastructures communautaires, culturelles, de sports ou de loisirs, de même qu'en espaces verts à la disposition de la population résidente. La trame sociale et le réseau d'entraide y sont tissés serrés. On y dénote la présence de grands terrains vagues désaffectés et de bâtiments sous-utilisés. La conversion d'anciens bâtiments industriels en lofts d'artistes a contribué, à cet égard, au développement d'une économie culturelle forte. Quant au manque d'accès aux commerces de première nécessité (alimentation, grands magasins, etc.), il est décrié par la population du secteur.

[2] Tiré de *Profil sociodémographique de l'arrondissement de Ville-Marie*, (Montréal en statistiques, 2018) et de *Profils des districts électoraux de l'arrondissement de Ville-Marie* (Montréal en statistiques, 2017)

VILLE-MARIE EN STATISTIQUES

Population, âge et densité

89 170 personnes, faisant de Ville-Marie 9e arrondissement le plus populeux

5 397,7 habitants au km² (Ville de Montréal : 4 668,3 habitants au km²)

5 157 nouveaux résidents depuis cinq ans

Logement, ménages et revenu

38 % des familles résidentes sont monoparentales (Ville de Montréal : 21 %) et habitent en majorité dans le district de Sainte-Marie (21 %)

43 % des ménages consacrent plus de 30 % de leurs revenus aux frais de logement (Ville de Montréal : 31 %)

62 % de la population a changé d'adresse au cours des cinq années précédant le recensement (Ville de Montréal : 45 %)

55 % des ménages sont constitués d'une personne seule (Ville de Montréal : 41 %)

898 $ est le coût mensuel médian d'un loyer comprenant l'ensemble des dépenses reliées à l'habitation (Ville de Montréal : 770 $)

33 % de la population est en situation de faible revenu, soit la plus forte proportion à Montréal (Ville de Montréal : 19,2 %) 1 dont 31,1 % des enfants âgés de 0 à 17 ans (Ville de Montréal : 18,2 %) et 25,4 % des 65 ans et plus (Ville de Montréal : 16,2 %)

Immigration et identité

28 % des personnes immigrantes sont arrivées au pays entre 2011 et 2016 (Ville de Montréal : 23 %)

immigrantes possèdent un statut de résident non permanent (Ville de Montréal : 4 %)

14 % des personnes

[1] Selon la mesure du panier de consommation (MPC). Seuil de revenu de la MPC selon la taille de la famille, région de Montréal, 2016 : 17 714 $ pour une personne seule et 35 428 $ pour une famille de 4 personnes.

ANNEXE 5

LE PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ

AXE 1 AMÉNAGER DES QUARTIERS À ÉCHELLE HUMAINE

DOMAINE : AMÉNAGEMENT

ENGAGEMENT 1

Soutenir un développement urbain garantissant des quartiers mixtes et inclusifs et aménager des lieux publics et des espaces de rencontre sécuritaires qui favorisent le lien social, tout en assurant une meilleure répartition des infrastructures et des équipements collectifs de loisirs, culturels, sportifs et communautaires.

- Travailler avec la communauté à la définition des besoins et des usages du futur centre de Peter-McGill et en assurer la mise en place.
- Établir le plan d'action et déterminer les pistes de financement possibles, en collaboration avec le milieu, afin d'assurer la création d'un carrefour communautaire dans le district de Saint-Jacques.
- Compléter la planification du Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs.
- Élaborer un plan directeur des installations et des équipement culturels, sportifs et de loisirs, incluant une analyse prospective des changements sociodémographiques à venir afin de cerner les besoins futurs.
- Travailler en concertation avec le réseau de la santé et le réseau scolaire pour identifier et planifier les besoins (lieux et services) en tenant compte de l'évolution démographique du territoire.
- Revoir le mobilier urbain existant afin qu'il réponde aux objectifs d'inclusion et d'accessibilité universelle.
- Revoir les procédures entourant l'aménagement des ruelles avec les parties prenantes et approuver un budget consacré à leur mise en œuvre et à leur pérennité.
- Aménager de nouvelles ruelles et s'assurer de la mobilisation des citoyens pour les ruelles existantes.
- Adapter la réglementation afin d'encourager et favoriser un usage transitoire pour des terrains et des bâtiments vacants.
- Adapter la réglementation afin de mieux répondre aux enjeux reliés à la transition écologique.

- Maintenir et développer le pôle d'animation culturelle et récréative transitoire dans le secteur du Pied-du-Courant.
- Sensibiliser, dans le cadre de projets, les grands propriétaires institutionnels à la nécessité de développer de nouveaux espaces verts et des terrains sportifs.
- Sensibiliser les entrepreneurs aux mesures de mitigation à prendre afin de réduire les impacts des grands chantiers sur la qualité de vie des citoyens.
- Mettre en place des processus et prendre des mesures afin de mieux contrôler la présence de l'herbe à poux en collaboration avec les partenaires du milieu.

DOMAINE : DÉPLACEMENTS DURABLES

ENGAGEMENT 2

Favoriser la mobilité et les déplacements sécuritaires, en priorisant les transports actifs et collectifs.

- Promouvoir et diffuser le Plan local de déplacement de Ville-Marie.
- Revoir les aménagements pour améliorer les passages pour piétons aux intersections, conformément au Plan local de déplacement.
- Poursuivre l'installation de mobilier urbain favorisant les déplacements à vélo.

DOMAINE : HABITATION

ENGAGEMENT 3

Assurer une offre résidentielle suffisante, équilibrée et de qualité, comprenant des logements abordables, sociaux, adaptés à divers types de ménages selon leurs besoins.

- Appliquer le nouveau Règlement pour une métropole mixte à la suite de son entrée en vigueur.
- Accompagner le développement de projets de logements sociaux à l'intention des populations itinérantes et marginalisées.
- Mettre en place de mesures afin de limiter l'éviction des locataires dans le cadre de travaux majeurs de rénovation (*rénoviction*) (adoption d'un Règlement interdisant la division et la subdivision de logements, constitution d'un comité d'intervenants en matière d'habitation, documentation et suivi des demandes de rénovations, référence aux ressources de défense des droits des locataires, etc.).
- Protéger le parc locatif existant en luttant contre les résidences de tourisme illégales.
- Dresser un état de la situation sur la réalité et les besoins de développement des ateliers et des résidences d'artistes.
- Actualiser nos pratiques en matière d'encadrement et d'accompagnement dans les situations d'éviction.

ENGAGEMENT 4

Réduire de manière importante l'insalubrité du parc locatif.

- Bonifier les procédures liées aux inspections en salubrité.

DOMAINE : ALIMENTATION

ENGAGEMENT 5

Contribuer à la sécurité alimentaire des plus vulnérables et favoriser l'accès à une alimentation saine et diversifiée dans les quartiers.

- Actualiser le programme de jardins communautaires.
- Faciliter la mise en place de nouvelles mesures qui contribuent à l'agriculture urbaine et à la sécurité alimentaire, dans le cadre des compétences municipales.
- Accompagner les groupes porteurs voulant développer des projets d'agriculture urbaine sur les terrains vacants ou sous-utilisés à l'aide du répertoire actuel des terrains vacants et dans les PPU.
- Soutenir la réalisation de projets citoyens de verdissement et de jardins collectifs.
- Établir un diagnostic des cuisines collectives existantes sur le territoire et de leurs besoins.
- Accompagner les groupes porteurs dans leurs démarches visant à doter l'arrondissement d'un nouvel espace de cuisine tout équipée pour répondre aux besoins des groupes et des citoyens.
- Mettre à jour la Stratégie alimentaire de Ville-Marie.





DOMAINE : EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ENGAGEMENT 6

Encourager l'embauche locale et régionale représentant la diversité de la population montréalaise.

- Réaliser un état de la situation sur l'embauche locale au sein des organismes chargés par l'Arrondissement d'assurer l'accueil et la surveillance de ses centres sportifs et de loisirs.
- Sensibiliser les organismes chargés par l'Arrondissement d'assurer l'accueil et la surveillance de ses centres sportifs et de loisirs à l'embauche locale, à la diversité et à l'embauche de la population éloignée du marché du travail.
- Collaborer à la mise sur pied d'un salon de l'emploi pour promouvoir les types d'emploi disponibles à l'Arrondissement.
- Relayer les offres d'emploi et les offres de stage auprès des organismes du territoire.
- Réaliser une campagne de sensibilisation au sein de l'Arrondissement afin d'augmenter le nombre de stages en milieu de travail (stage étudiant, stage pour les jeunes de centres jeunesse, programme de parrainage professionnel, Tremplin-Travail personnes handicapée, Liaison Emploi Autochtone, etc.).
- Adopter diverses mesures visant l'embauche et la promotion des minorités visibles et des minorités ethniques dans les postes à l'Arrondissement.

ENGAGEMENT 7

Promouvoir le développement économique en accordant une attention particulière à l'entrepreneuriat, à l'économie sociale, de même qu'à la production et à la consommation socialement responsables.

- Diffuser les résultats du Portrait commercial de l'arrondissement 2016 et le potentiel de développement économique identifié auprès des partenaires internes et externes.
- Mettre à jour les données économiques du Portrait commercial à partir des études réalisées dans le cadre des programmes particuliers d'urbanisme (PPU) Sainte-Marie et des Faubourgs et des programmes Réussir à Montréal (PRAM).
- Bonifier le soutien aux commerçants et favoriser le développement du commerce de proximité.
- Participer aux orientations et à la sélection des projets financés par le fonds Entrepreneuriat commercial.
- Réaliser une étude sur le potentiel économique et commercial du district de Sainte-Marie.
- Adopter des pratiques d'approvisionnement local responsable et équitable.

DOMAINE : ÉDUCATION

ENGAGEMENT 8

Contribuer aux actions du réseau scolaire en matière de réussite éducative et de persévérance scolaire.

- Participer aux journées de la persévérance scolaire.
- Accompagner et soutenir les écoles dans leurs projets liés au développement durables et à l'écocitoyenneté des élèves (par exemple, sur le compostage)



AXE 2 FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE, LA COHABITATION HARMONIEUSE ET LA DIVERSITÉ

DOMAINE : COHÉSION SOCIALE ET LUTTE À L'EXCLUSION

ENGAGEMENT 9

Soutenir la lutte à l'exclusion, promouvoir la mixité sociale et contribuer au vivre-ensemble.

- Assurer une veille et soutenir les actions auprès des populations à risque d'exclusion en concertation avec les tables de quartier et le milieu communautaire.
- Réaliser une campagne de communication sur le civisme dans l'espace public.
- Collaborer au comité de pilotage autour de la revitalisation du Village.
- Accompagner la mise en place d'un centre communautaire LGBTQ+.
- Poursuivre le partage d'expertise, notamment avec le CIUSSS Centre-Sud et certaines écoles, en vue d'assurer l'inclusion des clientèles vulnérables ou en situation de handicap en camps de jour.
- Revoir les processus d'accueil ou d'inscription aux services et activités de l'Arrondissement afin de s'assurer qu'ils sont accessibles, sécuritaires, respectueux et inclusifs pour l'ensemble de la population.
- Relayer les messages des organismes partenaires identifiés.





DOMAINE : COHABITATION HARMONIEUSE

ENGAGEMENT 10

Soutenir la cohabitation harmonieuse dans l'espace public et garantir le soutien aux populations marginalisées.

- Poursuivre le soutien aux quatre zones d'intervention dans les espaces publics (Vieux-Montréal/Accueil Bonneau; Square Cabot; Viger/Champs-de-Mars; Émilie-Gamelin/SDC du Village).
- Développer une nouvelle zone d'intervention au pôle Frontenac.
- Assurer une vigie sur l'évolution des enjeux liés à l'itinérance, notamment celle des femmes et des populations autochtones.
- Mobiliser et soutenir le milieu dans la mise en place de solutions adaptées à l'évolution des besoins identifiés chez les publics cibles.
- Participer à différents comités pour partager l'expertise sur la cohabitation dans l'espace public (vie nocturne, personnes marginalisées) (par exemple : comité des porteurs en itinérance, réseau de sécurité du SPVM, comités de cohabitation, comités de riverains, comités de bon voisinage, etc.).
- Augmenter les initiatives de rencontres intercommunautés (projets en bibliothèques).
- Rester à l'affût et soutenir les initiatives innovantes de cohabitation nocturne.
- Assurer la pérennité du centre de jour Résilience pour les personnes itinérantes dans les environs du square Cabot.
- Collaborer à la mise en place d'une nouvelle ressource de type « wet services[1] » pour les personnes itinérantes..

DOMAINE : DIVERSITÉ ET INTÉGRATION

ENGAGEMENT 11 : Favoriser l'intégration des nouveaux arrivants et résidents.

- Collaborer à la mise en place de la station Nouveau départ.
- Revoir et ajuster les pratiques et procédures dans les offres de service afin de respecter la Politique d'accès aux services municipaux sans peur.
- Promouvoir l'offre de service de l'Arrondissement auprès des nouveaux arrivants et résidents.
- Organiser des cliniques d'assermentation auprès d'organismes partenaires.
- Lancer des activités de sensibilisation ou collaborer à leur organisation et à leur tenue pendant la Semaine québécoise des rencontres interculturelles.
- Recourir aux services d'agents de liaison afin d'établir des contacts, dans leur milieu respectif (reaching out), avec les diverses communautés et clientèles non rejointes par l'Arrondissement.

[1] Services où la consommation d'alcool est permise et réglementée et où l'on admet des personnes ayant consommé de l'alcool.

DOMAINE : CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET SAINES HABITUDES DE VIE

ENGAGEMENT 12 : Assurer, sur l'ensemble du territoire, une offre d'activités culturelles, sportives et de loisirs reflétant la diversité des citoyennes et des citoyens.

- Développer un nouveau programme de soutien visant l'accessibilité aux activités de sports et de loisirs pour les personnes ayant un handicap fonctionnel.
- Poursuivre les efforts pour développer une offre de services à l'intention des clientèles non rejointes, notamment les membres de communautés culturelles.
- Aménager des gyms urbains dans les parcs.





AXE 3 SOUTENIR LA PARTICIPATION CITOYENNE ET L'ENGAGEMENT SOCIAL

DOMAINE : PARTICIPATION CITOYENNE

ENGAGEMENT 13 : Prévoir différents mécanismes de consultation publique et de démarches participatives, en amont de la prise de décision.

- Consulter les citoyens et créer avec eux les projets de réaménagements majeurs de rues.
- Favoriser les démarches participatives en amont des grands projets immobiliers.
- Assurer le suivi du rapport de consultation sur l'avenir du Quartier chinois.
- Consulter les citoyens et créer avec eux les aménagements et installations souhaités dans les parcs et aires de jeu (aires communes de pique-nique, barbecue, boîtes de jouets, etc.).
- Créer des occasions de rencontrer les élus en personne ou par voie numérique (par exemple, la réalisation d'un *Facebook live*).

ENGAGEMENT 14 : Soutenir et valoriser les individus faisant preuve de solidarité, engagés dans la vie collective et les causes sociales, bénévolement ou d'une autre façon, notamment auprès des organismes communautaires qui répondent aux divers besoins sociaux.

- Faire rayonner les initiatives des organismes locaux, le travail des bénévoles engagés dans la collectivité, les actions citoyennes inspirantes, via les différents outils de communication de l'Arrondissement, et encourager le réseautage entre citoyens et organismes.
- Offrir des espaces permettant le débat et la participation citoyenne.

DOMAINE : ACTION CITOYENNE ET PARTENARIATS COMMUNAUTAIRES

Engagement 15 : Reconnaître l'action citoyenne et l'apport des organismes à but non lucratif.

- Soutenir la réalisation d'initiatives citoyennes.
- Promouvoir le Répertoire d'activités qui présente les organismes.
- Promouvoir les 60 structures d'affichage libre dans les espaces publics.
- Accompagner les OBNL dans leurs besoins de relocalisation, dans une perspective de mutualisation des ressources et les aider à identifier les opportunités.

ILS ONT CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION DU PLAN

Le comité de travail de Ville-Marie

Direction des travaux publics

- **Alain Turmel**, contremaître, Division des parcs et de l'horticulture
- **Marc Fleury**, contremaître propreté-travaux, Division de la circulation et inspection du domaine public
- **Marie-Laine Forcier**, préposée au contrôle des dossiers, Division de la voirie

Direction d'arrondissement déléguée

- **Catherine Philibert**, conseillère en planification - transition écologique
  Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
- **Christine Racine**, conseillère en aménagement, Division de l'urbanisme
- **Daniel Doan**, chef de section circulation, Division de la mobilité et de la planification
- **Jean-Philippe Gagnon**, agent de recherche, Division de l'urbanisme

Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs

- **Julie Meert**, chargée de communication, Division des communications
- **Pascal Dumez**, agent de ressources humaines, Division des ressources humaines
  Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

- **Marie-Ève Lima**, chef de section, Division de la culture et des bibliothèques
- **Martin Crépeau**, conseiller en développement communautaire, Division des sports, des loisirs et du développement social

Coordination

- **Martin Crépeau**, conseiller en développement communautaire, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Les trois tables de quartier

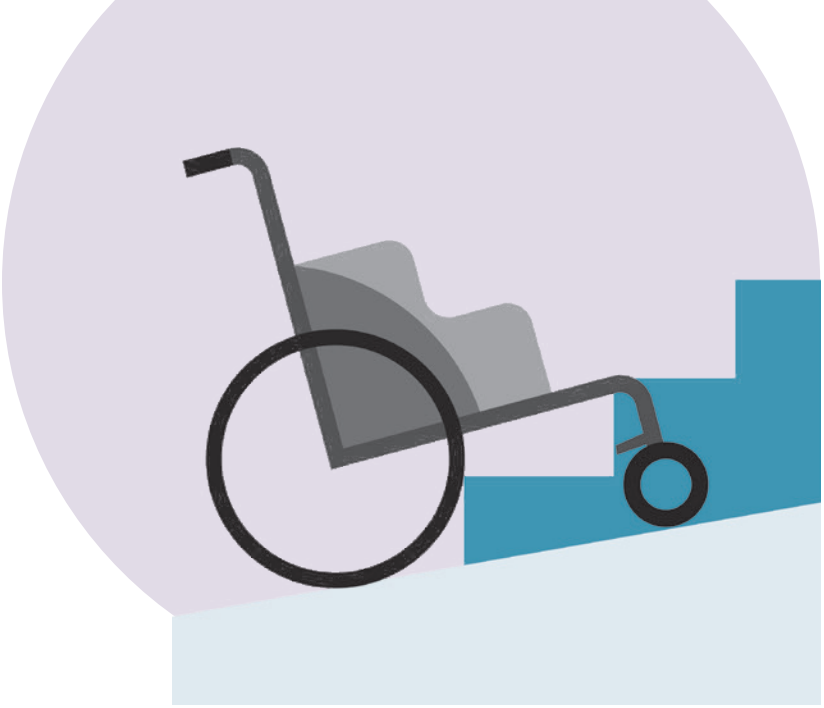
- La Table de développement social de la Corporation de développement communautaire Centre-Sud
- La Table du Faubourg Saint-Laurent
- La Table de quartier Peter-McGill

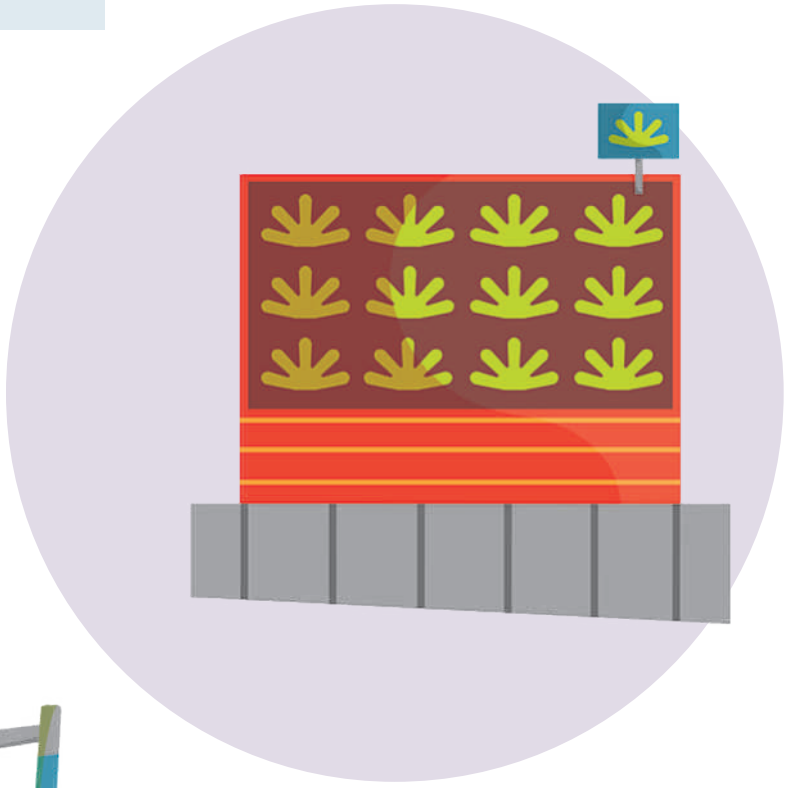
L'Arrondissement s'est doté d'un plan de travail comportant des cibles et prévoit un suivi en termes mesurables. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social assurera la mise à jour et le suivi du Plan d'action, en collaboration avec un comité de représentants des autres directions et divisions de l'Arrondissement, de même qu'avec les tables de quartier.

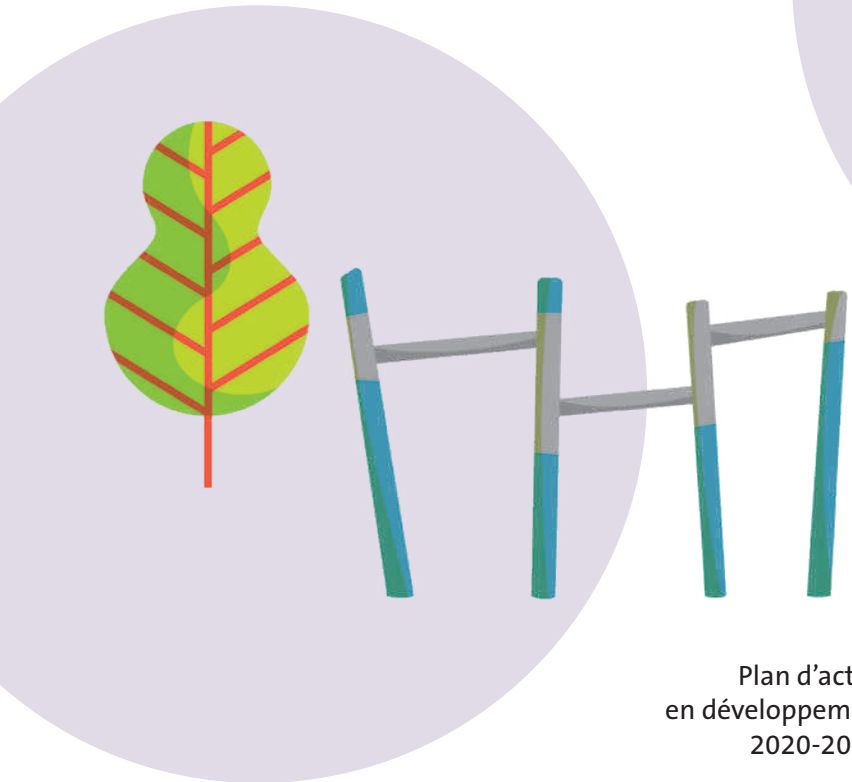
REMERCIEMENTS

L'Arrondissement a été accompagné par l'organisme Convercité lors de la planification et la réalisation des consultations. Il tient à remercier toutes les citoyennes et les citoyens ainsi que les partenaires qui y ont partagé leurs points de vue.









Plan d'action
en développement social
2020-2022

Ville-Marie
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1208309002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest et accorder une contribution de 21 600$

D'approuver la convention avec la Table de concertation du quartier des grands jardins pour les appuyer dans l'organisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest ;
D'accorder à cette fin une contribution de 21 600$ à la Table de concertation du quartier des grands jardins ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-03-26 16:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208309002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest et accorder une contribution de 21 600$

CONTENU

CONTEXTE

La Table de concertation du quartier des Grands Jardins est un organisme à but non lucratif qui oeuvre dans la portion ouest de l'arrondissement Ville-Marie et qui s'intéresse au développement urbain du quartier.
Officiellement fondée à l'été 2012, la Table tente de refléter les préoccupations des résidents, des commerçants, des étudiants, des institutions, des associations et des pouvoirs publics.

Celle-ci regroupe notamment des représentants de l'Université Concordia, du domaine des soeurs Grises, du Centre Canadien d'Architecture, de l'Hôpital de Montréal pour enfants, du Cégep Dawson, du Collège LaSalle et du Collège de Montréal.

En 2017 et en 2019, des contributions ont été accordées à cet organisme pour l'élaboration d'une étude sur les « Civic Commons » (espaces civiques) du secteur ainsi que pour l'organisation de tables élargies de concertation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240246 - 9 mai 2017 : Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec la Table de concertation du Quartier des Grands jardins pour la réalisation d'une étude et d'une journée de réflexion et accorder une contribution totale de 25 000 $.
CA19 240322 - 3 juillet 2019 : Approuver la convention avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour l'élaboration d'une étude sur les « Civic Commons » (espaces civiques) du secteur ainsi que pour l'organisation de tables élargies de concertation et accorder une contribution de 28 000 $.

DESCRIPTION

La présente demande de financement de 21 600$ visait initialement la réalisation d'une table élargie de consultation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest au printemps 2020. En raison du nouveau contexte du coronavirus, il est plus plausible que l'événement soit reporté à un moment où les conditions sanitaires permettront la tenue de rassemblements.
Cette démarche s'effectuera en continuité de la première table élargie sur la question ayant

été organisée en septembre 2019. Cet événement avait permis de souligner le besoin d'une discussion collective sur l'aménagement de la phase II du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest qui affectera le quartier des Grands Jardins.

La nouvelle démarche proposée s'effectuera également en complémentarité de la consultation publique menée par l'équipe de projet de la ville de Montréal et comprendra une perspective globale des enjeux propres aux espaces civiques, au développement immobilier et à l'aménagement du territoire du quartier des Grands Jardins.

Alors que la Ville compte dévoiler au printemps le concept d'aménagement du premier tronçon de la seconde phase de la rue Sainte-Catherine Ouest (entre les rues Mansfield et Bishop), la Table souhaite contribuer à la réflexion en cours afin de définir les priorités d'aménagement de sa communauté en prévision de l'élaboration du concept d'aménagement.

JUSTIFICATION

Les travaux et les réflexions de la Table servent de cadre de référence aux équipes de l'arrondissement, que ce soit en termes d'architecture, de paysage ou de création d'espaces publics de qualité.
Un rapport de synthèse contenant l'analyse des résultats et des recommandations pour l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest sera remis à l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la contribution est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement Ville-Marie.
Voir l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec le citoyens.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre du projet faisant l'objet d'un soutien financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement de l'aide financière se fera selon les modalités de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Philippe GAGNON
Agent de recherche

Tél : 514 868-3546
Télécop. : 514 872-3567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-03-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1208309002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest et accorder une contribution de 21 600$

2020-03-06 - Demande de financement 2020.pdfAspect financier_GDD 1208309002.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Philippe GAGNON
Agent de recherche

Tél : 514 868-3546
Télécop. : 514 872-3567

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1208309002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec la Table de concertation du quartier des Grands Jardins pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest et accorder une contribution de 21 600$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1208309002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention_2020_Table des Grands Jardins_1208309002.pdf

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION DES GRANDS JARDINS DE MONTRÉAL,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 1215, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1R5 agissant et représentée par monsieur Cameron Charlebois, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme acteur favorisant la discussion sur le développement urbain du quartier ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet (décrit à l'annexe 1) en l'aidant financièrement ;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « Convention ») ;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci ;

ATTENDU que l'Arrondissement a adopté le Règlement de gestion contractuelle (18-038) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme ;

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation d'une démarche de concertation sur l'avenir e la rue Sainte-Catherine Ouest.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.4 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.5 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.6 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.7 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.8 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.9 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe B** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie*. Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.10 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.11 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.12 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.13 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.14 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.15 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à **l'Annexe C** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.16 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives. Mais au plus tard le 31 décembre 2020, le tout sous réserve des articles 7 et 8.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de vingt-et-un mille six cent dollars (21 600 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 75 % de la contribution, soit un montant de vingt et un mille dollars (16 200 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement ;

6.1.2 le deuxième versement correspondant à 25 **%** de la contribution, soit un montant de sept mille dollars (5 400 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.15 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Cameron Charlebois, président
Table de concertation du quartier des grands jardins de Montréal
1215, rue Ontario Est
Montréal, Québec, H2L 1R5

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____

TABLE DE CONCERTATION DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS DE MONTRÉAL

Par : _____
Cameron Charlebois, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1208309002, cette convention a été approuvée par la résolution CA20 _____ du conseil, lors de la séance du 14 avril 2020.

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Les Civic Commons du Quartier des grands jardins – La rue Sainte-Catherine Ouest

La Table de concertation du quartier des Grands Jardins organise une démarche d'analyse, de documentation et de réflexion des Civic Commons (espaces civiques) de son territoire dans le cadre des grands changements sociaux et urbanistiques qui vont redéfinir le quartier. Le présent projet vise à réunir l'ensemble des acteurs et intervenants impliqués dans le développement du quartier (institutions, autorités, résidents, partenaires, etc.) autour d'une démarche de concertation axée sur l'importance des espaces civiques ainsi que les liens étroits entre l'aménagement du territoire et le développement social.

La présente demande de financement vise plus particulièrement l'organisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest. Cette démarche s'effectuera en continuité de la première table élargie sur la question qui avait été organisée en septembre 2019 au Centre St-Jax, qui avait permis de souligner le besoin d'une discussion collective sur l'aménagement de la phase II du projet Sainte-Catherine Ouest, qui comprend la portion de la rue située dans le quartier des Grands Jardins. Cette démarche s'effectue en complémentarité de la consultation publique menée par l'équipe de projet de la ville de Montréal, et comprend une perspective globale des enjeux propres aux espaces civiques, au développement immobilier et à l'aménagement du territoire du quartier des Grands Jardins.

Alors que la ville de Montréal dévoilera au printemps le concept d'aménagement du premier tronçon de la seconde phase de la rue Sainte-Catherine Ouest (entre les rues Mansfield et Bishop), la Table des Grands Jardins souhaite contribuer à la réflexion en cours afin de définir les priorités d'aménagement de sa communauté en prévision de l'élaboration du concept d'aménagement de la phase II.

La présente démarche prévoit l'organisation d'une table élargie (consultation publique) au printemps 2020 et s'appuie sur une analyse détaillée de la rue Sainte-Catherine Ouest dans le quartier des Grands Jardins, notamment dans l'objectif de parvenir à une définition collective de son identité pour les résidents, les commerçants et les institutions du secteur. Pour ce faire, la Table estime nécessaire de répondre à l'important besoin de caractériser la rue en fonction de son rôle pour la communauté dans le quartier, lequel diffère vastement de son identité métropolitaine et régionale à l'est de la rue Bishop. En ce sens, la table élargie du printemps 2020 permettra de produire des recommandations précises d'aménagement pour la ville de Montréal et les professionnels de l'arrondissement de Ville-Marie, lesquelles guideront les prochaines interventions urbanistiques et architecturales dans l'axe de la rue Sainte-Catherine.

Dans le cadre de ce processus, un livret du participant sera réalisé, comprenant une synthèse de l'analyse urbaine du secteur d'intervention ainsi qu'une mise à jour sur les projets publics et privés qui transformeront le quartier. L'animation de l'événement prévoira la mise en commun des préoccupations de la communauté quant à l'atmosphère et l'identité souhaitées pour le tronçon de la rue Sainte-Catherine Ouest située dans le quartier, et favorisera le partage de recommandations d'aménagement axées sur le renforcement de cette identité.

ANNEXE B

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE C

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé.

1. Projet réalisé en fonction du projet prévu : présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. Budget réel en fonction du budget prévu : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. Visibilité effective du projet :
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. Évaluation du projet réalisé : présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

TABLE DE CONCERTATION DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS

Montréal, 6 mars 2020

DEMANDE DE FINANCEMENT

À l'intention de :

Ville de Montréal – Arrondissement de Ville-Marie

Sylvain Villeneuve
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Jean-François Morin
Chef de division - Urbanisme

Projet :

Table de concertation du quartier des Grands Jardins
Démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest

Monsieur Villeneuve,
Monsieur Morin,

Il nous fait plaisir de vous transmettre la présente demande de financement au nom de la Table de concertation du quartier des Grands Jardins.

Nous vous invitons à nous poser des questions pour toute précision ou clarification.

Cameron Charlebois
Président
Table de concertation du quartier des Grands Jardins
cameron.charlebois@mcgill.ca
T: 514.261.0443

Kenny Harrouche
Responsable de la coordination
Table de concertation du quartier des Grands Jardins
kenny.harrouche@rayside.qc.ca
T 514.935.6684 #217

TABLE DE CONCERTATION DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS

1 DESCRIPTION DE L'ORGANISME

Nom légal de l'organisme : Table de concertation des Grands Jardins de Montréal
Statut Légal : Personne légale sans but lucratif
Date d'incorporation : 5 juillet 2012
Adresse : 1380 avenue Overdale, Montréal
Code postal : H3G2H1
Téléphone : 514-935-6684 #217

Nom du mandataire désigné : Cameron Charlebois
Titre : Président
Téléphone : cameron.charlebois@mcgill.ca
Téléphone : 514-261-0443

PROFIL DE L'ORGANISME
La Table de concertation du quartier des Grands Jardins est un organisme à but non lucratif qui œuvre dans la portion ouest de l'arrondissement Ville-Marie et qui s'intéresse au développement urbain du quartier.

Conscient de son passé prestigieux et des enjeux urbains qui pénalisent le développement du quartier, un groupe de travail a été créé en août 2005 et s'est mis à l'œuvre à l'initiative du Centre Canadien d'Architecture (CCA) pour s'interroger sur l'avenir du quarter et se donner quelques pistes d'intervention. Le groupe de travail fut formé d'organisations, d'entreprises, d'institutions et de résidents actifs dans le milieu.

Officiellement fondée à l'été 2012, la Table de concertation tente de refléter les préoccupations des résidents, commerçants, étudiants, institutions, associations et pouvoirs publics. Elle est également un outil de médiation propice à la collaboration entre les intervenants, les acteurs et les décideurs sur des projets qui répondent aux besoins des milieux socio-économiques locaux, de manière ponctuelle ou régulière, dans le cadre d'interventions communes.

Aujourd'hui, les travaux et les réflexions de la Table servent de cadre de référence aux responsables de l'aménagement urbain à l'Arrondissement Ville-Marie, que ce soit en termes d'architecture, de paysage ou de création d'espaces publics de qualité. La Table effectue également une veille sur divers enjeux comme l'habitation, l'accessibilité aux services socio-communautaires et le transport.

TERRITOIRE D'INTERVENTION DE LA TABLE



2 DESCRIPTION DU PROJET

LES CIVIC COMMONS DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS – LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST

La Table de concertation du quartier des Grands Jardins organise une démarche d'analyse, de documentation et de réflexion des Civic Commons (espaces civiques) de son territoire dans le cadre des grands changements sociaux et urbanistiques qui vont redéfinir le quartier. Le présent projet vise à réunir l'ensemble des acteurs et intervenants impliqués dans le développement du quartier (institutions, autorités, résidents, partenaires, etc.) autour d'une démarche de concertation axée sur l'importance des espaces civiques ainsi que les liens étroits entre l'aménagement du territoire et le développement social.

La présente demande de financement vise plus particulièrement l'organisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest. Cette démarche s'effectuera en continuité de la première table élargie sur la question qui avait été organisée en septembre 2019 au Centre St-Jax, qui avait permis de souligner le besoin d'une discussion collective sur l'aménagement de la phase II du projet Sainte-Catherine Ouest, qui comprend la portion de la rue située dans le quartier des Grands Jardins. Cette démarche s'effectue en complémentarité de la consultation publique menée par l'équipe de projet de la ville de Montréal, et comprend une perspective globale des enjeux propres aux espaces civiques, au développement immobilier et à l'aménagement du territoire du quartier des Grands Jardins.

Alors que la ville de Montréal dévoilera au printemps le concept d'aménagement du premier tronçon de la seconde phase de la rue Sainte-Catherine Ouest (entre les rues Mansfield et Bishop), la Table des Grands Jardins souhaite contribuer à la réflexion en cours afin de définir les priorités d'aménagement de sa communauté en prévision de l'élaboration du concept d'aménagement de la phase II.

La présente démarche prévoit l'organisation d'une table élargie (consultation publique) au printemps 2020 et s'appuie sur une analyse détaillée de la rue Sainte-Catherine Ouest dans le quartier des Grands Jardins, notamment dans l'objectif de parvenir à une définition collective de son identité pour les résidents, les commerçants et les institutions du secteur. Pour ce faire, la Table estime nécessaire de répondre à l'important besoin de caractériser la rue en fonction de son rôle pour la communauté dans le quartier, lequel diffère vastement de son identité métropolitaine et régionale à l'est de la rue Bishop. En ce sens, la table élargie du printemps 2020 permettra de produire des recommandations précises d'aménagement pour la ville de Montréal et les professionnels de l'arrondissement de Ville-Marie, lesquelles guideront les prochaines interventions urbanistiques et architecturales dans l'axe de la rue Sainte-Catherine.

Dans le cadre de ce processus, un livret du participant sera réalisé, comprenant une synthèse de l'analyse urbaine du secteur d'intervention ainsi qu'une mise à jour sur les projets publics et privés qui transformeront le quartier. L'animation de l'événement prévoira la mise en commun des préoccupations de la communauté quant à l'atmosphère et l'identité souhaitées pour le tronçon de la rue Sainte-Catherine Ouest située dans le quartier, et favorisera le partage de recommandations d'aménagement axées sur le renforcement de cette identité.

TABLE DE CONCERTATION DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS

3 BUDGET DU PROJET

DESCRIPTION	MONTANT PRÉVU	CONTRIBUTIONS		
		TABLE	VILLE DE MONTRÉAL	AUTRES DONATEURS
A - PRÉPARATION DE L'ÉVÉNEMENT				
Rencontres préparatoires	1 500 $			
Mise à jour de la caractérisation urbaine	2 750 $			
Analyse de référents	400 $			
Réalisation du livret du participant	3 000 $			
Réalisation de la présentation	700 $			
Préparation de la trame d'animation et des outils de consultation	1 250 $			
B - ÉVÉNEMENT DE CONCERTATION				
Cartographie et impressions	1 500 $			
Table élargie - Animation et personnel	500 $			
Frais logistiques (location, matériel, repas)	3 200 $			
C - SYNTHÈSE ET SUITES				
Analyse des résultats	300 $			
Réalisation de la synthèse	1 500 $			
Rapport et recommandations	4 000 $			
Mise en page et diffusion	700 $			
Présentations	300 $			
TOTAL	**21 600 $**			

4 RETOMBÉES POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

La démarche proposée par la Table de concertation du quartier des Grands Jardins s'inspire de la contribution des participants pour dresser un portrait complet des espaces civiques et identifier certaines interventions qui pourraient renforcer leur rôle catalyseur pour le développement social, économique et humain du quartier.

Le capital de connaissances produit dans le cadre de ce mandat servira directement au travaux des professionnels de l'arrondissement de Ville-Marie en aménagement du territoire et en développement social. La démarche de la Table a l'avantage d'articuler les projets en cours au sein des deux directions pour proposer une réflexion commune et l'ouvrir à l'ensemble de la communauté et de la société civile dans le secteur.

La volonté de la Table est de voir cette réflexion s'inscrire dans la démarche du PPU des Grands Jardins et de proposer un mécanisme de suivi collaboratif des principes de développement qui y sont énoncés. Elle permet d'assurer que le fort développement que connaît le secteur bénéficiera aux résidents et aux usagers qui le pratiquent de façon quotidienne.

PLAN DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT

Durant l'exécution de ce mandat, l'arrondissement de Ville-Marie pourra jouir d'une grande visibilité auprès des membres et partenaires de la Table de concertation du quartier des Grands Jardins, principalement par l'entremise de la diffusion des médias produits dans le cadre du processus de concertation et des documents d'analyse. La contribution de l'arrondissement y sera mise en évidence par l'insertion de la signature visuelle sur l'ensemble des documents produits. Lors des évènements publics, la participation de l'arrondissement sera soulignée au début et à la fin de chacune des activités.

La démarche proposée par la Table doit être considéré comme un partage, par les participants et les responsables du projet, d'une vision commune sur le potentiel des espaces civiques du quartier des Grands Jardins. Elle s'alimente de la force d'implication de la société civile et fait état aux participants de la volonté de l'arrondissement de travailler en collaboration avec les représentants de la communauté à la recherche de solutions durables et inclusives d'appropriation collective du territoire et de ses aménités.

Les deux rencontres en format table ronde prévues dans ce projet, pendant lesquelles la participation de l'arrondissement sera mise en évidence, devraient être fréquentées par une quarantaine d'intervenants et donner lieu à des discussions substantielles sur l'avenir du quartier. La participation des professionnels de l'arrondissement représente un atout majeur pour le déroulement de ces rencontres, et permettent à ceux-ci d'obtenir des renseignements de fond sur le quartier et les besoins de la population. Nous sommes confiants que le projet dont il est ici question saura être, comme l'a été la première démarche, une plateforme d'échanges et d'information mutuelle qui bénéficiera tant aux professionnels de l'arrondissement qu'à la communauté.

TABLE DE CONCERTATION DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS

5 DÉCLARATION DES AUTRES SUBVENTIONS DEMANDÉES

Dans le cadre de ce projet, aucune autre demande de financement n'a été formulée par la Table de concertation du quartier des Grands Jardins ou ses partenaires.

6 ANNEXE

Vous trouverez en annexe de cette demande certains documents complémentaires:

+ Rapport-synthèse de la table ronde du 21 février 2019 sur les Civic Commons du quartier des Grands Jardins
+ Rapport-synthèse de la table ronde du 18 septembre 2019 sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest

En espérant le tout à votre convenance,

Kenny Harrouche
Responsable de la coordination
Table de concertation du quartier des Grands Jardins
kenny.harrouche@rayside.qc.ca
T 514.935.6684 #217

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208309002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	TABLE DE CONCERTATION DU QUARTIER DES GRANDS JARDINS DE MONTRÉAL	265493

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant			21 600.00 $					**21 600.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		avril	2020	Date de fin :		décembre	2020

Formulaire complété par : Jean-Philippe Gagnon

Prénom, nom

Date et heure système : 01 April 2020 16:01:52

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1208309002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention avec la Table de concertation du quartier des grands jardins pour les appuyer dans l'organisation d'une démarche de concertation sur l'avenir de la rue Sainte-Catherine Ouest et accorder à cette fin une contribution de 21 600 $ à la Table de concertation du quartier des grands jardins."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 21 600,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		21 600,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 21 600,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306129	06101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM08309002

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **25-03-2020**

Date et heure système : 25 mars 2020 15:21:26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.02

2020/04/14 18:30

(1)

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 397 744,52 $

D'autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 2019 à 2020,à WSP Canada Inc pour des services professionnels en gestion de projets, conformément aux documents d'appel d'offres public VMP-17-009 (3 soumissionnaires);
D'autoriser à cette fin une dépense supplémentaire de 43 621.52 $ taxes incluses augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 397 744.52 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-06-26 15:09

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.02

2020/04/14 18:30

(1)

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 157 388$, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 555 132,52 $

D'autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 2020 à 2021 à WSP Canada Inc pour des services professionnels en gestion de projets, augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 555 132,52 $;
D'autoriser, à cette fin, une dépense de 143 080,00 $ taxes incluses conformément aux contrat VMP-17-009 (3 soumissionnaires) ;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingence de 14 308,00$ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-01 14:55

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 mars 2017	Résolution: CA17 240085

Autoriser une affectation de surplus de 323 361,50 $ et approuver la convention avec WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets et autoriser une dépense maximale de 354 123 $ (appel d'offres public VMP-17-009 – 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'autoriser une dépense maximale de 354 123 $ pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires);

D'approuver la convention avec WSP Canada inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à WSP Canada inc., soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage, au prix et aux conditions de sa soumission, soit au prix total approximatif de 354 123 $, taxes incluses;

D'affecter un montant de 323 361,50 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1170225002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 mars 2017

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 3 juillet 2019	Résolution: CA19 240339

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 397 744,52 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA17 240085 adoptée à sa séance du 14 mars 2017, accordé un contrat à WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets – PTI 2017-2019 sur divers projets (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires);

Attendu que la clause 6 du cahier des instructions supplémentaires et générales de la mission des documents d'appel d'offres VMP-17-009 prévoit la possibilité de prolonger le contrat pour une période d'une année pour un maximum de deux prolongations :

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Richard Ryan

De prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 397 744,52 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1170225002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juillet 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 397 744,52 $

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désir se prévaloir de sa première option de renouvellement de 12 mois (29 juin 2019 au 28 juin 2020) dans le cadre du contrat VMP-17-009 pour des services professionnels en gestion de projets avec la firme WSP.

La mission de la firme, par l'entremise notamment de son chargé de projets, consistera, de façon générale, à gérer l'interface entre les intervenants externes et internes de la Ville, à planifier, coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en oeuvre des projets et à en assurer le suivi.

Le charger de projets aura pour mandats 2019-2020 :

- Gestion du projet de mise à niveau et correctif à la PLace Émilie-Gamelin.
- Gestion du projet de réfection du chalet du parc Au Pied-du-Courant.
- Suivi de l'opération des toilettes autonettoyantes

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 157 388$, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 555 132,52 $

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désir se prévaloir de sa deuxième option de renouvellement de 12 mois (29 juin 2020 au 28 juin 2021) dans le cadre du contrat VMP-17-009 pour des services professionnels en gestion de projets avec la firme WSP.

Concernant cette prolongation du contrat, il n'y a pas d'indexation de prévu. Il est indiqué au devis: "Tout renouvellement du contrat convenu avec l'adjudicataire devra respecter l'intégralité des termes"

Le montant du contrat initial était de 354 123$ incluant les taxes et les contingences pour une durée de 27 mois (4000 heures). Il faudrait donc prévoir un montant de 157 388$ (incluant taxes et contingences) pour la prolongation de 12 mois (1778 heures).

La mission de la firme, par l'entremise notamment de son chargé de projets, consistera, de façon générale, à gérer l'interface entre les intervenants externes et internes de la Ville, à planifier, coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en oeuvre des projets et à en assurer le suivi.

Le charger de projets aura pour mandats 2020-2021 :

- Gestion du projet pour le rejointoiement de dalle de granit au Quartier des Spectacles
- Gestion du projet pour l'aménagement de la Place Ottawa
- Suivi de l'opération des toilettes autonettoyantes

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2020/04/14 18:30

(1)

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 323 361,50 $ et approuver la convention avec WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets et autoriser une dépense maximale de 354 123 $ (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires)

D'affecter 323 361.50 $ des surplus de l'arrondissement;
D'autoriser une dépense maximale de 354 123$ pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires);

D'approuver la convention avec WSP CANADA INC.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à WSP CANADA INC., soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage, au prix et aux conditions de sa soumission, soit au prix total approximatif de 354 123 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-03-03 14:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 323 361,50 $ et approuver la convention avec WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets et autoriser une dépense maximale de 354 123 $ (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme Triennal d'Immobilisation 2017-2019 un nombre important de projets de réaménagement et de mise à niveau de parcs et places publiques sont à l'étude. Le présent mandat touche la mise en œuvre d'un certains nombre de projets dont la responsabilité relève de la Direction des travaux publics. Dans le but de supporter l'équipe en place, la Direction des travaux publics s'adjoindra dans le cadre du présent contrat, une firme de gestion de projets qui assignera, dans les bureaux de l'arrondissement, un chargé de projets pour la coordination des projets qui lui seront attribués.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 240024 séance du 12 février 2013 - Autoriser une affectation de surplus de 384 821 $, approuver la convention, accorder un contrat de services professionnels de 384 821 $ à GENIPRO (STNH) inc. pour la gestion de projets et autoriser une dépense maximale de 384 821 $ (appel d'offres public VMP-12-035 – 6 soumissionnaires)

DESCRIPTION

La mission de la firme, par l'entremise notamment de son chargé de projets qui sera assigné dans les bureaux de l'arrondissement, consistera de façon générale, à gérer, planifier, coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en oeuvre des projets priorisés par l'administration. De façon plus spécifique, la firme devra :

- gérer et planifier toutes les étapes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage;
- coordonner l'élaboration d'un calendrier de réalisation;
- coordonner l'obtention de toute étude préalable;
- coordonner la préparation d'un programme fonctionnel et technique;
- assurer l'administration de la convention de services professionnels des autres professionnels impliqués sur les dossiers;
- contrôler et coordonner l'obtention des approbations requises;
- faire les liens avec les services clients et les occupants;
- coordonner et gérer tous les appels d'offres;
- gérer les contrats de construction;

- assister à toutes les réunions de chantier;
- vérifier et recommander le paiement des décomptes progressifs;
- coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'ouvrage;
- rédiger tout rapport périodique;
- conserver l'ensemble des documents (originaux, copies et documents de travail) pour les remettre à la Ville en fin de mandat, classés selon un ordonnancement dicté par la Ville

JUSTIFICATION

Suite à un appel d'offres public nous avons reçu 3 offres desquelles une seule n'a pas obtenue le seuil de 70 % pour passer à l'ouverture de l'offre monétaire. La firme qui a déposée l'offre ayant obtenue la plus haute note finale propose un candidat avec un taux horaire de 70 $/hre alors que l'estimation a été réalisée avec un taux de 92 $/hre, ce qui explique l'écart de 24 % (voir tableau ci-dessous). Le taux utilisé dans l'estimation est très représentatif du marché pour un professionnel de niveau intermédiaire tel que demandé dans l'appel d'offres.

Soumissions conformes	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix Total**
AECO	71 %	3,47	349 064,10 $
MACOGEP	61 %	N/A	
WSP CANADA INC.	79,7%	3,66	354 123,00 $
Dernière estimation réalisée			**465 400,00 $**
Moyenne des prix reçus			351 593,55 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)			(111 277,00 $)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)			(24 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire ($)			5 058,90 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%)			1,4 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets présentent un échéancier serré et devront être mis en oeuvre le plus rapidement possible alors que les ressources internes sont insuffisantes pour prendre en charge tous ces projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: mars 2017
Début du mandat: mars 2017
Fin du mandat: juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert BÉDARD
Ingénieur

Tél : 514 872-7484
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Claude DUBOIS
Adjoint directeur travaux publics

Tél : 514 872-9763
Télécop. : 514 886-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-03-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 397 744,52 $




VMP-17-009_Addenda - Aspect financier.xlsDemande d avis de prolongation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 157 388$, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 555 132,52 $

VMP-17-009 Prolongation de contrat 2020-2021_CM_LB.pdf

VMP-17-009_Addenda - Aspect financier.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 323 361,50 $ et approuver la convention avec WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets et autoriser une dépense maximale de 354 123 $ (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires)

Aspect financier_GDD 1170225002.pdfBordereau de soumission.pdf

Grille d'évaluation - Offre de services professionnels.pdf

VMP-17-009 - Serv prof gestion projets PTI 2017-2019 - PV signé.pdf

2017-02-17_ODS_divers projets 2017-2019 original.pdf

Convention de services VMP-17-009.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert BÉDARD
Ingénieur

Tél : 514 872-7484
Télécop. : 514 868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 146 478,15 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 397 744,52 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1170225002_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-26

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-7313
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec WSP pour des services professionnels en gestion de projets (VMP-17-009) et autoriser une dépense de 157 388$, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 555 132,52 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1170225002 addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-01

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1170225002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 323 361,50 $ et approuver la convention avec WSP Canada inc. pour des services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets et autoriser une dépense maximale de 354 123 $ (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1770225002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières et matérielles

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Vérification faite pour : ☑ RENA

☑ PGC

☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

☐ LFRI

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	WSP CANADA INC.	315389

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Montant	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant								**0,00 $**

Montréal

Appel d'offres public
Services professionnels
Soumission Ville : VMP-17-009
SEAO :

Bordereau sommaire

Parution :			Ouverture :				À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Heure	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
31	01	2017	21	02	2017	11:00	

Services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 Divers projets

Description et sommaire de soumission	Montant
4000 heures X 70.00 = :	280 000.00 $
Taxe sur les produits et service 5% :	14 000.00 $
Taxe de vente du Québec 9,975% :	27 930.00 $
Sous total :	321 930.00 $
Contingences 10% du sous total :	32 193.00 $
Montant total :	354 123.00 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148357057 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

No. d'inscription de la TPS: 140150269 RT0001 No. d'inscription de la TVQ: 1017504417Q0001

Je (Nous), soussigné(s): WSP CANADA INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16ème étage, Montréal, Québec H3H 1P9

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 514-340-0046		
LOUIS BOISSONNEAULT, ING., AVS, PMP DIRECTEUR, GESTION DE PROJETS, QUEBEC	Télécopieur : 514-340-1337		
	Courriel : louis.boissonneault@wspgroup.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	20	02	2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Projet : Services professionnels en gestion de projets No appel d'offres: VMP-17-009 SEAO: 1047413 Date: février 2017				
	Pond.	**AECO**	**MACOGEP**	**WSP**
Présentattion de l'offre	**5%**	**4,0%**	**3,3%**	**3,7%**
Compréhesion du mandat	**15%**	**12,3%**	**10,0%**	**12,3%**
Expérience des firmes dans des projets similaires	**30%**	**22,3%**	**22,0%**	**21,7%**
Expértise et expérience du chargé et entrevue	**30%**	**15,7%**	**10,0%**	**25,0%**
Capacité de la firme à supporter le chargé de projets	**20%**	**16,7%**	**15,7%**	**17,0%**
Total	**100%**	**71,0%**	**61,0%**	**79,7%**
Pointage intérimaire		**71,0**	**61,0**	**79,7**
Prix soumis (enveloppe # 2)		**349 064,10 $**	**- $**	**354 123,00 $**
Pointage final		**3,47**	**N/A**	**3,66**

Ville-Marie
Montréal

Services professionnels en gestion de projets - Divers projets PTI 2017-2019

VMP-17-009

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 21 février 2017, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 31 janvier 2017 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, et en présence de monsieur Robert Bédard, ingénieur, et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

AECO – gestion de projet
Macogep
WSP

Meilleur 2017-02-21

Jacinthe Meilleur date
Analyste de dossiers

Robert Bédard date
Ingénieur

2017/02/21

Domenico Zambito date
Secrétaire d'arrondissement

Le 20 février 2017

Ville de Montréal
Comptoir Accès Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17ème étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet: Offre qualitative
Services professionnels en gestion de projets – Programme triennal 2017-2019 – Divers projets
Appel d'offres no. VMP-17-009 et SEAO 1047413
NP : P17-11013-49

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint l'offre de prix pour les services professionnels en gestion de projets – Programme triennal 2017-2019 – Divers projets, ainsi que cinq (5) copie, dont une copie annotée « copie certifiée » de l'original et quatre (4) exemplaires reliés et une copie numérisée de l'original signé en format PDF et soumise sur une clé USB.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Louis Boissonneault, ing., PMP, AVS
Directeur Gestion de projets Québec

WSP Canada Inc.
1600, boul. René-Lévesque O.
16e étage
Montréal (Québec) H3H 1P9
www.wspgroup.com

APPEL D'OFFRES N^{O} 1047413 VMP-17-009

SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS – PROGRAMME TRIENNAL 2017-2019 – DIVERS PROJETS

OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS ORIGINAL

–

WSP Canada Inc.
1600, boul. René-Lévesque Ouest, 16^{e} étage
Montréal (Québec) H3H 1P9

Téléphone : +1 514- 340-0046
Télécopieur : +1 514- 340-1337
www.wspgroup.com

Certifié ISO 9001:2008

APPEL D'OFFRES N^{O} 1047413 ET VMP-17-009

SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS – PROGRAMME TRIENNAL 2017-2019 – DIVERS PROJETS

–
Ville de Montréal
Février 2017



TABLE DES MATIÈRES

1 COMPRÉHENSION DU MANDAT ET MÉTHODOLOGIE 1

1.1 Compréhension de la mission 1
1.2 Méthodologie et philosophie de travail 2
1.3 Services additionnels offerts 3
1.4 Structure organisationnelle 3

2 EXPÉRIENCE DE LA FIRME DANS DES PROJETS SIMILAIRES 4

Projet 1 : Aménagement du site de l'Amphithéâtre Multifonctionnel de Québec 5
Projet 2 : Terrasses des bibliothèques McLennan et Redpath 6
Projet 3 : Diverses installations extérieures - Université McGill 7
Projet 4 : Aménagements intégrant le Centre perform au complexe sportif de l'Université Concordia 7
Projet 5 : Aménagement Paysagé du Square James 8

3 EXPERTISE ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJETS 9

4 CAPACITÉ DE LA FIRME À SUPPORTER LE CHARGÉ DE PROJETS 10

5 ANNEXES 13

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA FIRME

En tant que multinationale canadienne, fondée au Québec en 1959, WSP est l'une des plus importantes firmes de génie-conseil au monde. En plus de nous illustrer comme un chef de file dans la transformation de l'environnement bâti et la restauration de l'environnement naturel, nous possédons une vaste expertise. Elle s'étend de l'ingénierie de bâtiments iconiques jusqu'à la conception de réseaux de transport durables, de la remédiation environnementale jusqu'à l'urbanisme, et du développement des sources d'énergie du futur jusqu'à la mise en œuvre de moyens innovateurs en matière d'extraction de ressources essentielles. Œuvrant auprès des gouvernements, des entreprises, des architectes et des planificateurs, nous proposons des solutions intégrées pour l'ensemble des marchés sur lesquels nous opérons.

À l'échelle mondiale, WSP se classe parmi les dix plus importantes sociétés de services professionnels. La firme compte plus de 35 000 employés travaillant dans plus de 500 bureaux situés dans 40 pays sur cinq continents.

Avec plus de 3 000 professionnels dévoués au Québec - dont 880 dans la région de Montréal et 32 ressources en gestion de projets - supportés par un réseau mondial, nos équipes s'engagent à aider nos clients peu importe la façon dont ils évoluent, les projets qu'ils envisagent ou leur destination.

1.2 LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL

Siège social : 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16e étage
Montréal (Québec) H3H 1P9
Téléphone : 514 340-0046
Télécopieur : 514 340-1337

Responsable de la soumission :

Louis Boissonneault, ing., AVS, PMP
Directeur, Gestion de projet, Québec

1 COMPRÉHENSION DU MANDAT ET MÉTHODOLOGIE

1.1 COMPRÉHENSION DE LA MISSION

La Ville de Montréal a lancé un appel d'offres pour sélectionner une firme qui fournira des services de gestion de projets dans le cadre du Programme triennal d'Immobilisation 2017-2019. Les projets d'aménagement et de mise à niveau d'équipements et d'installations des parcs et places publiques seront réalisés sous la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie.

Essentiellement, il s'agit de fournir les services d'un chargé de projet expérimenté pour une période de deux ans, qui pourra être étendue sur deux années additionnelles. Les services seront rendus dans les bureaux de l'arrondissement. Des services additionnels pourraient être requis.

A ce jour, 4 projets ont été identifiés à la mission :

- → L'installation de toilettes autonettoyantes sur le territoire de l'Arrondissement de Ville-Marie. Budget 3,6M$
- → Le remplacement d'éclairage Square Victoria, 110K$
- → Travaux correctifs – Place Jean-Paul-Riopelle - Interventions sur les systèmes de distribution de la brume ainsi que les systèmes électromécaniques situés sous la place, 310K$
- → Mise à niveau Place Émilie-Gamelin – Mise à niveau et travaux d'entretien des surfaces de la place et du garage ainsi que des travaux électrique pour animer la place.

De plus, il est important de prendre en considération, que les modifications, ajouts ou retraits de la mission sont possible et que des ressources additionnelles pourraient être nécessaires.

Les principaux défis concernant la réalisation des travaux comprennent entre autres :

- → La mise en œuvre simultanée de plusieurs projets ayant leurs contraintes spécifiques
- → Minimiser l'impact des travaux sur l'utilisation des espaces publiques
- → La grande quantité de parties de prenantes à gérer.
- → La réalisation des projets dans les délais fixés.

En guise de représentant du client auprès de parties prenantes externes, le chargé de projet doit coordonner et planifier tous les livrables de l'ensemble du projet afin de s'assurer du bon déroulement des activités et ce dans le meilleur intérêt du projet.

Sans s'y limiter, les principales activités du chargé de projet comprennent :

- → La gestion des études préliminaires, PFT et autres requises pour lancer l'exécution du projet.
- → La gestion de projet incluant, budgets, calendrier qualité et programme.
- → La gestion des risques.
- → La gestion et administration des contrats (professionnels et construction).

- → Coordinations entre les parties prenantes internes et externes.
- → Coordination des appels d'offre.
- → Suivi des travaux.
- → Fermeture de projet.

1.2 MÉTHODOLOGIE ET PHILOSOPHIE DE TRAVAIL

Ces projets sont à différents niveaux d'avancement, la prestation du chargé de projet sera donc adaptée pour chacun des projets.

Dès réception du mandat le chargé de projet se familiarisera avec la documentation de projet disponible, visitera les sites de réalisation de chacun des projets et fera le point de la situation avec le représentant mandaté de la Direction des travaux publics de Ville-Marie afin d'en dégager un programme d'intervention détaillé. La résolution des contrats des différents contrats avec les professionnels sera incontestablement parmi les premières tâches du projet à compléter.

Le bon déroulement d'un tel mandat repose sur la synergie entre le chargé de projet, le client, les professionnels et l'entrepreneur. Le chargé de projet assurera cette synergie par une connaissance approfondie de l'ensemble des projets et assistera le gestionnaire de la Ville dans son rôle : conserver l'objectif du projet dont le programme doit se réaliser à l'intérieur d'un budget et d'un échéancier déterminés, et ce de l'étape concept jusqu'à la clôture du projet.

L'efficacité de notre approche est assurée par une planification adéquate de chacune des étapes. Ainsi, le chargé de projet établira dans son plan de travail les tâches spécifiques et le cheminement critique propre à chaque projet

Stratégie de contrôle des coûts : Le respect du budget de construction est un impératif pour tout mandat de cette nature. Ces projets impliquent la gestion de budgets limités. Notre chargé de projet composera avec ce facteur en obtenant des évaluations de coûts des professionnels et au besoin d'estimateurs professionnels.

Contrôle des échéanciers : La planification des projets sera étudiée de près de façon à permettre un phasage judicieux en fonction des priorités de la Ville et de la complexité et l'envergure de chaque projet. Les éléments clés pouvant affecter le déroulement des projets seront identifiés. Le cheminement critique sera identifié et évalué de façon continue pour minimiser les risques de retards.

Contrôle qualité des extrants livrables : Le chargé de projet s'assurera que les professionnels livrent des documents qui répondent aux exigences du programme et permettent un contrôle de la qualité des travaux. La documentation contractuelle devra être claire, précise et exhaustive. Elle devra aussi respecter les standards documentaires de la Ville.

Comme pour tous les projets, WSP appliquera son programme de gestion de la qualité (PGQ) certifié conforme aux exigences de la norme ISO 9001 : 2008 pour assurer une maîtrise du projet sans faille et une assurance de la qualité. Le PGQ vise entre autres à assurer la satisfaction du client, la conformité des produits livrables avec les engagements contractuels, le respect des budgets et des échéanciers ainsi que des codes et normes applicables.

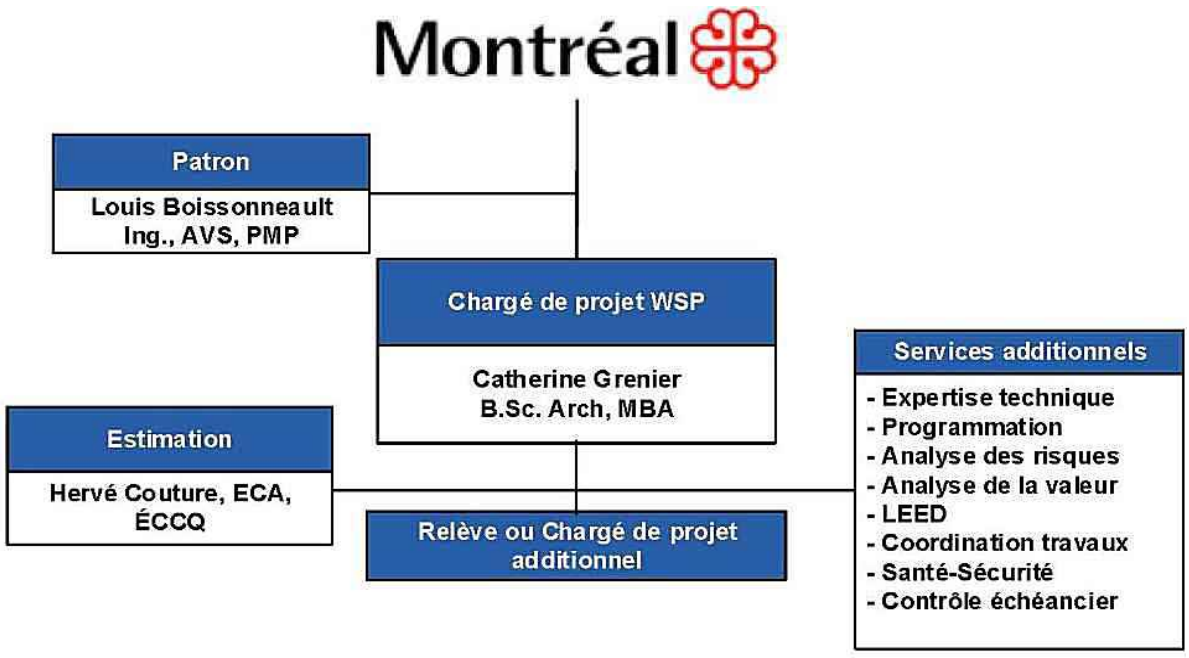
1.3 SERVICES ADDITIONNELS OFFERTS

Chez WSP, nous sommes des spécialistes multidisciplinaires. En plus des services de gestion, nous proposons les services additionnels suivants :

- Planification
- Études de définition de projet
- Analyse de faisabilité
- Environnement
- Ingénierie du bâtiment (Structure, mécanique, électricité
- Transport
- Industriel
- Télécommunications
- Infrastructure
- Énergie
- Pétrole et gaz naturel

1.4 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le chargé de projet coordonnera l'ensemble du projet et mettra à profit son expérience à toutes les étapes du projet. Voici l'organigramme du projet :



2 EXPÉRIENCE DE LA FIRME DANS DES PROJETS SIMILAIRES

Historiquement, WSP a été impliqué dans nombreux projets phares pour les municipalités. Notre expertise se démarque autant au niveau d'espaces publiques que d'infrastructures urbaines. En effet, plusieurs projets réalisés par WSP ont remportés des Prix et mentions, tout en étant grandement appréciés du public. Mentionnons l'implication de WSP dans les aménagements d'origine du QIM (2000-2003), dont la Place Riopelle, ainsi que le réaménagement du Square Victoria, qui font l'objet de modifications dans le cadre de ce mandat.

Autres réalisation antérieures pertinentes :

- → Quartier des Spectacles de Montréal, 80 M$, 2008-2014
- → Promenade Samuel de Champlain, 42M$, 2008
- → QIM – Phase II - Rue McGill, 15M$, 2007
- → Les Plaines Le Breton, 100M$, Ottawa, 2006
- → Promenade du Portage à Gatineau, 3M$, 2000

Autres projets en cours :

- → Échangeur Turcot
- → Autoroute Bonaventure Phase 1, 200M$
- → Projet du REM (Réseau Électrique Métropolitain)
- → Grands Parcs, Ville de Montréal





Vous trouverez aux pages suivantes la description de cinq projets similaires réalisés par WSP :

PROJET 1 : AMÉNAGEMENT DU SITE DE L'AMPHITHÉÂTRE MULTIFONCTIONNEL DE QUÉBEC

Client : Ville de Québec

Personne ressource : Jean Rochette, 418-641-6411

Année de réalisation : De 2011-2015

Coût de projet: 370 M$ dont environ 5M$ pour l'aménagement du site.

Description du projet :

L'Amphithéâtre Multifonctionnel de Québec est un complexe omnisport d'une capacité de 18 259 places pouvant accueillir une équipe de la Ligue Nationale de Hockey (LNH), des présentations de sports sur glace et une multitude d'événements de diverses envergures, d'ordre sportif, culturel ou social. Le projet était Finaliste pour le Prix Élixir du PMI en 2015 et gagnant du grand Prix Génie Conseil (catégorie Gestion de Projet) Québécois 2016.

L'aménagement du site permet une circulation sécuritaire des camions de livraison, véhicules, vélos, et piétons. Les différents secteurs et voies de circulation sont équipés d'éclairage DEL minimisant la pollution lumineuse et délimités d'aménagement paysagé à faible consommation d'eau potable tel que requis par la certification LEED. Le projet vise la Certification LEED argent.

Déroulement :

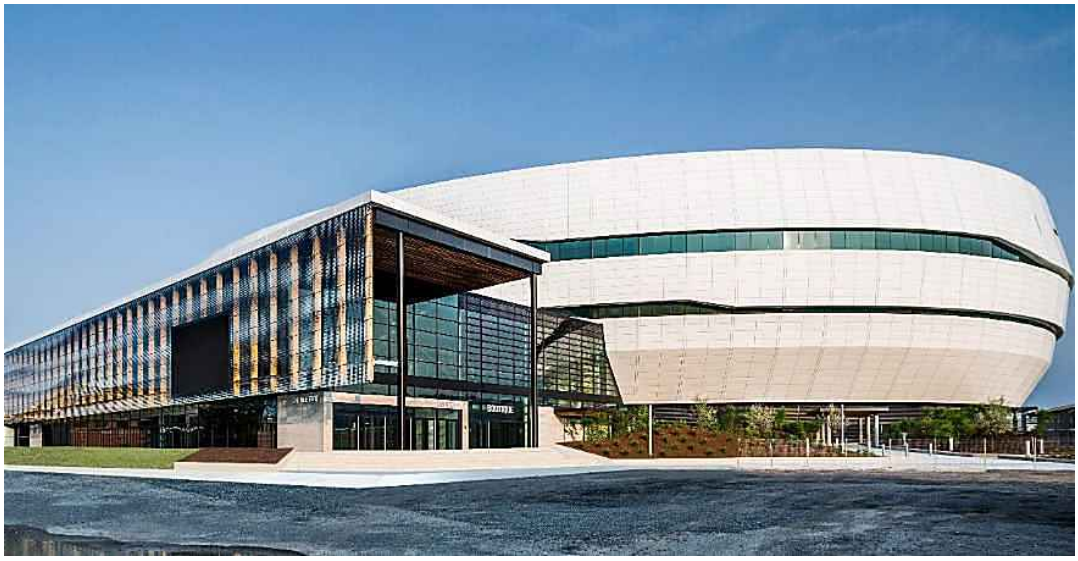
Le projet étant hautement médiatisé l'équipe en place devait continuellement gérer les attentes du client Ville de Québec et celles de l'opérateur Quebecor Média Inc.

Calendrier et budget :

Le projet a été fait selon des normes reconnues et à la satisfaction du client selon les termes et conditions du contrat. Le projet a été livré à l'intérieur de l'échéancier et avec des économies de 30M$.

Description de l'implication :

- → Assister le bureau de direction du projet et exécuter en son nom.
- → Services complets de gestion de projet pour les étapes de design et construction.
- → (Programme, Budget. Échéancier, Qualité)
- → Direction et supervision du gérant de construction; mode de réalisation lots multiples.



PROJET 2 : TERRASSES DES BIBLIOTHÈQUES MCLENNAN ET REDPATH

Client : Université McGill, Montréal, Québec
Personne ressource : Daniel Doran 514-398-3765
Année de réalisation : De 2010-2014
Coût de projet: 8 M$

Description du projet :

La rénovation des terrasses était nécessaire afin de pallier aux problèmes d'infiltration d'eau aux étages inférieurs de la bibliothèque. La nouvelle terrasse est composée d'une dalle de béton, d'isolant rigide, d'une membrane d'imperméabilisation, d'une membrane de drainage et d'un revêtement de pavé.

Le revêtement de pavé avec motif linéaire invitent à la promenade et le parcours est agrémenté de bancs de granite, banquettes de bois ajourés, d'un garde-corps ornemental et d'œuvre d'art.

Le projet a été présélectionné par le jury dans la catégorie aménagement urbain pour les Prix d'excellence en architecture de 2015.

Déroulement :

Le projet a été réalisé en trois phases sur 3 ans.

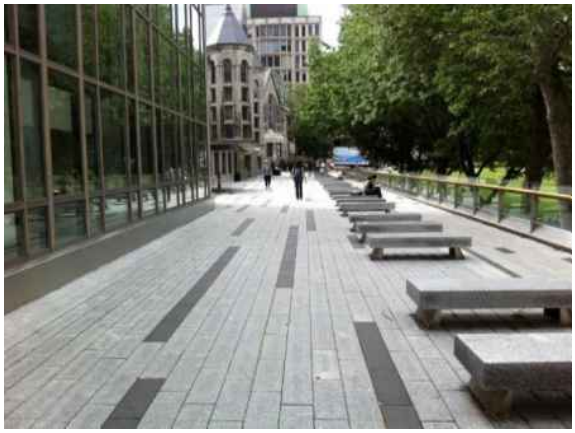
Le chantier étant à proximité des bibliothèques et hall de musique, le bruit ne devait pas nuire aux activités académiques. Les travaux bruyants ont été cédulés tôt le matin, la nuit ou les fins de semaines.

Calendrier et budget :

Le projet a été fait selon des normes reconnues et à la satisfaction du client selon les termes et conditions du contrat. Le projet a été livré à l'intérieur de l'échéancier prévu. Les écarts de budgets sont dus en majorité à des conditions imprévues de chantier survenus durant l'exécution des travaux.

Description de l'implication :

- → Représentant du client
- → Gestion du processus de qualification pour services architecturaux
- → Présentation au Comité de Révision du Design de McGill et demande de permis municipale.
- → Services complets de gestion de projet pour les étapes de design et construction.
- → (Programme, Budget. Échéancier, Qualité)
- → Gestion des contrats et appels d'offres
- → Coordination avec opérations pour coupures de services.





PROJET 3 : DIVERSES INSTALLATIONS EXTÉRIEURES - UNIVERSITÉ MCGILL

Client : Université McGill, Montréal, Québec
Personne ressource : Daniel Doran 514-398-3168
Année de réalisation : De 2013-2014
Coût de projet: 200 000$
Description du projet : Il s'agit de divers petits projets pour les Services de Bâtiments et Terrains de l'université McGill dont l'émondage et l'abattage des arbres sur le campus du centre-ville, l'installation de nouveaux systèmes d'irrigation et diverses études concernant la durabilité des terrains.
Déroulement : La multiplication des interventions a nécessité une rationalisation des travaux en collaboration avec le client afin de prioriser les travaux en fonction des budgets disponibles.
Calendrier et budget : Le projet a été fait selon des normes reconnues et à la satisfaction du client selon les termes et conditions du contrat. Le projet a été livré à l'intérieur de l'échéancier de projet. Les budgets ont été ajustés en fonction des choix et demandes du client.
Description de l'implication :

- → Accompagnement dans le processus décisionnel de priorisation des budgets
- → Services complets de gestion de projet pour les étapes de design et construction.
- → (Programme, Budget. Échéancier, Qualité)
- → Gestion des contrats et appels d'offres.

PROJET 4 : AMÉNAGEMENTS INTÉGRANT LE CENTRE PERFORM AU COMPLEXE SPORTIF DE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA

Client : Université Concordia, Montréal, Québec
Personne ressource : Kirsten Sutherland 514-848-2424
Année de réalisation : De 2009-2011
Coût de projet: Centre Perform 39M$; aménagements inclus aux coûts de projets.
Description du projet : Les nouveaux aménagements devaient prendre en considération les besoins actuels des installations sportives existantes (aréna, terrains de football et dôme l'hiver) ainsi que des agrandissements futurs. Plusieurs accès ont été ajoutés pour la circulation des véhicules d'urgence et faciliter l'entretien des terrains et des infrastructures existantes. Les accès aux installations sportives extérieures et intérieures pour personnes à mobilité réduites ont été améliorés et un escalier piéton a été ajouté au sud du campus. La mise à niveau de protection incendie, l'ajout d'une signalisation directionnelle avec composantes lumineuses, de mobilier urbain et plantations indigènes complète le programme de la mission. Le bâtiment a obtenus la Certification LEED OR.
Déroulement : Projet réalisé dans un délai très court pour répondre aux exigences du financement fédéral. Durant la construction, le Perform a fait l'objet de plusieurs ajouts pour des aménagements intérieurs.
Calendrier et budget : Le projet a été fait selon des normes reconnues et à la satisfaction du client selon les termes et conditions du contrat. Le Centre Perform a été livré avec 2 mois de retard mais dans le respect des limites imposées par le financement.
Description de l'implication :

- → Représentant du propriétaire
- → Services complets de gestion de projet pour les étapes de design et construction : Programme, Budget. Échéancier, Qualité
- → Gestion des contrats et appels d'offres.
- → Gestion des approvisionnements
- → Gestion Certification LEED

PROJET 5 : AMÉNAGEMENT PAYSAGÉ DU SQUARE JAMES

Client : Université McGill, Montréal, Québec
Personne ressource : Daniel Doran 514-398-3168
Année de réalisation : De 2009-2010
Coût de projet: 5,4 M$
Description du projet :
Aménagement paysager tout au long de la zone des travaux de reconstruction du tunnel Ferrier-McConnel réalisés en 2008-2009. Plus vert et invitant, le nouvel aménagement avec ses bancs, escaliers, pelouses étagées en terrasses et son jardin de sculptures, est propice aux regroupements et évènements à petite échelle. L'espace est plus sécuritaire grâce à la restriction des véhicules et une amélioration des voies piétonnes et de l'éclairage. Le projet a obtenu une citation régionale pour la conception en 2012 de l'Association des architectes paysagistes du Canada.
Déroulement : Une coordination et planification extraordinaire ont été nécessaires dans l'exécution de ce mandat, puisque les travaux étaient exécutés à une des 2 entrées principales du campus du centre-ville.
Calendrier et budget :
Le projet a été fait selon des normes reconnues et à la satisfaction du client selon les termes et conditions du contrat. Le projet a été livré à l'intérieur des budgets et l'échéancier de projet.
Description de l'implication :

- → Représentant du client
- → Services complets de gestion de projet pour les étapes de design et construction.
- → (Programme, Budget. Échéancier, Qualité)
- → Gestion des contrats et appels d'offres.
- → Coordination avec opérations pour coupures de services.





3 EXPERTISE ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJETS

Nous proposons Madame Catherine Grenier comme chargée de projet pour la réalisation de la mission, soit la mise en œuvre de 4 projets dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2017-2019. Elle agira à titre d'interlocuteur principal avec les intervenants externes, internes et avec le responsable de la Direction des travaux publics de l'arrondissement.

Madame Catherine Grenier possède 8 années d'expérience dans le domaine de la construction dont 7 années chez WSP en gestion de projet. Elle est bachelière en science de l'architecture (2008) de l'Université Laval et possède aussi un MBA avec une emphase en leadership et management de l'Université Laval (2010).

Madame Grenier a su mettre à profit ses connaissances dans le cadre de projets d'envergure pour WSP. En effet, de 2009-2011 pour le compte des Restaurants McDonald (Valeur 400M$) et de 2011-2015 pour le compte de l'Amphithéâtre de Québec (valeur 400M$), elle était entre autre responsable de la coordination entre les différentes parties prenantes dont la mise en place de plateformes collaboratives efficaces. Tout en s'inspirant des leçons apprises du passé, elle met en place des outils de gestion pratiques, appropriés, facile d'utilisation et personnalisés.

Madame Grenier a à maintes reprises mis ses aptitudes de leadership et son sens d'initiative à profit des projets auxquels elle a participé. Elle a joué un rôle rassembleur dans la gestion des parties prenantes internes et externes dans plus de 6 projets en Maintenance différé pour le compte de l'Université McGill, dans l'agrandissement de l'aile Nature du Collège Lionel Groulx ainsi que pour le projet d'Amphithéâtre de Québec.

Les projets réalisés pour l'université McGill et le Collège Lionel Groulx ont en commun d'avoir été complété sans nuire aux activités académiques de l'établissement. Madame Grenier est donc déjà plus que familière avec les enjeux de sécurité et de cédule des travaux qu'il faut gérer afin de nuire le moins possible aux activités avoisinantes tout en livrant un projet dans les délais prescrits.

Nous aimerions attirer votre attention au fait que Madame Grenier a participé à 2 des projets similaires identifiés à la section 2 de la présente offre soit l'aménagement du site de l'Amphithéâtre de Québec ainsi que la rénovation des Terrasses McLennan et Redpath de McGill. Ces expériences récentes et concrètes en aménagement d'espaces publiques seront incontestablement être un atout dans la réalisation des projets de la présente mission.

Madame Grenier est une personne transparente qui aime établir rapidement un lien de confiances avec les clients, collègues, professionnels et autres parties prenantes du projet. Doté d'une bonne capacité d'adaptation, elle sait tirer profit de diverses situations tout en cherchant la résolution de conflits et problématiques dans le meilleur intérêt du projet. Elle éprouve une fierté dans un travail soigné et de qualité. Le succès du projet est sa principale motivation.

4 CAPACITÉ DE LA FIRME À SUPPORTER LE CHARGÉ DE PROJETS

RESSOURCES PERTINENTES ET DISPONIBILITÉS

Nous confirmons que Mme Grenier est disponible à 100% de son temps et sera impliquée à temps plein pour exécuter avec énergie cette mission. De plus, au besoin, Hervé Couture, chef estimateur de WSP – Gestion de projets, pourra donner appui au gestionnaire dans le contrôle des coûts et l'estimation.

Si requis et selon les besoins de la mission, nous avons identifiés à court terme 1 directeur, 2 gestionnaires sénior et 1 gestionnaires junior qui ont de l'expérience dans des projets pour la Ville de Montréal ou des projets institutionnels, pouvant assurer une relève ou un ajout à cette mission.

AMPLEUR DU CARNET DE COMMANDE ET CAPACITÉ DE PRODUCTION

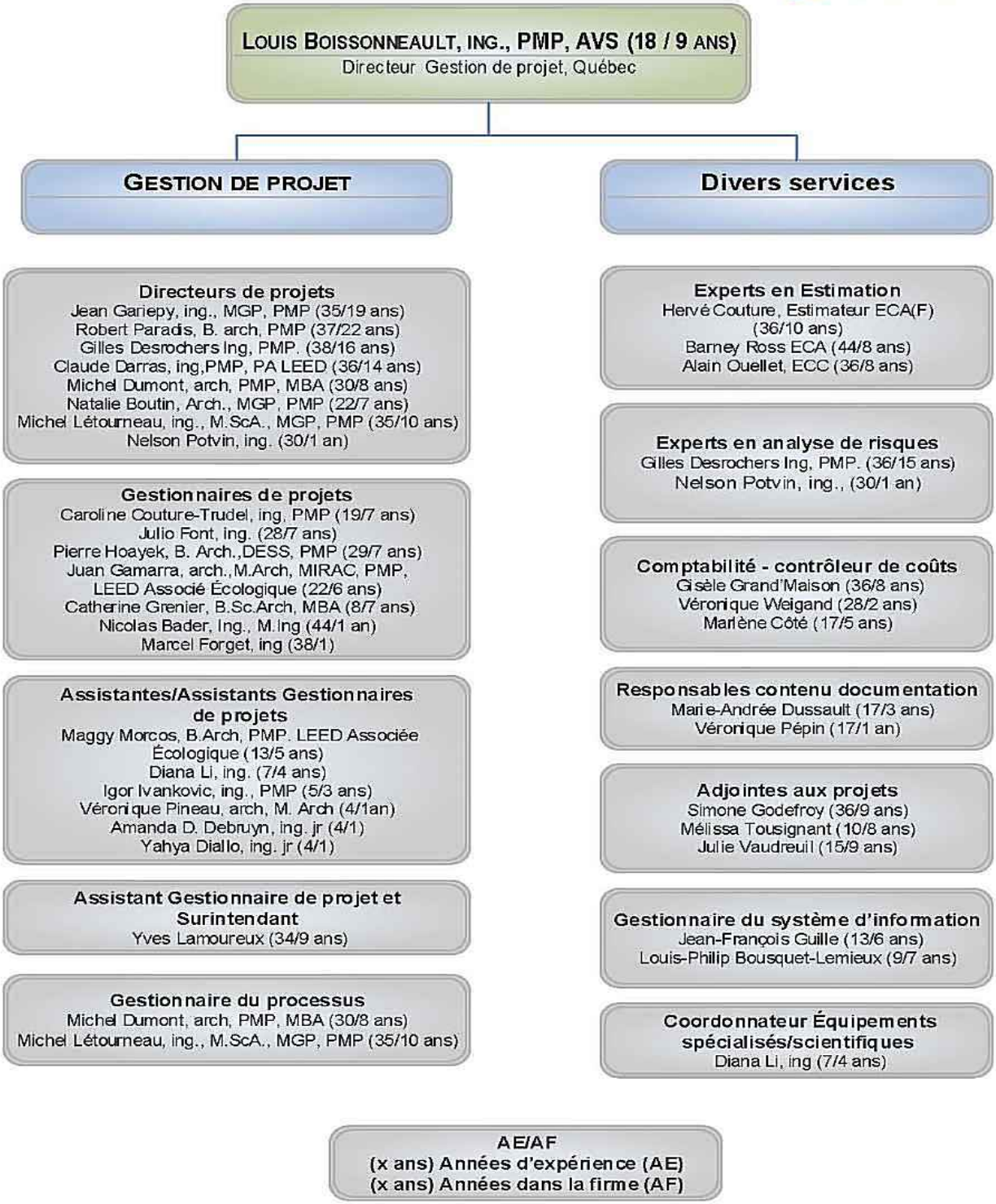
Notre carnet de commande actuel comprend :

- → Grands Parcs (SGPVMR) – Ville de Montréal.
- → Aménagement du secteur ouest de l'Ile Sainte-Hélène (SGPVMR).
- → REM – Réseau Électrique Métropolitain.
- → Centres de traitement des matières organiques de la Ville de Montréal.
- → CeReMo de la Ville de Longueuil.
- → HEC Montréal.
- → L'Échangeur Turcot.
- → Hôpital HUEH en Haïti.
- → École des Sages-Femmes en Haïti.
- → Université McGill : Divers projets entretien différés.
- → CHUM – Centre Hospitalier Université de Montréal.
- → CSTU au Nunavik.

Le nombre de ressources disponible de notre département gestion de projets nous permet de fournir des services professionnels en gestion de projets à plusieurs clients, de maintenir toujours nos niveaux de services les plus élevés et d'assurer la satisfaction de nos clients.

La division de gestion de projets chez WSP compte 27 ressources à Montréal et 5 à Québec. Tel qu'indiqué au Tableau des Ressources à la page suivante, nous avons non seulement des gestionnaires de projets à tous les niveaux dans notre équipe, mais aussi du personnel spécialisé dans des fonctions spécifiques reliées à la gestion de projets.

Organigramme – Gestion de projets
Région Québec



La sous-traitance par le biais de pigistes ne fait pas partie de la culture de l'entreprise, par contre nous avons par la passé procédé de la sorte pour des ressources relevant de notre partenaire d'affaire privilégié qu'est Architecture 49. Finalement, dans le contexte ou aucune des ressources en place est disponible ou qualifié pour des besoins spécifiques du client, nous pouvons procéder au recrutement en fonction de vos attentes.

POLYVALENCE ET PLURIDISCIPLINARITÉ DES AUTRES MEMBRES DE LA FIRME

WSP est une firme de spécialistes multidisciplinaires dans le domaine de la construction. À l'échelle mondiale, WSP se classe parmi les dix plus importantes sociétés de services professionnels avec plus de 35 000 employés. Au Canada, nous comptons environ 9 000 spécialistes principalement des ingénieurs, des techniciens des architectes et planificateurs. Dans la région de Montréal, nos bureaux comptent plus de 880 employés.

Chez WSP, nous croyons que, par nécessité, les gestionnaires de projets sont des généralistes. Cela signifie que les gestionnaires ont une connaissance dans plusieurs disciplines et que nos ressources sont polyvalentes et multidisciplinaires dans tous les aspects qui touchent la gestion de projet de construction. Au besoin, au cas où une information ou vérification spécifique sur un sujet serait requise, nous avons les ressources internes pour répondre aux questions ou fournir l'information demandée.

Liste des services disponibles :

- → Analyse de la valeur
- → Contrôle documentaire
- → Gestion de risques
- → Services administratifs
- → Programmation
- → Contrôle échéancier
- → Coordination de travaux
- → Contrôle des coûts /estimation
- → LEED
- → Santé et sécurité

Dans ce contexte, nous pouvons assurer à la Ville de Montréal et à la Direction des travaux publics que nous avons la capacité et le personnel compétent pour livrer les services de première qualité en gestion pour répondre aux besoins du Programme Triennal d'Immobilisation 2017-2019.

5 ANNEXES

- → Renseignements complémentaires
- → Autorisation de signature
- → Avenant de responsabilité civile
- → Attestation d’assurances
- → Curriculum vitae

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des Travaux Public 800, boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° VMP-17-009 services professionnels

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission dans l'enveloppe numéro 1**.

SECTION A

1. Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres : Net 30 jours

N.B, : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :

Addenda n° 1 : 3 février 2017 Addenda n° 3 : _____

Addenda n° 2 : 6 février 2017 Addenda n° 4 : _____

3. Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. Sous-traitants (si applicable) :

1. S/O

Nom de la compagnie Nom du contact et téléphone Province - Pays

Contribution

Contribution

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME D'UNE RÉSOLUTION DES ADMINISTRATEURS DE WSP CANADA INC.

(la « Société »)

SIGNATAIRES AUTORISÉS

ATTENDU QU'EN VERTU D'UNE RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE WSP CANADA INC. EFFECTIVE LE 1ER JUIN 2015, EN VERTU DE LAQUELLE LA SOCIÉTÉ ADOPTAIT SA MATRICE D'APPROBATION, LAQUELLE RÉSOLUTION EST TOUJOURS EN VIGUEUR, IL EST RÉSOLU QUE :

Louis Boissonneault (Nom) , Directeur, Gestion de projets, Québec (Fonction)

soit et il/elle est, par les présentes, autorisé(e) à signer pour et au nom de la Société l'offre de service intitulée :
Services professionnels en gestion de projets – Programme triennal 2017-2019 – Divers projets
Client : Ville de Montréal
Votre dossier : VMP-17-009 et SEAO # 1047413
Notre dossier : P17-11013-49

(Titre du projet et client)

Signé le 7 février 2017



Josée Gagnon
Secrétaire corporative adjointe

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des Travaux Public 800, boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° VMP-17-009 services professionnels

ASSUREUR : Zurich Insurance company Ltd.

ADRESSE POSTALE : P.O. Box 290, Suite 5400, 100 King Street West Toronto, On M5X 1C9

ASSURÉ : WSP Canada Inc

ADRESSE POSTALE : 1600 boul. René-Lévesque O 16e étage, Montréal QC H3H 1P9

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Services professionnels en gestion de projets - Programme triennal 2017-2019 – Divers projets
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	**8841732**	**01-04-2017**	Tous dommages confondus 2,000,000 $ par sinistre 5,000,000 $ par période d'assurance N/A $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des Travaux Public 800, boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° VMP-17-009 services professionnels

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le _____ 20_____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par Zurich Insurance Company Ltd Date Feb 9 20 17

Per: (Signature de l'assureur)

Documents à retourner

GPL assurance inc.
1550, rue Metcalfe, #902
Montréal, Québec H3A 1X6
Tél: (514) 788-4446 / (800) 315-4450

ATTESTATION D'ASSURANCE 2016a- 8037

LA PRÉSENTE ATTESTATION NE MODIFIE, N'ÉTEND OU N'ALTÈRE D'AUCUNE MANIÈRE LA GARANTIE ÉTABLIE DANS LES POLICES ÉNUMÉRÉES CI-APRÈS. ELLE N'EN REPRÉSENTE QUE LE RÉSUMÉ À TITRE D'INFORMATION SANS CONFÉRER DE DROIT AU DÉTENTEUR; ELLE EST ÉTABLIE ÉTANT ENTENDU QUE LES DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES SONT RÉGIS PAR LE OU LES CONTRATS ORIGINAUX MODIFIÉS PAR AVENANT LE CAS ÉCHÉANT. LES LIMITES INDIQUÉES PEUVENT AVOIR ÉTÉ RÉDUITES PAR LE RÈGLEMENT DE SINISTRES.

Le présent certificat est émis à :

Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie
Direction des Travaux Public
800, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal, Québec H2L 4L8

Nom et adresse de l'Assuré :

WSP Canada Inc.
1600 boul. René-Lévesque O 16e étage
Montréal QC H3H 1P9

Genre d'assurance	Assureur	No. de police	Période d'assurance	Garanties	Limites de responsabilité ($ CAD)
Responsabilité civile générale - Sur base d'événement	Zurich Insurance Company Ltd.	8841732	1er Avril 2016 au 1er Avril 2017	Responsabilité civile pour les dommages corporels, dommages matériels et préjudice personnel, assujettie aux conditions, limitations et exclusions de la police.	2,000,000$ Par événement 2,000,000$ Préjudice imputable à la publicité et préjudice personnel 2,000,000$ Produits et travaux complétés – limite globale 5,000,000 $ Limite globale annuelle
	Incluant: ▪ **Responsabilité automobile des non-propriétaires** ▪ Responsabilité contractuelle ▪ Responsabilité contingente des employeurs ▪ Responsabilité civile contingente des propriétaires et entrepreneurs ▪ Individualité de la garantie, responsabilité entre assurés ▪Responsabilité Locative ▪ Responsabilité légale de lutte contre l'incendie incluant les dépenses d'incendie de forêts				
Automobile	Zurich Insurance Company Ltd.	9806980	1er Avril 2016 au 1er Avril 2017	Responsabilité civile Dommages matériels ou blessures corporelles causés aux tiers.	n/a $ Limite inclusive Tous les véhicules appartenant et loués à l'assuré.
Responsabilité Umbrella	Zurich Insurance Company Ltd.	8840933	1er Avril 2016 au 1er Avril 2017	En excédent des polices d'assurance responsabilité civile générale et automobile.	n/a $ Par événement et par période d'assurance
Responsabilité Professionnelle	Lloyd's Underwriters	B0901LB 1628750000	1er Novembre 2016 au 1er Novembre 2017	Garantie assujettie aux conditions, limitations et exclusions.	2,000,000 $ Par réclamation et par limite globale annuelle La limite globale annuelle est le montant total d'assurance disponible pour les réclamations couvertes par cette police qui seront présentées durant la période d'assurance et n'est pas limité aux réclamations présentées par le détenteur du présent certificat.

Description des opérations

N° de projet : P17-11013-49 Bureau : 1600 boul. René-Lévesque O 16e étage Montréal QC H3H 1P9

VMP-17-009 et SEAO # 1047413 / Services professionnels en gestion de projets - Programme triennal 2017-2019 - Divers projets - Ville de Montréal

Autres commentaires – Couverture additionnelle

RÉSILIATION : Advenant la résiliation de l'un des contrats énumérés ci-dessus avant la date d'échéance, l'Assureur ou les Assureurs s'efforceront d'envoyer un préavis écrit de 30 jours au détenteur de l'attestation. L'absence d'un tel avis n'impose cependant aucune obligation à l'Assureur ou son représentant.

GPL ASSURANCE INC.
Membre du réseau international Jardine Lloyd Thompson

Émis à Montréal le 8 février 2017
Préparé par : Josée Cormier

Signé par: Debra Roberts-Tull
Courtier d'assurance de dommages des entreprises
Gestionnaire de comptes

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE	PRÉNOM
Grenier	Catherine

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE	La Camaradière	DES	1997	2002
COLLÉGIALE	Cégep Ste-Foy	DEC	2002	2004
UNIVERSITAIRE	Université Laval	Baccalauréat Arch.	2005	2008
AUTRE	Université Laval	MBA	2008	2010

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : WSP	2010	2017	Gestionnaire de projets
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Chargée de projet en construction			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Ville de Québec	2008	2010	Inspectrice en bâtiment
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Technicienne à l'inspection pour les permis de construction dans la division de gestion du territoire de l'arrondissement.			
NOM : Équipe Donovan – Remax	2009	2010	Adjointe administrative
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Adjointe à l'équipe de courtiers immobiliers pour les contrats d'achat et vente.			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
Centre Vidéotron	Amphithéâtre multifonctionnel	370 M$	2011-2015	Responsable coordination-communication-documents
McGill	Maintenance différée	35 M$	2011-2016	Assistante gestion de projets
Lionel-Groulx	Aile des sciences	28 M$	2010-2011	Respo coordination- MAO-TIC

SIGNATURES

EMPLOYEUR ..... DATE 2017-02-13

EMPLOYÉ ..... DATE. 2017-02-13.

Note: Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CURRICULUM VITAE

NOM DE LA PERSONNE : Couture	PRÉNOM : Hervé

ÉTUDES

NIVEAU	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU	DE	À
SECONDAIRE				
COLLÉGIALE	Cégep de Limoilou	DEC en génie civil AEC en sciences pures & appliquées		1980 1983
UNIVERSITAIRE				
AUTRE				

STATUT PROFESSIONNEL

MEMBRE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (OAQ, OIQ)	DEPUIS :
Association des estimateurs et économistes de la construction du Québec AEÉCQ Certification ECCQ, Certification et Analyse du coût global : ECQ	2004

EXPÉRIENCE PERTINENTE

EMPLOYEUR ACTUEL	DU	AU	TITRE DE L'EMPLOI
NOM : WSP Canada Inc. (anciennement GENIVAR)	2007	Présent	Directeur du services d'estimation
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Économiste, estimateur, planification et contrôle des coûts			

EMPLOYEURS PRÉCÉDENTS

NOM : Roche Ltée, division Construction et gestion de projets	1998	2007	Estimateur
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : Estimateur			
NOM : Consultants Projets Inc. (autonome)	1990	1998	Consultant
DESCRIPTION DE LA TÂCHE : consultant en estimation, planification et contrôle de coûts			

PROJETS PERTINENTS

NOM	DESCRIPTION	COÛT	ANNÉE DE RÉALISATION	RÔLE
CHUM et CR CHUM	Centre hospitalier de l'université de Montréal	3,0 G$	2007 – en cours	Coordonner toutes les activités du secteur gérance construction, estimation, contrôle de coûts
Amphithéâtre Multifonctionnel de Québec	Projet d'aréna effectué en gérance de construction	400 M$	2011-2015	Budgétisation, estimation, contrôle des coûts et gérance de construction
Centre Perform de l'université Concordia	Pavillon de l'université Concordia, département exercices sciences	40 M$	2009-2011	Budgétisation et estimation

SIGNATURES

EMPLOYEUR .....**DATE ..13 février 2017**

EMPLOYÉ ....**DATE.13 février 2017**

Note: Ce document doit être rempli obligatoirement et complètement. Il doit être signé par l'employeur et l'employé et inclus dans la **première enveloppe.**

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

Programme triennal d'immobilisation 2017-2019 - Divers projets
Appel d'offres n° VMP-17-009
n° de bon de commande : (_____)

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville- Marie
Direction des Travaux publics

Janvier 2017

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

ARTICLE 4 - DURÉE

ARTICLE 5 - LES SERVICES DE GESTION DE PROJETS

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 9 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

ARTICLE 10 - CALCUL DES HONORAIRES

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 13 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES

ARTICLE 14 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

ARTICLE 15 - DROITS D'AUTEUR

ARTICLE 16 - RÉSILIATION

ARTICLE 17 - CONDITIONS GÉNÉRALES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au 800 de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009).

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

WSP CANADA INC., société par actions de services-conseil en ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16 ième étage, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant et représentée par Louis Boissonneault Directeur gestion de projets - Québec, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution des administrateurs en date du 7 février 2017;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 140150269 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 101750441 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des stratégies et des transactions immobilières ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels en gestion de projets datés de janvier 2017;

1.3 « **Annexe 2** »: l'offre de services présentée par le Contractant le 20 février 2017;

1.4 **« Ouvrage » :** le(s) bâtiment(s) visé(s) par la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à exécuter les services de gestion de projets ci-après décrits relativement Divers projets Programme Triennal d'Immobilisation 2017-2019 (ci-après l' « Ouvrage »).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation complète de l'Ouvrage. Ces services consistent de façon générale à gérer l'interface entre les intervenants externes (représentants d'organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, architectes, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, à planifier, organiser, coordonner, informer, contrôler l'ensemble des activités et notamment à :

5.1 gérer la planification et l'organisation de toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et effectuer les contrôles requis;

5.2 élaborer un calendrier détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme d'un diagramme de Gantt, le commenter et le soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.3 coordonner et rédiger un programme détaillé, fonctionnel et technique, pour la réalisation de l'Ouvrage, en tenant compte du budget, du calendrier et des exigences de contenu et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.4 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.5 coordonner l'obtention, avec l'accord écrit du Directeur, de toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillée de l'Ouvrage;

5.6 assurer l'administration des conventions de services professionnels intervenues, le cas échéant, entre la Ville et les professionnels, architectes et ingénieurs, retenus pour l'Ouvrage;

5.7 vérifier et approuver, le cas échéant, tout compte d'honoraires des professionnels, architectes et ingénieurs et en recommander le paiement au Directeur ou lui recommander, après vérification, l'application de toute modalité de la convention intervenue avec ces derniers;

5.8 coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs de l'Ouvrage;

5.9 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux de l'Ouvrage approuvés par le Directeur et qu'ils sont de qualité;

5.10 coordonner et gérer tous les appels d'offres nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.11 assister à toutes les réunions de chantier ainsi qu'à toute autre réunion nécessaire à la réalisation de l'Ouvrage;

5.12 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels, architectes et ingénieurs, analyser toute demande de changement et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.13 coordonner l'élaboration de toute stratégie dans la réalisation de l'Ouvrage et la soumettre pour approbation écrite du Directeur;

5.14 planifier et coordonner, le cas échéant, tout déménagement et tout aménagement des espaces des futurs usagers de l'Ouvrage, une fois les travaux de construction terminés;

5.15 rédiger, pour le compte du Directeur, tout rapport périodique faisant état de l'avancement de l'Ouvrage et tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le Directeur en termes de calendrier, de budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation de l'Ouvrage;

5.16 coordonner et contrôler les services et le travail de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, sous réserve des directives du Directeur;

5.17 tenir un registre complet et détaillé de tous les déboursés encourus aux fins de l'Ouvrage afin de fournir toutes les informations pertinentes nécessaires à la Ville;

5.18 tenir à jour le dossier complet de la réalisation de l'Ouvrage;

5.19 rédiger la correspondance nécessaire auprès de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage, de façon à favoriser la diffusion de l'information et maintenir une communication efficace et essentielle à la réalisation de l'Ouvrage;

5.20 prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

5.21 dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services du ou des Chargé(s) de projets;

5.22 rendre tout autre service non décrit précédemment, mais requis par le Directeur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre des présentes, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié au(x) Chargé(s) de projets;

6.3 confier, pendant toute la durée de la convention, les services à rendre par Catherine Grenier (ci-après appelé « Chargé de projets »);

6.4 ne pas remplacer le(s) Chargé(s) de projets sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à le(s) remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à celui-ci;

6.5 respecter tous les paramètres de l'Ouvrage déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à son Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services du Chargé de projets sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de huit heures trente à seize heures trente et à la demande expresse du Directeur, assurer la disponibilité des Chargés de projets, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels du projet;

6.8 assurer le soutien nécessaire au Chargé de projets dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans l'Ouvrage;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution des présentes et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles de l'Ouvrage, étant entendu que le présent article s'applique également au Chargé de projets;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Sauf les honoraires prévus aux présentes, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 des présentes;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la convention;

6.15 munir le Chargé de projets d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de ses services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il (le Contractant) consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination du Chargé de projets, y compris les heures de participation de ce dernier aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables du Chargé de projets.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir au Chargé de projets un espace de travail au 800 boulevard de Maisonneuve Est ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la convention;

7.2 mettre à la disposition du Chargé de projets, lorsqu'il travaille à l'emplacement décrit à l'article 7.1, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau;

7.3 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants :

7.3.1 les frais de déplacement en voiture du Chargé de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage, s'ils utilisent leur véhicule personnel à raison de 0,57 $ par kilomètre pour l'année 2017, puis au taux en vigueur, conformément à l'Annexe A de l'encadrement administratif « Dépenses à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » de la Ville pour les années subséquentes, étant entendu que la

Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville;

7.3.2 les frais de déplacement en métro et en autobus du Chargé de projets entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage;

7.3.3 les frais de taxi entre la station de métro la plus proche de l'Ouvrage si celui-ci est situé à plus d'un kilomètre à pied d'une station de métro.

ARTICLE 8
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 La Ville pourra requérir du Contractant des services supplémentaires tels que :

- o des services de secrétariat;
- o des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;
- o des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;
- o des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;
- o des services de tout autre spécialiste, personne ou société, pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle;
- o des services de tout autre spécialiste, personne ou société pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant doit obtenir au préalable l'accord écrit du Directeur, avec mention d'une enveloppe budgétaire maximale, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou tout engagement d'un service non préalablement autorisé par le Directeur sera assumé par le Contractant.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

Lorsque les services supplémentaires prévus à l'article 8 sont exécutés par un tiers avec l'autorisation préalable du Directeur, la Ville remboursera au Contractant les honoraires effectivement payés par lui à ce tiers, le tout majoré de 10 % du montant ainsi payé, à titre de frais d'administration, sans dépasser l'enveloppe budgétaire maximale autorisée par le Directeur.

ARTICLE 10
CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

10.1 Méthode horaire pour les services décrits à l'article 5 des présentes :

Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 des présentes;

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur;

Il est entendu que les services décrits à l'article 5 des présentes sont rendus sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heures trente à seize heures trente, moins une heure pour le repas;

Si requis, le Chargé de projets devra modifier ses horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de ses services. Il devra inscrire sur ses feuilles de temps les heures effectivement travaillées;

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par le Chargé de projets du Contractant. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services du Chargé de projets. Les honoraires du Contractant lui sont payés selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par le Chargé de projets à l'exécution de ses services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais permet de mesurer l'effort réel requis par le Chargé de projets pour s'acquitter de ses services;

10.2 Méthode horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8 des présentes :

10.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon la méthode forfaitaire, ou selon la méthode horaire.

10.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelé à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

10.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

10.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

10.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

10.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 10.2.3. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

10.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

10.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

10.2.9 Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

10.3 Méthode à forfait pour les services décrits à l'article 8 des présentes :

Si la méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur est celle du forfait, il sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés selon cette méthode.

ARTICLE 11
MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

11.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 10.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement de l'Ouvrage.

11.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant (article 8), le temps que le Contractant et son personnel ont consacré à l'Ouvrage depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

11.4 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers (article 9), le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services en conformité avec cet article.

11.5 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

11.6 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.3 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13
HONORAIRES MAXIMALS ET AUTRES DÉPENSES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **trois cent cinquante-quatre mille cent vingt-trois dollars (354 123,00 $)** couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Le taux horaire applicable aux services du Chargé de projets Catherine Grenier est de **soixante dix dollars** (70,00 $).

ARTICLE 14
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 13.

ARTICLE 15
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 13, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

15.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 15.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

15.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16
RÉSILIATION

16.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

16.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

16.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 17
CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Si l'adresse du Contractant n'est pas sur le territoire de Montréal, il

doit y élire domicile et en aviser le Directeur; à défaut, toute procédure judiciaire lui sera signifiée au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal. Une partie peut élire domicile à une toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

17.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties.

17.3 AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être transmis par écrit comme suit :

POUR LA VILLE :
Le Directeur
Direction des travaux publics
Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17 ième étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

POUR LE CONTRACTANT :
Louis Boissonneault
Directeur gestion de projets – Québec
WSP CANADA INC.
1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16ième étage
Montréal (Québec) H3H 1P9

17.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.5 CESSION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le e jour de 2017

WSP CANADA INC.

Par : _____
Louis Boissonneault
Directeur gestion de projets - Québec

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le ..... e jour de ..... 2017… (Résolution CA..... .....).

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1770225002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

"D'affecter 323 361,50 $ des surplus de l'Arrondissement;

D'autoriser une dépense maximale de 354 123$ pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets - PTI 2017-2019 sur divers projets (appel d'offres public VMP-17-009 - 3 soumissionnaires);

D'approuver la convention avec WSP CANADA INC.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à WSP CANADA INC., soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage, au prix et aux conditions de sa soumission, soit au prix total approximatif de 354 123 $, taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 354 123,00 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		118 041,00 $	157 388,00 $	78 694,00 $				**354 123,00 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 323 361,50 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		107 787,17 $	143 716,22 $	71 858,11 $				**323 361,50 $**

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 323 361,50 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 323 361,50 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	07161	54301	014201	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
  Les virements 2018 et 2019 seront effectués au début de ces années.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 485487
- Les crédits pour les années subséquentes seront réservés par l'engagement de Gestion no VM170225002

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2017-03-02**

Responsable de la vérification:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

514 872-2661

Date: **2017-02-02**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	WSP Canada	315389

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

102 856.63 $ n'ont pas été dépensé sur ce contrat. Voir courriel de Natalie Hébert du 21 juin 2019, 7h42.

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			73 239,08 $	73 239,07 $				**146 478,15 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	29	juin	2019	Date de fin :	28	juin	2020

Formulaire complété par : Christian Miron

Prénom, nom

Date et heure système : 01 April 2020 16:01:27

Ville-Marie
Montréal

Direction des services administratifs
et du greffe
800, bl De Maisonneuve Est, 17e
Montréal (Québec) H2L 4L8

Le 13 mai 2019

Monsieur Louis Boissonneault
WSP Canada Inc.
1600, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1P9
Louis.boissonneault@wspgroup.com

OBJET : **Avis demande de prolongation de contrat**
no VMP-17-009 Services professionnels en gestion de projets – PTI 2017-2019 sur divers projets

Bonjour,

La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

Décision des instances : **14 mars 2017**

Résolution :**CA17 240085**

n° d'appel d'offres s'il y a lieu : VMP-17-009

Option de prolongation de contrat : point 6 du cahier *Instructions supplémentaires et générales de la mission*

Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat.

Salutations,

Représentant désigné par le directeur
Christian Miron
Ingénieur
514 868-5825

Nous, WSP Canada Inc., adjudicataire du contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

2019-06-19

Nom : Date
Titre :

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

D'autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 2019 à 2020,à WSP Canada Inc pour des services professionnels en gestion de projets, conformément aux documents d'appel d'offres public VMP-17-009 (3 soumissionnaires);

D'autoriser à cette fin une dépense supplémentaire de 43 621.52 $ taxes incluses augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 397 744.52 $;

Étant donné que le nombre d'heures maximal n'a pas été entièrement utilisé pour les années précédentes, un solde de 102 856.63 $ taxes incluses est toujours disponible au bon de commande.
Le montant supplémentaire requis pour le financement de l'année d'option est de 43 621,52 $ (146 478,15 $- 102 856,63 $). Ce montant sera prévu au budget 2020,

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 43 621,52 $

	Années antérieures	2020
Montant		43 621,52 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 39 832,26 $

	Années antérieures	2020
Montant		39 832,26 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 39 832,26 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306195	07161	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont disponible dans le bc 1188925

Les crédits pour l'année 2020 seront prévus au budget dans le compte ci-dessus

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2019-06-25**

Date et heure système : 26 juin 2019 09:00:08

Ville-Marie
Montréal

Direction des services administratifs
et du greffe
800, bl De Maisonneuve Est, 17e
Montréal (Québec) H2L 4L8

Le 28 janvier 2020

Monsieur Louis Boissonneault
WSP Canada Inc.
1600, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1P9
Louis.boissonneault@wspgroup.com

OBJET : **Avis demande de prolongation de contrat**
no VMP-17-009 de juin 2020 à juin 2021 - Services professionnels en gestion de projets – PTI 2017-2019 sur divers projets

Bonjour,

La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

Décision des instances : **14 mars 2017**

Résolution :**CA17 240085**

n° d'appel d'offres s'il y a lieu : VMP-17-009

Option de prolongation de contrat : point 6 du cahier *Instructions supplémentaires et générales de la mission*

Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat.

Salutations,

Représentant désigné par le directeur
Christian Miron
Ingénieur
514 868-5825

Nous, WSP Canada Inc., adjudicataire du contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Nom : ~~Louis Boissonneault~~ Date 2020-01-29
Titre : Directeur Gestion de Projets

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

`D'autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 2020 à 2021 à WSP Canada Inc pour des services professionnels en gestion de projets, conformément aux documents d'appel d'offres public VMP-17-009 (3 soumissionnaires);

D'autoriser à cette fin une dépense supplémentaire de 157 388 $ taxes et contingences incluses augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 555 132.52 $.``

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 157 388,00 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		78 694,00 $	78 694,00 $					**157 388,00 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 143 716,22 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		71 858,11 $	71 858,11 $					**143 716,22 $**

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 71 858,11 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306195	03101	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 71 858,11 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306195	07161	54301	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no ad70225002
  Le bc 1188925 sera augmenté conformément aux informations ci-dessus
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-03-31**

Date et heure système : 01 avril 2020 09:23:22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1203200001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799,00 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

Autoriser une dépense maximale de 160 907.51 $; pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie;
Accorder, à cette fin, un contrat de 160 907.51 $, taxes incluses, à Traffic Logix, tel que soumis, conformément à l'appel d'offres 20-17997;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-06 10:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203200001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799,00 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses mesures d'apaisement de la circulation et de rehaussement de sécurité routière, la Division de mobilité et de planification des déplacements sous la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) de l'arrondissement Ville-Marie désire se doter de 50 afficheurs de vitesse intelligents.
L'arrondissement à récemment modifié à la baisse de la vitesse permise à travers son territoire (de 50 km/h à 40km/h et de 40km/h à 30km/h). Dans le but d'assurer le respect de la nouvelle signalisation mise en place à cet effet et de sécuriser aux abords des écoles, institutions publiques, maison des ainés.. l'ajout de ces nouveaux afficheurs de vitesse devient alors important pour sensibiliser les conducteurs à réduire leur vitesse.

Cette action s'ajoute au Plan local de déplacement (PLD) qui a pour mission entre autres d'améliorer la sécurité des différents usagers de la route.

Le Service de l'approvisionnement a procédé à un appel d'offres publics pour l'approvisionnement des d'afficheurs de vitesse intelligents incluant les outils, rapports, alertes, gestion des emplacements, gestion des utilisateurs et toutes les mises à jour du logiciel pour une durée de trois ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

NA

DESCRIPTION

Les afficheurs de vitesse intelligents ont la particularité permettant l'enregistrement des données de vitesse ainsi que le comptage véhiculaire sur une période continue de 365 jours

par année. Ces données sont aussi accessibles à distance via une connexion cloud, permettant ainsi aux agents techniques en circulation de faire des analyses précises sur les données recueillies à distance.
Les données sont représentées via une interface web donnant ainsi l'option d'extraire les vitesses ou comptages sous forme tabulaire ou graphique. Traffic Logix a toutes les certifications conformes nécessaires en rapport aux normes de connexion radio fréquence CSA.
L'accès au cloud pendant 3 ans sera fourni pour l'ensemble des 50 panneaux au prix soumis.

Les données enregistrées par les afficheurs pourront être partagées avec SPVM pour des opérations ponctuelles de relevés radar et la distribution de constats d'infractions pour les contrevenants. L'efficacité général des afficheurs en terme de baisse de vitesse est estimée à environ 20%. L'impact se fait sentir surtout grâce à une lumière blanche clignotante avertissant le conducteur du dépassement de vitesse permise, l'incitant ainsi de réduire sa vitesse.

Le tout conforme au niveau des normes Canadiennes d'industrie Canada en matière d'équipement qui émet des radios fréquences

JUSTIFICATION

Le Service de l'approvisionnement a reçu le mandat de procéder à la sollicitation des marché pour l'arrondissement de Ville-Marie.
Le 13 janvier 2020 ceux-ci ont procédé à la publication de l'avis d'appel d'offres 20-17997 sur le site approuvé par le gouvernement SEAO.
4 addenda ont été publiés et l'ouverture des soumissions s'est tenue le 18 février 2020 pour une période de XX jours.
Il y a eut 8 preneurs de cahiers et de ce nombre 5 fournisseurs ont déposé une soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Traffic Logix Corp.	160 907,51 $		160 907,51 $
Traffic Innovation Inc.	183 362,13 $		183 362,13 $
Signalisation Kalitec Incc	194 882,63 $		194 882,63 $
Signel services Inc.	216 727,88 $		216 727,88 $
Consultants JMJ Inc.	275 652,56 $		275 652,56 $
Dernière estimation réalisée ($)	344 925,00 $		344 925,00 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			206 306,54 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			28,21%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			114 745,05 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			71,31%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-184 017,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-53,35%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			22 454,62 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			13,95%

Traffic Logix s'est avéré le plus bas soumissionnaire conforme.
Voir intervention du Service de l'approvisionnement pour conformité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir l 'intervention financière en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les afficheurs sont conçus, fabriqués et assemblés au Québec dans leur établissement à Lasalle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra l'achat des 50 afficheurs de vitesse intelligents qui seront installés par une équipe de la Division du marquage et de la signalisation de Rosemont durant le printemps et l'été 2020.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Validations de la liste des secteurs sensibles pour installations des afficheurs. Suite de coordination de l'installation avec l'équipe de la Division du marquage et de la signalisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-04-03

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203200001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799,00 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

20-17997 Tableau de vérification.pdf 20-17997 Traffic Logix SommairePrix.pdf

SEAO Résultats d'ouverture.pdf Aspect financier.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonya NAUD
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514-868-4528
Télécop. : 514 872-2802

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203200001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799,00 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17997 Intervention.pdf 20-17997 pv.pdf 20-17997_TCP.pdf 20-17997 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514 280-0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-03

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition de biens et services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1203200001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799,00 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1203200001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-04

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Numéro de l'appel d'offres : 20-17997
Titre : A52-Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents
Date de publication sur le SÉAO : 13 janvier 2020
Date d'ouverture des soumissions : 18 février 2020
Addenda : 4

				Signel Services		Signalisation Kalitec inc.		les consultants JMJ		Trafic Innovation Inc.		Traffic Logix	
Numéro de fournisseur VDM				116256		115107		296229		117072		160393	
Numéro NEQ				1142718353		1144145845		1168587476		1148438618		N/A	
Telephone				450 444-0006		450-644-4414		514-895-8666		450-623-2580		514-448-9660 p.227	
Signiataire				Laurence Morielli		Anthony Lapointe		Alain Bouchard		Véronique Laforce		Artem Menzorov	
Article	**Description**	**Quantité**		**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	50		3 770,00 $	188 500,00 $	3 390,00 $	169 500,00 $	4 795,00 $	239 750,00 $	3 189,60 $	159 480,00 $	2 799,00 $	139 950,00 $
			Total avant taxes		188 500,00 $		169 500,00 $		239 750,00 $		159 480,00 $		139 950,00 $
			TPS 5 %		9 425,00 $		8 475,00 $		11 987,50 $		7 974,00 $		6 997,50 $
			TVQ 9,9975 %		18 802,88 $		16 907,63 $		23 915,06 $		15 908,13 $		13 960,01 $
			Montant total		216 727,88 $		194 882,63 $		275 652,56 $		183 362,13 $		160 907,51 $
			Signature	oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme
			Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	oui	conforme		conforme		conforme		conforme		N/A Entreprise aux États-Unis
			Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	oui	conforme		conforme		conforme		conforme		N/A Entreprise aux États-Unis
			Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme
			Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme
			Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme
			Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP)	**N/A**									
			Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	**N/A**									
			Garantie de soumission	**N/A**									
			Lettre d'engagement	**N/A**									
			Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»	**N/A**									
			Validation de conformité - CNESST	oui	conforme/ 16 janvier 2020		conforme / 4 février 2020		non remis		conforme / 21 janvier 2020		N/A Entreprise aux États-Unis
			Autres conditions d'admissibilité ou documents requis										
			Une copie de toute certification du bien exigée à la clause D.05 du Devis		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant
			Un exemplaire des spécifications du fabricant exigée à la clause D.08 du Devis		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant		à valider avec le réquerant
			Un exemplaire de la garantie du fabricant exigée à la clause H.02.01 du Devis		ok		ok		non remis		ok		ok

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Diana Goropceanu **Date : 20 février 2020**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	20-17997
Titre de l'appel d'offres	A52-Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	TRAFFIC LOGIX CORP.
Numéro d'entreprise (NEQ)	N/A
Adresse du soumissionnaire	8 HARRIETT LANE, SPRING VALLEY NY, 10977

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro d'item	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9.975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	139950 - $	69975 - $	13960,01 $	160907,51 - $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 20-17997
Numéro de référence : 1334145
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : A52-Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	A52-Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents
Date de fermeture de l'avis :	2020-02-18 Au plus tard 13h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2020-02-21 13 h 35
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement**
Contact(s) :	Eddy Dutelly Courriel : eddydutelly@ville.montreal.qc.ca Mandataire Appro Diana Goropceanu Courriel : diana.goropceanu@montreal.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Traffic Logix 3, Harriot Lane Spring Valley, (NY) USA 10977		Monsieur Artem Menzorov Téléphone : 1866 915-6449	160 907,51 $
Trafic Innovation Inc. 226, rue Roy Saint-Eustache, (QC) CAN J7R 5R6 http://www.trafic-innovation.com	1148438618	Madame Jacinthe Desrochers Téléphone : 450 623-2580 Télécopieur : 450 623-5356	183 362,13 $
Signalisation Kalitec inc. 1220, montée Masson Laval, (QC) CAN H7E 4P2 http://www.kalitec.com	1144145845	Madame Nathalie Masson Téléphone : 450 664-4414 Télécopieur : 450 664-4420	194 882,63 $
Signel Services 700 Montée Monette RR1 Saint-Mathieu, (QC) CAN J0L 2H0 http://www.signel.ca	1142718353	Madame Martine Dionne Téléphone : 450 444-0006 Télécopieur : 450 444-0045	216 727,88 $
les consultants JMJ 180 chemin du lac chantal Saint-Adolphe-d'Howard, (QC) CAN J0T 2B0	1168587476	Monsieur alain bouchard Téléphone : 514 895-8666	275 652,56 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Résultats saisis par d'autres organisations

Organisations

Organisation	Avis	Montant du contrat	Montant total incluant les options

Aucun résultat saisi pour le moment

© 2003-2020 Tous droits réservés

N° de dossier : 1203200001

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Traffic Logix	160393

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

50 X 2 799$ = 139 950$ = 160 907.51$ TX incluses
Accorder un contrat au montant maximal de 160 907,51 $ taxes incluses à Traffic Logix pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie au prix unitaire de 2 799,00 $ (appel d'offres 20-17997, 5 soumissionnaires).

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		160 907.51 $						**160 907.51 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Sonya Naud
Prénom, nom

Date et heure système : 06 April 2020 12:40:57

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17997 — No du GDD : 1203200001

Titre de l'appel d'offres : A52-Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 18 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 18 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 12 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 62,5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 16 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Signel Services	216 727,88		
Signalisation Kalitec inc.	194 882,63 $		
les consultants JMJ	275 652,56 $		
Trafic Innovation Inc.	183 362,13 $		
Traffic Logix	160 907,51 $	√	

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: pas de produit respectant les exigences du devis; carnet de commande complet; manque de temps pour étudier AO dans le délai.

Préparé par : Diana Goropceanu — Le 3 - 4 - 2020

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP20 0052

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 18 février 2020 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Abdenour Touabi, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 20-17997

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 – Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
TRAFFIC LOGIX CORP. 3, Harriett Lane Spring Valley NY 10977 États-Unis	160 907,51 $
TRAFIC INNOVATION INC. 226, rue Roy Saint-Eustache (Québec) J7R 5R6	183 362,13 $
SIGNALISATION KALITEC INC. 1220, montée Masson Laval (Québec) H7E 4P2	194 882,63 $
SIGNEL SERVICES INC. 700, montée Monette Saint-Mathieu (Québec) J0L 2H0	216 727,88 $
CONSULTANTS JMJ INC. 950, chemin du Lac-Écho Prévost (Québec) J0R 1T0	275 652,56 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 13 janvier 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-17997

Agent d'approvisionnement
Diana Goropceanu

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Traffic Logix										
	0	0	1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	50	chaque	1	2 799,00 $	139 950,00 $	160 907,51 $
Total (Traffic Logix)									**139 950,00 $**	**160 907,51 $**
Trafic Innovation Inc.										
	0	0	1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	50	chaque	1	3 189,60 $	159 480,00 $	183 362,13 $
Total (Trafic Innovation Inc.)									**159 480,00 $**	**183 362,13 $**
Signalisation Kalitec inc.										
	0	0	1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	50	chaque	1	3 390,00 $	169 500,00 $	194 882,63 $
Total (Signalisation Kalitec inc.)									**169 500,00 $**	**194 882,63 $**
Signel Services										
	0	0	1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	50	chaque	1	3 770,00 $	188 500,00 $	216 727,88 $
Total (Signel Services)									**188 500,00 $**	**216 727,88 $**
les consultants JMJ										
	0	0	1	Fourniture et installation d'afficheurs de vitesse intelligents	50	chaque	1	4 795,00 $	239 750,00 $	275 652,56 $
Total (les consultants JMJ)									**239 750,00 $**	**275 652,56 $**

Liste des commandes

Numéro : 20-17997
Numéro de référence : 1334145
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52-Acquisition d'afficheurs de vitesse intelligents

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Econolite Canada 7575 Transcanadienne, Suite#405 Montréal, QC, H4T 1V6 http://www.econolite.ca NEQ : 1167220418	Monsieur Otmane Aouad Téléphone : 514 934-6353 Télécopieur : 877 855-7599	**Commande : (1682558)** 2020-01-14 15 h **Transmission :** 2020-01-14 15 h	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
les consultants JMJ 180 chemin du lac chantal Saint-Adolphe-d'Howard, QC, J0T 2B0 NEQ : 1168587476	Monsieur alain bouchard Téléphone : 514 895-8666 Télécopieur :	**Commande : (1685221)** 2020-01-20 13 h 15 **Transmission :** 2020-01-20 13 h 15	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Revêtements Scelltech Inc 1478,rue Cunard Laval, QC, H7S 2B7 http://WWW.Scelltech.com NEQ : 1145444494	Monsieur Stéphane Paquette Téléphone : 514 990-7886 Télécopieur : 450 667-0045	**Commande : (1686444)** 2020-01-22 9 h 27 **Transmission :** 2020-01-22 9 h 27	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7	Monsieur Charles Tousignant Téléphone : 450 477-	**Commande : (1689336)** 2020-01-28 10 h 50	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-28 10 h 50 - Téléchargement

	http://www.orangetraffic.com NEQ : 1169862571	5262 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-01-28 10 h 50	3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Signalisation Kalitec inc. 1220, montée Masson Laval, QC, H7E 4P2 http://www.kalitec.com NEQ : 1144145845	Madame Nathalie Masson Téléphone : 450 664-4414 Télécopieur : 450 664-4420	**Commande : (1683267)** 2020-01-15 15 h 18 **Transmission :** 2020-01-15 15 h 18	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Signel Services 700 Montée Monette RR1 Saint-Mathieu, QC, J0L 2H0 http://www.signel.ca NEQ : 1142718353	Madame Martine Dionne Téléphone : 450 444-0006 Télécopieur : 450 444-0045	**Commande : (1682727)** 2020-01-15 7 h 28 **Transmission :** 2020-01-15 7 h 28	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Traffic Logix 3, Harriot Lane Spring Valley, NY, 10977 NEQ :	Monsieur Artem Menzorov Téléphone : 1866 915-6449 Télécopieur :	**Commande : (1682274)** 2020-01-14 10 h 13 **Transmission :** 2020-01-14 10 h 13	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Trafic Innovation Inc. 226, rue Roy Saint-Eustache, QC, J7R 5R6 http://www.trafic-innovation.com NEQ : 1148438618	Madame Jacinthe Desrochers Téléphone : 450 623-2580 Télécopieur : 450 623-5356	**Commande : (1681713)** 2020-01-13 12 h 12 **Transmission :** 2020-01-13 12 h 12	3241318 - ADDENDA 1 2020-01-24 15 h 09 - Courriel 3248853 - ADDENDA 2 2020-02-05 15 h 49 - Courriel 3250479 - ADDENDA 3 2020-02-07 11 h 03 - Courriel 3253368 - ADDENDA 4 2020-02-12 13 h 58 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1203200001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Autoriser une dépense maximale de 160 907,51 $ pour l'acquisition de 50 afficheurs de vitesse intelligents pour l'arrondissement de Ville-Marie et accorder, à cette fin, un contrat de 160 907,51 $, taxes incluses, à Traffic Logix, tel que soumis, conformément à l'appel d'offres 20-17997."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 160 907,51 $

	Années antérieures	2020
Montant		160 907,51 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 146 930,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		146 930,00 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 146 930,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306300	03819	57402	015040	0000	000000	028062	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM03200001
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-03**

Date et heure système : 03 avril 2020 20:36:43

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1195382021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 293 186.25 $ taxes incluses pour la fourniture de 1500 supports à vélos 2 places en acier inoxydable;
Accorder a cette fin, un contrat à G. G. Inox Inc., de 293 186.25 $ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres 20-17991;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-06 16:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195382021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie, année après année, améliore son offre de stationnement aux utilisateurs de vélos. La demande étant très forte, il a été décidé d'acheter plus de 1500 supports à vélos.

Afin de répondre au demande des citoyens et des commerçants, l'installation de supports à vélo additionnels sur les trottoirs s'avèrent nécessaire. Les supports en acier inoxydable permettent d'attacher deux (2) vélos et peuvent rester en place sur le trottoirs jusqu'à douze (12) mois par année. De plus, afin d'améliorer leur visibilité et de limiter les bris, des bandes réfléchissantes et une plaque d'identification sont apposées sur le haut du support

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240555: D'affecter une somme de 300 000$ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

CA18 240279: D'affecter une somme de 500 000$ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

DESCRIPTION

Le présent contrat vise l'acquisition de 1500 supports à vélos deux place en acier inoxydable.
L'appel d'offres portant le numéro 20-17991 a été publié sur le SÉAO le 8 janvier 2020, via le service de l'approvisionnement mandaté afin d'obtenir les offres des fournisseurs pouvant répondre aux exigences.

JUSTIFICATION

Devant les demandes récurrentes de citoyens concernant le stationnement pour les vélos, l'arrondissement a décidé d'augmenter son offre de stationnement.

L'arrondissement de Ville-Marie a utiliser une récente analyse de prix effectuée par l'arrondissement du Plateau Mont-Royal afin de déterminer son estimation.

Le Service de l'approvisionnement a été mandaté pour effectuer le processus de sollicitation.
L'appel d'offres 20-17991 a été publié le 8 janvier 2020 avec un ouverture public prévu le 11 février 2020
4 addenda ont été publiés dont un qui a nécessité un report de date d'ouverture public au 18 février 2020 permettant un délai **de 40 jours**
12 entreprises ont acquis les documents d'appel d'offres via le site approuvé par le gouvernement SÉAO
de ce nombre **7** entreprises ont déposé une soumission le 18 février 2020.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
GG Inox inc	293 186,25 $		293 186,25 $
Inox Milton inc	344 390,37 $		344 390,37 $
Signel Services inc	379 417,50 $		379 417,50 $
9222-7024 Québec inc (Groupe Métalex)	386 229,77 $		386 229,77 $
Manufacturier Sheltec Inc	422 533,13 $		422 533,13 $
9149-8097 Québec Inc Multi-distribution Industriel	431 156,25 $		431 156,25 $
9150-0124 Québec Inc Groupe Diamantex	655 357,50 $		655 357,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	301 809,38 $		301 809,38 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			416 038,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			41,90%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			362 171,25 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			123,53%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-8 623,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-2,86%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			51 204,12 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			17,46%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'information financière se retrouve à même l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'augmentation et la qualité des supports à vélo sur le territoires de l'arrondissement de Ville-Marie contribueront à améliorer l'expérience de déplacement à vélo dans le quartier.

L'octroi de ce contrat nous permet d'atteindre nos objectifs en lien avec la politique Montréal durable 2016-2020. En effet, l'utilisation du vélo permet de réduire les émissions de GES (priorité 1) et permet d'assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé (priorité 3).

De plus, nous répondons directement à l'action 1- de l'administration municipale en augmentant la part modale des déplacements à vélo.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Amélioration de la qualité de vie du citoyen de l'arrondissement en favorisant la disponibilité des stationnements pour vélo et en favorisant le transport à vélo.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA Avril 2020: Octroi du contrat

Mars Avril Mai 2020 : Fabrication des supports

Avril 2020: Reprise de l'installation suivant le grand ménage du printemps

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-11-04

Andréanne PRINCE
agent(e) technique en ingenierie municipale

Tél : 514-872-9342
Télécop. :

Martin LAZURE
C/S - Chef de section

Tél : 514 872-6197
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2020-04-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195382021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

Aspect financier_GDD 1195382021.xls20-17991 Tableau de vérification.pdf

20-17991 G.G Inox Inc_Sommaire.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne PRINCE
agent(e) technique en ingenierie municipale

Tél : 514-872-9342
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1195382021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17991 Intervention.pdf 20-17991 pv.pdf 20-17991 DetCah.pdf 20-17991_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514 280-0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition de biens et services

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195382021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 293 186,25 $ à G. G. Inox inc. pour la fourniture de 1500 supports à vélo 2 places en acier inoxydable et autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $, taxes incluses, (appel d'offres 20-17991, 7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Certification des fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195382021.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville - Marie, Direction des relation avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514-872-3253

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514-872-2661
Division : Ville - Marie, Direction des relation avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382021

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	G. G. Inox Inc.	265640

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		293 186.25 $						**293 186.25 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	11	mars	2020	Date de fin :	31	décembre	2020

Formulaire complété par : Josée Des Marchais

Prénom, nom

Date et heure système : 06 April 2020 16:41:38

Numéro de l'appel d'offres : 20-17991
Titre : A52- Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxidable
Date de publication sur le SÉAO : 8 janvier 2020
Date d'ouverture des soumissions : 18 février 2020
Addendas : 4

				Groupe Diamantex (9150-0124 Québec inc.)		Manufacturier Sheltec Inc		Signel Services		G.G. Inox.		Distribution International Foyer FC Inc (INOX MILTON)		GROUPE METALEX		Multi-Distribution Industrielle	
Numéro de fournisseur VDM				314025		320151		116256		265640		422912		403539		560723	
Numéro NEQ				1162666482		1143176999		1142718353		1169681195		1169502722		1166590860		1162655972	
Signiataire				Daniel Bordeleau		Barbara Mergl		Sylvain Gauthier		Michel Gendron		Yannick Lefebvre		Daniel Angers		Danny Bossé	
Telephone/ courriel				418-877-3011		450-688-9293		450-444-0006		514-912-7895		450-204-5750		819-297-2889 p.102		514-788-5771 p.330	
Article	**Description**	**Quantité**		**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500		380,00 $	570 000,00 $	245,00 $	367 500,00 $	220,00 $	330 000,00 $	170,00 $	255 000,00 $	199,69 $	299 535,00 $	223,95 $	335 925,00 $	250,00 $	375 000,00 $
Total avant taxes					570 000,00 $		367 500,00 $		330 000,00 $		255 000,00 $		299 535,00 $		335 925,00 $		375 000,00 $
TPS 5 %					28 500,00 $		18 375,00 $		16 500,00 $		12 750,00 $		14 976,75 $		16 796,25 $		18 750,00 $
TVQ 9,9975 %					56 857,50 $		36 658,13 $		32 917,50 $		25 436,25 $		29 878,62 $		33 508,52 $		37 406,25 $
Montant total					655 357,50 $		422 533,13 $		379 417,50 $		293 186,25 $		344 390,37 $		386 229,77 $		431 156,25 $
			Requis ou non														
	Signature		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	
	Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP)		**N/A**														
	Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)		**N/A**														
	Garantie de soumission 5%		**oui**	Cautionnement de soumission /conforme		Cautionnement de soumission /conforme		Cautionnement de soumission /conforme		Traite bancaire/conforme		Traite bancaire/conforme		Traite bancaire/conforme		COPIE de la garantie de soumission	
	Lettre d'engagement		**N/A**														
	tion cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»		**N/A**														
	Validation de conformité - CNESST		**N/A**														
	Autres conditions d'admissibilité ou documents requis																
	Renseignements complémentaires		oui	conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme		conforme	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Diana Goropceanu **Date : 20 février 2020**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	20-17991
Titre de l'appel d'offres	A52 - Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	G.G.inox inc
Numéro d'entreprise (NEQ)	1169681195
Adresse du soumissionnaire	960 des cascades,Ste catherine,Qc,J5C1Y4

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro d'article	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (taxes incluses)
1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	255 000.00 - $	12 750.00 $	25 436.25 $	293 186.25 - $

18 FEV. 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17991 — No du GDD : 1195382021

Titre de l'appel d'offres : A52 - Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 11 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 18 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 58,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 6 - 2020

Date d'échéance révisée : 17 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Diamantex (9150-0124 Québec inc.)	655 357,50 $		
Manufacturier Sheltec Inc	422 533,13 $		
Signel Services	379 417,50 $		
G.G. Inox.	293 186,25 $	√	
Distribution International Foyer FC Inc (INOX MILTON)	344 390,37 $		
GROUPE METALEX	386 229,77 $		
Multi-Distribution Industrielle	431 156,25 $		

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: des engagements dans d'autres projets; pas de numéro de fournisseur pour la Ville de Montréal; trop de contrainte au niveau de l'acier; prix donné à un autre soumissionnaire; pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés (l'approvisionnement en tube 4 ½ diamètre en inoxydable est très longue).

Préparé par : Diana Goropceanu — Le 2 - 4 - 2020

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP20 0056

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 18 février 2020 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Abdenour Touabi, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 20-17991

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « A52 – Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
G.G. INOX INC. 960, rue des Cascades Sainte-Catherine (Québec) J5C 1Y4	293 186,25 $
(Traite bancaire de 14 659,31 $)	
INOX MILTON INC. (DISTRIBUTION INTERNATIONAL FOYER FC) 925, 3e Rang Est Sainte-Cécile-de-Milton (Québec) J0E 2C0	344 390,37 $
(Traite bancaire de 17 220,00 $)	
SIGNEL SERVICES INC. 700, montée Monette Saint-Mathieu (Québec) J0L 2H0	379 417,50 $
(Cautionnement de 5 % du montant de la soumission)	
9222-7024 QUÉBEC INC. (GROUPE MÉTALEX) 7850, boulevard du Parc-Industriel Bécancour (Québec) G9H 3N5	386 229,77 $
(Traite bancaire de 20 000,00 $)	
MANUFACTURIER SHELTEC INC. 5313, boulevard Cléroux Laval (Québec) H7T 2E5	422 533,13 $
(Cautionnement de 5 % du montant de la soumission)	
9149-8097 QUÉBEC INC.[1] (MULTI-DISTRIBUTION INDUSTRIELLE) 950, rue Valois, bureau 124 Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 8P2	431 156,25 $
(Cautionnement de 5 % du montant de la soumission)	

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

.../2

SP20 0056/2

Soumissionnaires	**Prix**
9150-0124 QUÉBEC INC. (GROUPE DIAMANTEX) 215, rue de Copenhague Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 2V1	655 357,50 $

(Cautionnement de 5 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 8 janvier et 11 février 2020 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que les 8 janvier et 6 février 2020 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

Liste des commandes

Numéro : 20-17991
Numéro de référence : 1331710
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : A52 - Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquam Spécialiste Aquatique 5500 rue Fullum Bureau 100 Montréal, QC, H2G 2H3 NEQ : 1143759281	Monsieur Germain Pelletier Téléphone : 514 348-6729 Télécopieur : 514 948-6729	**Commande : (1680236)** 2020-01-09 10 h 13 **Transmission :** 2020-01-09 10 h 13	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Distribution International Foyer FC Inc (INOX MILTON) 925, 3 ieme rang est Sainte-Cécile-de-Milton, QC, J0E2C0 http://www.inoxmilton.com NEQ : 1169502722	Monsieur Francis Choinière Téléphone : 450 776-3548 Télécopieur : 450 361-6929	**Commande : (1680048)** 2020-01-08 17 h 04 **Transmission :** 2020-01-08 17 h 04	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
G.G. Inox. 960 des cascades Sainte-Catherine, QC, J5C1Y4 NEQ : 1169681195	Monsieur Michel Gendron Téléphone : 450 632-7895 Télécopieur :	**Commande : (1680347)** 2020-01-09 11 h 29 **Transmission :** 2020-01-09 11 h 29	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Diamantex (9150-0124 Québec inc.) 215 rue de copenhague	Monsieur Sébastien Gavaland Téléphone : 418 877-	**Commande : (1681061)** 2020-01-10 12 h 57	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel

	Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A2V1 http://www.diamantex.ca NEQ : 1162666482	9781 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-01-10 12 h 57	3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GROUPE METALEX 7850 Bd du parc industriel Bécancour, QC, G9H3N5 NEQ : 1166590860	Monsieur FREDERIC MARCOT Téléphone : 819 297-2889 Télécopieur :	**Commande : (1681177)** 2020-01-10 15 h 10 **Transmission :** 2020-01-10 15 h 10	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 15 h 10 - Téléchargement 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Christian Lemelin 680 rue du carbone Québec, QC, G2N 2L3 NEQ : 1168155845	Monsieur Christian Lemelin Téléphone : 418 841-1220 Télécopieur :	**Commande : (1693295)** 2020-02-04 11 h 57 **Transmission :** 2020-02-04 14 h 02	3232808 - ADDENDA 1 2020-02-04 11 h 57 - Téléchargement 3234456 - ADDENDA 2 2020-02-04 11 h 57 - Téléchargement 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Maintenance Suprême R.B. inc. 1535, rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B8 NEQ : 1149542194	Monsieur Richard Bureau Téléphone : 450 752-4102 Télécopieur : 450 752-2312	**Commande : (1690103)** 2020-01-29 12 h 18 **Transmission :** 2020-01-29 12 h 18	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-29 12 h 18 - Téléchargement 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-29 12 h 18 - Téléchargement 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Manufacturier Sheltec Inc 5313 Boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E5 http://www.sheltec.ca NEQ : 1143176999	Madame BARBARA MERGL Téléphone : 450 688-9293	**Commande : (1681724)** 2020-01-13 12 h 32 **Transmission :** 2020-01-13 12 h 32	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-13 12 h 32 - Téléchargement 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-15 9 h 23 - Télécopie

		Télécopieur : 450 681-0775		3249857 - ADDENDA 3 2020-02-07 9 h 18 - Télécopie 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 15 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Métal CN inc. 1049, boul. des Entreprises Terrebonne, QC, J6Y 1V2 http://www.metalcn.ca NEQ : 1141924663	Monsieur MICHEL ST-GERMAIN Téléphone : 450 963-4464 Télécopieur :	**Commande : (1680129)** 2020-01-09 8 h 36 **Transmission :** 2020-01-09 8 h 36	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Multi-Distribution Industrielle 950, rue Valois Suite 124 Vaudreuil-Dorion, QC, J7V8P2 https://www.m-di.ca/fr/ NEQ : 1162655972	Monsieur Danny Bossé Téléphone : 514 788-5771 Télécopieur : 514 788-5772	**Commande : (1679841)** 2020-01-08 13 h 25 **Transmission :** 2020-01-08 13 h 25	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Signel Services 700 Montée Monette RR1 Saint-Mathieu, QC, J0L 2H0 http://www.signel.ca NEQ : 1142718353	Madame Martine Dionne Téléphone : 450 444-0006 Télécopieur : 450 444-0045	**Commande : (1680709)** 2020-01-10 7 h 38 **Transmission :** 2020-01-10 7 h 38	3232808 - ADDENDA 1 2020-01-10 14 h 15 - Courriel 3234456 - ADDENDA 2 2020-01-14 14 h 44 - Courriel 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-06 15 h 07 - Courriel 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-10 13 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Soudure Camille Castonguay inc. 256 Principale Fortierville, QC, G0s1J0 NEQ : 1167120444	Monsieur Damien Adam Téléphone : 819 287-4420 Télécopieur : 819 287-4426	**Commande : (1700813)** 2020-02-17 16 h 13 **Transmission :** 2020-02-17 16 h 13	3232808 - ADDENDA 1 2020-02-17 16 h 13 - Téléchargement 3234456 - ADDENDA 2 2020-02-17 16 h 13 - Téléchargement 3249857 - ADDENDA 3 2020-02-17 16 h 13 - Téléchargement 3251344 - ADDENDA 4 2020-02-17 16 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-17991

Agent d'approvisionnement
Diana Goropceanu

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données Montant sans taxes	Données Montant taxes incluses
G.G. Inox.										
	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	170,00 $	255 000,00 $	293 186,25 $
Total (G.G. Inox.)									**255 000,00 $**	**293 186,25 $**
Distribution International Foyer FC Inc (INOX MILTON)										
	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	199,69 $	299 535,00 $	344 390,37 $
Total (Distribution International Foyer FC Inc (INOX MILTON))									**299 535,00 $**	**344 390,37 $**
Signel Services										
	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	220,00 $	330 000,00 $	379 417,50 $
Total (Signel Services)									**330 000,00 $**	**379 417,50 $**
GROUPE METALEX										
	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	223,95 $	335 925,00 $	386 229,77 $
Total (GROUPE METALEX)									**335 925,00 $**	**386 229,77 $**
Manufacturier Sheltec Inc										
	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	245,00 $	367 500,00 $	422 533,13 $
Total (Manufacturier Sheltec Inc)									**367 500,00 $**	**422 533,13 $**
Multi-Distribution Industrielle										

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-17991

Agent d'approvisionnement
Diana Goropceanu

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Multi-Distribution Industrielle	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	250,00 $	375 000,00 $	431 156,25 $
Total (Multi-Distribution Industrielle)									**375 000,00 $**	**431 156,25 $**
Groupe Diamantex (9150-0124 Québec inc.)										
	0	0	1	Acquisition de supports à vélo 2 places en acier inoxydable	1500	chaque	1	380,00 $	570 000,00 $	655 357,50 $
Total (Groupe Diamantex (9150-0124 Québec inc.))									**570 000,00 $**	**655 357,50 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195382021

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  Autoriser une dépense maximale de 293 186,25 $ taxes incluses pour la fourniture de 1 500 supports à vélo deux places en acier inoxydable;

  D'accorder, à cette fin, un contrat à G.G. Inox Inc., plus bas soumissionnaire conforme de 293 186,25$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VPM-20-17991-7 soumissionaires;

- Cette dépense sera imputée aux crédits déjà autorisés au dossier 1195382022, en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 293 186,25 $

	Années antérieures	2020
Montant		293 186,25 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 267 718,13 $

	Années antérieures	2020
Montant		267 718,13 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 267 718,13 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0013000	306175	03819	57402	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont déjà reserves.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières
Tél.:514-872-3253

Date: **2020-04-02**

Date et heure système : 02 avril 2020 14:05:45

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1205289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, à La Société du parc Jean Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $

Approuver la convention avec la SPJD pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du PLD 2020-2030 de l'arrondissement ;
D'accorder à cette fin une contribution de 20 000 $ à la SPJD ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-07 10:30

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205289001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, à La Société du parc Jean Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) élabore actuellement un nouveau Plan directeur de conservation, d'aménagement et de développement 2020-2030. Dans ce cadre, un important volet Mobilité y est associé et la SPJD désire réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement du parc Jean-Drapeau et sollicite à cet effet la collaboration et la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie. Les deux autres partenaires concernés sont le Casino de Montréal et l'exploitant de La Ronde. Cette étude s'inscrit dans les orientations du Plan local de déplacement 2020-2030 de l'arrondissement Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Le Plan directeur 2020-2030 du parc Jean-Drapeau prévoit notamment de transformer profondément l'accès et les déplacements sur les îles, en privilégiant le transport collectif et les déplacements actifs pour les visiteurs et les employés, afin de réduire l'empreinte de l'automobile. La mise en place de cette stratégie passe par une refonte de l'offre de stationnement.
L'objectif est de concentrer l'offre en stationnement en deux pôles, situés aux entrées des îles (secteur du Casino et de la Ronde), et de la mutualiser entre les partenaires dans le but d'optimiser leur usage.
Pour évaluer la faisabilité et les impacts de cette nouvelle offre de stationnement, la SPJD souhaite mener une étude comprenant :

- l'évaluation du nombre de cases de stationnement nécessaires;
- l'identification et le dimensionnement des voies d'accès;
- les technologies de perception et de jalonnement dynamique adaptées à la situation;
- le modèle d'affaires pour le financement, l'entretien et l'opération de ces pôles.

JUSTIFICATION

Un partenariat entre la SPJD et l'arrondissement pour développer des solutions à ces enjeux semble cohérent avec les visées de l'objectif 14 du Plan local de déplacement 2020-2030 de l'arrondissement Ville-Marie consistant à bonifier l'accessibilité du parc Jean-Drapeau. À cet effet, trois actions concrètes ont été identifiés en ce sens soit :

- arrimer les objectifs du PLD avec le futur Plan directeur d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau;
- représenter l'arrondissement dans les instances traitant de mobilité;
- bonifier l'interface des accès au parc depuis la rue de la Commune jusqu'au pont de la Concorde.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une estimation préliminaire a évalué le coût de l'étude à 260 000 $. Après consultation des partenaires, les participations financières ont été identifiées :

- Casino de Montréal : 40 %
- La Ronde : 5,5 %
- Société du parc Jean-Drapeau : 46.8%

La contribution financière de l'arrondissement est évaluée à 20 000$, soit 7,7%.

La somme sera remise à l'Organisme en un versement dans les trente (30) jours de la signature de la Convention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est reliée à cette contribution.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption par le conseil d'arrondissement.
- Signature de la convention.
- Versement de la contribution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-04-03

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, à La Société du parc Jean Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $

Projet de la SPJD.pdfAspect financier_GDD 1205289001.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1205289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2021, à La Société du parc Jean Drapeau (SPJD) pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du Plan local de déplacement (PLD) 2020-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1205289001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles



Convention SPJD_sommaire 1208289001.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU,** personne morale sans but lucratif constitué en vertu de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, C-11.4) ayant son siège social au Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles Villeneuve, Montréal (QC), H3C 1A9, agissant et représentée par monsieur Ronald Cyr, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes de la résolution _____ ;

Numéro d'inscription T.P.S. : _____
Numéro d'inscription T.V.Q. : _____

Ci après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a cédé à l'Organisme l'exploitation, le développement et l'administration du parc Jean-Drapeau composé de l'île Sainte-Hélène, excluant La Ronde, le Musée Stewart et la Biosphère, et de l'île Notre-Dame, excluant l'enclave du Casino de Montréal ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'élaboration de son Plan directeur pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.5 « **Responsable** » : Le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Unité administrative** » : La direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu

que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en un versement dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

Aucune diffusion de l'étude ne sera effectuée, sans l'accord de l'Organisme, du Casino de Montréal et de Parc Six flags Montréal, s.e.c.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile à l'adresse indiquée en première page de la Convention, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général ainsi qu'aux affaires juridiques et corporatives par courriel au affaires.juridiques@parcjeandrapeau.com. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 boulevard de Maisonneuve Est, Montréal, (QC), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Par : Ronald Cyr, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le 14e jour d'avril 2020 (Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

L'étude à réaliser par l'Organisme porte sur la mutualisation des espaces de stationnement entre les partenaires insulaires, de projeter les options de pôles de stationnement et de développer le modèle économique associé.

Les étapes associées à la réalisation de l'étude sont les suivantes :

A. Définir la mutualisation des stationnements

B. Réaliser une étude de marché des pôles de stationnement

C. Développer des scénarios d'impacts sur le réseau pour les pôles de stationnement

D. Élaborer une stratégie pour l'évacuation des stationnements lors de la fermeture d'un des deux ponts

Un échéancier sera élaboré en fonction de ces étapes et basé sur le périmètre de l'étude décrit au chapitre 2 du Programme fonctionnel et technique (PFT).

L'étude se déroulera du printemps 2020 à fin 2021 au plus tard. Cet échéancier est à valeur indicative et peut être modifié.

La SPJD assurera la coordination de l'étude. À ce titre, elle pilotera la rédaction du devis d'appel d'offres et la réalisation de la procédure de marché afin de retenir l'adjudicataire en charge de l'étude et organisera le suivi de la réalisation de celle-ci.

Le suivi de l'étude sera réalisé par un Comité technique formé d'un représentant de l'Organisme, de la ville , du Casino de Montréal et de La Ronde.

Le Comité technique pourra se rassembler autant de fois que nécessaire, mais il se réunira obligatoirement un minimum de trois (3) fois à différents niveaux d'avancement de l'étude soit :

- Une première fois pour une réunion de démarrage;
- Une deuxième fois, pour une présentation d'avancement intermédiaire;
- Une troisième fois, pour une présentation du dossier complet équivalant à un niveau d'avancement compris entre 90 % et 100%.

ANNEXE 1

PROJET

L'étude à réaliser par l'Organisme porte sur la mutualisation des espaces de stationnement entre les partenaires insulaires, de projeter les options de pôles de stationnement et de développer le modèle économique associé.

Les étapes associées à la réalisation de l'étude sont les suivantes :

A. Définir la mutualisation des stationnements

B. Réaliser une étude de marché des pôles de stationnement

C. Développer des scénarios d'impacts sur le réseau pour les pôles de stationnement

D. Élaborer une stratégie pour l'évacuation des stationnements lors de la fermeture d'un des deux ponts

Un échéancier sera élaboré en fonction de ces étapes et basé sur le périmètre de l'étude décrit au chapitre 2 du Programme fonctionnel et technique (PFT) (voir annexe 1).

L'étude se déroulera du printemps 2020 au printemps 2021. Cet échéancier est à valeur indicative et peut être modifié.

La SPJD assurera la coordination de l'étude. À ce titre, elle pilotera la rédaction du devis d'appel d'offres et la réalisation de la procédure de marché afin de retenir l'adjudicataire en charge de l'étude et organisera le suivi de la réalisation de celle-ci.

Le suivi de l'étude sera réalisé par un Comité technique formé d'un représentant de l'Organisme, de la ville , du Casino de Montréal et de La Ronde.

Le Comité technique pourra se rassembler autant de fois que nécessaire, mais il se réunira obligatoirement un minimum de trois (3) fois à différents niveaux d'avancement de l'étude soit :

- Une première fois pour une réunion de démarrage;
- Une deuxième fois, pour une présentation d'avancement intermédiaire;
- Une troisième fois, pour une présentation du dossier complet équivalant à un niveau d'avancement compris entre 90 % et 100%.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205289001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société du Parc Jean-Drapeau	134575

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant			20 000,00 $					**20 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
		avril	2020			avril	2020

Formulaire complété par : Jean-Philippe Gagnon

Prénom, nom

Date et heure système : 07 April 2020 11:56:42

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1205289001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention et accorder une contribution financière de 20 000$ à la SPJD pour réaliser une étude portant sur la réorganisation de l'offre de stationnement sur les îles en conformité avec les orientations du PLD 2020-2030 de l'arrondissement."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		20 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 20 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306300	03819	61900	016491	0000	000000	028062	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM05289001

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **25-03-2020**

Date et heure système : 25 mars 2020 16:28:15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1200318003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien au développement économique commercial » pour la réalisation de huit projets, accorder une contribution de 225 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre Ville, une contribution de 21 375 $ à la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et une contribution de 185 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour un total de 431 375 $

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation des projets *Embellissement du Vieux-Montréal, Aménagement d'un placottoir, Art urbain - Exposition de photos* et *Concours - Lumières sur les vitrines* et accorder une contribution de 185 000 $;
D'approuver la conventions se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial Destination Centre-ville pour la réalisation des projet *Image et identité de Destination Centre-ville* et *Décorations du Temps de Fêtes au centre-ville* et accorder une contribution de 225 000 $;

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la réalisation de ses projets *Plan de transition écologique* et *Illuminations hivernales* et accorder une contribution de 21 375 $;

D'imputer cette dépense dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 2 et conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-07 13:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200318003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien au développement économique commercial » pour la réalisation de huit projets, accorder une contribution de 225 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre Ville, une contribution de 21 375 $ à la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et une contribution de 185 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour un total de 431 375 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 12 mars 2020, date où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a reconnu la propagation du coronavirus COVID-19 en tant que pandémie mondiale, d'importantes mesures ont été prises par les différents paliers de gouvernement, mesures qui ont rapidement entraîné un important ralentissement économique. Soucieux de maintenir son soutien aux initiatives déjà planifiées pour dynamiser l'activité économique et commerciale, à la fois durant cette phase de ralentissement et en vue de sa relance, l'arrondissement de Ville-Marie a, en complément des mesures de soutien économique exceptionnelles mises de l'avant par la Ville de Montréal, invité les associations d'affaires et les sociétés de développement commercial de son territoire à préciser leurs priorités quant aux projets déposés à son *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019 - 2020* et comment leur mise en oeuvre sera adaptée au contexte.
Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver le soutien financier à 8 projets déposés par trois SDC en vertu du « Volet 2 - soutien à l'animation, à la promotion, à la mise en valeur ou au développement commercial » du programme de soutien économique de l'arrondissement, évalués en comité d'analyse. Ces projets sont soumis au soutien financier de l'arrondissement parce que leur pertinence a récemment été confirmée par les Sociétés de développement commercial et parce qu'ils répondent aux besoins générés par l'impact de la COVID-19 sur l'activité commerciale locale. Le soutien demandé par les SDC est relié à des projets d'ambiance, de positionnement, de marque de commerce, d'accueil de la clientèle et de visibilité des établissements d'affaires de leur territoire. Aucun ne vise les rassemblements et l'événementiel mais leur mise en oeuvre immédiate est nécessaire pour permettre l'octroi de contrats externes ou pour procéder à un appel d'offres. Ces projets sont décrits au tableau apparaissant à l'onglet **Description** du présent sommaire.

Par ailleurs,en raison du confinement provoqué par la COVID-19, des clauses qui permettront aux SDC de gérer la relance économique avec une certaine agilité ont été intégrées aux conventions. Celles-ci permettront, avec l'approbation de l'arrondissement, d'apporter des modifications à un projet, à sa durée, au lieu de sa réalisation ou à la date

de sa mise en oeuvre. La date d'échéance de l'ensemble des projets demeure par ailleurs le 31 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240274 - 5 juin 2019 : Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'Association des marchands de la rue Crescent et la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et accorder, dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 » une contribution totale de 85 000 $;
CA19 240156 - 9 avril 2019 : Autoriser une affectation de surplus, approuver les conventions avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, la Société de développement Destination Centre-ville, Art souterrain et la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020 » et accorder une contribution totale de 478 000 $

CA18 240639 - 5 décembre 2018 : Approuver le *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020* et approuver la grille d'évaluation des demandes de soutien financier économique.

DESCRIPTION

Un projet est admissible au soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur ou le développement commercial dans la mesure où il s'inscrit dans un des cinq axes du *Programme de soutien au développement économique et commercial 2019-2020* . Les projets apparaissant au tableau ci-après remplissent tous cette condition. Les comités d'évaluation, ont analysé la pertinence, le potentiel et l'impact des projets soumis et ont formulé leurs recommandations à l'aide de la grille d'analyse du programme.

Projet - Initiative - Événement	Bénéficiaire	Soutien à accorder
Décorations du temps des Fêtes au centre-ville	SDC Destination Centre-ville	150 000 $
Image et identité du centre-ville	SDC Destination Centre-ville	75 000 $
Aménagement d'un placottoir	SDC du Vieux-Montréal Quartier historique	15 000 $
Embellissement du Vieux-Montréal	SDC du Vieux-Montréal Quartier historique	150 000 $
Art urbain - Exposition de photos	SDC du Vieux-Montréal Quartier historique	5 000 $
Concours - Lumières sur les vitrines	SDC du Vieux-Montréal Quartier historique	15 000 $
Illuminations hivernales	SDC du Quartier latin	15 000 $
Plan de transition écologique	SDC du Quartier latin	6 375 $
	TOTAL :	**431 375 $**

Dans le cadre de la pandémie du COVID-19, ces projets ont aussi été sélectionnés pour leur contribution potentielle à la relance des activités commerciales dans divers secteurs de l'arrondissement ainsi que parce qu'ils nécessitent une mise en oeuvre rapide. Certains doivent faire l'objet d'un appel d'offres, d'autres sont liés à l'octroi de contrats spécialisés (graphisme, publicité, production).

Sommairement, les projets à approuver se décrivent de la manière qui suit. Leur description

détaillée est jointe en annexe dans les conventions à approuver, jointes à la présente.

Décorations du temps des Fêtes au centre-ville : consiste à la première phase de mise à jour des décorations déployées sur l'ensemble du territoire du centre-ville. Les installations précédentes ayant atteint leur fin de vie utile et consommant une grande quantité d'énergie électrique.

Image et identité de Destination Centre-ville : doter le centre-ville commercial d'une nouvelle image identitaire de marque et rassembleuse dans le but de développer des stratégies marketing et de communications au goût du jour.

Aménagement d'un placottoir dans le Vieux-Montréal : conception et installation d'un deuxième placottoir sur le territoire de la SDC. Le premier, installé sur la rue Saint-Jacques en 2019 ayant connu un bon succès.

Embellissement du Vieux-Montréal : poursuite de l'installation d'arrangements floraux, en pots et sur lampadaires sur les principales artères commerciales et places publiques, aménagement de parcs urbains et de quelques îlots de fraîcheur sur le territoire de la SDC, arrosage et entretien quotidien des massifs floraux et des espaces verts. L'embellissement comprend certains éléments hivernaux destinés à influencer positivement l'expérience et le confort des usagers pendant la saison froide.

Art urbain - Exposition de photos : consiste à à présenter, en collaboration avec le World Press Photo, des expositions de photos proposant différentes thématiques au fil des saisons sur 12 structures d'affichage acquises par la SDC du Vieux-Montréal en 2019 et installées sur la rue de la Commune le long de la piste cyclable, face au Marché des Éclusiers

Concours - Lumières sur les vitrines : troisième édition du concours de vitrines illuminées, propulsé par Radio-Canada et s'adressant au grand public. Met de l'avant les commerçants du quartier (#gensduvieux) illuminant leurs vitrines pour la période des Fêtes.

Illuminations hivernales : consiste à compléter les initiatives d'embellissement du Quartier latin amorcées par la SDC en 2019 et répondre à un besoin pour la période hivernale. Comprend le renouvellement du projet d'illumination de la mi-novembre 2020 à 2021.

Plan de transition écologique : collaboration du Comité Vert, mis sur pied par la SDC Quartier latin avec Concertation MTL pour dresser le portrait de la situation en matière de gestion des déchets, actions déjà entreprises, besoin des membres, développer des actions concrètes sur le territoire, rencontrer, informer et offrir une formation aux membres et élaborer un guide des bonnes pratiques en développement durable.

Le soutien à accorder selon les montants inscrits au tableau répond aux critères et aux objectifs du programme de soutien financier dont est responsable la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité ainsi qu'aux objectifs de soutien à court terme établis pour assurer la relance économique des artères commerciales dans le cadre de la COVIID-19. Le soutien financier à approuver couvre au maximum 50% des dépenses pour chacun des projets d'animation, de promotion et de développement économique. L'acquisition de mobilier urbain et d'éléments décoratifs est couverte jusqu'à un maximum de 150 000$ annuellement.

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi près de 10 M$ en appui à diverses initiatives de portée économique, démontrant ainsi l'importance accordée à l'activité économique, commerciale, culturelle et créative de son territoire. Les projets visés par ce sommaire décisionnel sont

jugés principalement propices à relancer les activités commerciales lorsque la propagation du coronavirus prendra fin, à stimuler l'intérêt de la clientèle et surtout, à soulager les établissements d'affaires de la difficile période actuelle. Comme jamais auparavant, la contribution financière de l'arrondissement sera cruciale en 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément aux pratiques en usage, le versement du soutien financier est précisé dans chacun des projets de convention, joints à la présente. Il est prévu qu'une première somme représentant 80 % du montant accordé pour chacun des projets soit versé à l'organisme bénéficiaire dès que l'ensemble des exigences préalables de l'organisme sont atteintes, que les documents requis aient été fournis et que la convention ait été signée par les deux parties. Un second versement, proportionnel à 20 % du soutien accordé, sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les SDC seront informées que leurs efforts, à titre de promoteurs économiques, s'inscrivent dans la mise en oeuvre de l'action 6 du *Plan de développement durable de l'arrondissement de Ville-Marie 2016-2020* qui prévoit de réduire et de valoriser les matières résiduelles afin de protéger nos ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien financier de l'arrondissement est essentiel à la réalisation des projets décrits. Particulièrement cette année, aucun des demandeurs n'est en mesure d'assumer, seul. l'ensemble des coûts de ces projets qui contribuent au rayonnement de Ville-Marie et de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Chaque convention fait mention de la visibilité que l'organisme et ses mandataires doivent offrir à l'arrondissement en retour du soutien financier octroyé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-04-06

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1200318003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien au développement économique commercial » pour la réalisation de huit projets, accorder une contribution de 225 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre Ville, une contribution de 21 375 $ à la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et une contribution de 185 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour un total de 431 375 $

Aspect financier_GDD 1200318003.pdf
Convention_Destination Centre-ville.doc
Convention_SDC_QL_1.doc
Convention_VieuxMontreal_1.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1200318003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Approuver trois conventions, se terminant le 31 décembre 2020, dans le cadre du « Programme de soutien au développement économique commercial » pour la réalisation de huit projets, accorder une contribution de 225 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) Destination Centre Ville, une contribution de 21 375 $ à la Société de développement commercial (SDC) Quartier latin et une contribution de 185 000 $ à la Société de développement commercial (SDC) du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour un total de 431 375 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1200318003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-04

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 3

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial Destination Centre-ville	119868
2.	Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique	132789
3.	Société de développement commercial Quartier latin	118994

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		431 375,00 $						**431 375,00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	mai	2020		31	décembre	2020

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 02 avril 2020 16:58:11

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 2000 rue Peel, bureau 580, Montréal, Québec, H3A 2W5, agissant et représentée par monsieur Émile Roux, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 22 janvier 2020;

_____

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé des demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour les projets *Image et identité de Destination Centre-ville* et et *Décorations du temps des Fêtes au centre-ville* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial*) sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation de ses projets *Image et identité de Destination Centre-ville* et *Décorations du temps des Fêtes au centre-ville.*

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 7 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de chaque activité du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.6 de s'assurer que durant l'installation des structures lumineuses, les règles de propreté et de récupération des matières recyclables soient respectées;

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'**Annexe A**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement aux projets *Image et identité de Destination Centre-ville et Décorations du temps des Fêtes au centre-ville*;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. CLAUSE COVID-19

5.1 Advenant l'impossibilité pour le Contractant de tenir le ou les événements prévus à la présente Convention en raison de l'état d'urgence sanitaire décrété dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, et avec l'accord préalable de la Ville, le Contractant pourra reporter la tenue de l'événement à une date ultérieure convenue entre les Parties.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.2 Malgré le paragraphe précédent, la présente Convention sera automatiquement résiliée, sans autres avis ni délais, advenant l'impossibilité par le Contractant de fournir la prestation faisant l'objet de la présente Convention avant le 1er janvier 2021 en raison du maintien de l'état d'urgence sanitaire. Le Contractant n'a aucun recours quel qu'il soit à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

6. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

7. CLAUSES FINANCIÈRES

7.1.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent vingt-cinq mille dollars (225 000$), payable en deux versements :

7.1.2 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de cent quatre-vingt mille dollars (180 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté un plan de communication et de visibilité révisé pour l'Arrondissement, tel qu'exigé au paragraphe 3.11 de la présente convention.

7.1.3 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

7.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

7.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

7.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7.5 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

8.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

8.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 8.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 8.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

9. RÉSILIATION

9.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 8 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

9.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

9.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Émile Roux, directeur général
Société de développement commercial Destination Centre-Ville
2000 rue Peel, bureau 580
Montréal (Québec) H3A 2W5

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour d'avril 2020

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour d'avril 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE

Par : _____
Émile Roux, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 120031003, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 14 avril 2020.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Projet 1 : Image et identité de Destination Centre-ville

Après 20 ans d'activité, Destination Centre-Ville est désormais reconnue comme un acteur incontournable dans le monde des affaires au centre-ville de Montréal. Bien que sa réputation ne soit plus à faire auprès du milieu des affaires, la SDC n'est pas suffisamment reconnu par la clientèle du centre-ville (résidents, travailleurs, touristes) et parfois même par ses propres membres. Une nouvelle planification stratégique 2019-2023 est venue confirmer ce point en définissant comme prioritaire la refonte de l'identité visuelle de l'organisme afin d'être plus actuelle et mieux adaptée aux réalités du centre-ville dès 2020.

La SDC Destination Centre-Ville aide financièrement et contribue à l'organisation de dizaines d'évènements et activités chaque année sur son territoire sans pour autant que ses membres et les visiteurs du centre-ville ne s'en aperçoivent. Elle a donc aujourd'hui un déficit de notoriété et un manque de reconnaissance à l'égard de ses implications pour l'animation et la promotion du centre-ville (résultats sondage).

La SDC gère et anime beaucoup de supports de communication papier et numérique :
- le magazine Montréal Centre-Ville publié 4 fois par an, 160 000 exemplaires;
- un guide des activités de Noël publié avant la période des fêtes publie à 400 000 exemplaires,
- des médias sociaux (20 000 abonnés sur ses différents réseaux) et un site Internet (plus de 180 000 visiteurs uniques en moyenne par an);
- des encarts publicitaires dans le journal 24h (un vendredi sur 2)

Pour autant, il n'existe pas vraiment de réel fil conducteur que ce soit en termes de contenu éditorial, d'image et de message entre ces différents supports.

La SDC a une double identité, la première à travers le nom et le logo de l'organisme Destination Centre-Ville (usage administratif et corporatif), la deuxième à travers l'identité de son magazine Montréal Centre-Ville (usage communication grand public). Avec une nouvelle identité nous souhaitons définir clairement le positionnement de chaque marque selon l'utilisation et le type de message partagé.

La SDC veut désormais se doter d'un positionnement stratégique et d'une identité visuelle forte afin d'augmenter sa notoriété auprès de ses publics (travailleurs, résidents et touristes), dynamiser son image et ses engagements auprès de ses membres ainsi que des partenaires institutionnels.

Plus concrètement les objectifs sont:

- Améliorer la promotion du centre-ville et de ses destinations en se dotant d'un dénominateur commun (image de marque);

- Profiter des chantiers de réfection actuellement en cours dans le centre-ville pour amener un vent de fraîcheur et en ressortir avec une identité de marque moderne et actuelle;

- Faciliter le travail du département des communications en se dotant d'une charte graphique ainsi que d'un axe de communication clair et structuré à 360 degrés;

- Maximiser l'impact des nombreux projets réalisés en se dotant d'une cohérence communicationnelle.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Projet 2 : Décorations du temps des fêtes au centre-ville

). Description du projet

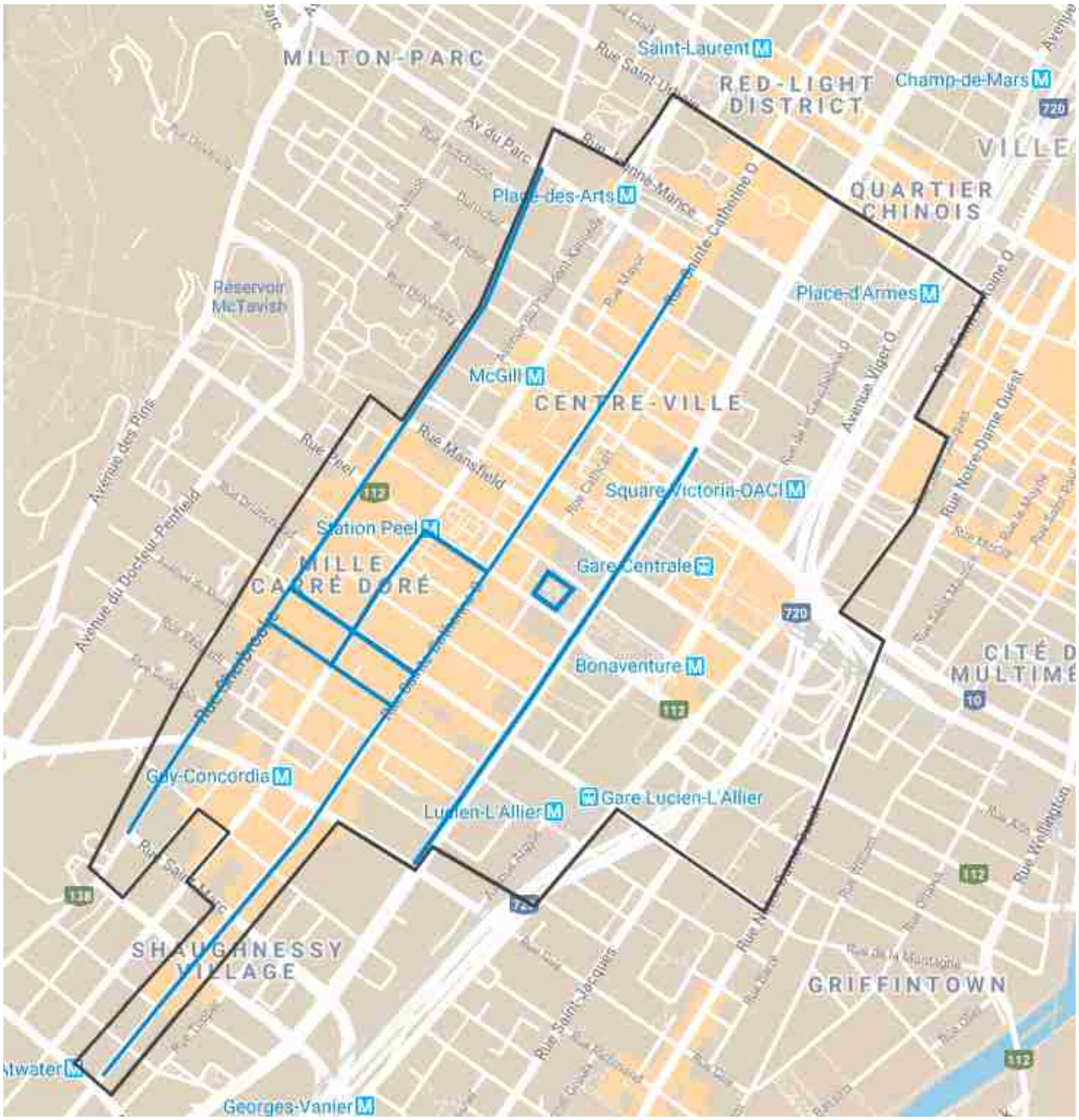
Décrire le projet proposé en insistant sur des détails requis par le programme de soutien. Par exemple, la nature du projet, les objectifs visés, le lien avec le plan d'action annuel ou la stratégie de l'organisme, la portée économique, les retombées attendues, les engagements en matière de développement durable ou d'économie circulaire, la date ou la période de sa tenue, sa programmation, les partenariats établis avec la communauté d'affaires concernée (la SDC, les membres) ainsi que les plans détaillés, lorsque cela s'applique. Tout document pertinent à sa compréhension peut être joint.

Depuis l'année 2005, Destination centre-ville illumine les rues du centre-ville de Montréal pendant le temps des fêtes avec plus de 750 installations lumineuses réparties sur une dizaine d'artères commerciales du centre-ville (voir plan en annexe). En 2020, la SDC souhaite donner un nouveau souffle aux décorations en réparant des installations vieillissantes ainsi qu'en modernisant certains concepts de lumières sur des artères plus passantes.

OBJECTIF DU PROJET (en bref)
- Modernisation de l'inventaire des lumières de la SDC pour les trois prochaines années
- Réparation des lumières en inventaire
- Création d'un concept spécifique pour la rue Sainte-Catherine comme mesure de mitigation des travaux publics.
- Bonification de l'attractivité du centre-ville à travers des décors lumineux modernes et, surtout, éco-responsables.
- Recycler les lumières non fonctionnelles.
- Réduction de la quantité des décors installés sur les poteaux publics à travers l'installation de points d'ancrages sur les façades privés.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Projet 2 : Décorations du temps des fêtes au centre-ville (suite)



Paraphes	
VILLE	ORGANISME

DESTINATION CENTRE-VILLE

Pour copie conforme

Montréal, le 22 janvier 2020

Résolution du Conseil d'administration N.2020-001 : délégation d'autorité dans le cadre des ententes signées avec la Ville de Montréal et l'arrondissement Ville-Marie.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ d'autoriser le directeur général, Monsieur Emile Roux, à représenter l'organisme pour la signature de toutes conventions à intervenir avec la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie et pour tout autre engagement relatif à ces éventuelles demandes en 2020.

Résolution adoptée, par courriel, par l'ensemble des membres du conseil d'administration de Destination Centre-Ville le vendredi 22 janvier 2020.

Madame Nathalie Gagnon
Présidente du conseil

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi -rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN,** personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19), ayant sa place d'affaires au 350, rue Emery, Montréal, QC, H2X 1J1, agissant et représentée par madame Angélique Lecesve, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 10 juin 2019;

No d'inscription TPS : R137954954
No d'inscription TVQ : M1016668423

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour son *Plan d'action 2020 – Phase 1* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial*) sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation des quatre projets prévus dans son *Plan d'action 2020 – Phase 1, à savoir :*

- *Plan de transition écologique*
- *Illuminations hivernales*

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 7 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de chaque activité du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.6 de s'assurer que durant l'installation des structures lumineuses, les règles de propreté et de récupération des matières recyclables soient respectées;

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'**Annexe A**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement aux projets indiqués à l'article 1 (Objet);

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. CLAUSE COVID-19

5.1 Advenant l'impossibilité pour le Contractant de tenir le ou les événements prévus à la présente Convention en raison de l'état d'urgence sanitaire décrété dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, et avec l'accord préalable de la Ville, le Contractant pourra reporter la tenue de l'événement à une date ultérieure convenue entre les Parties.

5.2 Malgré le paragraphe précédent, la présente Convention sera automatiquement résiliée, sans autres avis ni délais, advenant l'impossibilité par le Contractant de fournir la prestation faisant l'objet de la présente Convention avant le 1er janvier 2021 en raison du maintien de l'état d'urgence sanitaire. Le Contractant n'a aucun recours quel qu'il soit à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

7. CLAUSES FINANCIÈRES

7.1.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de vingg-et-un-mille trois cent soixante-quinze dollars (21 375$), payable en deux versements :

7.1.2 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de dix-sept-mille cent dollars (17 100 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté un plan de communication et de visibilité révisé pour l'Arrondissement, tel qu'exigé au paragraphe 3.11 de la présente convention.

7.1.3 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de quatre-mille-deux-cent-soixante-quinze dollars (4 275 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

7.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

7.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

7.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7.5 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

8. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

8.1 Il y a défaut :

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

8.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 8.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 8.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

9. RÉSILIATION

9.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 8 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

9.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

9.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Angélique Lecesve, directrice générale
Société de développement du Quartier latin
1726, rue Saint-Denis, bureau 305
Montréal (Québec) H2X 3K6

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour d'avril 2020

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour d'avril 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE

Par : _____
Angélique Lecesve, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 120031003, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 14 avril 2020.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

PROJET 1 : TRANSITION ÉCOLOGIQUE
Description du projet

Suite à l'annonce d'un partenariat entre l'ASDCM et Concertation MTL en 2019 dans le but d'aider les SDC à s'approprier une démarche de transition écologique, la SDC du Quartier Latin s'est mobilisée pour participer aux ateliers afin de se doter d'un plan d'action pour son artère commerciale. Nous avons été accompagné personnellement par Concertation MTL pour développer et prioriser nos actions de la première année. Par ailleurs, les membres de la SDC du Quartier Latin on fait valoir leur intérêt à emboîter le pas dans cette démarche en créant un Comité Vert.

Pour la première année, nous souhaitons avec le Comité Vert tout d'abord dresser un portrait précis de la situation sur notre territoire (gestion des déchets, actions déjà entreprises, besoin des membres…) à travers un sondage, afin par la suite de développer des actions concrètes selon le profil de notre territoire. Nous prévoyons un « porte à porte » afin d'aller à la rencontre de nos commerçants.

Nous souhaitons par la suite, établir un guide des bonnes pratiques en développement durable pour nos commerces afin de les outiller et rappeler quelques informations importantes.

Enfin, nous souhaitons au courant de cette année organiser une ou deux formations sur des thématiques d'intérêt pour les commerçants. La première sur la gestion des matières résiduelles/ comment réduire ses déchets et la seconde sur l'interdiction des contenants à usage unique pour aider les commerces à trouver des alternatives. Il est prévu d'offrir des rencontres individuelles avec un expert aux commerces qui souhaitent aller de l'avant avec un changement dans l'usage de leurs contenants.

Nous prévoyons d'être accompagnés par Concertation MTL pour l'élaboration des formations et accompagnement aux commerçants.

Nous souhaitons également partager les bons coups à travers une stratégie de communication des commerces qui entreprennent déjà des démarches en transition écologique.

Le comité vert de la SDC Quartier latin souhaite aussi réfléchir, au courant de l'année, à la mise sur pied d'autres projets sur le long terme (ex : projet la Tasse, miel urbain, etc…) et réfléchir à la possibilité de se doter de conteneur semi-enfoui de matière organique pour le futur.

Enfin, la SDC du Quartier Latin s'engage à entreprendre des démarches environnementales dans les événements qu'elle organise (lancement de la saison des terrasses, OUMF) le tout sera présenté dans les projets rattachés à ces événements.

OBJECTIF DE L'ANNÉE :

- Mettre sur pied et déployer un sondage afin d'obtenir un minimum de 50 réponses quant aux habitudes des commerces du Quartier Latin en lien avec l'écologie;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Concevoir et diffuser un « guide des bonnes pratiques en développement durable » à l'ensemble des membres de la SDC du Quartier latin;
- Organiser au moins une formation pour aider les membres à emboîter le pas dans la transition écologique.

Visibilité offerte à l'arrondissement

Le succès de ces premières initiatives passe par le soutien de l'arrondissement. Pour ce faire, la SDC offrira la visibilité suivante à l'arrondissement Ville-Marie :

- Logo de l'arrondissement dans le guide des bonnes pratiques qui sera distribué à l'ensemble des membres;

- Logo de l'arrondissement sur l'affichette de rappel des éléments importants qui sera déployée aux commerces pour affichage dans les espaces des employés;

- Logo et mention de l'arrondissement à travers tous les outils déployés pour l'organisation d'une formation aux membres

Budget détaillé DÉPENSES	
Élaboration et diffusion du sondage	1 000 $
Élaboration et diffusion du Guide	2 500 $
Ressource pour réalisation du projet	5 000 $
TOTAL des DÉPENSES	**8 500 $**
REVENUS	
Arrondissement Ville-Marie	6 375 $
SDC Quartier latin	2 125 $
TOTAL des REVENUS	**8 500 $**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

PROJET 2: ILLUMINATION HIVERNALES

Afin de compléter nos initiatives pour améliorer l'embellissement de notre territoire et répondre à un besoin pour la période hivernale, nous souhaitons renouveler notre projet d'illumination du quartier entre la mi-novembre 2020 et février 2020. Le projet d'illumination est sur l'ensemble du territoire de la SDC il permet de rendre le quartier plus vivant à une période de l'année ou la luminosité est moins importante. Un quartier illuminé est aussi un quartier qui est perçu aux yeux des gens comme plus sécuritaire et c'est très important pour nous de toujours positionner le Quartier Latin comme un territoire accueillant et sécuritaire. Les commerçants soulignent également que ce projet contribue à leur vitalité. L'objectif global de ce projet est donc de créer un attrait visuel agréable afin de montrer à quel point le territoire de la SDC est dynamique, accueillant et sécuritaire.

En 2020, ce projet sera déployé de la manière suivante :

- Traverse de rue St-Denis/Maisonneuve :

Nous prévoyons installer une traverse de rue lumineuse à l'entrée du Quartier Latin. Haut lieu d'achalandage avec l'entrée du métro Berri-UQAM. Cette traverse lumineuse (rideaux de lumière et flocons lumineux) attire visuellement et indique que le quartier est animé.

- Décoration sur les ponts suspendus :

Nous prévoyons d'installer des rideaux de lumière sur la longueur totale, soit sur 40 pieds des 10 ponts suspendus qui se trouvent en face le Théâtre St-Denis.

- Illumination des arbres de St-Denis:

20 arbres de la rue St-Denis soit 1/2 seront illuminés ce qui rendra votre rue très élégante et féérique. Dans un souci de développement durable, des lumières LED seront enroulés sur le tronc ainsi que les principales branches pour mettre de l'avant les formes des arbres et leur donner plus de beauté pour le temps des fêtes.

- Décoration des lampadaires de Ontario, Émery et Borduas :

Afin de n'oublier aucun coin de notre territoire, nous prévoyons d'installer des 7 flocons lumineux sur les lampadaires de Émery et Borduas et des 5 décorations étoilées sur les grands lampadaires de la rue Ontario.

- En complément, nous prévoyons l'installation d'une vingtaine de couronnes lumineuses sur les lampadaires de St-Denis entre chaque arbre illuminé.

Budget détaillé DÉPENSES	
Illuminations	30 000 $
Couronnes	3 000 $
TOTAL des DÉPENSES	**33 000 $**
REVENUS	
Arrondissement Ville-Marie	24 750 $
SDC Quartier latin	8 250 $
TOTAL des REVENUS	**33 000 $**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

SDC Quartier latin

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 22 JANVIER 2020 de la Société de développement du Quartier latin

CA – 2020-01-22-05

Il est proposé par Steve Jodoin et appuyé par Patrick St-Onge et unanimement résolu, d'autoriser Angélique Lecesve, directrice générale de la SDC du Quartier latin a représenter l'organisme pour présenter les demandes suivantes auprès de l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commerciale 2020 :

- Plan d'action 2020 comprenant les projets : horticulture, décorations, expérience quartier latin, transition écologique
- Préposé à l'accueil 2020
- OUMF 2020
- Lancement de la saison des terrasses 2020

Copie certifiée conforme

Ce 23e jour de janvier 2020

Signature du président du conseil d'administration

Monsieur Patrice Ansay

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTÉAL – QUARTIER HISTORIQUE**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 10 rue Notre-Dame Est, suite 505 Montréal, Québec, H2Y 1B7, agissant et représentée par monsieur Mario Lafrance, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 21 avril 2014;

_____

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour son *Plan d'action 2020 – Phase 1* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial*) sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation des quatre projets prévus dans son *Plan d'action 2020 – Phase 1, à savoir :*

- *Embellissement du Vieux-Montréal*
- *Aménagement d'un placottoir*
- *Art urbain - Exposition de photos*
- *Concours - Lumières sur les vitrines*

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 7 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Soutien à l'animation, la promotion, la mise en valeur et le développement commercial* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation de chaque activité du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.6 de s'assurer que durant l'installation des structures lumineuses, les règles de propreté et de récupération des matières recyclables soient respectées;

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'**Annexe A**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement aux projets indiqués à l'article 1 (Objet);

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçu de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. CLAUSE COVID-19

5.1 Advenant l'impossibilité pour le Contractant de tenir le ou les événements prévus à la présente Convention en raison de l'état d'urgence sanitaire décrété dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, et avec l'accord préalable de la Ville, le Contractant pourra reporter la tenue de l'événement à une date ultérieure convenue entre les Parties.

5.2 Malgré le paragraphe précédent, la présente Convention sera automatiquement résiliée, sans autres avis ni délais, advenant l'impossibilité par le Contractant de fournir la prestation faisant l'objet de la présente Convention avant le 1er janvier 2021 en raison du maintien de l'état d'urgence sanitaire. Le Contractant n'a aucun recours quel qu'il soit à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

7. CLAUSES FINANCIÈRES

7.1.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de cent quatre-vingt-cinq mille dollars (185 000$), payable en deux versements :

7.1.2 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de cent quarante-huit mille dollars (148 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté un plan de communication et de visibilité révisé pour l'Arrondissement, tel qu'exigé au paragraphe 3.11 de la présente convention.

7.1.3 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de trente-sept mille dollars (37 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

7.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

7.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

7.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7.5 Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

8. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

8.1 Il y a défaut :

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

8.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 8.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 8.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

9. RÉSILIATION

9.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 8 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

9.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

9.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

10. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Mario Lafrance, directeur général
Société de développement commercial du Vieux-Montréal – Quartier historique
10 rue Notre-Dame Est, suite 505
Montréal, Québec, H2Y 1B7

11. CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 10 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

11.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le e jour d'avril 2020

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le e jour d'avril 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE

Par : _____
Mario Lafrance, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 120031003, cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 14 avril 2020.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Projet 1 : Embellissement du Vieux-Montréal

La SDC Vieux-Montréal va poursuivre et intensifier ses efforts pour embellir le quartier historique. Pendant la période estivale, des arrangements floraux vont être installés sur les principales artères commerciales et places publiques du Vieux-Montréal. La SDC va également procéder à l'aménagement de deux parcs urbains et de plusieurs îlots de fraicheur répartis sur son territoire et ouverts au grand public (cf. localisation).

L'arrosage et l'entretien quotidien des massifs floraux et des espaces verts, seront assurés par une brigade d'agents d'embellissement à l'emploi de la SDC.

Un volet d'embellissement hivernal va également être développé afin de palier au phénomène de saisonnalité particulièrement marqué dans le Vieux-Montréal. La SDC va procéder à l'aménagement de plusieurs espaces publics afin d'influencer positivement l'expérience et le confort des usagers pendant la saison froide.

Tout au long de l'année, le projet d'embellissement du Vieux-Montréal met en valeur le patrimoine bâti, contribue à la bonification de l'expérience urbaine et favorise une dynamique commerciale. Le quartier développe ainsi son attractivité auprès d'une clientèle qui recherche ce type d'environnement pour magasiner.

Localisation :

- La rue Bonsecours (Notre-Dame à Saint-Paul)
- La Cours municipale
- La Chapelle Notre-Dame-de-Bonsecours
- La rue Saint-Claude (Notre-Dame à Saint-Paul)
- Le Marché Bonsecours
- La rue de la Commune (Bonsecours à McGill)
- La rue Saint-Paul Est (Bonsecours à St-Laurent)
- La rue Notre-Dame Est (Bonsecours à Saint-Laurent)
- La ruelle Saint-Amable (Saint-Vincent à Place Jacques-Cartier)
- La rue St-Vincent (Notre-Dame à St-Paul)
- La rue le Royer (St-Claude à Place Jacques-Cartier)
- L'Espace Pigeon Hole (rue Notre-Dame Ouest à l'angle Saint-Jean)
- Les Chuchoteuses (rue Saint-Paul Ouest à l'angle Marie-Morin)
- Le rue Notre-Dame Ouest (entre la rue Duke et le boulevard Saint-Laurent)
- La place Royale
- La pointe du musée Pointe-à-Callière
- Le Centre d'Histoire de Montréal (place d'Youville)
- La rue McGill (entre la rue de la Commune et la rue Notre-Dame)
- Le square des Frères-Charon (rue McGill à l'angle Wellington)
- La rue Wellington (entre la rue McGill et la rue Duke)
- La rue King (entre la rue la rue de la Commune et la rue Wellington)
- Le Parc Éphémère (rue Wellington à l'angle Queen)
- La rue Queen (entre la rue de la Commune et la rue Wellington)
- La rue Prince (de la Communeà Wellington)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Projet 2 : Aménagement d'un placottoir

10. Description du projet

L'aménagement d'un second placottoir à l'été 2020 s'inscrit au coeur d'une volonté de dynamiser et de mettre en valeur le Vieux-Montréal, qui se caractérise par une forte densité entrepreneuriale. La SDC Vieux-Montréal cherche à offrir une zone de rencontre accueillante qui renforce les interactions sociales entre les utilisateurs du quartier, et qui favorise la création d'un achalandage commercial localisé. Ce nouvel aménagement contribuera à la mise en valeur du cadre architectural d'une artère commerciale du quartier, et palliera au manque de mobilier urbain dans un secteur défini du Vieux-Montréal.
L'entretien quotidien de la structure sera assuré par les équipes terrain à l'emploi de la SDC Vieux-Montréal pendant la saison estivale élargie.

ANNEXE 04 – PLACOTTOIR

Image et identité du secteur commercial









Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Projet 3 : Art urbain - Exposition de photos

10. Description du projet

La SDC Vieux-Montréal a fait l'acquisition, en 2019, de 12 structures d'affichage installées sur la rue de la Commune le long de la piste cyclable, face au Marché des Éclusiers. Ces structures ont vocation à présenter des expositions de photos proposant différentes thématiques au fil des saisons.
Présentées par la SDC Vieux-Montréal, en collaboration avec le World Press Photo, ces expositions extérieures s'inscrivent dans la volonté de dynamiser et de mettre en valeur le secteur ouest du Vieux-Montréal. Située à proximité de la Cité du Multimédia, cette initiative contribue également à la démocratisation de l'art auprès des utilisateurs du quartier.

ANNEXE 05 – EXPOSITION PHOTO

Image et identité du secteur commercial









Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Projet 4 : Concours - Lumières sur les vitrines

10. Description du projet

S'inspirant de la démarche de 2018 et 2019, la SDC Vieux-Montréal souhaite reconduire (pour une troisième année en 2020), son concours de vitrines illuminées s'intitulant LUMIÈRE SUR LES VITRINES DU VIEUX-MONTRÉAL, propulsé par Radio-Canada. Il s'agit d'un concours s'adressant au grand public mettant de l'avant les commerçants du quartier (#gensduvieux) proposant des vitrines illuminées pour la période des Fêtes.

L'approche envers les établissements du Vieux-Montréal débute plusieurs mois préalablement à la mise en ligne du concours afin de s'assurer d'un maximum de participation à travers le quartier : démarche terrain, relances téléphoniques / courriel, infolettre, etc. Suite à cela, des séances photos avec un photographe professionnel sont organisées afin d'offrir des visuels de qualité à chaque vitrine souhaitant participer au concours. À la fin de chacune des 4 semaines de concours, une vitrine gagnante est déterminée en fonction du nombre de votes, se méritant un prix d'une valeur avoisinant les 5 000$ (prix pour chaque vitrine gagnante : article de blogue personnalisé, commandité sur les réseaux officiels du quartier + séance photo professionnelle comprenant licences commerciales de l'ensemble des photos permettant à l'établissement d'améliorer ses outils marketing + prix en argent de 500$). Pour sa part, une personne parmi le grand public votant cours la chance de remporter 1 000$ en prix dans un maximum de 4 établissements de son choix dans le Vieux-Montréal (grâce à des cartes cadeaux en coupure de 250$).

Le taux de participation des établissements du Vieux-Montréal s'étant inscrits à la 2e édition du concours a connu une hausse fulgurante de 67% en 2019. C'est donc 100 vitrines illuminées, sur un total de 4 semaines de concours, qui étaient proposées au grand public sur la plateforme numérique de Radio-Canada. En effet, l'engouement pour cette initiative concours se fait de plus en plus sentir parmi les entreprises du Vieux-Montréal, qui redoublent d'effort pour agrémenter de manière exceptionnelle leur devanture illuminée - au grand bonheur des visiteurs et consommateurs.

Cette activité de promotion commerciale a été mise sur pied afin de faire rayonner le quartier historique lors de la froide saison, pendant la période stratégique du magasinage des Fêtes. Initiant un mouvement illuminé à travers tout le quartier, la SDC Vieux-Montréal permet - grâce à ce projet - d'offrir une visibilité exceptionnelle non seulement au quartier historique mais également à ses commerçants.

Aperçu concours 2019 : https://ici.radio-canada.ca/ici-les-fetes/concours-vieux-montreal

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 07 – CONCOURS DE VITRINES

Activité de mise en valeur











Paraphes	
VILLE	ORGANISME

VIEUX-MONTRÉAL SDC

Résolution A2014-1002

Extrait du compte rendu de la réunion du conseil d'administration de la SDC Vieux-Montréal – Quartier historique, tenue à Montréal le 14 avril 2014.

« 3.2 Résolution habilitant le Directeur général à signer des ententes avec l'arrondissement de Ville-Marie – Actualisation

Sur proposition de M. Alain Agostini, secondé par M. Jean-Marc Demers, il est résolu que M. Mario Lafrance soit habilité à signer tout protocole d'entente et toute convention avec la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie.
Adopté à l'unanimité.
(Résolution A2014-1002)»

Extrait certifié conforme.

Signé à Montréal ce 21e jour du mois d'avril 2014.

Me Robert Astell
Président

4 rue Notre-Dame Est, bureau 1004, Montréal (QC) – H2Y 1B8

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1200318003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation des projets Embellissement du Vieux-Montréal, Aménagement d'un placottoir, Art urbain - Exposition de photos et Concours - Lumières sur les vitrines et accorder une contribution de 185 000 $;

  Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial Destination Centre-ville pour la réalisation des projet Image et identité de Destination Centre-ville et Décorations du Temps de Fêtes au centre-ville et accorder une contribution de 225 000 $;

  Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2020 à intervenir avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la réalisation de ses projets Plan de transition écologique et Illuminations hivernales et accorder une contribution de 21 375 $;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 431 375,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		431 375,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 431 375,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM00318003
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque les organismes sont des sociétés de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-03**

Date et heure système : 03 avril 2020 19:48:14

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.07

2020/04/14 18:30

(2)

Dossier # : 1170225003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de à l'arrondissement (VMP-17-019) et autoriser une dépense de 284 561,48 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $

D'autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 2020 à 2021 à Nordikeau pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations dans les secteurs du Quartier International de Montréal (QIM) et du Quartier des Spectacles (QSD) de l'arrondissement, augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 1 141 32,13 $;
D'autoriser, à cette fin, une dépense de 258 692,25 $ taxes incluses conformément aux contrat VMP-17-19 (3 soumissionnaires) ;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingence de 25 869,23 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-08 15:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 14 juin 2017	Résolution: CA17 240327

Accorder un contrat de 856 762,65 $, d'une durée de trois ans, à Nordikeau inc. pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement et autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ (appel d'offres public VMP-17-019 - 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement pour une durée de trois ans (appel d'offres public VMP-17-019 - 3 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Nordikeau inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 856 762,65 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1170225003

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 juin 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1170225003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de à l'arrondissement (VMP-17-019) et autoriser une dépense de 284 561,48 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désir se prévaloir de sa première option de renouvellement de 12 mois (21 juin 2020 au 20 juin 2021) dans le cadre du contrat VMP-17-019 avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations de l'arrondissement. Les installations visées font parties du Quartier International de Montréal (QIM) et du Quartier des Spectacles (QSD).
Le contrat actuel se termine le 20 juin 2020.

Le taux d'indexation a été calculé selon la formule décrite à l'article 10 des clauses générales du devis. Le taux calculé est de (141.6/137.6) - 1 x 100 = 2.9%, voir les taux IPC en pièce jointe.

Les prix du 21 juin 2020 au 31 décembre 2020 on été calculé en indexant les prix de l'année complète 2019 auxquels ont été sous-trait les prix du 1er janvier au 20 juin 2020 déjà inclus au contrat.
Les prix du 1er janvier 2021 au 20 juin 2021 ont été calculé en indexant les prix du 1er janvier au 20 juin 2020.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 7 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2020/04/14
18:30

(2)

Dossier # : 1170225003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 856 762,65 $, d'une durée de trois ans, à Nordikeau inc. pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement et autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ (appel d'offres public VMP-17-019 – 3 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ pour pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement pour une durée de trois ans;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Nordikeau inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 856 762,65 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-17-019 - 3 soumissionnaires);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-06-02 15:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170225003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 856 762,65 $, d'une durée de trois ans, à Nordikeau inc. pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement et autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ (appel d'offres public VMP-17-019 – 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier des Spectacles et le Quartier International de Montréal comportent plusieurs installations à entretenir par l'arrondissement et pour lesquelles nous devons nous adjoindre des ressources spécialisées afin d'y parvenir. Les fontaines animées, systèmes de brumes et anneau de feu Place Riopelle sont tous des éléments particulièrement spécialisés et exigeants à opérer et entretenir.
Depuis leurs mises en service ces composantes sont entretenues à contrats et les derniers se terminent dans les prochaines semaines, le présent dossier consiste donc à renouveler ces contrats. Nous avons par contre décidé de regrouper les deux contrats en un seul sachant qu'il y avait un gain potentiel d'économie d'échelle à les regrouper, vu que ces services sont de même nature.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240447 -14 août 2012 - Accorder un contrat de 309 463,84 $ à Nordikeau inc. pour l'opération et l'entretien des fontaines de la Place Jean-Paul-Riopelle et du Square Victoria et autoriser une dépense maximale de 309 463,84 $ (appel d'offres public 12-12283 - 3 soumissionnaires)
CA12 240448 -14 août 2012 - Accorder un contrat de 358 716,25 $ à Nordikeau inc. pour l'opération et l'entretien de la fontaine Place des Festivals et du système de brume au Parterre du Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 358 716,25 $ (appel d'offres public 12-12287 - 3 soumissionnaires

CA15 240212- 12 mai 2015 - Approuver la prolongation, au 30 juin 2016, du contrat accordé à NORDIKEAU inc. pour l'opération et l'entretien des fontaines de la Place Jean-Paul -Riopelle et du Square Victoria

CA16 240243 - 10 mai 2016 - Approuver une dépense additionnelle de 129 138,13 $ afin de prolonger, au 15 juin 2017, le contrat accordé à NORDIKEAU inc. pour l'opération et l'entretien de la fontaine Place des Festivals et du système de brume au Parterre du Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 615 585,79 $

CA16 240251 -10 mai 2016 - Approuver une dépense additionnelle de 102 262,96 $ afin

d'augmenter à 411 726,79 $ le contrat accordé à NORDIKEAU inc. pour l'opération et l'entretien des fontaines de la Place Jean-Paul-Riopelle et prolonger le contrat jusqu'en juin 2017

DESCRIPTION

Les services d'opération et d'entretien touchent les composantes suivantes:
Quartier des Spectacles

- fontaine Place des Festivals
- système de brume du Grand Parterre
- les deux salles mécaniques et électriques alimentant les équipements du quartier
- les puits d'accès utilités pour l'alimentation événementiel

Quartier Internationnal de Montréal

- fontaine Place Jean-Paul-Riopelle
- l'ensemble des systèmes de brume et de feu de la Place Jean-Paul-Riopelle
- fontaines du Square-Victoria

Ce contrat est d'une durée de trois ans avec deux options de prolongation d'une année chacune.

JUSTIFICATION

Suite à un appel d'offres public pour lequel il y a eu 3 preneurs de cahier des charges, nous avons reçu 3 soumissions, toutes conformes.

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
NordiKeau Inc.	778 875,14 $	77 887,51 $	856 762,65 $
Aquatech	1 147 847,16 $	114 784,72 $	1 262 631,88 $
Les Spécialistes AVA	1 140 092,10 $	114 009,21 $	1 254 101,31 $
Dernière estimation réalisée	883 381,67 $	88 338,17 $	971 719,84 $
Coût moyen des soumissions reçues			1 124 498,61 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			31%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			397 338,66 $
Écart entre la plus haute soumission et la plus basse soumission conforme (%)			46%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(114 957,18) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimaton (%)			-12%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			405 869,22 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			47,4%

La soumission conforme la plus basse est inférieure de 12 % de la dernière estimation réalisée. Cette écart peut potentiellement s'expliquer par la sous évaluation de l'économie d'échelle réalisée par la combinaison des deux contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les fontaines et les divers équipements d'animation de ces deux quartiers sont des attraits touristiques marquant pour Montréal et pour les Montréalais, il est important qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'opération et l'entretien de ces équipements, pour lequel nous n'avons pas les ressources humaines nécessaires pour y arriver.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA: 12 juin 2017
Début de la prestation: juin 2017
Fin du contrat de service: juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Domenico ZAMBITO, Ville-Marie

Lecture :

Domenico ZAMBITO, 1er juin 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert BÉDARD
Ingénieur

Tél : 514 872-7484
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-05-31

Claude DUBOIS
directeur(trice) - travaux publics en arrondissement

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy CHARBONNEAU
Directeur
Tél : 514 872-0100
Approuvé le : 2017-06-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1170225003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de à l'arrondissement (VMP-17-019) et autoriser une dépense de 284 561,48 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $

Offre de services professionnels - Nordikeau - 2017-2020.pdf

Demande de prolongation de contrat - 2020-2021_signé.pdf

Bordereau Détaillé - VMP-17-019 - prolongation 2020-2021.pdf

Bordereau Sommaire - VMP-17-019 - prolongation 2020-2021.pdf

Financement - VMP-17-019 - prolongation 2020-2021.pdf

Aspect financier_Addenda_1170225003.xlsIPC 2018-2019 Québec.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1170225003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Nordikeau pour des services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations dans les secteurs du QIM et du QDS de à l'arrondissement (VMP-17-019) et autoriser une dépense de 284 561,48 $, incluant taxes et contingences, pour la période 2020 à 2021, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 1 141 324,13 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1170225003 addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-03

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1170225003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 856 762,65 $, d'une durée de trois ans, à Nordikeau inc. pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement et autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ (appel d'offres public VMP-17-019 – 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1170225003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats
Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-06-02

Céline SIROIS
Chef de section
Tél : 514-868-3552
Division :

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225003

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Vérification faite pour : ☑ RENA

☑ PGC

☑ Le tableau de conformité sera joint au GDD

☐ LFRI

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Nordikeau inc.	148558

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Montant	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		178 857,41 $	272 813,83 $	272 813,83 $	132 277,58 $			**856 762,65 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

ORIGINAL

Ville-Marie
Montréal

Opération et entretien de fontaines et diverses installations
Quartier Internationnal de Montréal
Quartier des Spectacles
Arrondissement de Ville-Marie

Devis # VMP-17-019

OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS



NORDIKEAU
La vie à l'état pur

SIÈGE SOCIAL
603, boulevard Base-de-Roc
Joliette (Québec) J6E 5P3
Téléphone (450) 756-6227
Télécopieur (450) 756-8313
nordikeau@nordikeau.com
www.nordikeau.com

80000-001-6149 / MAI 2017

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

Joliette, le 30 mai 2017

Monsieur Domenico Zambito
VILLE DE MONTRÉAL
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

N/Réf. : 80000-001-6149

Objet : Offre de services professionnels – Opération et entretien de fontaines et diverses installations – Arrondissement de Ville-Marie – Devis # VMP-17-019

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que nous vous remettons, pour analyse et considération, trois (3) exemplaires, incluant l'original et un exemplaire sur clé USB, de notre proposition concernant les services professionnels d'opération et entretien de fontaines et diverses installations pour la ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie.

Nous sommes confiants que notre proposition saura répondre aux attentes de la Ville et serions heureux de pouvoir ainsi contribuer à la réussite de vos objectifs.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Frédéric Rubin-Delanchy, ing.
Directeur administratif

FRD/ma

p. j. Offre de services

603, boulevard Base-de-Roc, Joliette (Québec) J6E 5P3 Tél. : 450 756-6227 Téléc. : 450 756-8313 nordikeau@nordikeau.com www.nordikeau.com

ORIGINAL

Ville-Marie
Montréal

Opération et entretien de fontaines et diverses installations
Quartier Internationnal de Montréal
Quartier des Spectacles
Arrondissement de Ville-Marie

Devis # VMP-17-019

OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

SIÈGE SOCIAL
603, boulevard Base-de-Roc
Joliette (Québec) J6E 5P3
Téléphone (450) 756-6227
Télécopieur (450) 756-8313
nordikeau@nordikeau.com
www.nordikeau.com

80000-001-6149 / MAI 2017

SOMMAIRE

ANNEXE A	PAGE SOMMAIRE ET RÉSUMÉ DU BORDEREAU DE SOUMISSION
ANNEXE B	BORDEREAUX DE SOUMISSION
ANNEXE C	CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION / LETTRE D'ENGAGEMENT
ANNEXE D	RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTATION
ANNEXE E	LISTE DES CONTRATS
ANNEXE F	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ANNEXE G	PERSONNEL PROPOSÉE
ANNEXE H	ATTESTATION REVENU QUÉBEC
ANNEXE I	ATTESTATION DES MARCHÉS FINANCIERS
ANNEXE J	ADDENDA

ANNEXE A

Pages sommaires

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

Soumission Ville : VMP-17-019

SEAO :

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :				À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Heure	
03	05	2017	31	05	2017	11:00	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8

Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Opération et entretien de fontaines et diverses installations du Quartier des Spectacles et du Quartier International de Montréal	
Montant total avant taxes :	677 430,00 $
Taxe sur les produits et service 5% :	33 871,50 $
Taxe de vente du Québec 9,975% :	67 573,64 $
Sous total :	778 875,14 $
Contingences 10% du sous total :	77 887,51 $
Montant total :	856 762,65 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146107272 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

No. d'inscription de la TPS: 895607554RT0001 No. d'inscription de la TVQ: 1018351907TQ001

Je (Nous), soussigné(s): Nordikeau inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

603, boulevard Base-de-Roc, Joliette, (Québec), J6E 5E3

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 450-756-6227		
FRÉDÉRIC RUBIN-DELANCHY, DIRECTEUR ADMINISTRATIF	Télécopieur : 450-756-8313		
	Courriel : nordikeau@nordikeau.com		
Signature:	Jour 30	Mois 05	Année 2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant
			$
2017 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			74 550,00 $
2017 - Salle mécanique du Parterre			6 950,00 $
2017 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			700,00 $
2017 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			47 900,00 $
2017 - Fontaine Square-Victoria			11 320,00 $
			$
2018 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			106 000,00 $
2018 - Salle mécanique du Parterre			12 000,00 $
2018 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			1 020,00 $
2018 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			78 550,00 $
2018 - Fontaine Square-Victoria			18 140,00 $
			$
2019 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			106 000,00 $
2019 - Salle mécanique du Parterre			12 000,00 $
2019 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			1 020,00 $
2019 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			78 550,00 $
2019 - Fontaine Square-Victoria			18 140,00 $
			$
2020 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			46 800,00 $
2020 - Salle mécanique du Parterre			9 000,00 $
2020 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			560,00 $
2020 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			40 250,00 $
2020 - Fontaine Square-Victoria			7 980,00 $
			$
Total de tous les chapitres ci-dessus mentionnées (avant taxes) à reporter à la page 1			677 430,00 $

Identification du soumissionnaire:

Frédéric Rubin-Delanchy **Nom en caractères d'imprimerie**	450-756-6227 **Téléphone**	450-756-8313 **Télécopieur**
Directeur administratif **Titre**	nordikeau@nordikeau.com **Adresse courriel**	
	30 mai 2017 **Signature et date**	

ANNEXE B

Bordereaux de soumission

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
2017	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	2 050,00 $	=	34 850,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	6 300,00 $	=	6 300,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	3 900,00 $	=	3 900,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 100,00 $	=	2 100,00 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	11 000,00 $	=	11 000,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $
	Suivit hivernal 2017 (forfait)	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						74 550,00 $
2017	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	150,00 $	=	2 550,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal 2017(forfait)	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**6 950,00 $**
2017	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	3	visite	x	120,00 $	=	360,00 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $
	Suivit hivernal 2017	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						700,00 $
2017	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	2 200,00 $	=	37 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	5 500,00 $	=	5 500,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $
	suivit hivernal 2017 (forfait)	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						47 900,00 $
2017	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	520,00 $	=	8 840,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	980,00 $	=	980,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 100,00 $	=	1 100,00 $
	suivit hivernal 2017 (forfait)	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						11 320,00 $
2018	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	2 050,00 $	=	49 200,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	5 400,00 $	=	5 400,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						106 000,00 $
2018	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	150,00 $	=	3 600,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**12 000,00 $**
2018	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	4	visite	x	120,00 $	=	480,00 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						1 020,00 $
2018	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 300,00 $	=	16 300,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	2 200,00 $	=	48 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	8 050,00 $	=	8 050,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						78 550,00 $
2018	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Opération des installation (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	520,00 $	=	11 440,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						18 140,00 $
2019	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	2 050,00 $	=	49 200,00 $

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	5 400,00 $	=	5 400,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						106 000,00 $
2019	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	Opération des installation (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	150,00 $	=	3 600,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**12 000,00 $**
2019	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	4	visite	x	120,00 $	=	480,00 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						1 020,00 $
2019	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 300,00 $	=	16 300,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	2 200,00 $	=	48 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	8 050,00 $	=	8 050,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						78 550,00 $
2019	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	520,00 $	=	11 440,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						18 140,00 $

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
2020	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	8	semaine	x	2 050,00 $	=	16 400,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	250	hre	x	32,00 $	=	8 000,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**46 800,00 $**
2020	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	8	semaine	x	150,00 $	=	1 200,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**9 000,00 $**
2020	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	2	visite	x	120,00 $	=	240,00 $
	Nettoyage bi-annuel	1	nettoyage	x	120,00 $	=	120,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**560,00 $**
2020	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 800,00 $	=	16 800,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	6	semaine	x	3 400,00 $	=	20 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	2 250,00 $	=	2 250,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**40 250,00 $**
2020	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Opération des installation (section 4) (taux hebdomadaire)	6	semaine	x	630,00 $	=	3 780,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 100,00 $	=	1 100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**7 980,00 $**
	Grand Total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**677 430,00 $**

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant

ANNEXE C

Cautionnement de soumission / Lettre d'engagement

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

N° 2384-503

L'UNIQUE Assurances Générales Inc.
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

625 Jacques-Parizeau, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1

ici représentée par Johanne Vezeau, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

NORDIKEAU INC.
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au 603 Base-de-Roc, Joliette, Québec J3E 5P3

ici représentée par FREDERIC RUBIN-DELANCHY dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour Appel d'offres : VMP-17-019 Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations - Arrondissement de Ville-Marie
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à ----------Dix pour cent du montant de la soumission---------- ~~dollars~~ (----------10%---------- $)

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les pendant les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

Date d'émission : Le 17 mai 2017 N° 2384-503

L'UNIQUE Assurances Générales Inc.
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

625 Jacques-Parizeau, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1

ici représentée par Johanne Vezeau, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

NORDIKEAU INC.
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au 603 Base-de-Roc, Joliette, Québec J3E 5P3

ici représentée par FREDERIC RUBIN-DELANCHY dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour Appel d'offres : VMP-17-019 Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations - Arrondissement de Ville-Marie
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions, s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

Boisbriand, le 17 mai 20 17

Par : Johanne Vezeau
(nom du signataire)
Johanne Vezeau, mandataire

Compagnie : L'UNIQUE Assurances Générales Inc.

Titre : Mandataire

Adresse : 625 Jacques-Parizeau, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1

ANNEXE D

Résolution du conseil d'administration

EXTRAIT DES RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ « NORDIKEAU INC. »
ADOPTÉES LE 2 MAI 2017

AUTORISATION

IL EST (UNANIMEMENT) RÉSOLU

QUE la société autorise Monsieur Frédéric Rubin-Delanchy, ing.., directeur administratif à :

a. Signer pour et au nom de la société tout autre document qui pourrait être nécessaire à l'annulation de toute police d'assurance au nom de NORDIKeau inc.

b. À faire toute déclaration, reconnaître tout état de fait relatif à la société ou à ses affaires et signer tout document qu'il jugera utile ou nécessaire aux fins de donner plein effet aux présentes résolutions et plus particulièrement mais sans restreindre la généralité des termes ci-avant, à certifier conforme copie des présentes.

C E R T I F I C A T

Le soussigné certifie par les présentes que le texte qui précède est une copie exacte des résolutions adoptées par les administrateurs de la société NORDIKEAU inc. lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 2 mai 2017 et que ces résolutions sont toujours en vigueur.

Signé le 2 mai 2017

JEAN-FRANÇOIS BERGERON (Président)

ANNEXE E

Liste des contrats

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Propriétaire			Description des ouvrages		Durée du contrat en continu			Personne référence du client	
N° de projet	Province	Client	Type d'ouvrages	Valeur annuelle	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Durée (années)	Nom et titre	Téléphone
Exploitation de fontaines, jeux d'eau et de piscine									
50261	Québec	Ville de Terrebonne 1051, rue Nationale Terrebonne (Québec) J6W 6B5	Jeux d'eau	230 000 $	Juin 2002	Décembre 2015	13 ans	M. Daniel Vaillancourt Chef du service environnement	(450) 471 4192
50136	Québec	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie Direction des Services administratifs Division des ressources financières et matérielles 888, boul. de Maisonneuve Est Montréal, (Québec) H2L 4S8	Fontaines Place Riopelle et Square Victoria	164 000 $	Juin 2009	Septembre 2012	3 ans	M. Robert Bédard Gestionnaire immobilier	(514) 872-7484
50136	Québec	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie Direction des Services administratifs Division des ressources financières et matérielles 888, boul. de Maisonneuve Est Montréal, (Québec) H2L 4S8	Fontaines Place Riopelle et Square Victoria	124 000 $	Septembre 2012	Juin 2017	5 ans	M. Robert Bédard Gestionnaire immobilier	(514) 872-7484
50373	Québec	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie Direction des Services administratifs Division des ressources financières et matérielles 888, boul. de Maisonneuve Est Montréal, (Québec) H2L 4S8	Fontaines Quartier des spectacles	127 000 $	Septembre 2012	Juin 2017	5 ans	M. Robert Bédard Gestionnaire immobilier	(514) 872-7484

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Propriétaire			Description des ouvrages		Durée du contrat en continu			Personne référence du client	
N° de projet	Province	Client	Type d'ouvrages	Valeur annuelle	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Durée (années)	Nom et titre	Téléphone
50432	Québec	Ville de Saint-Lin-Laurentides 900, 12 avenue St-Lin-Laurentides, Québec, J5M 2W2	Piscine	21 700 $	Novembre 2013	Février 2014	0.5 an	M. Richard Duford Directeur général	(450) 429-3130
50467	Québec	Ville de Saint-Lin-Laurentides 900, 12 avenue St-Lin-Laurentides, Québec, J5M 2W2	Jeux d'eau	15 808 $	Juin 2013	Septembre 2017	4 ans	M. Richard Duford Directeur général	(450) 429-3130
50412	Québec	Ville de Montréal Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville 555, Chabanel Ouest, bureau 600 Montréal, (Québec) H2N 2H8	Système de Brume	14 000 $	Juillet 2013	Décembre 2017	4 ans	M. Michel Bordeleau Chef de division études techniques	(514) 872-4557

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Exploitation des ouvrages de traitement de l'eau de consommation						**Nb puits capacité >240 l/min**					
10007	Québec	Place Longchamps 605, boul. Iberville Repentigny (Québec) J6A 5H9	Usine de filtration	29 000 $	700	1	Avril 1999	Décembre 2017	18.5 ans	M. Mario Laplante Contrôleur	(450)585-4224
10008	Québec	Municipalité de Saint-Esprit 21, rue Principale Saint-Esprit (Québec) J0K 2L0	Captage, traitement et distribution	36 100 $	1 650	3	Mai 1999	Mars 2021	22 ans	Mme Caroline Aubertin Directrice générale	(450)839-3629
10016	Québec	Municipalité de Lanoraie 57, rue Laroche Lanoraie (Québec) J0K 1E0	Captage, traitement et distribution	21 900 $	1 450	5	Décembre 2002	Mars 2018	16 ans	M. Michel Dufort Directeur général	(450)887-1100
10018	Québec	Paroisse de Saint-Barthélemy 1980, rue Bonin Saint-Barthélemy (Québec) J0K 1X0	Captage, traitement et distribution	44 821 $	850	4	Mai 2003	Juin 2017	14 ans	M. Julien Bernier Directeur général	(450)885-3511
10019	Québec	Municipalité de Saint-Calixte 6230, rue de l'Hôtel-de-Ville Saint-Calixte (Québec) J0K 1Z0	Captage, traitement et distribution	44 160 $	700	3	Février 2004	Mai 2018	14 ans	M Denis Lemay Directeur général	(450)222-2782

EQ 7

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

10024	Québec	Ville de Saint-Lin-Laurentides 900, 12e Avenue Saint-Lin-Laurentides (Québec) J5M 2W2	Captage, traitement et distribution	39 082 $	3 000	11	Janvier 2007	Avril 2018	11 ans	M. Richard Dufort Directeur général	(450)439-2539
10027	Québec	Premières Seigneuries 643, ave du Cénacles Québec (Québec) G1E 1B3	Captage, traitement et distribution	18 470 $	140		Août 2007	Juin 2017	10 ans	M. Michel Rioux	(418) 666 4666
10069	Québec	Municipalité de Saint-Ulric	Captage, Traitement et distribution de l'eau de consommation	35 974 $	233		Avril 2016	Avril 2021	5 ans	Mme Louise Coll Directrice générale	418 737-4341
10029	Québec	IRVING Big Stop Irving	Captage, traitement et distribution	78 891 $	80	1	Juin 2007	Décembre 2017	10.5 ans	M. Maurice Leblond Directeur Général	(506)473-2325
10031	Québec	Développement Lachenaie	Opération du réseau d'aqueduc, prélèvements	4 450 $	N/A		Octobre 2008	Décembre 2017	9 ans	Mme Sylvie Laporte Directrice immobilière régionale	(514) 327 2592
10038	Québec	Municipalité de Saint-Édouard 3851, rue Notre-Dame Saint-Édouard-de-Maskinongé (Québec) J0K 2H0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	12 960$	171		Août 2011	Décembre 2017	6,5 ans	Mme Sylvie Vallière Directrice générale	(819)268-2833

EQ7

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

10044	Québec	Municipalité de Sainte-Sophie 2199, boul. Sainte-Sophie Sainte-Sophie (Québec) J5J 2P6	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	117 192 $	1510	Janvier 2013	Janvier 2018	5 ans	Matthieu Ledoux Directeur général	(450)438-7784
10047	Québec	Municipalité de Sainte-Félicité 192, rue Saint Joseph Sainte-Félicité (Québec) G0J 2K0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	30 800 $	0	Avril 2013	Avril 2021	8 ans	M. Yves Chassé Directeur général	(418)733-4628
10048	Québec	Municipalité de Saint-René-de-Matane 178 av St-René Saint-René-de-Matane (Québec) G0J 3E0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	28 300 $	1	Avril 2013	Avril 2021	8 ans	Mme Yvette Boulay Directrice générale	(418)224-3306
10049	Québec	Municipalité de Saint-Adelme 138, rue principale Saint-Adelme (Québec) J0K 2B0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	23 500$	2	Avril 2013	Avril 2021	8 ans	Mme Anick Hudon Directrice générale	(450)733-4044
10050	Québec	Municipalité de Grosses-Roches 122, rue de la mer Grosses-Roches (Québec) G0J 2K1	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	27 100$	0	Avril 2013	Avril 2016	3ans	Mme Linda Imbeault Directrice générale	(450)733-4273
10062	Québec	Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	Captage, Traitement et distribution de l'eau de consommation		236	Janvier 2016	Décembre 2018	3 ans	Mme Murielle Papineau Directrice générale	450 293-754

AQ-7

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Propriétaire			Description des ouvrages			Durée du contrat en continu			Personne référence du client	
N° de projet	Province canadienne	Client	Type d'ouvrages	Valeur annuelle	Capacité (m^3/jour)	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Durée (années)	Nom et titre	Téléphone
Assistance technique à l'exploitation										
20004	Québec	Municipalité St-Gabriel 45, rue Beausoleil Saint-Gabriel (Québec) J0K 2N0	Captage, traitement Boues activées	23 306 $	2 080	Avril 2000	Décembre 2017	17.5 ans	M. Michel St-Laurent Directeur général	(450) 835 2212
20005	Québec	Ville de Saint-Lin – Laurentides 900, 12e Avenue Saint-Lin-Laurentides (Québec) J5M 2W2	Captage, traitement, emmagasinement et distribution de l'eau de consommation et ouvrages d'assainissement	23 233 $	180	Février 2007	Avril 2018	11 ans	M. Richard Dufort Directeur général	(450) 439-2539
20007	Québec	Municipalité de Saint-Jean-de-Matha 170, rue Sainte-Louise Saint-Jean-de-Matha (Québec) J0K 2S0	Ouvrages d'assainissement et suivi environnemental site d'enfouissement	3 455 $	680	Janvier 2000	Décembre 2017	17 ans	Mme Nicole Archambault Directrice générale	(450) 886 3867
20012	Québec	Municipalité de Manseau 200, rue Roux Manseau (Québec) G0X 1V0	Captage, traitement, emmagasinement et distribution de l'eau de consommation et ouvrages d'assainissement	4 094 $	610	Juillet 2001	Décembre 2017	16 ans	Mme Nadine Watters Directrice générale	(819) 356-2450

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

20019	Québec	Municipalité St-Gabriel 45, rue Beausoleil Saint-Gabriel (Québec) J0K 2N0	Captage, traitement, emmagasinement et distribution de l'eau de consommation	20 919 $	3 985	Mai 2002	Décembre 2017	15.5 ans	M. Michel St-Laurent Directeur général	(450) 835 2212
20029	Québec	Paroisse de St-Côme 1673, 55e Rue Saint-Côme (Québec) J0K 2B0	Ouvrage d'assainissement	20 400 $	750	Mai 2010	Décembre 2017	7.5 ans	Mme Alice Riopel Directrice générale	(450) 883 2726

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Exploitation des ouvrages d'assainissement										
10001	Québec	Ville de Terrebonne 1051, rue Nationale Terrebonne (Québec) J6W 6B5	Étangs aérés	103 339 $ 120600 $	35 875	Mars 2011 Mars 1994	Juin 2016 Février 2009	5 ans 15 ans	M. Daniel Vaillancourt Chef du service environnement	(450)471-4192
10045	Québec	Ville de Saint-Jérôme 10, rue Saint-Joseph Saint-Jérôme	Étangs aérés	173 200 $	56 361	Janvier 2013	Janvier 2018	5 ans	M. Alain Quintal Contremaître	(450)820-7957
10003	Québec	Municipalité de Sainte-Marie-Salomé 690, chemin St-Jean Ste-Marie-Salomé (Québec) J0K 2Z0	Étangs aérés facultatifs	11 900 $	350	Septembre 1997	Février 2018	21 ans	Mme Denise Desmarais Secrétaire-trésorière	(450)839-6212
10004	Québec	Ville de Gaspé 25, rue de l'Hôtel de ville Gaspé (Québec) G0C 1R0	Physico-chimique	208 900 $	7 000	Décembre 1998	Mai 2018	20 ans	M. Sébastien Fournier Directeur du service du génie	(418)368-8546
10005	Québec	Régie d'assainissement de Ste-Madeleine/Ste-Marie-Madeleine 1055, René-Lévesque E. Montréal (Québec) H2L 4S5	Étangs aérés facultatifs avec déphosphatation	21 455 $	2 200	Novembre 1998	Décembre 2017	19 ans	M. Marcel Gravel Secrétaire-trésorier de la Régie d'assainissement	(450)756-6227
10007	Québec	Place Longchamps 605, boulevard Iberville Repentigny (Québec) J6A 5H9	Étangs aérés facultatifs	29 000 $	175	Avril 1999	Décembre 2017	18 ans	M. Mario Laplante Administrateur	(450)585-4224

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

10008	Québec	Municipalité de Saint-Esprit 21, rue Principale Saint-Esprit (Québec) J0K 2L0	Étangs aérés facultatifs avec déphosphatation	28 212 $	1 500	Mai 1999	Mars 2020	21 ans	Mme Caroline Aubertin Directrice générale	(450)839-3629
10020	Québec	Paroisse de Saint-Barthélemy 1980, rue Bonin Saint-Barthélémy (Québec) J0K 1X0	Étangs aérés facultatifs	18 364 $	360	Mai 2003	Décembre 2017	14 ans	M. Julien Bernier Directeur général	(450)885-3511
10022	Québec	Municipalité de Lanoraie 57, rue Laroche Lanoraie (Québec) J0K 1E0	Étangs aérés facultatifs	18 030 $	1 900	Janvier 2005	Mars 2018	13 ans	M. Michel Dufort Directeur général	(450)887-1100
10026	Québec	Municipalité de Saint-Calixte 6230, rue de l'Hôtel-de-Ville Saint-Calixte (Québec) J0K 1Z0	Étangs aérés	19 757 $	610	Janvier 1998	Décembre 2017	19 ans	M. Denis Lemay Directeur général	(450) 222-2287
10032	Québec	Municipalité de Saint-Justin 1281, route Gérin Saint-Justin (Québec) J0K 2V2	Étangs aérés	12 854 $	214	Janvier 1998	Décembre 2017	19 ans	Mme Caroline Gagnon Directeur général	(819) 227 2838
10038	Québec	Municipalité de Saint-Édouard 3851, rue Notre-Dame Saint-Édouard-de-Maskinongé (Québec) J0K 2H0	Étangs aérés	12 960$	171	Août 2011	Décembre 2017	6 ans	Mme Sylvie Vallière Directrice générale	(819)268-2833

ANNEXE F

Renseignement complémentaire

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** Net 30 jours

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : 04-05-2017 Addenda n° 3 : 16-05-2017

   Addenda n° 2 : 12-05-2017 Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

1. Équipement de lavage MK — François Brosseau — 514-659-1513 — Québec-Canada

   Nom de la compagnie — Nom du contact et téléphone — Province - Pays

   Pompe haute pression

   Contribution

   Contribution

4. Environex — Joannie Rousseau — 418-977-1220 — Québec-Canada

   Analyses laboratoire

   Contribution

2. Mécanicair | Jacques Handfield | 514-323-6020 | Québec - Canada

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Ventilation

Contribution

Contribution

3. G. Couchesne inc | Gilles Courchesne | 514-387-9418 | Québec - Canada

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Système gazier/plomberie

Contribution

Divers autres sous-traitant en fonction des spécialités.

5. Veuillez nous indiquer les coordonnées de la personne-ressource qui collaborera avec nous pour la mise en place d'un catalogue de produits normalisés (voir clause 17 des « Instructions au soumissionnaire ») :

Nom : Frédéric Rubin-Delanchy, ing. Tél. : 450-756-6227

6. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : 895607554RT001

Numéro d'enregistrement TVQ : 1018351907TQ0001

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 148558

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

7. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☒ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

ANNEXE G

Personnel proposée

COMPÉTENCE DU PERSONNEL

NORDIKeau a le privilège de réaliser l'opération et l'entretien des fontaines et installations du Quartier Des Spectacles et du Quartier International de Montréal depuis de nombreuses années et possède ainsi une expérience incomparable du fonctionnement de ces installations, des défis qu'elles représentent et des attentes de la ville de Montréal.

Nous vous proposons une équipe expérimentée, possédant toutes les compétences demandées et connaissant parfaitement le fonctionnement de ces installations.

Le chargé de projet sera Monsieur Marcel Gravel, Technicien sénior en assainissement des eaux. Monsieur Gravel est actuellement, et depuis de nombreuses années, en charge des opérations et de l'entretien des fontaines, système de brume et installations du Quartier Des Spectacles et du Quartier International de Montréal. Monsieur Gravel sera assisté en permanence d'une équipe connaissant les installations et dont plusieurs membres sont titulaires d'un diplôme en traitement des eaux (DEP ou DEC).

Vous trouverez à la page suivante l'organigramme du personnel proposé.

Ville-Marie
Montréal

CHARGÉ DE PROJET

Marcel Gravel

SUPERVISEUR TECHNIQUE

Philippe Cordey

CHEF D'ÉQUIPE TERRAIN

Hiep Hung Trinh

OPÉRATEURS

Yannick Langlois
Dominic Ouimet
Marc-Antoine Chapot
Thanh Tuan Mai
Nick Trinh

ANNEXE H

Attestation Revenu du Québec

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

NORDIKEAU INC.
603, BOUL. BASE-DE-ROC
JOLIETTE (QUEBEC) J6E 5P3

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146107272

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 017190-MBCH-0381286
Date et heure de délivrance de l'attestation : 2 mai 2017 à 14 h 24 min 47 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 août 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

ER->

ANNEXE I

Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2014

NORDIKEAU INC.
A/S MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS BERGERON
603, BASE-DE-ROC
JOLIETTE (QC) J6E 5P3

N° de décision : 2014-CPSM-1027850
N° de client : 3000173678

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- LES ENTREPRISES NORDIKEAU
- NORDIKEAU AUTOMATISATION

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). NORDIKEAU INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone 418 525-0337
Télécopieur 418 525-9512
Numéro sans frais 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone 514 395-0337
Télécopieur 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

F.R.S

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 6 février 2017

NORDIKEAU INC.
603, BASE-DE-ROC
JOLIETTE QC J6E 5P3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000173678
N° de demande :	1631262950
N° de confirmation de paiement :	000209811051

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

FQ-5

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 29 mai 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : NORDIKEAU INC.
Adresse du siège social : 603, BOUL BASE-DE-ROC, , JOLIETTE, QC, J6E 5P3, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000173678
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146107272

Autres noms d'affaires

- LES ENTREPRISES NORDIKEAU
-
- NORDIK EAU
-
- NORDIKEAU AUTOMATISATION
-
- ROY, VÉZINA ET ASSOCIÉS

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

ANNEXE J

Addenda

Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public
n° VMP-17-019

ADDENDA # 01

Appel d'offres VMP-17-019

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

Clarification 1 : Contrairement à ce qui est stipulé aux clauses administratives générales et particulières ainsi qu'aux instructions relatives à la visite obligatoire, veuillez utiliser l'adresse courriel suivante pour toutes questions et prise de rendez-vous: **vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca**

Clarification 2 : Suite à une contrainte du système SEAO les annexes aux différents manuels n'ont pas été transmises lors de la parution initiale de l'avis. Elles seront donc émises dans le cadre du prochain addenda.

03 mai 2017

FRS

Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public
n° VMP-17-019

ADDENDA # 02

Appel d'offres VMP-17-019

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

Clarification # 3 : Suite à la contrainte du système SEAO, les annexes aux 5 manuels sont donc émises sous forme de porte-documents dans le présent addenda :

- Annexes - fontaine Place des Festivals
- Annexes - Place Jean-Paul-Riopelle
- Annexes - puits d'accès Quartier des Spectacles
- Annexes - Salle mécanique du Parterre
- Annexes - Square-Victoria

Question # 1 : Une erreur c'est glissée dans le formulaire de cautionnement, est-ce que nous pouvons barrer l'erreur ?

Réponse # 1 : Le formulaire corrigé est inclus au présent addenda

11 mai 2017

F-03

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

N°

_____

(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____

(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____

(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à _____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les pendant les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

N°

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____, le _____ 20___.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public
n° VMP-17-019

ADDENDA # 03

Appel d'offres VMP-17-019

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

Question # 2 : Afin de garder une saine concurrence entre soumissionnaires, nous suggérons à la Ville de Montréal de faire le rachat des pièces de remplacement et les mettre à la disposition de l'adjudicataire. Le coût de ce rachat serait rajouté dans un item au bordereau. Dans le cas où la ville fasse suite à notre demande, il serait approprié d'obtenir l'inventaire des pièces disponibles ?

Réponse # 2 : Le contrat prévoit que l'adjudicataire amorcera son mandat sans pièce de rechange fournie par la Ville. Le transfert de pièces de rechange pourra se faire une fois le contrat octroyé après entente entre les partis impliqués.

Question # 3 : Il est indiqué au point 22 : L'adjudicataire tel que décrit aux articles matériels et pièces de rechange des divers manuels devra fournir l'ensemble des pièces de rechange, composantes, lampes, buses, filtres, lubrifiants et produits chimiques nécessaires aux bons fonctionnements des fontaines et systèmes sous sa responsabilité. Serait-il possible d'obtenir le registre de maintenance réalisée au cours de trois (3) dernières années. L'obtention de cette information est cruciale, car nous devons s'assurer que les maintenances ont bel et bien été complétées et nous pourrons ainsi projeter les travaux de maintenance préventive à réaliser pour la durée du présent mandat.

Réponse # 3 : L'information n'est pas sous un format facilement transmissible. Les soumissionnaires devront prendre pour acquis que les entretiens préventifs ont été réalisés selon les exigences du présent mandat.

Question # 4 : Une erreur s'est glissée dans le formulaire de lettre d'engagement, est-ce que nous pouvons barrer l'erreur ?

Réponse # 4 : Le formulaire corrigé est inclus au présent addenda

Clarification # 4 : Le contractant devra prendre en charge l'inspection annuelle des DAR (dispositif anti refoulement) présent dans les salles mécanique. Cette inspection doit être faite par un technicien certifié à chaque année à la même date et ceci selon les exigences de la RBQ.

16 mai 2017

F-05

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

Date d'émission : _____ N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions, s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
(nom du signataire)

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Ville-Marie
Montréal

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

VMP-17-019

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 31 mai 2017, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 3 mai 2017 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Nathalie Deret, agente de recherche et en présence de monsieur Robert Bédard, ingénieur et de madame France Guillemette, secrétaire de direction.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Nordikeau inc.	856 762,65 $
Les Spécialistes Ava inc.	1 254 101,30 $
Aquatech, Société de gestion de l'eau inc.	1 262 631,88 $

France Guillemette — 31 mai 2017
France Guillemette — date
Secrétaire de direction

Robert Bédard — 31/05/2017
Robert Bédard — date
Ingénieur

2017/05/31
Nathalie Deret — date
Agente de recherche

Ville-Marie
Montréal

Analyse de la conformité des soumissions reçues

Titre du projet : Opération et entretien de fontaines et divers installations
appel d'offre Ville : VMP-17-019
SEAO : 1070807

	Demandé / Requis				Commentaires
		NordiKeau	Les Spécialistes AVA	Aquatech	
Page sommaire et bordereau de soumission	requis	C	C	C	
Attestation de réception des addendas	requis	C	C	C	
Résolution du Conseil d'administration	requis	C	C	C	
Cautionnement de soumission (formulaire 1 ou 10)	requis	C	C	C	
Lettre d'engagement (formulaire 2)	requis	C	D/M	C	
Déclarations des liens d'affaires	requis	C	C	C	
Confromité de la catégorie des licenses de la RBG (licenses non-restreintes)	non-requis	C	C	C	
Attestation fiscale de Revenu Québec	requis	C	D/M	D/M	
Entreprise non inscrite au RENA	requis	C	C	C	
Autorisation AMF du général pour conclure des contrats publics	souhaitable	C	C	C	
Autorisation AMF des sous-traitants	non-requis	C	C	C	
Confromité en fonction de la liste PGC	requis	C	C	C	
Visite obligatoire	requis	C	C	C	
Autres exigences éliminatoires (expérience contrat similaire)	requis	C	D/M	C	

Légende :
C: conforme
NC :Non-conforme
DM: dérogation mineure

Nom : Robert Bédard Date: 31 mai 2017

Signature:

Unité administrative: Direction des travaux publics

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-17-019
Numéro de référence : 1070807
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquatech, Société de gestion de l'eau inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-5270 Télécopieur : 450 646-7977	**Commande : (1282990)** 2017-05-04 11 h 20 **Transmission :** 2017-05-04 11 h 20	2754848 - VMP-17-019 - Addenda 1 2017-05-04 11 h 31 - Courriel 2759482 - VMP-17-019 - Annexes Fontaines Place des festivals 2017-05-12 11 h 15 - Messagerie 2759491 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Place Jean-Paul-Riopelle 2017-05-12 15 h 26 - Messagerie 2759493 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Puiuts d'accès Quartier des spectacles 2017-05-12 10 h 30 - Messagerie 2759496 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Salle Parterre 2017-05-12 10 h 32 - Messagerie 2759498 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Square-Victoria 2017-05-12 10 h 30 - Messagerie 2759505 - VMP-17-019 - Addenda 2 2017-05-11 22 h 45 - Courriel 2759507 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Formulaire de cautionnement de soumission 2017-05-11 22 h 44 - Courriel 2763028 - VMP-17-019 - Addenda 3 2017-05-17 8 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les spécialistes AVA inc. 69, de Mongolfier Boucherville, QC, J4B 8C4 http://www.groupeava.com	Monsieur Jacques Landry Téléphone : 514 449-9616 Télécopieur : 450 449-3254	**Commande : (1292496)** 2017-05-23 10 h 01 **Transmission :** 2017-05-23 10 h 01	2754848 - VMP-17-019 - Addenda 1 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2759482 - VMP-17-019 - Annexes Fontaines Place des festivals 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2759491 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Place Jean-Paul-Riopelle 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2759493 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Puiuts d'accès Quartier des spectacles 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement

			2759496 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Salle Parterre 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2759498 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Square-Victoria 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2759505 - VMP-17-019 - Addenda 2 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2759507 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Formulaire de cautionnement de soumission 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement 2763028 - VMP-17-019 - Addenda 3 2017-05-23 10 h 01 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nordikeau inc. 603, Boulevard Base de Roc Joliette, QC, J6E 5P3	Madame Linda Lafontaine Téléphone : 450 756-6227 Télécopieur : 450 756-8313	**Commande : (1282813)** 2017-05-04 9 h 31 **Transmission :** 2017-05-04 9 h 31	2754848 - VMP-17-019 - Addenda 1 2017-05-04 11 h 31 - Courriel 2759482 - VMP-17-019 - Annexes Fontaines Place des festivals 2017-05-12 11 h 15 - Messagerie 2759491 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Place Jean-Paul-Riopelle 2017-05-12 15 h 26 - Messagerie 2759493 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Puiuts d'accès Quartier des spectacles 2017-05-12 10 h 31 - Messagerie 2759496 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Salle Parterre 2017-05-12 10 h 32 - Messagerie 2759498 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Annexes Square-Victoria 2017-05-12 10 h 30 - Messagerie 2759505 - VMP-17-019 - Addenda 2 2017-05-11 22 h 45 - Courriel 2759507 - VMP-17-019 - Addenda 2 - Formulaire de cautionnement de soumission 2017-05-11 22 h 44 - Courriel 2763028 - VMP-17-019 - Addenda 3 2017-05-17 8 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  D'autoriser une dépense maximale de 856 762,65 $ pour pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement pour une durée de trois ans;

  D'accorder, à cette fin, un contrat à Nordikeau inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 856 762,65 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-17-019 - 3 soumissionnaires);

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 856 762,65 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		178 857,41 $	272 813,83 $	272 813,83 $	132 277,59 $			**856 762,66 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 782 338,50 $

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant		163 320,66 $	249 115,39 $	249 115,39 $	120 787,07 $			**782 338,51 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 434 921,21 $ QDS

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306133	07165	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 347 417,30 $ QIM

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306112	03105	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 500295
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Date: **2017-06-01**

ORIGINAL

Ville-Marie
Montréal

Opération et entretien de fontaines et diverses installations
Quartier Internationnal de Montréal
Quartier des Spectacles
Arrondissement de Ville-Marie

Devis # VMP-17-019

OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS



NORDIKEAU
La vie à l'état pur

SIÈGE SOCIAL
603, boulevard Base-de-Roc
Joliette (Québec) J6E 5P3
Téléphone (450) 756-6227
Télécopieur (450) 756-8313
nordikeau@nordikeau.com
www.nordikeau.com

80000-001-6149 / MAI 2017

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

Joliette, le 30 mai 2017

Monsieur Domenico Zambito
VILLE DE MONTRÉAL
800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

N/Réf. : 80000-001-6149

Objet : Offre de services professionnels – Opération et entretien de fontaines et diverses installations – Arrondissement de Ville-Marie – Devis # VMP-17-019

Monsieur,

C'est avec grand intérêt que nous vous remettons, pour analyse et considération, trois (3) exemplaires, incluant l'original et un exemplaire sur clé USB, de notre proposition concernant les services professionnels d'opération et entretien de fontaines et diverses installations pour la ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie.

Nous sommes confiants que notre proposition saura répondre aux attentes de la Ville et serions heureux de pouvoir ainsi contribuer à la réussite de vos objectifs.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Frédéric Rubin-Delanchy, ing.
Directeur administratif

FRD/ma

p. j. Offre de services

603, boulevard Base-de-Roc, Joliette (Québec) J6E 5P3 Tél. : 450 756-6227 Téléc. : 450 756-8313 nordikeau@nordikeau.com www.nordikeau.com

ORIGINAL

Ville-Marie
Montréal

Opération et entretien de fontaines et diverses installations
Quartier Internationnal de Montréal
Quartier des Spectacles
Arrondissement de Ville-Marie

Devis # VMP-17-019

OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

SIÈGE SOCIAL
603, boulevard Base-de-Roc
Joliette (Québec) J6E 5P3
Téléphone (450) 756-6227
Télécopieur (450) 756-8313
nordikeau@nordikeau.com
www.nordikeau.com

80000-001-6149 / MAI 2017

SOMMAIRE

ANNEXE A	PAGE SOMMAIRE ET RÉSUMÉ DU BORDEREAU DE SOUMISSION
ANNEXE B	BORDEREAUX DE SOUMISSION
ANNEXE C	CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION / LETTRE D'ENGAGEMENT
ANNEXE D	RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTATION
ANNEXE E	LISTE DES CONTRATS
ANNEXE F	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ANNEXE G	PERSONNEL PROPOSÉE
ANNEXE H	ATTESTATION REVENU QUÉBEC
ANNEXE I	ATTESTATION DES MARCHÉS FINANCIERS
ANNEXE J	ADDENDA

ANNEXE A

Pages sommaires

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

Soumission Ville : VMP-17-019

SEAO :

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :				À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Heure	
03	05	2017	31	05	2017	11:00	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8

Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Opération et entretien de fontaines et diverses installations du Quartier des Spectacles et du Quartier International de Montréal	
Montant total avant taxes :	677 430,00 $
Taxe sur les produits et service 5% :	33 871,50 $
Taxe de vente du Québec 9,975% :	67 573,64 $
Sous total :	778 875,14 $
Contingences 10% du sous total :	77 887,51 $
Montant total :	856 762,65 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146107272 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

No. d'inscription de la TPS: 895607554RT0001 No. d'inscription de la TVQ: 1018351907TQ001

Je (Nous), soussigné(s): Nordikeau inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

603, boulevard Base-de-Roc, Joliette, (Québec), J6E 5E3

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : 450-756-6227		
FRÉDÉRIC RUBIN-DELANCHY, DIRECTEUR ADMINISTRATIF	Télécopieur : 450-756-8313		
	Courriel : nordikeau@nordikeau.com		
Signature:	Jour 30	Mois 05	Année 2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

Soumission Ville : VMP-17-019

SEAO :

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant
			$
2017 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			74 550,00 $
2017 - Salle mécanique du Parterre			6 950,00 $
2017 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			700,00 $
2017 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			47 900,00 $
2017 - Fontaine Square-Victoria			11 320,00 $
			$
2018 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			106 000,00 $
2018 - Salle mécanique du Parterre			12 000,00 $
2018 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			1 020,00 $
2018 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			78 550,00 $
2018 - Fontaine Square-Victoria			18 140,00 $
			$
2019 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			106 000,00 $
2019 - Salle mécanique du Parterre			12 000,00 $
2019 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			1 020,00 $
2019 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			78 550,00 $
2019 - Fontaine Square-Victoria			18 140,00 $
			$
2020 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals			46 800,00 $
2020 - Salle mécanique du Parterre			9 000,00 $
2020 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles			560,00 $
2020 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle			40 250,00 $
2020 - Fontaine Square-Victoria			7 980,00 $
			$
Total de tous les chapitres ci-dessus mentionnées (avant taxes) à reporter à la page 1			677 430,00 $

Identification du soumissionnaire:

Frédéric Rubin-Delanchy Nom en caractères d'imprimerie	450-756-6227 Téléphone	450-756-8313 Télécopieur
Directeur administratif Titre	nordikeau@nordikeau.com Adresse courriel	
	30 mai 2017 Signature et date	

ANNEXE B

Bordereaux de soumission

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
2017	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	2 050,00 $	=	34 850,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	6 300,00 $	=	6 300,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	3 900,00 $	=	3 900,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 100,00 $	=	2 100,00 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	11 000,00 $	=	11 000,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $
	Suivit hivernal 2017 (forfait)	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						74 550,00 $
2017	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	150,00 $	=	2 550,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal 2017(forfait)	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**6 950,00 $**
2017	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	3	visite	x	120,00 $	=	360,00 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $
	Suivit hivernal 2017	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						700,00 $
2017	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	2 200,00 $	=	37 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	5 500,00 $	=	5 500,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $
	suivit hivernal 2017 (forfait)	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						47 900,00 $
2017	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	17	semaine	x	520,00 $	=	8 840,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	980,00 $	=	980,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 100,00 $	=	1 100,00 $
	suivit hivernal 2017 (forfait)	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						11 320,00 $
2018	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	2 050,00 $	=	49 200,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	5 400,00 $	=	5 400,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						106 000,00 $
2018	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	150,00 $	=	3 600,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**12 000,00 $**
2018	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	4	visite	x	120,00 $	=	480,00 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						1 020,00 $
2018	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 300,00 $	=	16 300,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	2 200,00 $	=	48 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	8 050,00 $	=	8 050,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						78 550,00 $
2018	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Opération des installation (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	520,00 $	=	11 440,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						18 140,00 $
2019	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	2 050,00 $	=	49 200,00 $

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	5 400,00 $	=	5 400,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						106 000,00 $
2019	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	Opération des installation (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	150,00 $	=	3 600,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**12 000,00 $**
2019	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	4	visite	x	120,00 $	=	480,00 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						1 020,00 $
2019	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 300,00 $	=	16 300,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	2 200,00 $	=	48 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	8 050,00 $	=	8 050,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						78 550,00 $
2019	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	520,00 $	=	11 440,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						18 140,00 $

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
2020	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES						
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	8	semaine	x	2 050,00 $	=	16 400,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL						
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	250	hre	x	32,00 $	=	8 000,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**46 800,00 $**
2020	**SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	8	semaine	x	150,00 $	=	1 200,00 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**9 000,00 $**
2020	**ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	2	visite	x	120,00 $	=	240,00 $
	Nettoyage bi-annuel	1	nettoyage	x	120,00 $	=	120,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**560,00 $**
2020	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 800,00 $	=	16 800,00 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	6	semaine	x	3 400,00 $	=	20 400,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	2 250,00 $	=	2 250,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**40 250,00 $**
2020	**FONTAINE SQUARE-VICTORIA**						
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $
	Opération des installation (section 4) (taux hebdomadaire)	6	semaine	x	630,00 $	=	3 780,00 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 100,00 $	=	1 100,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**7 980,00 $**
	Grand Total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						**677 430,00 $**

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie
Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

Année	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant

ANNEXE C

Cautionnement de soumission / Lettre d'engagement

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

N° 2384-503

L'UNIQUE Assurances Générales Inc.
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

625 Jacques-Parizeau, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1

ici représentée par Johanne Vezeau, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

NORDIKEAU INC.
(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au 603 Base-de-Roc, Joliette, Québec J3E 5P3

ici représentée par FREDERIC RUBIN-DELANCHY dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour Appel d'offres : VMP-17-019 Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations - Arrondissement de Ville-Marie
(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à ----------Dix pour cent du montant de la soumission---------- ~~dollars~~ (----------10%---------- $)

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les pendant les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

Date d'émission : Le 17 mai 2017 N° 2384-503

L'UNIQUE Assurances Générales Inc.
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

625 Jacques-Parizeau, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1

ici représentée par Johanne Vezeau, mandataire dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

NORDIKEAU INC.
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au 603 Base-de-Roc, Joliette, Québec J3E 5P3

ici représentée par FREDERIC RUBIN-DELANCHY dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour Appel d'offres : VMP-17-019 Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations - Arrondissement de Ville-Marie
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions, s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

Boisbriand, le 17 mai 20 17

Par : Johanne Vezeau
(nom du signataire)
Johanne Vezeau, mandataire

Compagnie : L'UNIQUE Assurances Générales Inc.

Titre : Mandataire

Adresse : 625 Jacques-Parizeau, C.P. 17050, Québec, Québec G1K 0E1

ANNEXE D

Résolution du conseil d'administration

EXTRAIT DES RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ « NORDIKEAU INC. »
ADOPTÉES LE 2 MAI 2017

AUTORISATION

IL EST (UNANIMEMENT) RÉSOLU

QUE la société autorise Monsieur Frédéric Rubin-Delanchy, ing.., directeur administratif à :

a. Signer pour et au nom de la société tout autre document qui pourrait être nécessaire à l'annulation de toute police d'assurance au nom de NORDIKeau inc.

b. À faire toute déclaration, reconnaître tout état de fait relatif à la société ou à ses affaires et signer tout document qu'il jugera utile ou nécessaire aux fins de donner plein effet aux présentes résolutions et plus particulièrement mais sans restreindre la généralité des termes ci-avant, à certifier conforme copie des présentes.

C E R T I F I C A T

Le soussigné certifie par les présentes que le texte qui précède est une copie exacte des résolutions adoptées par les administrateurs de la société NORDIKEAU inc. lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 2 mai 2017 et que ces résolutions sont toujours en vigueur.

Signé le 2 mai 2017

JEAN-FRANÇOIS BERGERON (Président)

ANNEXE E

Liste des contrats

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Propriétaire			Description des ouvrages		Durée du contrat en continu			Personne référence du client	
N° de projet	Province	Client	Type d'ouvrages	Valeur annuelle	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Durée (années)	Nom et titre	Téléphone
Exploitation de fontaines, jeux d'eau et de piscine									
50261	Québec	Ville de Terrebonne 1051, rue Nationale Terrebonne (Québec) J6W 6B5	Jeux d'eau	230 000 $	Juin 2002	Décembre 2015	13 ans	M. Daniel Vaillancourt Chef du service environnement	(450) 471 4192
50136	Québec	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie Direction des Services administratifs Division des ressources financières et matérielles 888, boul. de Maisonneuve Est Montréal, (Québec) H2L 4S8	Fontaines Place Riopelle et Square Victoria	164 000 $	Juin 2009	Septembre 2012	3 ans	M. Robert Bédard Gestionnaire immobilier	(514) 872-7484
50136	Québec	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie Direction des Services administratifs Division des ressources financières et matérielles 888, boul. de Maisonneuve Est Montréal, (Québec) H2L 4S8	Fontaines Place Riopelle et Square Victoria	124 000 $	Septembre 2012	Juin 2017	5 ans	M. Robert Bédard Gestionnaire immobilier	(514) 872-7484
50373	Québec	Ville de Montréal Arrondissement Ville-Marie Direction des Services administratifs Division des ressources financières et matérielles 888, boul. de Maisonneuve Est Montréal, (Québec) H2L 4S8	Fontaines Quartier des spectacles	127 000 $	Septembre 2012	Juin 2017	5 ans	M. Robert Bédard Gestionnaire immobilier	(514) 872-7484

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Propriétaire			Description des ouvrages		Durée du contrat en continu			Personne référence du client	
N° de projet	Province	Client	Type d'ouvrages	Valeur annuelle	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Durée (années)	Nom et titre	Téléphone
50432	Québec	Ville de Saint-Lin-Laurentides 900, 12 avenue St-Lin-Laurentides, Québec, J5M 2W2	Piscine	21 700 $	Novembre 2013	Février 2014	0.5 an	M. Richard Duford Directeur général	(450) 429-3130
50467	Québec	Ville de Saint-Lin-Laurentides 900, 12 avenue St-Lin-Laurentides, Québec, J5M 2W2	Jeux d'eau	15 808 $	Juin 2013	Septembre 2017	4 ans	M. Richard Duford Directeur général	(450) 429-3130
50412	Québec	Ville de Montréal Arrondissement d'Ahuntsic – Cartierville 555, Chabanel Ouest, bureau 600 Montréal, (Québec) H2N 2H8	Système de Brume	14 000 $	Juillet 2013	Décembre 2017	4 ans	M. Michel Bordeleau Chef de division études techniques	(514) 872-4557

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Exploitation des ouvrages de traitement de l'eau de consommation						Nb puits capacité >240 l/min					
10007	Québec	Place Longchamps 605, boul. Iberville Repentigny (Québec) J6A 5H9	Usine de filtration	29 000 $	700	1	Avril 1999	Décembre 2017	18.5 ans	M. Mario Laplante Contrôleur	(450)585-4224
10008	Québec	Municipalité de Saint-Esprit 21, rue Principale Saint-Esprit (Québec) J0K 2L0	Captage, traitement et distribution	36 100 $	1 650	3	Mai 1999	Mars 2021	22 ans	Mme Caroline Aubertin Directrice générale	(450)839-3629
10016	Québec	Municipalité de Lanoraie 57, rue Laroche Lanoraie (Québec) J0K 1E0	Captage, traitement et distribution	21 900 $	1 450	5	Décembre 2002	Mars 2018	16 ans	M. Michel Dufort Directeur général	(450)887-1100
10018	Québec	Paroisse de Saint-Barthélemy 1980, rue Bonin Saint-Barthélemy (Québec) J0K 1X0	Captage, traitement et distribution	44 821 $	850	4	Mai 2003	Juin 2017	14 ans	M. Julien Bernier Directeur général	(450)885-3511
10019	Québec	Municipalité de Saint-Calixte 6230, rue de l'Hôtel-de-Ville Saint-Calixte (Québec) J0K 1Z0	Captage, traitement et distribution	44 160 $	700	3	Février 2004	Mai 2018	14 ans	M Denis Lemay Directeur général	(450)222-2782

EQ 7

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

10024	Québec	Ville de Saint-Lin-Laurentides 900, 12e Avenue Saint-Lin-Laurentides (Québec) J5M 2W2	Captage, traitement et distribution	39 082 $	3 000	11	Janvier 2007	Avril 2018	11 ans	M. Richard Dufort Directeur général	(450)439-2539
10027	Québec	Premières Seigneuries 643, ave du Cénacles Québec (Québec) G1E 1B3	Captage, traitement et distribution	18 470 $	140		Août 2007	Juin 2017	10 ans	M. Michel Rioux	(418) 666 4666
10069	Québec	Municipalité de Saint-Ulric	Captage, Traitement et distribution de l'eau de consommation	35 974 $	233		Avril 2016	Avril 2021	5 ans	Mme Louise Coll Directrice générale	418 737-4341
10029	Québec	IRVING Big Stop Irving	Captage, traitement et distribution	78 891 $	80	1	Juin 2007	Décembre 2017	10.5 ans	M. Maurice Leblond Directeur Général	(506)473-2325
10031	Québec	Développement Lachenaie	Opération du réseau d'aqueduc, prélèvements	4 450 $	N/A		Octobre 2008	Décembre 2017	9 ans	Mme Sylvie Laporte Directrice immobilière régionale	(514) 327 2592
10038	Québec	Municipalité de Saint-Édouard 3851, rue Notre-Dame Saint-Édouard-de-Maskinongé (Québec) J0K 2H0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	12 960$	171		Août 2011	Décembre 2017	6,5 ans	Mme Sylvie Vallière Directrice générale	(819)268-2833

EQ7

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

10044	Québec	Municipalité de Sainte-Sophie 2199, boul. Sainte-Sophie Sainte-Sophie (Québec) J5J 2P6	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	117 192 $	1510	Janvier 2013	Janvier 2018	5 ans	Matthieu Ledoux Directeur général	(450)438-7784
10047	Québec	Municipalité de Sainte-Félicité 192, rue Saint Joseph Sainte-Félicité (Québec) G0J 2K0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	30 800 $	0	Avril 2013	Avril 2021	8 ans	M. Yves Chassé Directeur général	(418)733-4628
10048	Québec	Municipalité de Saint-René-de-Matane 178 av St-René Saint-René-de-Matane (Québec) G0J 3E0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	28 300 $	1	Avril 2013	Avril 2021	8 ans	Mme Yvette Boulay Directrice générale	(418)224-3306
10049	Québec	Municipalité de Saint-Adelme 138, rue principale Saint-Adelme (Québec) J0K 2B0	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	23 500$	2	Avril 2013	Avril 2021	8 ans	Mme Anick Hudon Directrice générale	(450)733-4044
10050	Québec	Municipalité de Grosses-Roches 122, rue de la mer Grosses-Roches (Québec) G0J 2K1	Captage, traitement et distribution de l'eau de consommation	27 100$	0	Avril 2013	Avril 2016	3ans	Mme Linda Imbeault Directrice générale	(450)733-4273
10062	Québec	Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	Captage, Traitement et distribution de l'eau de consommation		236	Janvier 2016	Décembre 2018	3 ans	Mme Murielle Papineau Directrice générale	450 293-754

AR-7

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Propriétaire			Description des ouvrages			Durée du contrat en continu			Personne référence du client	
N° de projet	Province canadienne	Client	Type d'ouvrages	Valeur annuelle	Capacité (m^3/jour)	Date du début du contrat	Date de fin du contrat	Durée (années)	Nom et titre	Téléphone
Assistance technique à l'exploitation										
20004	Québec	Municipalité St-Gabriel 45, rue Beausoleil Saint-Gabriel (Québec) J0K 2N0	Captage, traitement Boues activées	23 306 $	2 080	Avril 2000	Décembre 2017	17.5 ans	M. Michel St-Laurent Directeur général	(450) 835 2212
20005	Québec	Ville de Saint-Lin – Laurentides 900, 12e Avenue Saint-Lin-Laurentides (Québec) J5M 2W2	Captage, traitement, emmagasinement et distribution de l'eau de consommation et ouvrages d'assainissement	23 233 $	180	Février 2007	Avril 2018	11 ans	M. Richard Dufort Directeur général	(450) 439-2539
20007	Québec	Municipalité de Saint-Jean-de-Matha 170, rue Sainte-Louise Saint-Jean-de-Matha (Québec) J0K 2S0	Ouvrages d'assainissement et suivi environnemental site d'enfouissement	3 455 $	680	Janvier 2000	Décembre 2017	17 ans	Mme Nicole Archambault Directrice générale	(450) 886 3867
20012	Québec	Municipalité de Manseau 200, rue Roux Manseau (Québec) G0X 1V0	Captage, traitement, emmagasinement et distribution de l'eau de consommation et ouvrages d'assainissement	4 094 $	610	Juillet 2001	Décembre 2017	16 ans	Mme Nadine Watters Directrice générale	(819) 356-2450

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

20019	Québec	Municipalité St-Gabriel 45, rue Beausoleil Saint-Gabriel (Québec) J0K 2N0	Captage, traitement, emmagasinement et distribution de l'eau de consommation	20 919 $	3 985	Mai 2002	Décembre 2017	15.5 ans	M. Michel St-Laurent Directeur général	(450) 835 2212
20029	Québec	Paroisse de St-Côme 1673, 55e Rue Saint-Côme (Québec) J0K 2B0	Ouvrage d'assainissement	20 400 $	750	Mai 2010	Décembre 2017	7.5 ans	Mme Alice Riopel Directrice générale	(450) 883 2726

NORDIKEAU
La vie à l'état pur

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

Exploitation des ouvrages d'assainissement										
10001	Québec	Ville de Terrebonne 1051, rue Nationale Terrebonne (Québec) J6W 6B5	Étangs aérés	103 339 $ 120600 $	35 875	Mars 2011 Mars 1994	Juin 2016 Février 2009	5 ans 15 ans	M. Daniel Vaillancourt Chef du service environnement	(450)471-4192
10045	Québec	Ville de Saint-Jérôme 10, rue Saint-Joseph Saint-Jérôme	Étangs aérés	173 200 $	56 361	Janvier 2013	Janvier 2018	5 ans	M. Alain Quintal Contremaître	(450)820-7957
10003	Québec	Municipalité de Sainte-Marie-Salomé 690, chemin St-Jean Ste-Marie-Salomé (Québec) J0K 2Z0	Étangs aérés facultatifs	11 900 $	350	Septembre 1997	Février 2018	21 ans	Mme Denise Desmarais Secrétaire-trésorière	(450)839-6212
10004	Québec	Ville de Gaspé 25, rue de l'Hôtel de ville Gaspé (Québec) G0C 1R0	Physico-chimique	208 900 $	7 000	Décembre 1998	Mai 2018	20 ans	M. Sébastien Fournier Directeur du service du génie	(418)368-8546
10005	Québec	Régie d'assainissement de Ste-Madeleine/Ste-Marie-Madeleine 1055, René-Lévesque E. Montréal (Québec) H2L 4S5	Étangs aérés facultatifs avec déphosphatation	21 455 $	2 200	Novembre 1998	Décembre 2017	19 ans	M. Marcel Gravel Secrétaire-trésorier de la Régie d'assainissement	(450)756-6227
10007	Québec	Place Longchamps 605, boulevard Iberville Repentigny (Québec) J6A 5H9	Étangs aérés facultatifs	29 000 $	175	Avril 1999	Décembre 2017	18 ans	M. Mario Laplante Administrateur	(450)585-4224

NORDIKEAU

LISTE DES PROJETS D'EXPLOITATION

10008	Québec	Municipalité de Saint-Esprit 21, rue Principale Saint-Esprit (Québec) J0K 2L0	Étangs aérés facultatifs avec déphosphatation	28 212 $	1 500	Mai 1999	Mars 2020	21 ans	Mme Caroline Aubertin Directrice générale	(450)839-3629
10020	Québec	Paroisse de Saint-Barthélemy 1980, rue Bonin Saint-Barthélémy (Québec) J0K 1X0	Étangs aérés facultatifs	18 364 $	360	Mai 2003	Décembre 2017	14 ans	M. Julien Bernier Directeur général	(450)885-3511
10022	Québec	Municipalité de Lanoraie 57, rue Laroche Lanoraie (Québec) J0K 1E0	Étangs aérés facultatifs	18 030 $	1 900	Janvier 2005	Mars 2018	13 ans	M. Michel Dufort Directeur général	(450)887-1100
10026	Québec	Municipalité de Saint-Calixte 6230, rue de l'Hôtel-de-Ville Saint-Calixte (Québec) J0K 1Z0	Étangs aérés	19 757 $	610	Janvier 1998	Décembre 2017	19 ans	M. Denis Lemay Directeur général	(450) 222-2287
10032	Québec	Municipalité de Saint-Justin 1281, route Gérin Saint-Justin (Québec) J0K 2V2	Étangs aérés	12 854 $	214	Janvier 1998	Décembre 2017	19 ans	Mme Caroline Gagnon Directeur général	(819) 227 2838
10038	Québec	Municipalité de Saint-Édouard 3851, rue Notre-Dame Saint-Édouard-de-Maskinongé (Québec) J0K 2H0	Étangs aérés	12 960$	171	Août 2011	Décembre 2017	6 ans	Mme Sylvie Vallière Directrice générale	(819)268-2833

ANNEXE F

Renseignement complémentaire

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** Net 30 jours

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : 04-05-2017 Addenda n° 3 : 16-05-2017

   Addenda n° 2 : 12-05-2017 Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1			☐ Oui ☐ Non	
2			☐ Oui ☐ Non	
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

1. Équipement de lavage MK | François Brosseau | 514-659-1513 | Québec-Canada

   Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

   Pompe haute pression

   Contribution

   _____

   Contribution

4. Environex | Joannie Rousseau | 418-977-1220 | Québec-Canada

   Analyses laboratoire

   Contribution

2. Mécanicair | Jacques Handfield | 514-323-6020 | Québec - Canada

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Ventilation

Contribution

Contribution

3. G. Couchesne inc | Gilles Courchesne | 514-387-9418 | Québec - Canada

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Système gazier/plomberie

Contribution

Divers autres sous-traitant en fonction des spécialités.

5. **Veuillez nous indiquer les coordonnées de la personne-ressource qui collaborera avec nous pour la mise en place d'un catalogue de produits normalisés (voir clause 17 des « Instructions au soumissionnaire ») :**

Nom : Frédéric Rubin-Delanchy, ing. Tél. : 450-756-6227

6. **Numéro d'enregistrement :**

Numéro d'enregistrement TPS : 895607554RT001

Numéro d'enregistrement TVQ : 1018351907TQ0001

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 148558

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

7. **Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :**

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☒ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

ANNEXE G

Personnel proposée

COMPÉTENCE DU PERSONNEL

NORDIKeau a le privilège de réaliser l'opération et l'entretien des fontaines et installations du Quartier Des Spectacles et du Quartier International de Montréal depuis de nombreuses années et possède ainsi une expérience incomparable du fonctionnement de ces installations, des défis qu'elles représentent et des attentes de la ville de Montréal.

Nous vous proposons une équipe expérimentée, possédant toutes les compétences demandées et connaissant parfaitement le fonctionnement de ces installations.

Le chargé de projet sera Monsieur Marcel Gravel, Technicien sénior en assainissement des eaux. Monsieur Gravel est actuellement, et depuis de nombreuses années, en charge des opérations et de l'entretien des fontaines, système de brume et installations du Quartier Des Spectacles et du Quartier International de Montréal. Monsieur Gravel sera assisté en permanence d'une équipe connaissant les installations et dont plusieurs membres sont titulaires d'un diplôme en traitement des eaux (DEP ou DEC).

Vous trouverez à la page suivante l'organigramme du personnel proposé.

Ville-Marie
Montréal

CHARGÉ DE PROJET

Marcel Gravel

SUPERVISEUR TECHNIQUE

Philippe Cordey

CHEF D'ÉQUIPE TERRAIN

Hiep Hung Trinh

OPÉRATEURS

Yannick Langlois
Dominic Ouimet
Marc-Antoine Chapot
Thanh Tuan Mai
Nick Trinh

ANNEXE H

Attestation Revenu du Québec

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

NORDIKEAU INC.
603, BOUL. BASE-DE-ROC
JOLIETTE (QUEBEC) J6E 5P3

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146107272

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 017190-MBCH-0381286
Date et heure de délivrance de l'attestation : 2 mai 2017 à 14 h 24 min 47 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 août 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

ER->

ANNEXE I

Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2014

NORDIKEAU INC.
A/S MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS BERGERON
603, BASE-DE-ROC
JOLIETTE (QC) J6E 5P3

N° de décision : 2014-CPSM-1027850
N° de client : 3000173678

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- LES ENTREPRISES NORDIKEAU
- NORDIKEAU AUTOMATISATION

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). NORDIKEAU INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone 418 525-0337
Télécopieur 418 525-9512
Numéro sans frais 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone 514 395-0337
Télécopieur 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

F.R.S

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 6 février 2017

NORDIKEAU INC.
603, BASE-DE-ROC
JOLIETTE QC J6E 5P3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000173678
N° de demande :	1631262950
N° de confirmation de paiement :	000209811051

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

FQ-5

Dernière mise à jour : **lundi, 29 mai 2017 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : NORDIKEAU INC.
Adresse du siège social : 603, BOUL BASE-DE-ROC, , JOLIETTE, QC, J6E 5P3, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000173678
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1146107272

Autres noms d'affaires

- LES ENTREPRISES NORDIKEAU
- NORDIK EAU
- NORDIKEAU AUTOMATISATION
- ROY, VÉZINA ET ASSOCIÉS

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

ANNEXE J

Addenda

Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public
n° VMP-17-019

ADDENDA # 01

Appel d'offres VMP-17-019

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

Clarification 1 : Contrairement à ce qui est stipulé aux clauses administratives générales et particulières ainsi qu'aux instructions relatives à la visite obligatoire, veuillez utiliser l'adresse courriel suivante pour toutes questions et prise de rendez-vous: **vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca**

Clarification 2 : Suite à une contrainte du système SEAO les annexes aux différents manuels n'ont pas été transmises lors de la parution initiale de l'avis. Elles seront donc émises dans le cadre du prochain addenda.

03 mai 2017

Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public
n° VMP-17-019

ADDENDA # 02

Appel d'offres VMP-17-019

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

Clarification # 3 : Suite à la contrainte du système SEAO, les annexes aux 5 manuels sont donc émises sous forme de porte-documents dans le présent addenda :

- Annexes - fontaine Place des Festivals
- Annexes - Place Jean-Paul-Riopelle
- Annexes - puits d'accès Quartier des Spectacles
- Annexes - Salle mécanique du Parterre
- Annexes - Square-Victoria

Question # 1 : Une erreur c'est glissée dans le formulaire de cautionnement, est-ce que nous pouvons barrer l'erreur ?

Réponse # 1 : Le formulaire corrigé est inclus au présent addenda

11 mai 2017

F-03

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Cautionnement de soumission	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

N°

_____

(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____

(nom du **soumissionnaire**)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « **le soumissionnaire** »)

pour _____

(description du contrat)

se porte caution du **soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions suivantes :

La **caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandés par la Ville en vertu du cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par ledit **soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat, y compris tous les dommages consécutifs à tel retrait, refus ou défaut, si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité étant limitée à _____ dollars (_____$).

La **caution** ne peut retirer son cautionnement pendant les pendant les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où la soumission du **soumissionnaire** est acceptée par la **Ville**.

(suite au verso)

N°

(suite du recto)

La **caution** renonce au bénéfice de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

En foi de quoi, la **caution** et le **soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à

_____, le _____ 20___.

Le soumissionnaire (représentant autorisé)	**La caution** (représentant autorisé)
Témoin	Témoin

Accepté par la Ville

_____

Fonctionnaire autorisé

Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public
n° VMP-17-019

ADDENDA # 03

Appel d'offres VMP-17-019

Services d'opération et d'entretien de fontaines et diverses installations

Question # 2 : Afin de garder une saine concurrence entre soumissionnaires, nous suggérons à la Ville de Montréal de faire le rachat des pièces de remplacement et les mettre à la disposition de l'adjudicataire. Le coût de ce rachat serait rajouté dans un item au bordereau. Dans le cas où la ville fasse suite à notre demande, il serait approprié d'obtenir l'inventaire des pièces disponibles ?

Réponse # 2 : Le contrat prévoit que l'adjudicataire amorcera son mandat sans pièce de rechange fournie par la Ville. Le transfert de pièces de rechange pourra se faire une fois le contrat octroyé après entente entre les partis impliqués.

Question # 3 : Il est indiqué au point 22 : L'adjudicataire tel que décrit aux articles matériels et pièces de rechange des divers manuels devra fournir l'ensemble des pièces de rechange, composantes, lampes, buses, filtres, lubrifiants et produits chimiques nécessaires aux bons fonctionnements des fontaines et systèmes sous sa responsabilité. Serait-il possible d'obtenir le registre de maintenance réalisée au cours de trois (3) dernières années. L'obtention de cette information est cruciale, car nous devons s'assurer que les maintenances ont bel et bien été complétées et nous pourrons ainsi projeter les travaux de maintenance préventive à réaliser pour la durée du présent mandat.

Réponse # 3 : L'information n'est pas sous un format facilement transmissible. Les soumissionnaires devront prendre pour acquis que les entretiens préventifs ont été réalisés selon les exigences du présent mandat.

Question # 4 : Une erreur s'est glissée dans le formulaire de lettre d'engagement, est-ce que nous pouvons barrer l'erreur ?

Réponse # 4 : Le formulaire corrigé est inclus au présent addenda

Clarification # 4 : Le contractant devra prendre en charge l'inspection annuelle des DAR (dispositif anti refoulement) présent dans les salles mécanique. Cette inspection doit être faite par un technicien certifié à chaque année à la même date et ceci selon les exigences de la RBQ.

16 mai 2017

F-05

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie Direction des travaux publics 800 boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Lettre d'engagement	Appel d'offres public N° VMP-17-019 biens et services généraux

Date d'émission : _____ N° _____

_____
(nom de la compagnie d'assurances)

dont le bureau principal dans la province de Québec est situé au

_____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelée la « **caution** »)

après avoir pris connaissance d'une soumission écrite devant être présentée à la Ville de Montréal, (ci-après appelée la « **Ville** ») le :

_____ 20___

et du cahier des charges s'y rapportant, par :

_____
(nom du soumissionnaire)

ayant une place d'affaires au _____

ici représentée par _____ dûment autorisé(e);

(ci-après appelé « le **soumissionnaire** »)

pour _____
(description du contrat)

et à condition que la soumission ci-dessus mentionnée soit acceptée dans les (120) cent vingt jours calendrier qui suivent la date de l'ouverture des soumissions, s'engage envers la Ville de Montréal à accorder au soumissionnaire le cautionnement suivant, dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Cautionnement d'exécution pour un montant équivalent à celui précisé dans le cahier des charges.

En foi de quoi, **la caution**, par son représentant dûment autorisé, a signé à :

_____, le _____ 20 ____

Par : _____
(nom du signataire)

Compagnie : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Ville-Marie
Montréal

Direction des services administratifs
et du greffe
800, bl De Maisonneuve Est, 17e
Montréal (Québec) H2L 4L8

Le 2020-01-14

Monsieur Frédéric Rubin-Delanchy. ing.
Nordikeau Inc
603 boul Base-de-Roc
Joliette (Québec) J6E 5P3

OBJET : **Avis demande de prolongation de contrat**
no 1209078 Entretien des fontaines du QIM et du QDS

Bonjour,

La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

Décision des instances : **14 juin 2017**

Résolution :**ex: CA17240327**

n° d'appel d'offres s'il y a lieu : VMP-17-019

Option de prolongation de contrat : Article 6 des clauses administratives particulières.

Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat.

Salutations,

Représentant désigné par le directeur
Christian Miron, ing.
Ingénieur aux travaux publics de Ville-Marie
514-515-3119

Nous, Nordikeau, adjudicataire du contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Nom : Frédéric Date 15 Janvier 2020
Titre : RUBIN-DELANCHY ing.
Directeur offres de Services

Section C - Bordereau de soumission détaillé

Ville-Marie Montréal

Projet : **Opération et entretien de fontaines**
Arrondissement de Ville-Marie

Soumission : **VMP-17-019**

SITES	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant	TAUX D'INDEXATION POUR LA PROLONGATION 2,9% — PRIX 2020 INDEXÉS - JANVIER À DÉCEMBRE	PRIX CONTRACTUELS 2020 - JANVIER À JUIN	PRIX PROLONGATION 2020 - JUIN À DÉCEMBRE
	PRIX CONTRACTUELS 2019 - JANVIER À DÉCEMBRE									
QDS	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**									
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $	823,20 $	800,00 $	23,20 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $	14 200,20 $	13 800,00 $	400,20 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES									
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	2 050,00 $	=	49 200,00 $	50 626,80 $	16 400,00 $	34 226,80 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $	9 261,00 $	3 600,00 $	5 661,00 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES									
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	5 400,00 $	=	5 400,00 $	5 556,60 $	2 400,00 $	3 156,60 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL									
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $	2 469,60 $	1 800,00 $	669,60 $
	Hivernisation des trois partie ci-hauts - forfait	1	global	x	9 000,00 $	=	9 000,00 $	9 261,00 $	- $	9 261,00 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	500	hre	x	32,00 $	=	16 000,00 $	16 464,00 $	8 000,00 $	8 464,00 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $	411,60 $	- $	411,60 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						106 000,00 $	109 074,00 $	46 800,00 $	**62 274,00 $**
	SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE									
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $	411,60 $	400,00 $	11,60 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $	3 704,40 $	3 600,00 $	104,40 $
	Opération des installation (taux hebdomadaire)	24	semaine	x	150,00 $	=	3 600,00 $	3 704,40 $	1 200,00 $	2 504,40 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $	1 852,20 $	1 200,00 $	652,20 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $	2 469,60 $	2 400,00 $	69,60 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $	205,80 $	200,00 $	5,80 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						12 000,00 $	12 348,00 $	9 000,00 $	**3 348,00 $**
	ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES									
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $	205,80 $	200,00 $	5,80 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	4	visite	x	120,00 $	=	480,00 $	493,92 $	240,00 $	253,92 $
	Nettoyage bi-annuel	2	nettoyage	x	120,00 $	=	240,00 $	246,96 $	120,00 $	126,96 $
	Suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	100,00 $	=	100,00 $	102,90 $	- $	102,90 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						1 020,00 $	1 049,58 $	560,00 $	**489,58 $**
QIM	**FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE**									
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $	823,20 $	800,00 $	23,20 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 300,00 $	=	16 300,00 $	16 772,70 $	16 800,00 $	(27,30) $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	2 200,00 $	=	48 400,00 $	49 803,60 $	20 400,00 $	29 403,60 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	8 050,00 $	=	8 050,00 $	8 283,45 $	2 250,00 $	6 033,45 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	4 600,00 $	=	4 600,00 $	4 733,40 $	- $	4 733,40 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $	411,60 $	- $	411,60 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						78 550,00 $	80 827,95 $	40 250,00 $	**40 577,95 $**
	FONTAINE SQUARE-VICTORIA									
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $	823,20 $	800,00 $	23,20 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $	2 366,70 $	2 300,00 $	66,70 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	22	semaine	x	520,00 $	=	11 440,00 $	11 771,76 $	3 780,00 $	7 991,76 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 500,00 $	=	1 500,00 $	1 543,50 $	1 100,00 $	443,50 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	1 700,00 $	=	1 700,00 $	1 749,30 $	- $	1 749,30 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $	411,60 $	- $	411,60 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						18 140,00 $	18 666,06 $	7 980,00 $	**10 686,06 $**
						TOTAUX	215 710,00 $	221 965,59 $	104 590,00 $	**117 375,59 $**

SITES	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant	PRIX 2021 INDEXÉS - JANVIER À JUIN
	PRIX CONTRACTUELS 2020 - JANVIER À JUIN							
QDS	**SALLE MÉCANIQUE ET FONTAINE PLACE DES FESTIVALS**							
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $	823,20 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	13 800,00 $	=	13 800,00 $	14 200,20 $
	PARTIE 2 DU MANUEL - FONTAINE, CANIVEAUX ET COMPOSANTES PRINCIPALES							- $
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	8	semaine	x	2 050,00 $	=	16 400,00 $	16 875,60 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $	3 704,40 $
	PARTIE 3 DU MANUEL - SYSTÈMES ÉLECTRO-MÉCANIQUES							- $
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $	2 469,60 $
	PARTIE 4 DU MANUEL - AUTRES SERVICES SUR L'ÎLOT BALMORAL							- $
	Opération et entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 800,00 $	=	1 800,00 $	1 852,20 $
	Support d'un technicien en période de festival (taux horaire)	250	hre	x	32,00 $	=	8 000,00 $	8 232,00 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						46 800,00 $	48 157,20 $
	SALLE MÉCANIQUE DU PATERRE							
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	400,00 $	=	400,00 $	411,60 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	3 600,00 $	=	3 600,00 $	3 704,40 $
	Opération des installations (taux hebdomadaire)	8	semaine	x	150,00 $	=	1 200,00 $	1 234,80 $
	Entretien préventif - forfait annuel	1	global	x	1 200,00 $	=	1 200,00 $	1 234,80 $
	Hivernisation (forfait)	1	global	x	2 400,00 $	=	2 400,00 $	2 469,60 $
	suivit hivernal (novembre et décembre) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $	205,80 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						9 000,00 $	9 261,00 $
	ENTRETIEN PUITS D'ACCÈS QUARTIER DES SPECTACLES							
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	200,00 $	=	200,00 $	205,80 $
	Visite et entretien (prix unitaire par visite)	2	visite	x	120,00 $	=	240,00 $	246,96 $
	Nettoyage bi-annuel	1	nettoyage	x	120,00 $	=	120,00 $	123,48 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						560,00 $	576,24 $

	FONTAIINE PLACE JEAN-PAUL-RIOPELLE							
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $	823,20 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	16 800,00 $	=	16 800,00 $	17 287,20 $
	Opération des installations (section 4) (taux hebdomadaire)	6	semaine	x	3 400,00 $	=	20 400,00 $	20 991,60 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	2 250,00 $	=	2 250,00 $	2 315,25 $
QIM	***Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau***						40 250,00 $	41 417,25 $
	FONTAINE SQUARE-VICTORIA							
	Suivit hivernal (janvier à avril) forfait	1	global	x	800,00 $	=	800,00 $	823,20 $
	Mise en service printanière - forfait	1	global	x	2 300,00 $	=	2 300,00 $	2 366,70 $
	Opération des installation (section 4) (taux hebdomadaire)	6	semaine	x	630,00 $	=	3 780,00 $	3 889,62 $
	Entretien préventif - (section 7 et 8) forfait annuel	1	global	x	1 100,00 $	=	1 100,00 $	1 131,90 $
	Sous-total à reporter à la section B - Résumé du bordereau						7 980,00 $	8 211,42 $
						TOTAUX	104 590,00 $	**107 623,11 $**

TOTAL DE LA PROLONGATION 2020-2021: **224 998,70 $**

Section B - Résumé du bordereau de soumission	
Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie	
Description	**Montant**
2020 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals	62 274,00 $
2020 - Salle mécanique du Parterre	3 348,00 $
2020 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles	489,58 $
2020 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle	40 577,95 $
2020 - Fontaine Square-Victoria	10 686,06 $
2021 - Salle mécanique et fontaine Place des Festivals	48 157,20 $
2021 - Salle mécanique du Parterre	9 261,00 $
2021 - Entretien puits d'accès Quartier des Spectacles	576,24 $
2021 - Fontaine Place Jean-Paul-Riopelle	41 417,25 $
2021 - Fontaine Square-Victoria	8 211,42 $
	224 998,70 $

Opération et entretien de fontaines - Arrondissement de Ville-Marie
VMP-17-019 - Prolongation 2020-2021

	Source budget opération	2020	2021	Totaux
QDS	**306133**	62 274,00 $	48 157,20 $	110 431,20 $
		3 348,00 $	9 261,00 $	12 609,00 $
		489,58 $	576,24 $	1 065,82 $
	sous-total	66 111,58 $	57 994,44 $	124 106,02 $
	TPS	3 305,58 $	2 899,72 $	6 205,30 $
	TVQ	6 594,63 $	5 784,95 $	12 379,58 $
	10 % contingence	7 601,18 $	6 667,91 $	14 269,09 $
	Total	**83 612,97 $**	**73 347,02 $**	**156 959,99 $**
QIM	**306195**	40 577,95 $	41 417,25 $	81 995,20 $
		10 686,06 $	8 211,42 $	18 897,48 $
	sous-total	51 264,01 $	49 628,67 $	100 892,68 $
	TPS	2 563,20 $	2 481,43 $	5 044,63 $
	TVQ	5 113,58 $	4 950,46 $	10 064,04 $
	10 % contingence	5 894,08 $	5 706,06 $	11 600,14 $
	Total	**64 834,88 $**	**62 766,62 $**	**127 601,49 $**
	Grand total (tx et contingences inclus)	**148 447,84 $**	**136 113,64 $**	**284 561,48 $**

MONTANT DU CONTRAT DE NORDIKEAU - JUIN 2020 À JUIN 2021 AVANT TAXES
224 998,70 $

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225003

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		148 447.84 $	136 113.64 $					**284 561.48 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	21	juin	2020		20	juin	2021

Formulaire complété par : Christian Miron

Prénom, nom

Date et heure système : 09 April 2020 09:31:33

Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non désaisonnalisé 1 2
Annuelle
Tableau: 18-10-0005-01 (anciennement CANSIM 326-0021)
Géographie: Canada, Province ou territoire, Subdivision de recensement, Région métropolitaine de recensement

	Québec	
Produits et gr	2018	2019
	2002=100	
Ensemble	129	131.7
Aliments 4	145.1	149.4
Logement 5	133	135.6
Dépenses cou	122	123.6
Vêtements et	93.3	94.9
Transports	136.4	139.3
Essence	178	168.7
Soins de sante	124.5	126.4
Loisirs, forma	101.9	104.4
Boissons alco	155.5	158.5
Ensemble exc	121.8	124.8
Ensemble exc	126.5	129.8
Énergie 6	155.4	150
Biens 7	121.6	122.9
Services 8	137.6	141.6

Légende des symboles:

Renvois :

1 L'Indice des prix à la consommation (IPC) n'est pas un indice du coût de la vie. L'objectif d'un indice
2 Ce tableau remplace le tableau 18-10-0009-01 qui est archivé avec la diffusion des données d'avril
3 Tous les biens et services inclus dans l'Indice des prix à la consommation (IPC) sont organisés dans
4 Aliments comprend les boissons non alcoolisées.
5 Une partie de l'augmentation de l'indice du logement de Yellowknife qui a été montrée en décemb
6 L'agrégation « énergie » inclut les composantes suivantes : « électricité », « gaz naturel », « mazou
7 Il s'agit de biens matériels ou corporels qui sont habituellement classifiés selon leur durée utile en
8 Dans l'Indice des prix à la consommation (IPC), on caractérise un service comme le travail utile qu'a
9

Comment citer le produit :Statistique Canada. Tableau 18-10-0005-01 Indice des prix à la consommation, moyenr
https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1810000501
DOI:https://doi.org/10.25318/1810000501-fra

, Partie de région métropolitaine de recensement

du coût de la vie est de mesurer les changements nécessaires dans les dépenses qui permettront aux consommat
2007.
une structure hiérarchique ayant comme premier niveau «IPC d'ensemble » avec les huit composantes principales

ıre 2004 reflétait par inadvertance des augmentations de loyer qui s'étaient produites plus tôt. Donc, la variation d
t et autres combustibles », « essence » et « carburant, pièces et accessoires pour véhicules de loisirs ».
biens non durables, semi-durables et durables. Les biens non durables sont ceux qui se consomment en moins d'u
ıccomplit une personne ou un organisme pour le compte d'un consommateur, qu'il s'agisse d'entretien de la voitu

ne annuelle, non désaisonnalisé

teurs de maintenir leur niveau de vie. Le principe de base est que les consommateurs remplaceront normalement

s suivantes : « aliments », « logement », « dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage », « vête

de l'indice du logement a été surévaluée en décembre 2004 et sous-évaluée les deux années précédentes. La séri

ɹn an dans des conditions d'usage normal. Par exemple les aliments frais, les appareils photographiques jetables e
ɹre, de coiffure ou de transport en commun. Les opérations sur services peuvent englober le prix de certains biens

t un produit par un autre produit équivalent selon les variations du prix relatif de ces produits. Par exemple, si le t

ements et chaussures », « transports », « soins de santé et soins personnels », « loisirs, formation et lecture » et «

e de l'indice du logement pour Yellowknife a été rectifiée à partir de décembre 2002. De plus, la série de l'Indice c

et l'essence. Les biens semi-durables sont ceux qui peuvent durer plus ou moins de 12 mois selon leur utilisation.
s par nature. À titre d'exemple, citons les aliments consommés dans les services de restauration et les articles em

hé apporte la même satisfaction aux consommateurs que le café, on pourra remplacer le café par le thé lorsque le

: boissons alcoolisées, produits du tabac et cannabis récréatif ». Ces composantes principales sont constituées de

les prix à la consommation (IPC) d'ensemble pour Yellowknife et les indices de certains agrégats spéciaux pour Ye

Par exemple, les vêtements, les chaussures et les articles ménagers en matière textile. Enfin, les biens durables sc
ployés dans les services de réparation de vêtements.

e prix du thé diminue par rapport à celui du café. Ainsi, au produit le plus cher, on peut toujours substituer un pro

diverses sous-composantes qui sont à leur tour divisées en d'autres sous-composantes. Les sous-composantes so

llowknife ont également changés. Les données pour le Canada, les provinces et les autres territoires n'ont pas été

ont ceux qui peuvent s'utiliser d'une manière répétée ou continue pendant plus d'un an dans des conditions d'usa

duit équivalent moins cher. On pourrait calculer un indice du coût de la vie pour une seule personne, à la conditio

nt décalées afin de montrer les divers niveaux d'agrégation. Par exemple, les huit composantes principales sont d

touchées.

ge normal. Par exemple, les voitures, le matériel audio-vidéo et les meubles.

ın de connaître tous les goûts et toutes les habitudes de consommation de cette personne. Remplir cette conditio

lécalées d'un espace. NOTE : Certains éléments sont combinés à l'extérieur de la structure principale afin de calcu

n pour un grand nombre de personnes n'est évidemment pas possible, et encore moins pour l'ensemble de la pop

ler des agrégations spéciales tels que « IPC d'ensemble excluant les aliments et l'énergie », « énergie », « biens »,

ɔulation du Canada. Les i

« services » ou « fru

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1170225003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

`` D'autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 2020 à 2021 à Nordikeau pour les services d'opération et d'entretien de fontaines et divers installations à l'arrondissement, augmentant ainsi la dépense maximale totale autorisée à 1 141 32,13 $;

D'autoriser, à cette fin, une dépense de 258 692,25 $ taxes incluses conformément aux contrat VMP-17-19 (3 soumissionnaires) ;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingence de 25 869,23 $ taxes incluses. ``

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 284 561,48 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		148 447,84 $	136 113,64 $					**284 561,48 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 259 842,56 $

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		135 552,66 $	124 289,90 $					**259 842,56 $**

Informations comptables:

Montant: 33 357,32 $ (Changement d'activité et ajout d'un segment autres QIM)

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306195	03101	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 25 845,57 $ Pour QIM

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306117	07161	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 59 202,89 $ Quartier internationnal (QIM) Pour 2021: 57 314,29 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306195	07165	54590	000000	0000	000000	028024	00000	00000

Montant: 76 349,79 $ Quartier des spectacles (QDS) Pour 2021: 66 975,61 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306133	07165	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no ad 70225003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le bon de commande 1209078 sera amendé, conformément à la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2020-04-03**

Date et heure système : 03 avril 2020 12:12:37

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2020/04/14
18:30

(2)

Dossier # : 1204069003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust pour une période maximale de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021 des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement

Il est recommandé :

1. d'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021, des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement, moyennant un loyer total de 18 615 991,28 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-03-31 08:54

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204069003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust pour une période maximale de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021 des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er juillet 2011, l'arrondissement de Ville-Marie (l'« Arrondissement ») loue des espaces, d'une superficie de 50 929 pi² de Place Dupuis Commercial Trust, situés aux rez-de-chaussée, 6e, 17e, 18e et 19e étages de l'immeuble sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, aux fins de bureau d'arrondissement. En novembre 2013, l'Arrondissement a modifié son bail afin de louer un espace additionnel de 7 335 pi² au 20e étage du même immeuble. La superficie totale des bureaux de l'arrondissement de Ville-Marie est maintenant de 58 264 pi². Le bail, pour l'ensemble des lieux loués, viendra à échéance le 31 décembre 2020.
En septembre dernier, la direction de l'Arrondissement a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de négocier une entente de prolongation de bail pour ces espaces. À la suite d'une analyse de l'occupation des employés de l'Arrondissement, il a été décidé de remettre au propriétaire l'espace situé au 6e étage d'une superficie de 4 946 pi². Cet emplacement n'est plus requis pour des fins municipales. Conséquemment, en ajoutant un nouveau vestiaire de 545 pi² au 2e étage de l'immeuble, le nouveau contrat de prolongation du bail sera d'une superficie totale de 53 863 pi².

Le présent sommaire a pour but de faire approuver la prolongation du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 240552 - 2 octobre 2013 - approuver la modification au bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période de 7 ans et 2 mois, à compter du 1er novembre 2013, des locaux au 20e étage de l'immeuble situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie de 7 335 pi², à des fins de bureaux d'arrondissement.
CA 11 240332 - 15 juin 2011 - approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période de 9 ans et 6 mois à compter du 1er juillet 2011, des locaux d'une superficie d'environ 50 929 pi² situés aux rez-de-chaussée, 6e, 17e, 18e et 19e étages de l'immeuble sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, à des fins de bureaux d'arrondissement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021, des espaces situés aux rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étages de l'immeuble sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pi², à des fins de bureau d'arrondissement, moyennant un loyer total de 18 615 991,28 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail. Nonobstant la durée du présent bail, pourvu que l'Arrondissement ne soit pas en défaut de respecter ses obligations en vertu du bail, l'Arrondissement aura le droit de résilier le bail pour l'ensemble des lieux loués ou en partie après le 31 décembre 2025, en donnant un préavis écrit au propriétaire de douze (12) mois avant le 31 décembre 2025, à défaut de quoi, le droit de résiliation deviendra automatiquement nul et non avenu. L'Arrondissement devra verser au propriétaire, à titre d'indemnité de résiliation et en sus du respect de toutes les obligations prévues au bail, un montant composé de ce qui suit :

1. 6 mois de loyer - en 2026, cette somme pourrait représenter 887 820 $, net de taxes
2. la partie non-amortie de l'allocation monétaire excluant les travaux de base du Locateur. Cette somme sera déterminée selon utilisation de l'allocation monétaire au moment de la résiliation.

Le SGPI recommande une location à long terme puisque l'offre locative du propriétaire pour un bail de 5 ans est moins intéressante pour l'Arrondissement. Le tableau suivant représente l'écart entre le bail de 5 ans et le bail de 10 ans pour les 5 premières années. Les incitatifs demeurent les mêmes à l'exception des toilettes et des halls d'ascenseur qui seront seulement repeints et l'Arrondissement pourra bénéficier des 4 mois de loyer gratuit.

	Loyer bail de 10 ans	**Loyer bail de 5 ans**	**Écart**
2021	1 562 852,88 $	1 861 602,21 $	**298 749,33 $**
2022	1 562 852,88 $	1 861 602,21 $	**298 749,33 $**
2023	1 586 788,85 $	1 887 714,18 $	**300 925,33 $**
2024	1 586 788,85 $	1 887 714,18 $	**300 925,33 $**
2025	1 757 154,35 $	1 913 826,14 $	**156 671,79 $**
Total	8 056 437,81 $	9 412 458,92 $	**1 356 021,11 $**

En plus des écarts ci-haut décrits, si l'Arrondissement souhaite poursuivre la location après le 31 janvier 2025, les loyers pour les années 2026 à 2030 seront plus élevés que ceux présentement négociés dans le bail de 10 ans.

De plus, si l'Arrondissement souhaite mettre fin à son bail à compter du 1er janvier 2026, une analyse de l'équipe de la gestion des espaces sera effectuée afin de valider si d'autres unités de la Ville centre pourraient potentiellement occuper ces locaux qui sont situés sur un axe de mobilité important.

JUSTIFICATION

La Division de la gestion des espaces du SGPI est en accord avec cette prolongation de bail, puisque la localisation du bureau d'arrondissement de Ville-Marie facilite le déplacement des citoyens qui souhaitent se prémunir des services municipaux. Étant sur les trois lignes du métro de Montréal, le 800, boulevard De Maisonneuve est un pôle de mobilité important pour l'Arrondissement.

De plus, le propriétaire du 800, boulevard De Maisonneuve Est offre à l'Arrondissement plusieurs incitatifs à savoir :

- Le Locateur fournit à l'Arrondissement 43 espaces de stationnement gratuit. Cette somme représente 1 470 600 $, avant les taxes, pour la durée du bail.
- L'Arrondissement bénéficiera d'une allocation de 1 492 290 $, avant les taxes, pour la réalisation des travaux d'améliorations locatives par le locateur aux 17e, 18e, 19e et 20e étages.
- En plus de l'allocation pour travaux, le Locateur effectuera la rénovation complète des salles de toilettes. Le Locateur s'engage également à respecter les normes régissant l'accessibilité aux toilettes pour les personnes à mobilité réduite. Ainsi, le Locateur effectuera la rénovation complète des halls d'ascenseurs et corridors communs aux 17e, 18e, 19e et 20e étages. Ces travaux représentent 500 000 $, avant les taxes.
- L'Arrondissement ne sera pas tenu de payer le loyer de base pour les locaux situés au rez-de-chaussée, d'une superficie de 3 575 pi² pour toute la durée du bail. Cette économie de loyer représente 572 000 $, avant les taxes, pour la durée du bail.
- L'Arrondissement ne sera pas tenu de payer le loyer de base, les taxes foncières et les frais d'exploitation pour l'ensemble des lieux loués pour les mois de janvier des années 2021, 2022, 2023 et 2024. Cela représente 545 500 $, avant les taxes.

Le total des incitatifs pour cette location est de 5 125 890 $, avant les taxes, pour toute la durée du bail.

Bien que les travaux d'améliorations locatives ne sont pas encore définis, ils seront réalisés en minimisant au maximum les impacts sur les employés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉPENSES LOCATION

Les tableaux suivants représentent les dépenses totales en loyer pour la durée de ce bail :

	Loyer antérieur	**Total du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2030**
Superficie (pi²)	58 264	53 863
Loyer de base	779 290,08 $	8 530 880,00 $
Frais d'exploitation	532 529,64 $	4 755 965,60 $
Taxes foncières	426 632,88 $	3 940 200,20 $
Gratuité (3 575 pi²)	- $	(572 000,00) $
Vestiaire (545 pi²)	- $	81 750,00 $
Gratuité (4 mois)	- $	(545 457,44) $
Total avant taxes	1 738 452,60 $	16 191 338,36 $
TPS (5%)	86 922,63 $	809 566,92 $
TVQ (9,975%)	173 410,65 $	1 615 086,00 $
Total incluant taxes	**1 998 785,88 $**	**18 615 991,28 $**
Ristourne de TPS	(86 922,63) $	(809 566,92) $
Ristourne de TVQ (50%)	(86 705,32) $	(807 543,02) $
Coût total net	1 825 157,92 $	16 998 881,34 $

Pour le détail complet des loyers annuels, voir le document « Détail annuel du loyer » en

pièce jointe.

La dépense totale de loyer représente un montant de 18 615 991,28 $, incluant les taxes.

La valeur locative, incluant les frais d'exploitation pour ce type de local, dans ce secteur oscille entre 30 $ et 35 $/pi². Le taux de location moyen, incluant les gratuités, pour la durée de cette entente est de 30,06 $/pi².

Le tableau suivant représente la dépense en loyer net des ristournes de taxes pour les années 2021 et les suivantes. Ces sommes seront assumées par le budget de fonctionnement de l'arrondissement Ville-Marie.

2021	2022	2023	2024	2025
1 562 852,88 $	1 562 852,88 $	1 586 788,85 $	1 586 788,85 $	1 757 154,35 $
2026	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
1 757 154,35 $	1 783 266,31 $	1 783 266,31 $	1 809 378,28 $	1 809 378,28 $

Le budget de l'arrondissement de Ville-Marie dédié à la location de ce bâtiment pour l'année 2020 représente 1 630 226 $, net de ristournes. Ce budget sera ajusté à chacune des années du bail pour équivaloir au loyer négocié. Il n'y a aucun enjeu de financement jusqu'en 2025, car le loyer négocié pour les années 2021 à 2024 est moindre que le budget actuel. Le montant supplémentaire requis à compter de 2025 sera prévu au budget de même que pour les années subséquentes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le propriétaire détient la certification Boma Best Argent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au dossier impliquerait que le bail du bureau d'arrondissement se terminera le 31 décembre prochain et pourrait mettre en péril le bon fonctionnement de l'Arrondissement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement de Ville-Marie d'avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie
Marie-Pier GENEST, Ville-Marie
Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

Marie-Pier GENEST, 6 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-03-18
Joel GAUDET Conseiller en immobilier	Nicole RODIER Chef de division
Tél : 514-872-0324 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-8726 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Francine FORTIN Directrice des transactions immobilières **Tél :** 514-868-3844 **Approuvé le :** 2020-03-26	Sophie LALONDE Directrice **Tél :** 514-872-1049 **Approuvé le :** 2020-03-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204069003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust pour une période maximale de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021 des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement

Registre des entreprises.pdf
Détail annuel du loyer.pdf
Bail Ville de Montréal - Arrond. sign. BUSAC 31.03.20.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204069003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust pour une période maximale de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021 des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e, 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204069003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514.872.2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'un groupement de personnes au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-03-17 10:22:21

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	3370362470
Nom	PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE
Version du nom dans une autre langue	PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST

Adresse du domicile

Adresse	800-800 boul. De Maisonneuve E Montréal (Québec) H2L4L8 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2014-09-17
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2014-09-17
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Autre groupement

Date de la constitution	1997-12-18
Régime constitutif	QUÉBEC : Code civil du Québec
Précisions sur la forme juridique	Fiducie exploitant une entreprise à caractère commercial

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2020-02-12
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2020-02-12 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2021-03-31
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2020-03-31

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7512
Activité	Exploitants de bâtiments non résidentiels
Précisions (facultatives)	-

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Administrateurs

Il n'y a pas d'administrateurs

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Nom de famille	Pulitano
Prénom	Giuseppina
Date du début de la charge	2002-04-30
Date de fin de la charge	
Fonction	Fiduciaire
Adresse	2372 rue de Prague Laval (Québec) H7K3V8 Canada

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE (Établissement principal)	800-850 BOUL. de Maisonneuve E Montréal Québec H2L4L8 Canada	Exploitants de bâtiments non résidentiels (7512)
0005 - PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE	865 RUE Sainte-Catherine E Montréal Québec H2L2E4 Canada	Exploitants de bâtiments non résidentiels (7512)
0004 - PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE	855 RTE Saint-Catherine E Montréal Québec H2L2E4 Canada	Exploitants de bâtiments non résidentiels (7512)
0003 - PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE	845 rue Sainte-Catherine E Montréal (Québec) H2L2E4 Canada	Exploitants de bâtiments non résidentiels (7512)
0002 - PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE	801 RUE Saint-Catherine E Montréal Québec H2L2E4 Canada	Exploitants de bâtiments non résidentiels (7512)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-02-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2020-02-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-08-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-01-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-06-17
Déclaration d'immatriculation	2014-09-17

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2014-09-17

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
		2014-09-17		

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE	PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST			En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Détail annuel du loyer - 800 boulevard de Maisonneuve Est

	Loyer antérieur	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total du premier janvier 2021 au 31 décembre 2030
Superficie (pi²)	**58 264,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**	**53 863,00**
Loyer de base	779 290,08 $	799 770,00 $	799 770,00 $	826 429,00 $	826 429,00 $	853 088,00 $	853 088,00 $	879 747,00 $	879 747,00 $	906 406,00 $	906 406,00 $	8 530 880,00 $
Frais d'exploitation	532 529,64 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	475 596,56 $	4 755 965,60 $
Taxes foncières	426 632,88 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	394 020,02 $	3 940 200,20 $
Gratuité (3 575 pi²)	- $	(53 625,00) $	(53 625,00) $	(55 412,50) $	(55 412,50) $	(57 200,00) $	(57 200,00) $	(58 987,50) $	(58 987,50) $	(60 775,00) $	(60 775,00) $	(572 000,00) $
Vestiaire (545 pi²)	- $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	8 175,00 $	81 750,00 $
Gratuité (4 mois)	- $	(135 328,05) $	(135 328,05) $	(137 400,67) $	(137 400,67) $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(545 457,44) $
Total avant taxes	1 738 452,60 $	1 488 608,53 $	1 488 608,53 $	1 511 407,41 $	1 511 407,41 $	1 673 679,58 $	1 673 679,58 $	1 698 551,08 $	1 698 551,08 $	1 723 422,58 $	1 723 422,58 $	16 191 338,36 $
TPS (5%)	86 922,63 $	74 430,43 $	74 430,43 $	75 570,37 $	75 570,37 $	83 683,98 $	83 683,98 $	84 927,55 $	84 927,55 $	86 171,13 $	86 171,13 $	809 566,92 $
TVQ (9,975%)	173 410,65 $	148 488,70 $	148 488,70 $	150 762,89 $	150 762,89 $	166 949,54 $	166 949,54 $	169 430,47 $	169 430,47 $	171 911,40 $	171 911,40 $	1 615 086,00 $
Total incluant taxes	**1 998 785,88 $**	**1 711 527,66 $**	**1 711 527,66 $**	**1 737 740,67 $**	**1 737 740,67 $**	**1 924 313,10 $**	**1 924 313,10 $**	**1 952 909,10 $**	**1 952 909,10 $**	**1 981 505,11 $**	**1 981 505,11 $**	**18 615 991,28 $**
Ristourne de TPS	(86 922,63) $	(74 430,43) $	(74 430,43) $	(75 570,37) $	(75 570,37) $	(83 683,98) $	(83 683,98) $	(84 927,55) $	(84 927,55) $	(86 171,13) $	(86 171,13) $	(809 566,92) $
Ristourne de TVQ (50%)	(86 705,32) $	(74 244,35) $	(74 244,35) $	(75 381,45) $	(75 381,45) $	(83 474,77) $	(83 474,77) $	(84 715,24) $	(84 715,24) $	(85 955,70) $	(85 955,70) $	(807 543,02) $
Coût total net	1 825 157,92 $	1 562 852,88 $	1 562 852,88 $	1 586 788,85 $	1 586 788,85 $	1 757 154,35 $	1 757 154,35 $	1 783 266,31 $	1 783 266,31 $	1 809 378,28 $	1 809 378,28 $	16 998 881,34 $

BAIL

ENTRE : **PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE**, fiducie légalement constituée suivant les dispositions du Code civil du Québec, agissant aux présentes par sa fiduciaire, Madame Giuseppina Pulitano, elle-même représentée par BUSAC INC., son mandataire aux termes d'une procuration signée le 20 mars 2020, personne morale légalement constituée par statut de constitution délivrés le sept (7) décembre deux mille un (2001) en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (RLRC 1985, chapitre C-44), immatriculée sous le numéro 1160542727 en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège social au 800, boul. De Maisonneuve Est, bureau 800, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Michel Couillard, président et chef de la direction, et par Giuseppina Pulitano sa vice-présidente exécutive, finances et exploitation, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 26 mars 2020 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, et une mairie d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, à Montréal, province de Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Domenico ZAMBITO, secrétaire d'arrondissement, arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu:

a) de l'article 6 du règlement numéro RCA-24-009, soit le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie, adopté par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du trois (3) septembre deux mille deux (2002) et en vigueur depuis le onze (11) septembre deux mille deux (2002), lequel est toujours en vigueur; et

b) de la résolution numéro CA21_____, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du _____ deux mille vingt (2020) ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués et les stationnements décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrits à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de quinze pour cent (15%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien, les réparations mineures des Lieux loués et la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable de l'Immeuble. Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.4.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique », et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés

Paraphes	
Locateur	Locataire

par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail. Les Travaux d'aménagement seront effectués en cours de bail et les besoins en aménagement seront soumis par le Locataire au Locateur ultérieurement le tout tel que prévue à l'article 6 du présent Bail.

1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences du Programme fonctionnel et technique ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques, les toilettes, les lobbys d'ascenseurs et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice. De plus, le Locateur devra effectuer tous les travaux décrit à l'Annexe E.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés au rez-de-chaussée au 2e, 17e, 18e, 19e et au 20e étage du bâtiment sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, à Montréal, province de Québec, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A. Cet emplacement est connu et désigné comme étant les lots 2 162 038 et 2338 542 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec les droits indivis dans les parties communes connues comme étant les lots 2 338 540 et 2 338 541.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative totale des Lieux loués est fixée à cinquante-trois mille huit cent soixante-trois pieds carrés (53 863 pi^2).

2.3 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à quinze virgule trente-deux pour cent (15,32 %) de la Superficie locative de l'Édifice. Cette Quote-part d'occupation exclue l'espace vestiaire situé au 2e étage et ayant une superficie locative de 545 pieds carrés.

2.4 **Stationnement :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement à l'intérieur de l'Immeuble à l'usage des employés du Locataire, des personnes à mobilité restreinte et des visiteurs, sans frais, pour un minimum de vingt-quatre (24) places répartie de la façon suivantes : quinze (15) réservés et neuf (9) non réservé.

De plus, le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement à proximité de l'Immeuble à l'usage des employés du Locataire, des personnes à mobilité restreinte et des visiteurs, sans attribution spécifique et sans frais, pour **dix-neuf (19) places**.

2.5 **Espace d'entreposage** : Le Locateur fournit au Locataire un espace d'entreposage (lequel peut-être composé d'un ou plusieurs locaux) d'une superficie locative totale d'environ 695,03 pi² situé dans l'immeuble, le tout sans frais additionnels pour le Locataire. L'espace d'entreposage sera accessible à partir du monte-charge ou d'un ascenseur et pourra être relocalisé par le Locateur, à ses frais, sujet à un préavis écrit raisonnable au Locataire. Les plans joints aux présentes comme Annexe A identifie l'emplacement des locaux composant l'espace d'entreposage.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de dix (10) ans, débutant le premier (1er) janvier deux mille vingt et un (2021) et se terminant le trente et un (31)

Paraphes	
Locateur	Locataire

décembre deux mille trente (2030).

Nonobstant la durée du présent Bail, pourvue que le Locataire ne soit pas en défaut de respecter ses obligations en vertu du Bail et des amendement à intervenir jusqu'à la Date de résiliation et qu'il paie l'indemnité prévue ci-après dans le délais prescrit, le Locataire aura le droit de résilier le Bail pour l'ensemble des Lieux Loués (le « Droit de Résiliation ») en tout temps ou en partie après le trente et un (31) décembre deux mille vingt-cinq (2025) (la « Date de Résiliation ») en donnant un préavis écrit au Locateur de douze (12) mois, (l' « Avis de Résiliation ») à défaut de quoi, le Droit de Résiliation deviendra automatiquement nul et non avenu.

Le Locataire versera au Locateur, à la remise de l'Avis de Résiliation, à titre d'indemnité de résiliation et en sus du respect de toutes les obligations prévues au Bail un montant composé de ce qui suit : i) six (6) mois de Loyer incluant les montant dû pour l'ajustement annuel jusqu'à la Date de Résiliation pour les Lieux Loués ; ii) la partie non-amortie de l'allocation monétaire excluant les travaux de base du Locateur ; iii) les taxes applicables (Collectivement l' «Indemnité ») à défaut de quoi, le Droit de Résiliation deviendra nul et non avenu, sans pénalité, charge ou recours quelconque du Locataire envers le Locateur.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins dix-huit (18) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de trois (3) mois à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la première année, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de un million six cent soixante-dix-sept mille cinq cent soixante et un dollars et soixante cents (1 677 561,60 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de cent trente-neuf mille sept cent quatre-vingt-seize dollars et quatre-vingt cents (139 796,80 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Ce loyer exclut toutes les gratuités.

Paraphes	
Locateur	Locataire

4.2 **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

Lieux loués - superficie 53 318 pi²

► Loyer de base

Année 1 et 2	15,00 $/pi²
Année 3 et 4	15,50 $/pi²
Année 5 et 6	16,00 $/pi²
Année 7 et 8	16,50 $/pi²
Année 9 et 10	17,00 $/pi²

► Taxes foncières (2020)	7,39 $/pi²
► Frais d'exploitation (2020) (excluant l'entretien réparation exclusif des Lieux loués	8,92 $/pi²
Total année 1 :	31,31 $/pi²
► Local vestiaire 2e étage – Loyer brut – superficie 545 pi²	15,00 $/pi²

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.3. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

Il est convenu que la somme ci-haut mentionnée est une provision pour le paiement des Taxes foncières et que celle-ci ne pourra être augmentée durant le Bail.

4.3 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, le premier (1er) janvier, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

Paraphes	
Locateur	Locataire

4.4 **Allocation monétaire** : En plus des travaux décris à l'annexe E, réalisés au frais du Locateur, le Locataire bénéficiera d'une allocation de un million quatre cent quatre-vingt-douze mille deux cent quatre-vingt-dix dollars (1 492 290 $) avant les taxes pour les espaces du 17e, 18e, 19e et 20e étages pour faire effectuer par le Locateur, pour le compte du Locataire, des travaux d'améliorations locatives aux Lieux loués pendant la durée du Bail. Le montant de cette allocation sera réduit automatiquement du montant des factures payables de temps à autre par le Locateur. Tous montants requis pour payer tous tels travaux en sus du montant de l'allocation seront payables par le Locataire. Le Locataire pourra utiliser le montant de cette allocation, à sa discrétion, pendant toute la durée du Bail. Si, à la fin de la durée du Bail, le Locataire n'a pas utilisé cette allocation, en tout ou en partie, alors le Locataire pourra compenser la somme restante en réduisant son loyer. L'Allocation monétaire sera comptabilisée séparément et le Locataire pourra demander, lorsque requis, un état de compte démontrant les factures assumées dans l'Allocation monétaire et la somme restante.

4.5 **Période de gratuité** : Le Locataire ne sera pas tenu de payer le Loyer de base pour les locaux situés au rez-de-chaussée d'une superficie de trois mille cinq cent soixante et quinze pieds carrés (3 575 pi²) pour toute la durée du Bail.

4.6 **Période de gratuité des Lieux Loués** : Le Locataire ne sera pas tenu de payer le Loyer de base, les Taxes foncières et les Frais d'exploitation pour l'ensemble des Lieux Loués pour les mois de janvier 2021, janvier 2022, janvier 2023 et janvier 2024.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT
BIFFÉ

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés. De plus, le Locataire devra préalablement à l'exécution des travaux, fournir au Locateur des plans et devis complets pour approbation quant à la portée de ceux-ci.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenue par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire

Paraphes	
Locateur	Locataire

réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus dix pour cent (10%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur seront payés, une fois les travaux terminés à la satisfaction du Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps, sans frais additionnel, pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe B. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

7.4 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C.

7.5 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, les conditions suivantes :

Été : température minimale de 23°C et maximale de 24°C;
Taux d'humidité relative maximum de 55%.

Hiver : température minimale de 21°C et maximale de 23°C;
Taux d'humidité relative minimum de 30%.

7.9 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation,

Paraphes	
Locateur	Locataire

une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.10 Eau : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.11 Éclairage : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.12 Électricité : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.13 Assurance : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.14 Sécurité incendie : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur incluant l'inspection des extincteurs de Lieux loués.

7.15 Développement durable : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe D.

7.16 Voies d'accès : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.17 Drapeau et signalisation : permettre l'identification des Lieux Loués, à l'extérieur et à l'intérieur incluant le pavoisement, selon les normes du Locataire et conformément à ses exigences et à sa satisfaction; toute identification à l'extérieur des Lieux Loués devra être soumise au Locateur pour approbation, laquelle ne peut être refusée sans motif raisonnable.

7.18 Affichage : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

7.19 Désignation de responsables et remise des clés : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.20 Transformations : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.21 Stationnement et remisage : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.22 **Frais d'exploitation** : Assumer tous les frais d'exploitation décris à l'article 1,3, 1,6 1,7 et 1,10 et facturer au Locataire selon les modalités prévues au Bail.

7.23 **Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement, sans conditions financières.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau d'arrondissement.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux

Paraphes	
Locateur	Locataire

soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis d'un expert indépendant, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra mettre fin au bail dans chacun des cas suivants, dans le délai y indiqué :

a) Dans un délai de vingt (20) jours de l'avis écrit du Locateur, en cas de destruction partielle ou totale, seulement s'il est impossible pour le Locateur de relocaliser le Locataire.

b) En cas de destruction partielle ou totale, dans un délai de vingt (20) jours de l'avis écrit du Locateur indiquant la possibilité de relocaliser le

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locataire, seulement si tel avis indique une durée des travaux de réparation de plus de quatre-vingt-dix (90) jours dans le cas d'une destruction partielle et de plus de cent quatre-vingts (180) jours dans le cas d'une destruction totale.

c) Dans tous les cas de destruction partielle ou totale, dans un délai de vingt (20) jours de l'expiration de la durée des travaux de réparation indiquée à l'avis écrit du Locateur, en sus d'un délai de grâce supplémentaire pour compléter ces travaux, équivalent à 10% de la durée des travaux indiquée à cet avis, seulement si à cette date les travaux de réparation ne sont toujours pas complétés de manière à permettre la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. Il est entendu pour les fins du présent paragraphe que la durée des travaux est calculée à compter de la réception de l'avis écrit du Locateur, plus un délai additionnel de vingt (20) jours applicable seulement dans le cas où le Locataire bénéficie de ce délai pour résilier le bail.

Dans tous les cas où le Locataire met fin au bail en vertu du présent article, il ne sera alors tenu de payer le loyer que jusqu'à la date de cette destruction totale ou partielle, selon le cas.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

Paraphes	
Locateur	Locataire

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air les deux années subséquentes de la découverte d'amiante friable, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CNESST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparlers, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure

Paraphes	
Locateur	Locataire

comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, pandémie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe B : Devis d'entretien ménager.
- ► Annexe C : Devis d'entretien électromécanique.
- ► Annexe D : Plan stratégique de développement durable.
- ► Annexe E : Travaux de base du Locateur

15.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE
A/S de BUSAC Inc
800, boul. De Maisonneuve Est, bureau 800,
Montréal, Québec, H2L 4L8
Téléphone : 514-284-0014
Télécopieur : 514-843-7074
Attention : du Directeur principal, exploitation et gestion de projets

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-8350
Attention : de la Directrice du SGPI

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais

Paraphes	
Locateur	Locataire

ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
REMISE DU 6e ÉTAGE

Le Locataire et le Locateur consentent à terminer le bail pour l'espace situé au 6e étage du 800 boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de quatre mille neuf cent quarante-six pieds carrés (4 946 pi²) et ce, à compter du 30 avril 2020. Le Locataire ne sera plus tenu de payer son Loyer de base et son Loyer additionnel et son Loyer Taxes foncières à compter de cette date.

Le Locataire remet au Locateur l'espace tel quel comme s'il l'abandonnait. Il est entendu que l'espace vestiaire sera relocalisé au 2e étage à l'emplacement définit à l'annexe A du présent Bail. La relocalisation et le déménagement des casiers se feront aux frais du Locateur. Ce vestiaire devra être construit au plus tard dans les trente (30) jours suivant la reprise de l'espace par le Locateur. La porte du vestiaire devra être munie d'une serrure à code.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 31 mars, 2020

LOCATEUR

par : Michel COUILLARD

Par : Giuseppina Pulitano

Le _____ 2020

VILLE DE MONTRÉAL

par : Domenico ZAMBITO

Paraphes	
Locateur	Locataire

RESOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

de

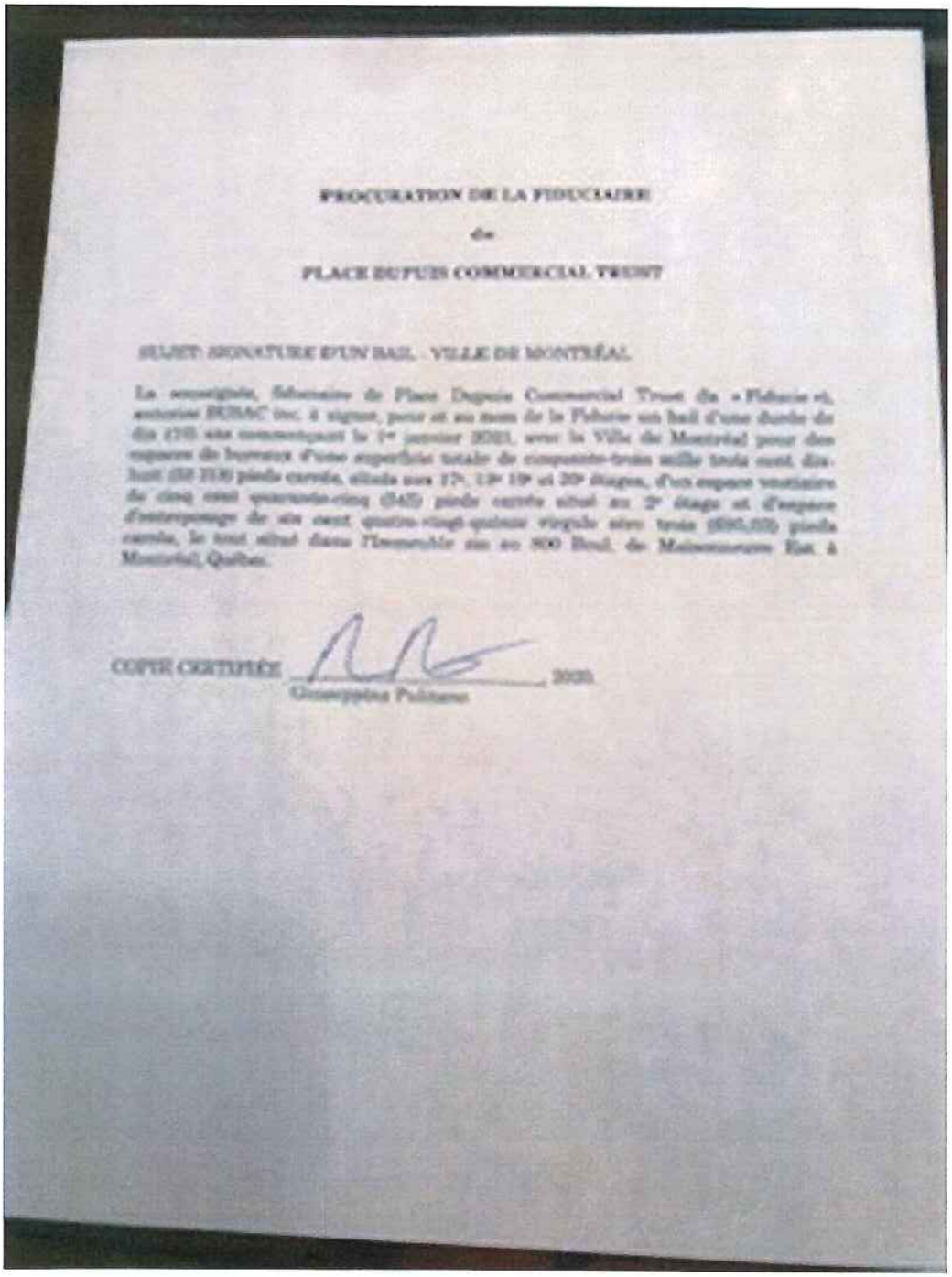
BUSAC Inc.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée spéciale du conseil d'administration de la personne morale: BUSAC Inc. pour et au nom de 800 De Maisonneuve Commercial Trust, tenue à Montréal, Québec le 26 mars 2020.

SUJET: SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE BAIL- VILLE DE MONTRÉAL

Sur proposition de Giuseppina Pulitano, appuyée par Michel Couillard, il est unanimement résolu que BUSAC inc. signe une convention de bail pour la location d'espaces de bureaux d'une superficie totale de cinquante-trois mille trois cent dix-huit (53 318) pieds carrés, situés aux 17e, 18e 19e et 20e étages, d'un espace vestiaire de cinq cent quarante-cinq (545) pieds carrés situé au 2e étage et d'espace d'entreposage de six cent quatre-vingt-quinze virgule zéro trois (695,03) pieds carrés, le tout situé dans l'Immeuble sis au 800 Boul. de Maisonneuve Est à Montréal, Québec, dont le terme est d'une durée de dix (10) ans commençant le 1er janvier 2021 et se terminant le 31 décembre 2030. Madame GIUSEPPINA PULITANO, Vice-présidente exécutive, Finances et exploitation et Monsieur MICHEL COUILLARD, Président et chef de la direction sont autorisés à signer la convention de bail.

COPIE CERTIFIÉE _____
Michel Couillard, Président



PROCURATION DE LA FIDUCIAIRE

de

PLACE DUFUIS COMMERCIAL TRUST

SUJET: SIGNATURE D'UN BAIL – VILLE DE MONTRÉAL

La soussignée, fiduciaire de Place Dufuis Commercial Trust (la « Fiduciaire »), autorise BDSAC inc. à signer, pour et au nom de la Fiduciaire un bail d'une durée de dix (10) ans commençant le 1er janvier 2021, avec la Ville de Montréal pour des espaces de bureaux d'une superficie totale de cinquante-trois mille trois cent dix-huit (53 318) pieds carrés, situés aux 17e, 18e 19e et 20e étages, d'un espace vestiaire de cinq cent quarante-cinq (545) pieds carrés situé au 2e étage et d'espace d'entreposage de six cent quatre-vingt-quinze virgule zéro trois (695,03) pieds carrés, le tout situé dans l'immeuble sis au 800 Boul. de Maisonneuve Est, à Montréal, Québec.

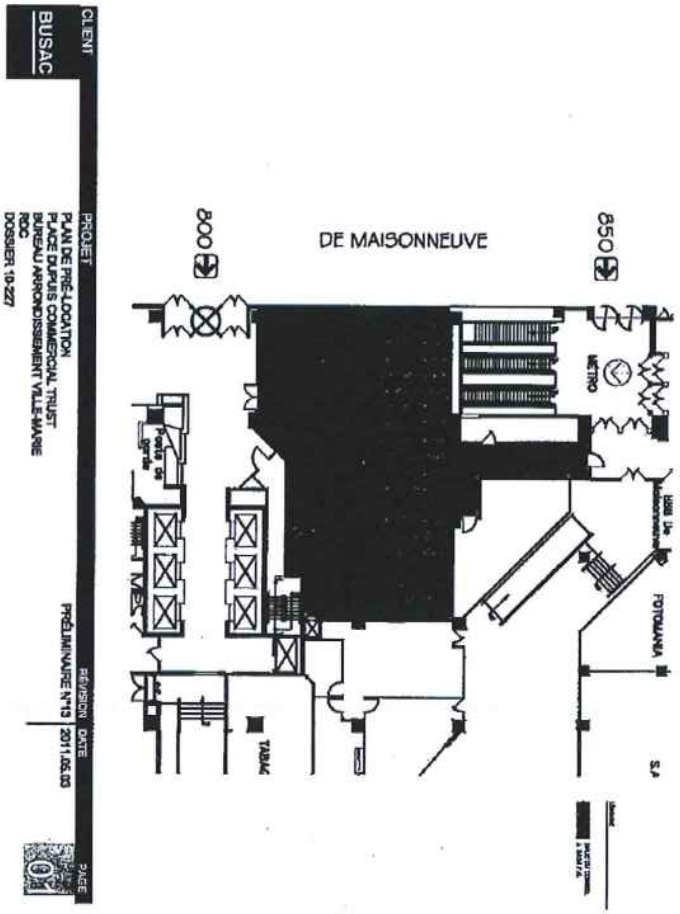
COPIE CERTIFIÉE _____ 2020.
Giuseppina Polisano

Annexe A

Plan des Lieux loués

ANNEXE « A4 »

Plan du rez-de-chaussée

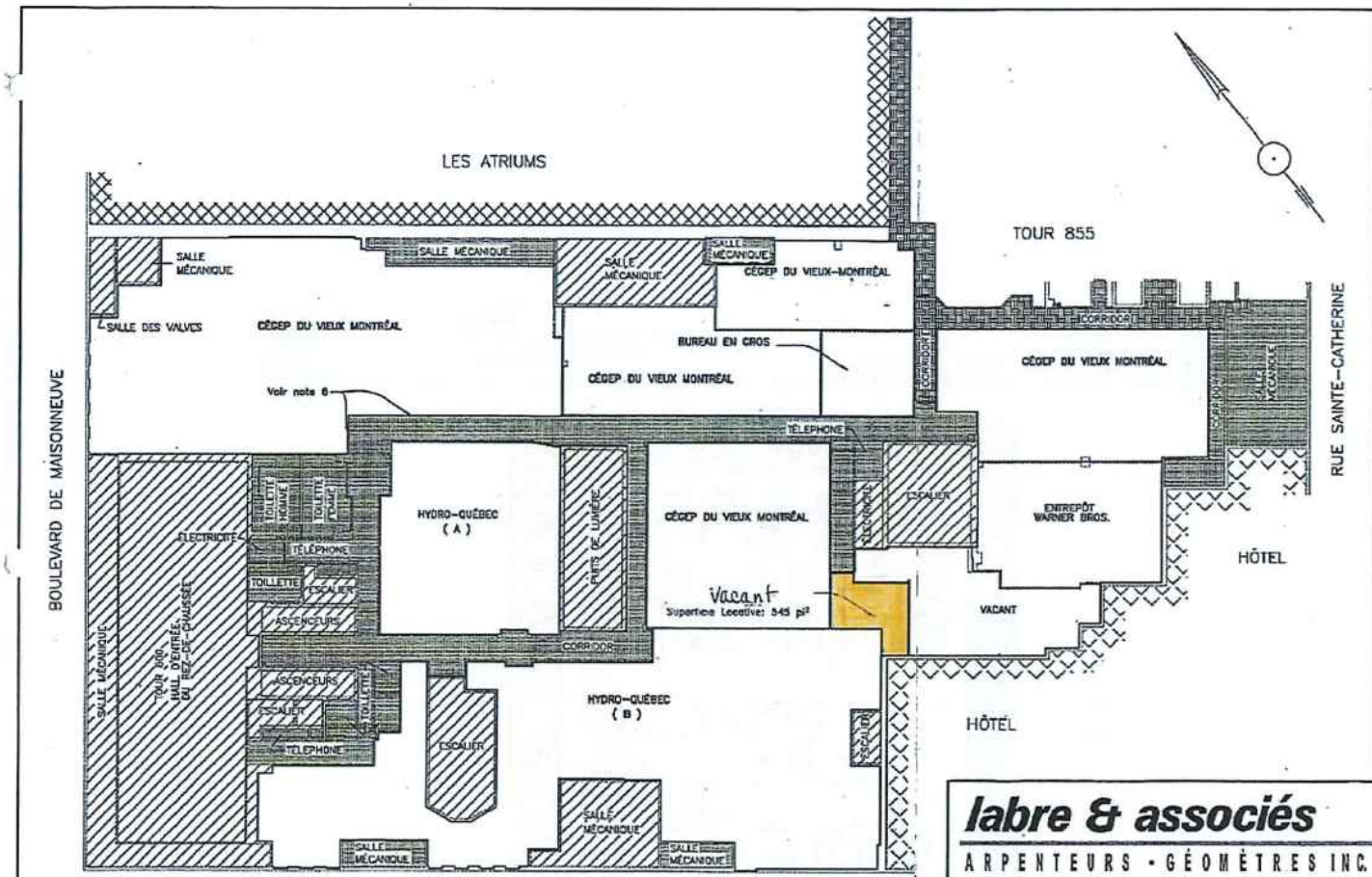


Sommaire des superficies

	Pi²
Rez-de-chaussée	3575
2e étage	545
17e étage	14136
18e étage	14136
19e étage	14136
20ème étage	7335
Total	**53863**

Superficie prêtée

	Pi²
Entrepôt sous-sol #1	695
Entrepôt sous-sol #2	



Légende:

- Superficie utilisable
- Superficie commune d'étage
- Vides techniques
- Tour 855 Sainte-Catherine

L/U Étage — Ratio de répartition des espaces communs de l'étage

L/U Immeuble — Ratio de répartition des espaces communs de l'immeuble

Notes:

1. Les superficies utilisables apparaissant sur le présent plan ont été calculées en respectant les normes BOMA « Office Building Standard Methods of Measurement » (ANSI/BOMA Z65.1-2010).

2. Il est à noter que tous les calculs de superficie utilisable et locative réalisés par le passé par notre société dans ce dossier ont toujours été en fonction de deux bâtiments distincts, soient le « 855 Sainte-Catherine » et le « 800 de Maisonneuve ».

3. Les calculs associés à la détermination de la valeur des facteurs L/U ont toujours été associés à deux bâtiments différents indépendants.

4. Puisqu'au fil des années, au moins un local s'est retrouvé à occuper une partie des deux bâtiments précités, les calculs de la valeur L/U pour les deux bâtiments sont modifiés.

5. À la demande du locateur, notre société n'a pas été mandatée pour refaire tous les calculs de ces facteurs L/U et en conséquence et à partir de ce jour, toutes les valeurs des facteurs L/U qui apparaissent ainsi que les superficies locatives qui en découlent sur quelques plans ou rapports que ce soient préparés avant ce jour ne seront plus valident.

6. Pour ces limites, il n'y a aucun mur. À la demande du locateur, nous avons prolongé les murs existants.

7. Superficie locative = Superficie utilisable x L/U Étage x L/U Immeuble

8. L/U Étage = 1.243830

9. L/U Immeuble = 1.006872

10. Pour le L/U Immeuble, seule l'entrée des ascenseurs au niveau Maisonneuve à été comptée.

11. Les mesures sont en pieds (M.A.) sauf indication contraire.

12. Ce certificat de mesurage est préparé pour des fins de location. Il ne peut être utilisé pour d'autres buts sans l'autorisation écrite du soussigné.

labre & associés
ARPENTEURS · GÉOMÈTRES INC.

· LAVAL · BROSSARD · SAINT-EUSTACHE ·
· REPENTIGNY · MONTRÉAL ·
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: (514)642-2000
www.labre.qc.ca

CERTIFICAT DE MESURAGE

PLACE DUPUIS
2 ième ÉTAGE
ADRESSE: 800 BOULEVARD DE MAISONNEUVE
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
À LA DEMANDE DE: BUSAC IMMOBILIER

REPENTIGNY, LE 4 AVRIL 2018

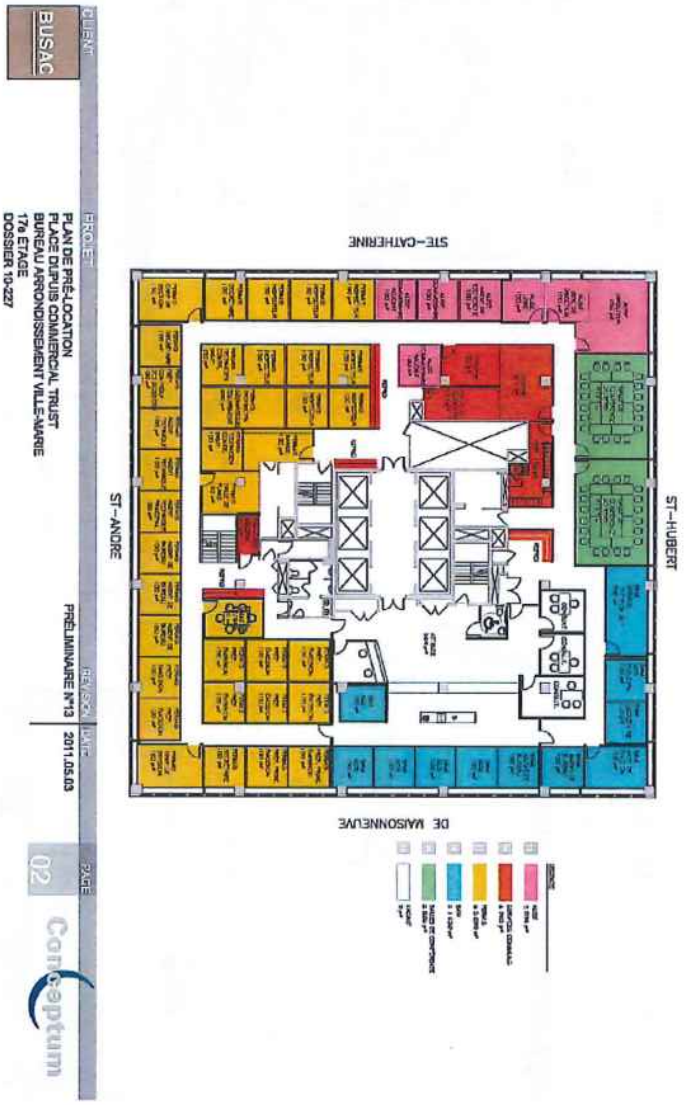
PAR: DANNY HOULE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
ÉMISE LE 2018 / 03 / 12
A.-G.

LEVÉ: 28 MARS 2018	ÉCHELLE: N/A	DESSIN: Ps2062	MINUTE: 31856	DOSSIER: Ps2062

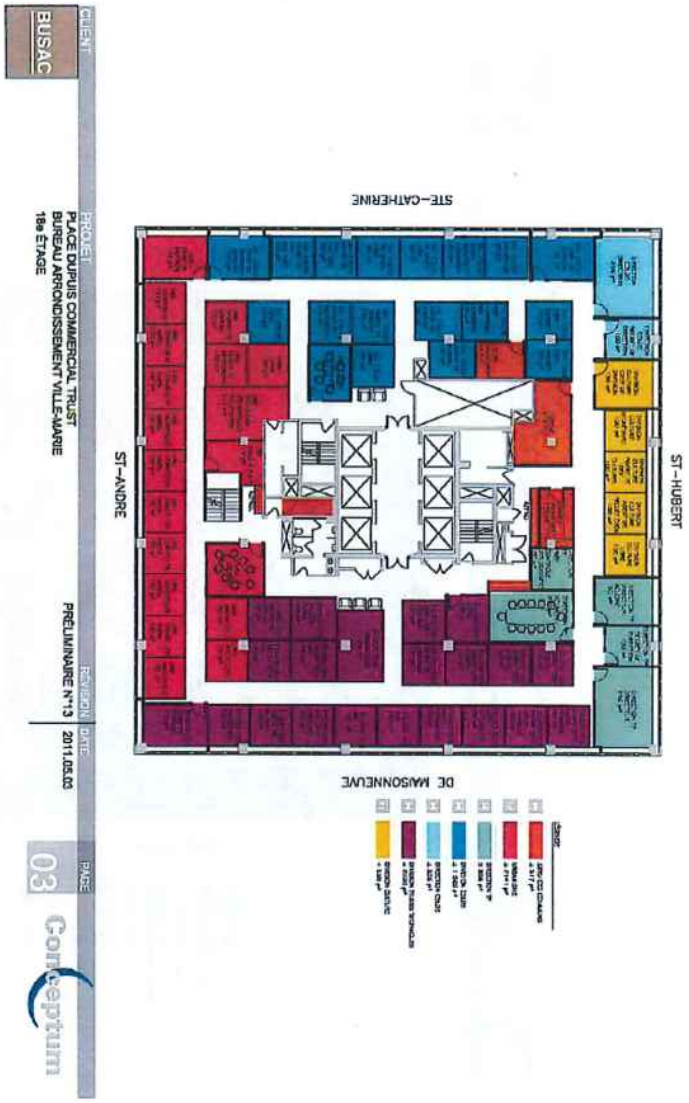
ANNEXE « A1 »

Plan du 17e étage



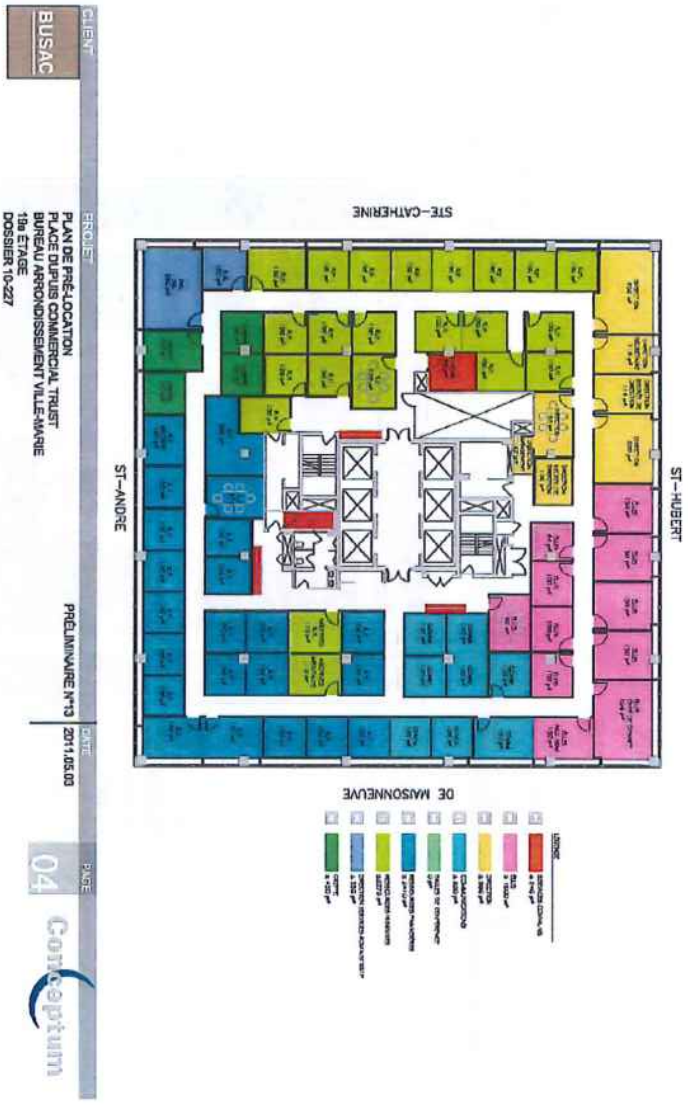
ANNEXE « A2 »

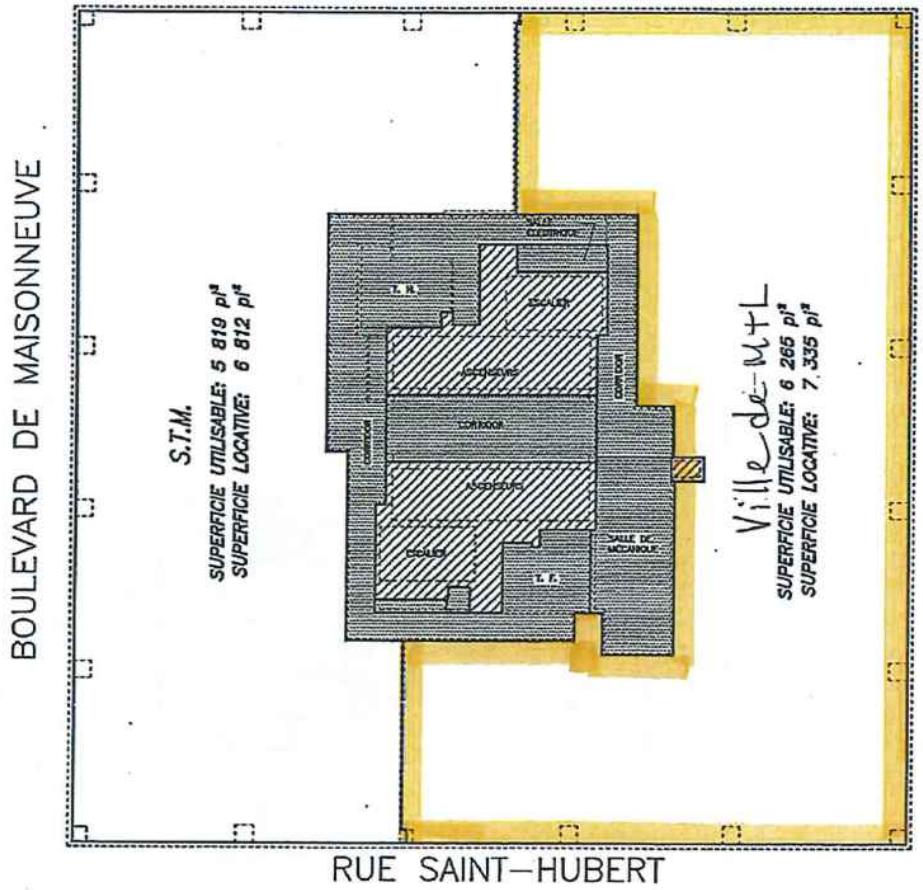
Plan du 18e étage



ANNEXE « A3 »

Plan du 19e étage





NOTES:

- Le 4ième et le 13ième étages n'existent pas
- Les étages 9 à 23 n'ont pas été mesurés

SUPERFICIE LOCATIVE = SUPERFICIE UTILISABLE x L/U ÉTAGE x L/U IMMEUBLE

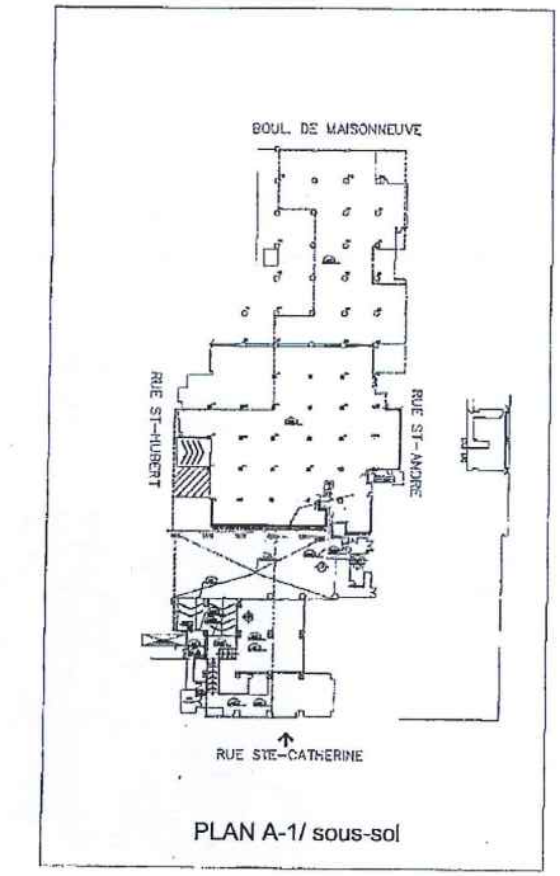
L/U ÉTAGE = 1.162612
(facteur de répartition des espaces commun de l'étage: 1 965 pi²)

L/U IMMEUBLE = 1,006967
(facteur de répartition des espaces communs d'immeubles)
Obs.: Seule l'entrée des ascenseurs au niveau Maisonneuve à été compté.

20° ÉTAGE

ANNEXE « A6 »

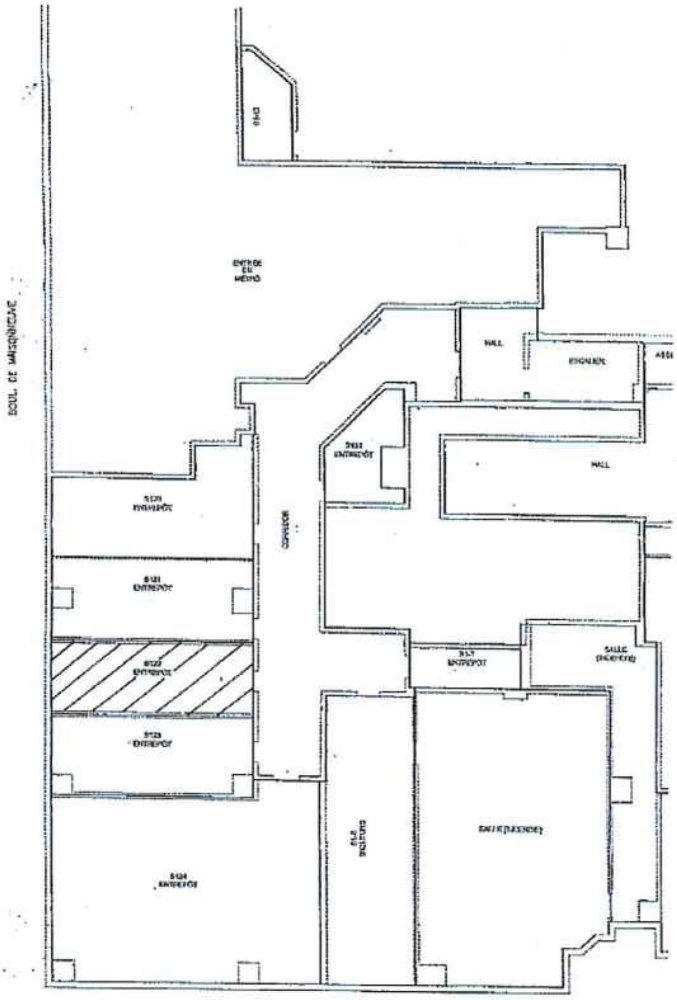
Plan du deuxième local d'entreposage



PLAN A-1/ sous-sol

ANNEXE « A5 »

Plan du local d'entreposage



Annexe B

Devis d'entretien ménager

GÉNÉRALITÉS

6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur. Un changement à l'horaire pour du ménage de jour sera sujet à des frais supplémentaires.

6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé, dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé

6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir un registre des travaux d'entretien à l'exception des travaux quotidiens.

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

6.2 .1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier et une collecte de compost dans les cafétérias et cafés si requis.

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires. Ces frais seront rechargés au Locataire.

Mettre en place un programme pour maintenir le niveau de mercure en dessous de la limite de 100 picogrammes/lumenheure pour toutes les ampoules contenant du mercure, par moyenne pondérée de toutes les ampoules contenant du mercure pour le bâtiment existant et son terrain.

Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps. Ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de systèmes d'entrée permanents (paillassons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace.

6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique (2 plies), désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, gobelets de papier, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

Tous les produits d'entretien ménager doivent être écologiques

6.3.4 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier , les plantes, etc. à l'exception des écrans acoustiques, des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locateur sauf si autrement spécifié par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES (suite)

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait selon les recommandations du fabricant. De plus, le Locateur doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

6.3.8 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

Ce plan doit être accompagné d'une stratégie de communication et d'un programme de formation des occupants. On doit y retrouver la liste des produits potentiellement toxiques, les coordonnées de la personne responsable à contacter en cas d'intoxication, l'information pertinente sur le produit (fiches MSDS).

Un avis doit être émis à tous les occupants 72 heures avant l'épandage d'un produit toxique. Indiquer dans le plan les circonstances où cette règle ne pourrait être respectée et avisées au moins 24 heures à l'avance avant l'application en urgence de tout produit.

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes. Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quels que soient l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

LÉGENDE

J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	4 fois par année (aux 3 mois)
B	2 fois par année (aux 6 mois)

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
1. PLANCHERS SANS TAPIS	- vadrouillage humide	J+B
	- lavage et rinçage	J+B
	- cirage	
	- polissage	
	- décapage, cirage et polissage	2A
2. ESCALIERS	- vadrouillage	
- rampes pour handicapés	- rampes pour handicapés	
3. PLANCHERS AVEC TAPIS	- nettoyage à la machine	2A
- aires de circulation	- aspiration au complet	J
- aires de bureaux	- aspiration au complet	2S

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration	J
	- nettoyage au linge humide et vadrouille	B
5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC	- nettoyage	S+B
6. PLAFOND	- nettoyage ou détachage (si requis)	B
7. MURS ET CLOISONS	- époussetage et lavage	1A
- fini tapis	- détachage	B
- fini plâtre, bois, placoplâtre	- aspiration	M
- fini brique		
8. ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage	B
	- aspiration	1A
	- époussetage	M
9. VITRES		
- portes et cloisons d'entrée vitrées	- lavage	S
- portes et cloisons intérieures vitrées	- lavage	2S+B
- fenêtres: - vitres intérieures	- lavage (mai et octobre)	2A
- vitres extérieures	- lavage (mai, août, octobre)	3A
- cloisons vitrées de sécurité	- nettoyage	S+B
- rez-de-chaussée extérieures	- lavage	M
10. FENÊTRES	- nettoyage	M
- appui et rebord	- époussetage	M
11. STORES		
- verticaux	- nettoyage	1A
- horizontaux	- nettoyage	2A
12. PORTES et cadres de portes	- nettoyage	M+B
13. SALLES	-entretien et nettoyage régulier	J
- polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice)		
14. CUISINES - AIRES DE REPOS		
- planchers	- lavage	J+B
- murs	- époussetage et détachage	B
	- lavage	J
- mobilier (comptoir)	- lavage	J
- céramique	- lavage	S+B
- Lave-vaisselle	- lavage	B
	- vider	B
- papier, serviettes	- approvisionnement	J
- savon	- approvisionnement	J
- compost	- vider les contenants dans le bac à compost central	J

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
15. SALLES DE TOILETTES		
- planchers	- lavage et balayage	J+B
	- décapage	M
- murs (céramique)	- lavage	J
- cloisons (intér.)	- détachage	B
	- lavage complet	s
- cloisons (ext.)	- lavage	s
- murs	- lavage	s
- urinoirs	- lavage et désinfection	J
- cuvettes et sièges	- lavage et désinfection	J
- éviers et douches	- lavage et désinfection	J
- miroirs	- lavage	J
- réceptacle à savon	- lavage	J
- séchoirs à main	- lavage	J
- poubelles + accès.	- désinfection	J
- sacs de plastique	- remplacement	J
- papier et serviettes	- approvisionnement	J
- savon	- approvisionnement	J
- désinfectant	- approvisionnement	J
16. ASCENSEURS		
- planchers, mains courantes	- nettoyage	J
- intérieur	- nettoyage complet	S
- rainures de portes	- nettoyage complet	S
- portes et encadrement	- nettoyage où requis	J
- plafond	- nettoyage complet	1A
17. ESCALIERS MÉCANIQUES		
- rainures, mains courantes	- nettoyage et aspiration	J
- panneaux métalliques	- nettoyage	S
18. MONTE-CHARGE		
- planchers	- nettoyage	J
- cabine	- nettoyage	S
19. MOBILIER		
- chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre	- lavage	4A
- tissus	- aspiration	1A
	- détachage	B
- bureaux, tables, classeurs et étagères	- époussetage	S
	- détachage	B
- bureaux, tables,	- lavage	1A
20. FONTAINES À BOIRE	- nettoyage	J
	- désinfection	2S
21. CENDRIERS	- vider et nettoyer	J
	- changer le sable	M
- corbeilles à rebuts	- vider et nettoyer	J
- poubelles à déchets alimentaires	- vider et nettoyer	J
	- désinfecter	J

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
22. BACS DE RÉCUPÉRATION		
- aux postes (papier)	- vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment	J
- du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal)	- vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment	J
23. TÉLÉPHONES		
- appareils de bureau	- nettoyage	M
- appareils dans la salle multiservice	- nettoyage en profondeur	s
24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE	- nettoyage	J
	- lavage	J
25. BABILLARDS D'AFFICHAGE	- époussetage	M
26. EXTINCTEURS	- époussetage	M
	- lavage	1A
27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage	1A
	- lavage	1A
28. PANNEAUX SIGNALISATION		
- (interne)	- époussetage	2A
- (externe)	- lavage	2A
29. RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- époussetage	s
	- nettoyage	2A
30. GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	- nettoyage	1A
31. GARAGE ET ENTREPOT	- lavage du plancher	B+2A
	- nettoyage des murs	1A
32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes)	- nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A+B
33. AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURES, STATIONNEMENT	- nettoyage	B
34. BACS DE COMPOSTAGE		
- dans les cafés des départements, dans les salles de repos	- vidé dans le bac de compostage central du bâtiment., nettoyer les contenants locaux	J
	- entretenir le bac à compost central et assurer son fonctionnement	B
	- récolter le compost du bac central et le distribué selon les directives du programme retenu.	B

6.5 TÂCHES DU PROPRIÉTAIRE

6.5.1 AJUSTER LES POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT

Une fois l'audit des déchets est complétée, ajuster les politiques d'approvisionnement pour répondre aux résultats en réduisant la quantité de déchets de l'édifice le plus possible à la source (ex. choisir des produits avec un emballage recyclable, ou sans emballage).

6.5.2 FORMATION DES USAGERS DU BÂTIMENT

Mettre en place et gérer un programme d'éducation et de sensibilisation des usagers au programme de recyclage et tri des déchets du bâtiment. S'assurer que les bacs locaux de recyclage (par étage ou département) sont clairement identifiés et accessibles aux usagers.

Annexe C

Devis d'entretien électromécanique

TABLE DES MATIÈRES

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE
7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL
7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL
7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai de 24 heures au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.

7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

Annexe D

Les directives 01, 04 et 05

du Plan stratégique de développement durable

Directive # 01
Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 04
Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- (P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 05
Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

3. DÉFINITIONS

Déchets de CRD : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

Valorisation des déchets de CRD : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

Réutilisation : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

Déconstruction sélective : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

Filière d'élimination : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

Séparation à la source : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

Métaux non-ferreux : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

Le bois	La terre
Le métal	Les résidus verts
Le roc et le béton	Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique)

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

7. RÉFÉRENCES INTERNET

SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
Écocentres, guide de gestion :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Recyc-Québec : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/clent/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ) : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Mélimax : www.mélimax.com
Multi Recyclage S.D. : www.multirecyclage.com
Éco-réno : www.ecoreno.com
Boytech Démolition : www.boytechdemolition.com
Habitat pour l'Humanité / Re Store : www.habitatmontreal.qc.ca

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

ANNEXE « E »

TRAVAUX DU LOCATEUR
(BUREAUX)

Seuls les ouvrages énumérés ci-dessous à titre de Travaux du Locateur seront fournis et feront l'objet d'installation aux frais du Locateur, dans les Lieux Loués, dans les 6 à 8 mois suivant l'approbation du bail par le CA de la Ville de Montréal. Toutefois, sujet aux contraintes occasionnées par la pandémie de Covid-19 qui devront être entièrement levées, il est possible que ces délais ne puissent être respectés.

1. **Toilettes**

   Rénovation complète des salles de toilettes entièrement équipées, pour hommes et pour femmes aux 17e, 18e, 19e et 20e étages. De plus, le Locateur s'engage à respecter les normes régissant l'accessibilité aux toilettes pour les personnes à mobilité réduite. Les travaux seront effectués selon les standards de l'immeuble.

2. **Hall d'ascenseurs et espaces communs**

   Rénovation complète des halls d'ascenseurs et corridors communs aux 17e, 18e, 19e et 20e étages. Les travaux seront effectués selon les standards de l'immeuble.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204069003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  `` *D'approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2021, des espaces situés au rez-de-chaussée, 2e 17e, 18e, 19e et 20e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard de Maisonneuve Est, d'une superficie de 53 863 pieds carrés, à des fins de bureau d'arrondissement, moyennant un loyer total de 18 615 991,28 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail.* ``

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 18 615 991,28 $

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 711 527,66 $	1 711 527,66 $	1 737 740,67 $	1 737 740,67 $	1 924 313,10 $	9 793 141,52 $	**18 615 991,28 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 16 998 881,36 $

	Années antérieures	2021	2022	2023	2024	2025	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 562 852,88 $	1 562 852,88 $	1 586 788,85 $	1 586 788,85 $	1 757 154,35 $	8 942 443,53 $	**16 998 881,36 $**

Informations comptables:

- Le budget de l'arrondissement Ville-Marie dédié à la location de ce bâtiment selon les termes du bail actuel (Place Dupuis Commercial Trust no 8062) représente 1 630 226 $ net de ristournes pour l'année 2020. Ce budget sera ajusté à chacune des années du bail pour équivaloir au loyer négocié tel que présenté en pièce-jointe. Il n'y a aucun enjeu de financement jusqu'en 2025 car le loyer négocié pour les années 2021 à 2024 est moindre que le budget actuel. Le montant supplmentaire requis à compter de 2025 de même que pour les années subséquentes.sera prévu au budget.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2020-03-25**

Date et heure système : 25 mars 2020 11:30:17

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2020/04/14
18:30

(2)

Dossier # : 1207135006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement des contributions à divers organismes pour un montant de 4 000 $

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 4 000,00 $
1 000 $: Département d'études littéraires- Université du Québec à Montréal

3 000 $: Fondation Emergence

D'imputer cette dépense totale de 4 000,00 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-09 16:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207135006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement des contributions à divers organismes pour un montant de 4 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Accorder, à même le budget de fonctionnement des contributions à divers organismes pour un montant total de 4 000 $

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 000 $	Madame Geneviève Lafrance Professeur Directrice de l'Unité de programmes de premier cycle Département d'études littéraires Université du Québec à Montréal C.P. 8888, Succursale Centre-Ville Montréal (Québec) H3C 3P8	Mairesse
3 000 $	Monsieur Laurent Breault Directeur général Fondation Emergence CP55510 Centre Maisonneuve Montréal (Québec) H1W 0A1 Téléphone : 438 384-1058	Robert Beaudry

Totaux par district

- Cabinet de la mairesse 1 000 $
- Saint-Jacques 3 000 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nady JEAN-LOUIS
Secrétaire d'unité administrative

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél :	514 868-5858	**Tél :**	514 872-2624
Télécop. :	514 872-8347	**Télécop. :**	000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207135006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Soutien aux élus
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement des contributions à divers organismes pour un montant de 4 000 $

Document financier

Aspects financiers_GDD 1207135006.pdf

Listes des organismes :

VF_Liste des organismes - 2020-04-14.doc

Demande des organismes :

Département d'étude littéraires de l'UQAM.pdfFondation Émergence.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nady JEAN-LOUIS
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-5858
Télécop. : 514 872-8347

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1207135006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Soutien aux élus
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement des contributions à divers organismes pour un montant de 4 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1207135006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1207135006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Université du Québec à Montréal (Département d'études littéraires)	121593
2.	Fondation Emergence	110520

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant		4 000,00 $						**4 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 0

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	14	avril	2020	Date de fin :	14	avril	2020

Formulaire complété par : Nady Jean-Louis

Prénom, nom

Date et heure système : 08 avril 2020 16:33:45

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 14 avril 2020		
Organisme demandeur	Projet	Siège social -District
Madame Geneviève Lafrance Professeur Directrice de l'Unité de programmes de premier cycle Département d'études littéraires Université du Québec à Montréal C.P. 8888, Succursale Centre-Ville Montréal (Québec) H3C 3P8	Campagne de socio-financement « Projet un livre à la fois » projet communautaire réalisé entre l'université du Québec et l'école Champlain	Cabinet de la mairesse
Monsieur Laurent Breault Directeur général Fondation Émergence CP55510 Centre Maisonneuve Montréal (Québec) H1W 0A1 Téléphone : 438 384-1058	Campagne déployée dans le cadre de la journée internationale contre l'homophobie et transphobie	Saint-Jacques

UN LIVRE À LA FOIS

Un livre à la fois, c'est une chance offerte aux élèves de l'École primaire Champlain de participer à un projet collectif de création rendu possible par les efforts conjoints d'étudiant.e.s de la Faculté des arts de l'Université du Québec à Montréal, qui souhaitent donner une portée sociale à leurs études en s'impliquant bénévolement dans leur quartier. Fondé en septembre 2017, le projet a permis à ce jour de tisser des liens entre plus de quatre-vingt étudiant.e.s de baccalauréat, de maîtrise et doctorat de l'UQAM et quelque cent cinquante élèves de l'École Champlain.

Située dans le quartier Centre-Sud, l'École Champlain est classée depuis plusieurs années parmi les écoles affichant le taux de « défavorisation » le plus élevé au Québec. Depuis bientôt trois ans, tous les élèves de cette école, de la maternelle 4 ans à la deuxième année, reçoivent chaque semaine la visite d'une trentaine d'étudiant.e.s du Département d'études littéraires de l'UQAM, qui vont partager leur amour des livres à l'occasion de séances de lecture interactive. Cet hiver, pour la deuxième année consécutive, les écoliers et les écolières seront convié.e.s à devenir eux-mêmes auteurs en créant leurs propres livres illustrés. Chacune des six classes impliquées dans le projet composera sa propre histoire grâce à des ateliers d'écriture animés par des étudiant.e.s du Département d'études littéraires. En avril, des ateliers de peinture et de dessin seront animés par des étudiant.e.s en enseignement de l'École des arts visuels et médiatiques, qui aideront les enfants à illustrer leurs histoires. Celles-ci seront par la suite mises en pages, imprimées et reliées sous forme d'albums. L'édition graphique des livres sera réalisée par des étudiant.e.s de l'École de design. Le 8 juin prochain, l'UQAM ouvrira ses portes aux élèves de l'École Champlain pour une cérémonie officielle de remise des livres. Chaque enfant recevra deux exemplaires du livre que sa classe aura créé : un premier qu'il pourra conserver précieusement, un second qu'il pourra à son tour donner.

Un livre à la fois vise à stimuler l'intérêt pour la lecture chez des enfants issus de milieux socioéconomiques défavorisés, à contribuer à l'épanouissement de leur créativité, à favoriser leur persévérance scolaire et à semer chez eux l'idée d'accéder à leur tour, un jour, aux études universitaires. Est-il nécessaire de rappeler qu'à l'École secondaire Pierre-Dupuy, la seule école secondaire du Centre-Sud, près de deux élèves sur trois sortent sans diplôme ni qualification, et que 25 % des familles du quartier vivent sous le seuil du faible revenu? En plus de nourrir l'intérêt des élèves pour la lecture, l'implication dans un processus de création suscitera chez eux un sentiment d'accomplissement, de fierté et d'appartenance. Pour de nombreux enfants de l'école, il s'agira d'une chance unique de s'éveiller à la lecture, à ses joies et à ses promesses. Le projet permet en même temps à des étudiant.e.s de l'UQAM de parfaire leur formation en participant à toutes les étapes de la production d'un album jeunesse, de l'écriture à l'impression. Soutenir *Un livre à la fois*, c'est mettre en valeur les talents et l'implication citoyenne d'étudiant.e.s qui œuvrent à ce que l'UQAM demeure une université responsable, solidaire et décloisonnée, ayant à cœur de contrer les inégalités sociales et de transmettre à de nouvelles générations l'envie d'apprendre, de lire et de créer.

Notre projet repose entièrement sur l'action bénévole des étudiant.e.s impliqué.e.s, sur des dons et sur de petites subventions ponctuelles. Il a été soutenu à ce jour par la Fondation de l'UQAM, par la Faculté des arts, par des associations étudiantes et par le Comité du 50e anniversaire de l'UQAM. Afin de faire davantage rayonner le projet, nous aimerions pouvoir diversifier nos sources de financement. Tous les fonds recueillis serviront à couvrir les frais d'impression et de reliure des livres, estimés à 5 000 $. En plus d'être offerts aux enfants, les livres ainsi créés enrichiront les rayons des bibliothèques du quartier, notamment de la Bibliothèque Frontenac et de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

L'équipe d'*Un livre à la fois* (hiver 2020) :

Sayaka Araniva-Yanez, Sophie Archambault, Émilie Bauduin, Monique Bernal, Andréa Biron-Boileau, Fanny Blanchet, Éloïse Bourdeau, Rose-Aimée Bradley, Florence Brassard, Alexandrine Carpentier-Vallée, Ludovic Champagne, Philomène Cloutier-Julien, Alice Emond-Savard, Maxime Fecteau, Alexandrine Hugonnier, Gaëlle Jan, Mélodie Claire Jetté, Sophie Lamontagne, Salomé Landry Orvoine, Liliane Lapointe, Amélie Laporte, Ethel Cyr Laurendeau, Audrey-Ann Major, Jeanne Murray-Tanguay, Jonathan Paquette, Véronique Perron, Monick Piché, Gabrielle Prats, Ariane Robillard-Vézina, Nay Theam, Anne-Sophie Tremblay et Jasmine Tremblay.

Supervision : Maryse Gagné, Geneviève Lafrance, Laurence Sylvestre

Geneviève Lafrance
Professeure et directrice des programmes de premier cycle
Département d'études littéraires
Université du Québec à Montréal
Téléphone : 514-987-3000, poste 4375
lafrance.genevieve@uqam.ca

Laurence Sylvestre
Professeure et directrice de l'École des arts visuels et médiatiques
Université du Québec à Montréal
Téléphone : 514-987-3000, poste 8273
sylvestre.laurence@uqam

Contact :

Alexandrine Hugonnier
Téléphone :
hugonnier.alexandrine@courrier.uqam.ca

Pour plus d'informations sur le projet :

https://www.actualites.uqam.ca/2018/uqam-adopte-ecole-centre-sud
https://www.actualites.uqam.ca/2018/eleves-ecole-primaire-champlain-visite-uqam
https://www.actualites.uqam.ca/2019/eleves-ecole-primaire-champlain-retour-uqam
https://www.actualites.uqam.ca/2019/fete-celebre-creativite-eleves-ecole-primaire-champlain

fondation émergence | Lutte contre l'homophobie et la transphobie

mercredi, 11 mars 2020

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller et membre du comité exécutif de la Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien financier
Campagne *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* 2020

Monsieur Beaudry,

La Fondation Émergence a pour mission de défendre les droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBTQ+). Chaque année, elle organise une campagne de sensibilisation à destination du grand public, qui culmine le 17 mai lors de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Cette journée, créée à Montréal et pour la première fois au monde par la Fondation Émergence en 2003, est aujourd'hui reconnue à l'échelle nationale et internationale.

Nous réitérons nos remerciements pour le soutien financier que la Ville de Montréal nous a accordé l'an dernier pour la réalisation de notre campagne annuelle de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

L'édition 2020 abordera un enjeu d'actualité préoccupant : l'homophobie et la transphobie dans le milieu de travail. Les études démontrent qu'aujourd'hui encore, la moitié des personnes LGBTQ+ n'ont pas divulgué leur homosexualité ou leur transidentité dans leur milieu de travail, par crainte d'attirer des moqueries, des préjugés, de l'intimidation voire du harcèlement sexuel de la part de leurs collègues ou de leur employeur. Elles craignent également la discrimination menant à la perte de promotion ou toute autre possibilité d'avancement. C'est pourquoi notre campagne s'adressera principalement au grand public et notamment aux gestionnaires et propriétaires d'entreprises. Elle aura pour accroche ; « **La moitié des personnes LGBTQ+ sont encore dans le placard au travail. Créons des milieux plus inclusifs pour libérer leur plein potentiel**. »

Comme les années précédentes, le matériel de sensibilisation se déclinera en affiches, dépliants, autocollants et en matériel numérique sur les réseaux sociaux. Il sera ensuite distribué dans tous les milieux pertinents du Québec (scolaire, professionnel, institutionnel, etc.).

Les objectifs principaux de cette campagne sont :

- Sensibiliser le grand public au problème de l'homophobie et de la transphobie dans le milieu de travail ;
- Inviter les milieux concernés à mener des activités de sensibilisation et d'éducation contre ce phénomène.

Par la présente, nous vous invitons à soutenir financièrement notre initiative et à souligner la date du 17 mai dans vos milieux, arrondissements et réseaux en diffusant cette nouvelle campagne.

Ensemble, nous pouvons créer une Ville qui accepte pleinement la diversité sexuelle et de genre.

Recevez, Monsieur Beaudry, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Laurent Breault
Directeur général de la Fondation Émergence

Demande envoyée aussi à Madame Valérie Plante, mairesse de la Ville de Montréal
p. j. Rapport d'activités 2018-2019

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1207135006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 4 000,00 $:

  - 1 000 $: Département d'études littéraires (Université du Québec à Montréal)
  - 3 000 $: Fondation Emergence"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 4 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		4 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 4 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-08**

Date et heure système : 08 avril 2020 15:33:49

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Il est recommandé :
D'accorder une contribution exceptionnelle de 150 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour son Fonds d'urgence COVID-19 pour l'année 2020;

De créer un fonds d'urgence en arrondissement de 100 000 $ pour répondre aux besoins les plus urgents des organismes desservant l'arrondissement dans le cadre de la pandémie du COVID-19;

De déléguer au directeur d'arrondissement délégué l'approbation des demandes de contributions financières et l'autorisation des dépenses dans le cadre de ce fonds d'urgence d'arrondissement;

D'approuver à cette fin une affectation de surplus de 250 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-14 15:04

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204364003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

Le 25 janvier 2020, le Canada identifie un premier cas de COVID-19 sur son territoire. Quelques semaines plus tard, le 12 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que la propagation du coronavirus est désormais au stade d'une pandémie mondiale. Le lendemain, le gouvernement du Québec déclarait l'état d'urgence sanitaire pour l'ensemble du territoire québécois, imposant plusieurs mesures visant la réduction de la propagation. Le 29 mars 2020, lors d'une l'assemblée extraordinaire, le conseil d'agglomération s'est prononcé en faveur du prolongement de l'état d'urgence pour l'agglomération montréalaise, et ce pour une durée de 5 jours. Un premier 48 heures d'état d'urgence avait été décrété antérieurement, soit 27 mars 2020.
À ce jour, les mesures portent notamment sur :

- l'interdiction de tous les rassemblements intérieurs et extérieurs;
- la fermeture de la majorité des commerces et lieux publics;
- la fermeture de l'ensemble des services de garde et des établissements d'enseignement des réseaux publics et privés, jusqu'au 1er mai minimum;
- une invitation à toutes les personnes âgées de 70 ans et plus de s'isoler volontairement;
- une invitation à annuler tous les voyages à l'étranger et les déplacements à l'interne de la province.

Les différentes mesures appliquées à l'échelle mondiale et locale ont rapidement entraîné un ralentissement économique.

La Ville de Montréal a également mis en place plusieurs mesures évolutives, dont :

- la fermeture de toutes ses installations (centres sportifs, culturels et communautaires et édifices municipaux);
- la fermeture des modules et aires de jeux dans tous les parcs;
- l'annonce d'un soutien financier aux entreprises et aux organismes communautaires.

Par ailleurs, la Ville assure le maintien des services essentiels (eau, collecte des ordures, services d'urgence) et poursuit les démarches administratives entourant le soutien financier dédié aux organismes communautaires qui soutiennent la population isolée et vulnérable.

La Ville travaille présentement avec plusieurs partenaires en vue de soutenir les organismes communautaires qui continuent d'offrir des services essentiels aux populations plus démunies, dont ceux œuvrant en sécurité alimentaire. Une cellule de crise régionale - sécurité alimentaire et une cellule de crise locale - besoins communautaires ont d'ailleurs été créées afin de coordonner les efforts de chacun en collaboration, sur le plan local, avec le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, les tables de quartier et les ONBL pour les districts St-Jacques et Sainte-Marie.

Un comité de «travail» s'affère également à identifier les besoins des familles, des personnes immigrantes, itinérantes et en situation d'isolement dans le district Peter-McGill avec la collaboration du CIUSSS du Centre-Ouest-de- l'Île-de-Montréal, la table de quartier et les ONBL.

La Ville de Montréal a mis en place une cellule régionale pour venir en aide à la population itinérante de la métropole. Des mesures pour assurer la sécurité alimentaire et la sensibilisation face au COVID-19 ont été mises en place pour soutenir la population itinérantes. Au début d'avril, c'est trois (3) haltes de repos, de ravitaillement, d'information et de services sanitaires qui sont déployés sur le territoire de Ville-Marie. Des actions pour assurer la sécurité et la santé des usagers qui utilisent les différents refuges sont également mis en place.

Le troisième axe de soutien vise les groupes isolés : aînés, immigrants, personnes vivant avec des défis de santé mentale qui se retrouve isolés, sans soutien suite à la rupture d'activités dans les divers centres et organismes communautaires de l'Arrondissement. Il est important que les OBNL réorganisent leurs services pour offrir du soutien psychosocial.

L'Arrondissement souhaite également aider les organismes partenaires à maintenir une offre de service adaptée à la situation actuelle, tout en répond aux besoins de leurs usagers et en leur permettant de passer au travers cette période difficile. Dans ce contexte exceptionnel de pandémie du COVID-19, qui pourrait perdurer, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite répondre rapidement, par un soutien financier d'urgence destiné aux besoins croissants des organismes communautaires du territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

L'affection d'une somme de 250 000 $ en provenance du surplus servira à soutenir deux (2) volets distincts:
Volet 1:

- un don de 150 000 $ de l'Arrondissement au Fonds d'urgence COVID-19 déployé par Centraide du Grand Montréal;

Volet 2:

- un fonds d'urgence local de 100 000 $ pour soutenir des besoins complémentaires des OBNL de l'Arrondissement dans le cadre de la crise, que ce soit en termes matériel, financier ou autres.

- À ce 100 000 $ de l'arrondissement, s'ajoutent une contribution de 100 000 $ en provenance des Caisses Desjardins du Quartier latin de Montréal et du Complexe Desjardins, et de 50 000 $ de la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques et cheffe du deuxième groupe d'opposition de l'Assemblée nationale du Québec, madame Manon Massé.

La Direction de la culture, des sports et du développement social travaille actuellement à baliser cette aide qui pourrait être utile dans le milieu. Une recension des besoins des organismes communautaires est actuellement en cour. Un formulaire sera acheminé aux organismes communautaires du territoire. L'arrondissement veillera à se coordonner avec les divers acteurs et autres parties prenantes du milieu. Un comité mixte sera mis en place pour analyser rapidement les demandes afin de déployer le Fonds d'urgence conformément à certaines balises administratives :

- les activités et services essentiels soutenus doivent répondre à des besoins de première nécessité;
- les organismes admissibles doivent être déjà connus ou soutenus par l'arrondissement.

L'arrondissement de Ville-Marie souhaitant agir en complémentarité de l'aide d'urgence offerte par Centraide, les organismes ayant déjà reçus un financement dans le cadre du Fonds d'urgence COVID-19 de ce dernier ne seront pas priorisés pour une aide supplémentaire de l'arrondissement.

Cette somme totale a pour objectif de fournir une aide financière temporaire et exceptionnelle selon des critères flexibles afin de mettre en place des mesures de soutien auprès des partenaires fragilisés par la pandémie pour qu'ils puissent offrir des services à la population dans le besoin et traverser cette zone de turbulence sanitaire.

JUSTIFICATION

Les mesures sanitaires visant la gestion de la pandémie de la COVID-19 ont amené plusieurs organismes communautaires à réduire leurs services directs auprès de leur clientèle. Par ailleurs, les organismes se sont vu privés d’un important nombre de bénévoles. La réduction de services de soutien essentiels pour les population vulnérables est majeure, et plusieurs organismes font état de situations précaires.
Les personnes plus vulnérables sont affectées par :

- la fermeture ou la réduction des services de dépannage alimentaire et/ou d’hébergements d’urgence;
- la réduction de services normalement assurés par des bénévoles (exemple, transport pour des services médicaux);
- la difficulté d’avoir accès à de l’information essentielle (personnes sans téléphone / Internet, personnes allophones);

- le confinement à la maison de plusieurs employés et parents, pouvant aviver les tensions conjugales et/ou l'anxiété.

De plus, la gestion de la pandémie a un impact majeur sur la population en général :

- pertes d'emploi;
- isolement des personnes âgées;
- confinement des enfants, jeunes et leurs parents à la maison;
- anxiété face à une situation inédite, d'envergure mondiale et d'une durée inconnue.

La mise sur pied de cette mesure par l'arrondissement de Ville-Marie vise à assurer un continuum de services aux personnes les plus vulnérables, alors qu'il y a explosion du nombre de demandes d'aide. L'arrondissement pourra répondre aux enjeux locaux, en complémentarité avec le Fonds de Centraide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où les organismes ne seraient pas soutenus financièrement, non seulement ils ne pourraient subvenir aux besoins immédiats des populations vulnérables, mais ils pourraient se retrouver en situation précaire qui mettrait en péril leur survie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette décision sera annoncée dans le communiqué des faits saillants de la séance du conseil, dans les médias sociaux et l'infolettre, ainsi que sur le site Web de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement du Fonds du Centraide à la mi-mars 2020

- Lancement du Fonds de l'arrondissement à la mi-avril 2020
- Reddition de compte sommaire : au terme de la période de crise

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur, le directeur de direction ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin CRÉPEAU, Ville-Marie
Annie GAUTHIER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-01
Marie-Claude OUELLET chef de division sports, loisirs et développement social	Maryse BOUCHARD Directrice
Tél : 514-872-1769 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-7667 **Télécop. :** 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2020-04-03

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Information Fonds d'urgence COVID-19 -- Centraide du Grand Montréal



Fonds d'urgence.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude OUELLET
chef de division sports, loisirs et développement social

Tél : 514-872-1769
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1204364003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver une affectation de surplus de 250 000 $ afin d'accorder une contribution de 150 000 $ au Fonds d'urgence COVID-19 de Centraide du Grand Montréal et de créer un fonds d'urgence d'arrondissement de 100 000 $ pour soutenir des organismes dans le cadre de la pandémie du COVID-19

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1204364003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles

COVID-19

- Fonds d'urgence
- Demande de financement au Fonds d'urgence
- Organismes soutenus par le Fonds d'urgence
- Organisations partenaires du Fonds d'urgence
- Propageons l'entraide

FONDS D'URGENCE

Partagez



Centraide du Grand Montréal lance un appel à la générosité afin de mettre en place **des mesures exceptionnelles pour venir en aide à la population isolée et vulnérable du Grand Montréal.** Les demandes d'aide explosent et nous avons besoin de votre soutien pour poursuivre l'effort collectif et traverser cette crise.

De nombreuses personnes sont confinées à la maison, soit en raison de leur âge ou parce qu'elles sont en période d'isolement. Aussi, plusieurs familles en situation de pauvreté ayant normalement recours aux banques alimentaires n'y ont plus accès, car la majorité des services sont suspendus ou lourdement affectés en raison de l'interdiction de rassemblement et de la réduction drastique de bénévoles contraints à rester chez eux.

Notre première priorité est d'assurer la sécurité alimentaire de tous

Afin que personne ne se retrouve en situation d'insécurité alimentaire, tous les organismes travaillent très fort à réorganiser leurs activités pour répondre aux besoins. À titre d'exemple, certaines activités de cuisine collective sont remplacées par des corvées de préparation de repas congelés pour des livraisons à domicile. Pour y arriver, les organismes ont besoin de bénévoles dans les cuisines, de voitures, de chauffeurs, de livreurs, etc., nécéssitant des ressources humaines et financières supplémentaires.

Propageons l'entraide

Tous les dons faits à Centraide à partir de maintenant, et ce jusqu'au 30 avril seront affectés à ce fonds d'urgence qui concrètement permettra de :



Distribution de nourriture entre les banques alimentaires (telles Moisson Montréal, Laval et Rive-Sud) et les organismes qui préparent des paniers et/ou des repas individuels et les redistribuent aux personnes dans le besoin.



Ajout de ressources humaines pour répondre aux demandes des personnes vulnérables et isolées : les aînés, les nouveaux arrivants, les personnes ayant des problèmes de santé mentale, celles qui sont fragilisées par la maladie ou confrontées à des pertes de revenus, à l'insécurité alimentaire, à la violence, etc.

En cette période de crise, propageons l'entraide et continuons d'**agir ici, avec cœur,** pour le bien-être de tous!

Ne soyez #JamaisIndifférents
AGISSEZ ICI, AVEC CŒUR
FAITES UN DON

Centraide du Grand Montréal

Abonnez-vous à l'infolettre

Courriel S'inscrire

Suivez-nous

Copyright © 2020 Centraide du Grand Montréal. Tous droits réservés.
Numéro d'enregistrement d'organisme de charité : 118842517RR0001

Développement Web Reptile

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1204364003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Accorder une contribution exceptionnelle de 150 000 $ à Centraide du Grand Montréal pour son Fonds d'urgence COVID-19 pour l'année 2020, créer un fonds d'urgence en arrondissement de 100 000 $ pour répondre aux besoins les plus urgents des organismes desservant l'arrondissement dans le cadre de la pandémie du COVID-19, déléguer au directeur d'arrondissement délégué l'approbation des demandes de contributions financières et l'autorisation des dépenses dans le cadre de ce fonds d'urgence d'arrondissement et approuver à cette fin une affectation de surplus de 250 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 250 000,00 $

	Années antérieures	2020
Montant		250 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 250 000,00 $ Surplus de gestion affecté - Autres fins - Ville-Marie

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 250 000,00 $ Direction - Surplus de gestion

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	01819	61900	016491	0000	000000	028055	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM04364003
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2020-04-14**

Date et heure système : 14 avril 2020 15:05:40

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1200858010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2020

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1 au 31 mars 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-07 10:27

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1200858010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2020

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-2624
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
AGRI-FLEX INC.	1402580	03-MARS -2020	Sécateur à batterie et + incluant la livraison Soumission 2017832	2 722,33	ALI, SAMBA OUMAR
				2 722,33	
APL SERVICES INC.	1405254	17-MARS -2020	Travaux de replacement des filets aux deux arches et une pagode (Quartier Chinois), retirer morceaux de tuiles tombés. Offre du service du 5 mars 2020.	5 931,79	PIERRE, JOSE
				5 931,79	
ASD PROMOTION / ADVERTISING	1404563	12-MARS -2020	Soumission A18-49311 - vêtements Bain Quintal	4 552,25	BEAUDRY, FREDERIC
				4 552,25	
AVANCIE INC.	1002842	03-MARS -2020	Contrat de fourniture de services applicatifs Manager Montant max de 21 700$ avant taxes Période de nov.2014 à nov.2015 renouvelable Dernière année sur ce bc, 2020	2 598,44	LABELLE, MARC
				2 598,44	
BRIQUE ET PIERRE MONTREAL INC.	1406393	20-MARS -2020	Inventaire maçonnerie pour le printemps/été 2020. Soumission 980210	4 041,69	ALI, SAMBA OUMAR
				4 041,69	
CAPITAL SEWER SERVICES INC.	1396436	25-MARS -2020	Travaux préparation de conduite d'égouts et murage rue De la Gauchetière et Dorion (soumission courriel du 17-01-2020) - TP - Aqueduc - Jonathan Labonté	4 724,44	DUFRESNE, ALAIN
	1405340	17-MARS -2020	Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout UNITAIRE sous la rue Mayor entre la rue Aylmer et la rue City Councillors - Soumission 20200310- TP - Aqueduc (Jonathan Labonté) - Règles de rotation des fournisseurs vérifiées	26 000,89	LABELLE, MARC
	1405891	18-MARS -2020	Trois (3) soumissionnaires - Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout UNITAIRE sous la rue Provençale entre le parc et la rue Dufresne - Soumission 20200310 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	44 670,08	LABELLE, MARC
	1406717	25-MARS -2020	Trois (3) soumissionnaires - Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout UNITAIRE sous l'avenue Viger entre Clark et Saint-Laurent - Soumission 20200316 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	36 139,11	LABELLE, MARC
				111 534,52	
CBRE LIMITEE	1405085	16-MARS -2020	Estimation valeur marchande lot 6 099 954, coin sud-ouest rue St-Antoine et Côte de la Place d'Armes	3 674,56	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				3 674,56	
CENTRE D'ECOLOGIE URBAINE DE MONTREAL	1381638	30-MARS -2020	Offre de service du 25 juillet 2019 /Concertation et consultation sur le Quartier Chinois.-2e Mandat: " Réaliser un portrait des enjeux et besoins ".	8 374,07	LABELLE, MARC
				8 374,07	
CLEAN WATER WORKS INC	1402408	02-MARS -2020	Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout sous le trottoir rue Sherbrooke Est entre Bercy et Montgomery - Soumission VMI-20-001 (version du 17-02-2020) - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	34 340,99	LABELLE, MARC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				34 340,99	
COLLEGE AHUNTSIC.	1404919	16-MARS -2020	Facture 01104514 et 01104515 - formation surveillance de travaux 20 et 27 avril 2020	4 215,25	ALI, SAMBA OUMAR
				4 215,25	
CONSTRUCTION DJL INC	1395133	09-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Enrobés bitumineux - TP - Aqueduc	15 748,12	LABELLE, MARC
				15 748,12	
C.P.U. DESIGN INC.	1404968	16-MARS -2020	Soumission 3074082 - Ordinateurs sur entente 1164102 - J Ashby - DAUM	9 756,44	ALI, SAMBA OUMAR
				9 756,44	
DEMIX BETON	1397392	12-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	36 614,38	LABELLE, MARC
				36 614,38	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1395213	03-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Location de camionnettes - TP - Voirie - Entente 1266097 - L'entente se termine le 3 avril 2020	7 781,67	DUFRESNE, ALAIN
				7 781,67	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1402393	02-MARS -2020	Formation PER-759 Mobiliser et fidéliser par la reconnaissance, en formule standard les 1er, 3 et 21 avril 2020 - TP - Aqueduc	5 706,07	BELLEVILLE, ERIC
		05-MARS -2020	Formation PER-759 Mobiliser et fidéliser par la reconnaissance, en formule standard les 1er, 3 et 21 avril 2020 - TP - Aqueduc	2 703,43	BELLEVILLE, ERIC
				8 409,50	
ELECTRO PERFORMANCE G.L. INC.	1403033	04-MARS -2020	Travaux pour l'ajout de prises électriques extérieures sur la rue Boisbriand / Bullion pour le QDS. Soumission du 16 février 2020	16 399,05	DUFRESNE, ALAIN
				16 399,05	
ENGLOBE CORP.	1400923	09-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Entente 1388161 - Pour élimination et le traitement des sols contaminés caractérisés - TP - Aqueduc	3 505,53	BELLEVILLE, ERIC
				3 505,53	
GESTION MANON CLEROUX INC.	1403301	05-MARS -2020	Offre de services du 3 mars 2020 -Ateliers de formation	2 939,65	GAGNE, JOHANNE
				2 939,65	
GESTION PFB	1403496	06-MARS -2020	Projet 19-005-247 : travaux dans le chalet du parc Walter-Stewart. Soumission SO-00775	3 761,28	PIERRE, JOSE

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				3 761,28	
GROUPE ABS INC.	1401524	17-MARS -2020	Caractérisation environnementale pour le projet de réfection de rues 2020. Projet VMPRR-L2001 Entente 1338591	4 128,11	LABELLE, MARC
	1406190	19-MARS -2020	Caractérisation environnementale Phase 1 et 2, estimation coûts, plans, devis et surveillance environnementale. Ruelle Sainte-Marie, réam. tronçons piétons. Proposition ED-18-3613-25 Entente 1338591	73 923,80	LABELLE, MARC
				78 051,91	
GROUPE AKIFER INC.	1395109	26-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Échantillonnages des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports - TP - Aqueduc	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
GROUPE DAGE	1404268	11-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Entretien/réparation caméra auto-tractée - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	2 099,75	ALI, SAMBA OUMAR
				2 099,75	
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1407130	30-MARS -2020	Soumission 2020-03-05 - Service d'enlèvement de graffitis en hauteur.	6 351,74	ALI, SAMBA OUMAR
				6 351,74	
GROUPE S.C.P. ENVIRONNEMENT INC.	1406321	20-MARS -2020	Prélèvement de peinture pouvant contenir du plomb, révision d'un devis et surveillance, au 2380 rue Notre-Dame Est (vespasienne, parc au Pied-du Courant). N.Réf. : 6019	2 351,72	DUFRESNE, ALAIN
				2 351,72	
HYDRO-QUEBEC	1406488	24-MARS -2020	DCL-22592495, demande d'alimentation au 1698 rue Panet, parc Raymond Blain.	25 906,62	LABELLE, MARC
				25 906,62	
IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL INC.	1404743	13-MARS -2020	Soumission 276945 - impression bilan 2019	2 878,76	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 878,76	
INDIGO PARC CANADA INC.	1392479	06-MARS -2020	2020-Location de 4 espaces de stationnement pour voitures électriques à la Place Dupuis pour l'année/ TP-Inspection-Manon Ouellet	13 116,17	DUFRESNE, ALAIN
				13 116,17	
INSTA-MIX	1403221	05-MARS -2020	Achat (2) plaques vibrantes Mikasa - Soumission 9078-3 - TP - Voirie/Propreté - Martin Lazure	3 496,48	BOIVIN, MARIE-EVE
				3 496,48	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1393329	12-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Entretien/réparation de pompes diverses / TP - Karl Saulnier	3 149,62	ALI, SAMBA OUMAR
				3 149,62	

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
JULIEN-LEBLANC TRAITEUR	1402317	02-MARS -2020	Facture 167925 - Rencontre des cadres du 21 février 2020	2 066,68	LABELLE, MARC
				2 066,68	
LEDAAN INTERIEURS INC.	1403326	05-MARS -2020	Soumissions rangement cuisine et salle commune Maison de la culture Janine-Sutto	9 811,08	BOUCHARD, MARYSE
				9 811,08	
LE GROUPE QUADRISCAN	1406504	24-MARS -2020	Soumission 119005A - Livre Faubourg	3 643,07	ALI, SAMBA OUMAR
				3 643,07	
LE SAC A DOS (ACTION-REINSERTION)	1405120	16-MARS -2020	Réalisation du programme "Propreté 2020 dans le Faubourg Saint-Laurent et l'arrondissement Ville-Marie" - Convention de services se terminant le 31 décembre 2020 - Dossier 1206886001	101 913,00	FORTIER, ISABELLE
				101 913,00	
LES ATELIERS D'ANTOINE	1406687	25-MARS -2020	Soumission 2019-099-002 - bacs de plantation - Square Cabot	2 747,54	OUELLET, MARIE-CLAUDE
				2 747,54	
LES SERVICES EXP INC.	1398399	24-MARS -2020	Phases I et II, plans et devis incluant l¿estimation des coûts de réhabilitation pour appel d¿offres, et surveillance environnementale. Projet d¿aménagements sur la rue de Rouen, parc Médéric Martin. Entente 1338645 18-17192	31 260,85	LABELLE, MARC
				31 260,85	
LIGNES-O-SOL	1406371	20-MARS -2020	Service de lignage de terrain de sport (terrain baseball Walter et terrain soccer Mont-Ferrant) Soumission du 5 mars 2020.	4 850,42	ALI, SAMBA OUMAR
				4 850,42	
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1394969	11-MARS -2020	Paiement de factures - Location d'un camion grue Hiab pour formation (incluant assurances, essence, KM et livraison)- TP - Aqueduc (Marcel Brisson)	4 837,15	BELLEVILLE, ERIC
				4 837,15	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1404982	16-MARS -2020	Location d'un chariot élévateur 5000 lbs - Soumission Q51305-4 - TP - Voirie (Martin Lazure)	2 099,75	BOIVIN, MARIE-EVE
				2 099,75	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1405018	16-MARS -2020	2020 - BC ouvert - Location 12 mois - Toyota Prius (hybride) - Proposition 20200312 - TP - Voirie (Martin Lazure)	13 782,76	DUFRESNE, ALAIN
				13 782,76	
MACOGEP INC.	1403453	06-MARS -2020	Services d'économiste de la construction pour le concours d'architecture de paysage, aménagement Terrain 066-aménagement d'un parc. ODS 20019-mac-0204	6 551,22	DUFRESNE, ALAIN

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				6 551,22	
MANOREX INC.	1404653	12-MARS -2020	Travaux de réparation de la conduite pluviale sur la rue Queen au sud de Wellington (montant payable par Hydro Québec de 3500$ sur un total de 6000$, avant taxes) - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	6 299,25	ALI, SAMBA OUMAR
	1405141	16-MARS -2020	Installation d'un nouveau regard Mayor entre City Councillors & Saint-Alexandre - Soumission 20200316 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	22 572,31	DUFRESNE, ALAIN
	1406613	24-MARS -2020	Travaux de remplacement de la conduite AQ ave. Goulet et rue Cartier, excavation/disposition, installation, remblayage et équipement/main d'¿uvre. Règle de rotation respectée.	44 882,16	LABELLE, MARC
	1406666	25-MARS -2020	Installation d'une nouvelle cheminée sur conduite ovoides 600mm X 900mm, rue Dorion/Gauchetière Est - Soumission 20200319 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	12 336,03	DUFRESNE, ALAIN
				86 089,75	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1404648	12-MARS -2020	Coroplasts oranges avec quarts de ronds bois "interdiction d'arrêt" - Soumission 2020-02-21 - TP - Aqueduc (Alejandro Restrepo)	10 692,98	ALI, SAMBA OUMAR
				10 692,98	
MEDIAQMI INC.	1405861	18-MARS -2020	Commande ouverte 2020 - Placement média sur entente 1367462	31 496,25	LABELLE, MARC
				31 496,25	
ME JULIE DURANCEAU, AVOCATE ET MEDIATRICE	1406763	26-MARS -2020	Facture F20-17 - Enquête code de conduite	13 490,25	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				13 490,25	
MIKADOWEB SOLUTIONS INC.	1335553	03-MARS -2020	Offre de service V4 du 27 février 2019/- 2019-2020/ -Abonnement à l'application MIKADOWEB-360, pour 12 mois(fin: juillet 2020)/ TP Entretien	7 336,00	DUFRESNE, ALAIN
				7 336,00	
MP REPRODUCTIONS INC.	1406904	27-MARS -2020	Factures 3200472 et 3200473 - impression avis TP	2 669,83	LAPIERRE-GRANO, MELISSA
				2 669,83	
NOMADIC DISPLAY MONTREAL	1403715	09-MARS -2020	Soumission structure gonflable Aura	2 300,28	OUELLET, MARIE-CLAUDE
				2 300,28	
PALANS ET OUTILLAGES LEGER INC.	1403410	06-MARS -2020	ACHAT D'UNE FILETEUSE ELECTRIQUE SOUMISSION #3743	3 448,67	BELLEVILLE, ERIC
				3 448,67	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
PITNEY WORKS	1403995	10-MARS -2020	Bc ouvert 2020 pour frais d'affranchissement de la timbreuse de l'arrondissement	10 498,75	ALI, SAMBA OUMAR
				10 498,75	
PRODUITS SANY	1396840	30-MARS -2020	2020- BC ouvert. Réparations diverses sur demande pour les appareils d'entretien-TP-Entretien-HDV-Sylvie Goulet	2 099,75	ALI, SAMBA OUMAR
				2 099,75	
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES	1405127	16-MARS -2020	Estimation valeur marchande lot 6 099 954, coin sud-ouest rue St-Antoine et Côte de la Place d'Armes. Dossier 17-0177 / 31H12-005-0271-13	3 412,09	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				3 412,09	
REAL HUOT INC.	1402535	03-MARS -2020	ACHAT DES MANCHONS FLEXIBLE POUR GUILLAUME SAMUEL SOUMISSION#1122276	3 221,37	BELLEVILLE, ERIC
				3 221,37	
RICHARD MORIN	1406604	24-MARS -2020	Service / banque d'heures spécialiste en matériaux, 140 H pour le projet de la Place Ottawa. OS du 27 février 2020	20 577,55	DUFRESNE, ALAIN
				20 577,55	
SOCIETE XYLEM CANADA	1405190	17-MARS -2020	Restrepo, Alejandro acquisition de quatre pompes submersibles flygt et de boyau.	7 859,71	SAUVE, BENOIT
				7 859,71	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1403455	06-MARS -2020	Soumission 2020-02-01/Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP-Entretien(Ronal Mazariegos)	7 658,84	OUELLET, MANON
	1403487	06-MARS -2020	Soumission 2020-02-02/ Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP-Entretien(Ronal Mazariegos)	3 144,38	OUELLET, MANON
	1407135	30-MARS -2020	Soumission 2020-03-03 - Service d'enlèvement de graffitis en hauteur	6 047,28	ALI, SAMBA OUMAR
				16 850,50	
SOUCY AQUATIK INC.	1404236	11-MARS -2020	Remplacement d'un anémomètre. Fontaine de la Place des festivals, QDS. Soumission 300675	2 460,42	PIERRE, JOSE
				2 460,42	
SOUDURE LONDON (2004) INC.	1403830	09-MARS -2020	Modification d'un garde-corps d'acier dans la salle de spectacle de la Maison de la culture Janine-Sutto (8662) - Incidences 15375	5 485,60	LABELLE, MARC
				5 485,60	
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1402419	02-MARS -2020	Gré à gré Programme de prise en charge des chevaux de calèches - Montant total de 30 000 $ jusqu'au 30 avril 2021.	15 000,00	ALI, SAMBA OUMAR
				15 000,00	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mars 2020

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403617	09-MARS -2020	Belleville, eric pour inventaire de la dalle de béton	2 214,45	BELLEVILLE, ERIC
	1404216	11-MARS -2020	ACHAT DE REGARD AVEC ENSEMBLE DE PIECES DE BÉTON SELON LA SOUMISSION #SC-71667 POUR LE PROJET RUE MAYOR ET CITY COUCILLORS.	5 059,35	BELLEVILLE, ERIC
	1404863	16-MARS -2020	RÉAPPRO DU MAGASIN EN BÉTON	2 929,43	SAUVE, BENOIT
		17-MARS -2020	RÉAPPRO DU MAGASIN EN BÉTON	690,82	SAUVE, BENOIT
	1405773	18-MARS -2020	REAPPRO EN TETE DE PUISARD	5 021,94	SAUVE, BENOIT
				15 915,99	
TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC.	1406668	25-MARS -2020	Soumissions 12012020 et 13012020- licences annuelle Netspot - bibliothèques	3 286,10	ALI, SAMBA OUMAR
				3 286,10	
TURQUOISE DESIGN INC.	1406653	25-MARS -2020	Services prof. pour la préparation d'une esquisse pour les aménagements temporaire de la rue Dufresne. Projet n.20-07216	10 456,75	DUFRESNE, ALAIN
				10 456,75	
UNIROPE LIMITED	1406376	20-MARS -2020	Réparation/Entretien : changement d'élingues de tissus ou de chaînes Soumission # 50934	3 357,55	ALI, SAMBA OUMAR
				3 357,55	
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	1405037	16-MARS -2020	Estimation valeur marchande lot 6 099 954, coin sud-ouest rue St-Antoine et Côte de la Place d'Armes	3 438,34	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				3 438,34	
VERTIKA INC.	1403501	06-MARS -2020	Travaux de remplacement de boulons sur fut - Place des festival / Quartier des spectacles. OS 20OQC011 rév.1	6 286,77	DUFRESNE, ALAIN
				6 286,77	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
1,2,3... JE CUISINE!	1019	atelier cuisine 4-6 ans	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Mars -20	320,00
9175-2998 QUEBEC INC	03022065956q	1 x 3/8in impact wrench titanium	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	10-Mars -20	388,40
9402-0682 QUEBEC INC.	1061	rencontre PPU dse Faubourrg 4 mars	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	06-Mars -20	107,09
ANIQUE GRANGER	mg202005225	Spectacle Anique Granger - Le ruban de la cassette le 2 mai 20 St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	05-Mars -20	1 574,81
ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS A L'OUTILLAGE MUNICIPAL (A.P.O.M.)	3695	Christian Bissonnette	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	24-Mars -20	100,45
	3722	Eric Belleville	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	24-Mars -20	100,45
BEATRICE SWIFT	f3	Planification et animation atelier lecture 'Les mots partagés' les 11 et 25 mars bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Mars -20	550,00
BELLEVILLE, ERIC	rembempl2002	Remboursement frais réunion Bilan de fin d'année et dîner de Noël le 20 décembre 2019	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	11-Mars -20	190,34
BOO! DESIGN INC.	2427	Montage pictogramme pour carte interactive - enseignes emblématiques	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Mars -20	47,24
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	944881	Rencontre projet Colibri le 27 janvier 2020	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	02-Mars -20	133,54
	944920	Frais de lunch-11 et 13 fév 2020-(CCU)	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	10-Mars -20	119,15
	944921	Rencontre équipe BAM le 14 févr. 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	23,10
	944922	Rencontre interarrondissement le 20 février 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	16-Mars -20	46,19
	944927	rencontre comité de direction 26 février	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	06-Mars -20	42,73
CARMEN MAROIS	14	Ateliers Les mots partagés le 26 févr. 20 bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Mars -20	200,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CARMEN MAROIS	7	Atelier d.écriture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	200,00
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL	118	Panier de noel évenement 6 décembre Métro Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	05-Mars -20	157,48
CENTRE ST-PIERRE	fac47408	Conférence (rue Ste Rose) Roger Poirier le 17 fév.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Mars -20	236,00
CHARLES-OLIVIER BOURQUE	f20200305	Banque de photos bibliothèque Père Ambroise, scènes hivernales le 29 février 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	570,00
CIRKAZOU INC.	0841	Animation sculpture de ballons le 19 avril 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	12-Mars -20	472,44
	0842	Animation sculpture de ballons le 4 avril 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	12-Mars -20	472,44
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	sdip0000951	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	27-Mars -20	184,76
	sdip0001302	Projet Ma retraite j'en prends le contrôle - Alain Chamberland les 20, 27 nov et 4 déc. 2019	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	18-Mars -20	168,39
	sdip0001401	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Aménagement urbain et mobilité	Autres - Transport	27-Mars -20	168,39
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	fac098414	1 cabinet sécurité - BAM	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Mars -20	4,36
	fac101950	Destruction de 2 bacs roulants-360L	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	10-Mars -20	16,48
COPIE EXPRESS	in0000771	30 guides café-terrasse - comm.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Mars -20	131,23
	in0000792	250 impressions Info SSME	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	170,60
CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC) CENTRE-SUD	cot1920	Cotisation membre solidaire du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020CDC_Corp	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Mars -20	50,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
DANY MICHAUD	202011032020	2 Spectacles le 3 mars - Église St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	23-Mars -20	210,00
DIOP, ISMAILA	rembempl2002	Frais kilométrage et stationnement le 23 janv. 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	06-Mars -20	27,46
DUFRESNE, ALAIN	dfonct191231b	remboursement 3 brassards qui n'a pas été payé sur le rembourement dfonct191231	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	05-Mars -20	198,95
	dfonct200228	Depense de fonction du 17 janvier au 28 février 2020	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	04-Mars -20	133,60
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01509856	Location clôture du 16 janvier au 12 février 20 ruelle entre rue Panet et de la Visitation	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	04-Mars -20	53,63
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	114587000	Inscrip.tion formation Samba Ali au groupe 76-mixte débutant le 25 févr. 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	13-Mars -20	175,00
ECOMUSEE DU FIER MONDE	200219	1 billet encan bénéfice du mardi 5 mai 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	16-Mars -20	50,00
ELOI AMESSE	mg202004222a	Spectacle Le voyage en chanson des Pères Pétu le 11 avril 2020 St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Mars -20	1 469,82
GESTION BCAR	mg202005226a	**EN ATTENTE COVID19**Spectacle Will driving West le 16 mai 2020 St JAx	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Mars -20	2 099,75
GIAC	202024	Cotisation annuelle 2020	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	04-Mars -20	300,00
G. LABELLE PALETTES	1062	25 x 48y48	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	02-Mars -20	267,72
GROSJOUEURS INC.	f0008bftc	Animation et poste de jeu pour MontréalJoue le 27 févr. 20	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Mars -20	307,09
GUYON, CHRISTIAN	rembempl2003	Remboursement frais de kilométrage entre le 3 et le 28 février 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	05-Mars -20	136,59

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
HYDRO-QUEBEC	754959	1re versement de cette facture avait été fait par un entrepreneur/nous payons seulement la balance	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	05-Mars -20	169,22
HYDRO WESTMOUNT	742176	Paiement Lampadaire	Travaux publics	Éclairage des rues	24-Mars -20	43,10
IMPRIMERIE G.G. INC.	76629	Impression 40 affiches Conseil Jeunesse pour développement social	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	73,49
	76630	Impression 2500 cartes postales Conseil Jeunesse pour développement social	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	356,96
	76715	Impression 850 feuillets Cabane à sucre pour square Cabot, Julia-Drummond et centre communautaire	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	269,82
	76716	Impression 55 affiches Cabane à sucre pour square Cabot, Médéric Martin, Julia Drummond, centre comunautaire	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	95,54
INSTALLE-TECH	10910	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	05-Mars -20	83,99
IRIS DEBAUVE	200316	animation 16 mars	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	150,00
	200317	Animation 17 mars	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	150,00
JOSEE BROUILLARD	106	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mars -20	300,00
	107	Activité médiation Électronique et soudure le 22 mars biblio. Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Mars -20	300,00
LABELLE, MARC	dfonct200229	Dépenses de fonction du 01 au 29 février 2020	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	11-Mars -20	191,66
LABONTE, JONATHAN	rembempl2003	Formation Rues et stationnements verts le 19 fév. 2020	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	11-Mars -20	650,70
LA COMPAGNIE LARIVEE CABOT CHAMPAGNE	mg202003171a	Spectacle Vikings - Renée Robitaille le 14 mars 2020 St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Mars -20	1 889,77
LA COMPAGNIE QUI LIT S.E.N.C.	vdm031	1 atelier de théâtre (légendes de chez nous) le 10 déc, 2019 - bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mars -20	288,72

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00163105	4 impressions et installation pour le projet harcèlement/tolérance zéro	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	641,90
	00163111	1 impression et installation pour projet Panneaux plaisirs d'hiver - réimpression	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	52,34
	00165528	Impression, installation coroplast Parcs Médéric Martin et St Jacques Projet Cabane à sucre6894 -	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	18-Mars -20	209,03
LAMY, ANNE-RENEE	rembempl2002	Remboursement achats départ retraite Brigitte Favreau	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Mars -20	66,70
LANGLOIS, GHISLAIN	rembempl2003	Remboursement achat lampe de bureau le 6 mars 2020	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	11-Mars -20	164,00
L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	dfonct200229	Dépenses de fonction du 01 au 29 février 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	12-Mars -20	37,72
LA RECREATION	246	Quiz 13 mars	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	314,96
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1102038	250 cartes d'affaire Sébastien Payeur	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	03-Mars -20	15,22
	1102051	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	03-Mars -20	15,22
	1102053	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	03-Mars -20	15,22
	1102392	Cartes d'affaires-VDM_fév 2020-Pascal MC Cool	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	05-Mars -20	15,22
	1102417	Cartes d'affaires-VDM_fév 2020-André Girard	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	05-Mars -20	15,22
	1102583	Carte d'affaire Joaquin Rodrigue	Aménagement urbain et mobilité	Émission des permis et inspections	25-Mars -20	30,45
LES AMIS ET MOI INC	022020	Halte garderie du 11 février	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	26-Mars -20	220,47
	032020	Halte garderie du 10 mars	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	26-Mars -20	220,47

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1375645	Vaisselle pour Maison de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Mars -20	496,96
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1242782	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	09-Mars -20	498,03
LES FABULATEURS	fr202004614	Spectacle La légende de Barbe d'or Maison de la culture Janine-Sutto le 18 avril 20	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	12-Mars -20	2 414,71
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	3023	Achat eau pour le CA le le 6 mars	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	11-Mars -20	3,98
LES MINIMALICES	026	Heure du conte	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	209,97
LES PRODUCTIONS JUSTINE MAJOR	1049	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mars -20	262,47
LES PRODUCTIONS YVES LEVEILLE	fr202005621	Spectacle Quintette Yves Léveillé le 7 mai Maison de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Mars -20	2 362,22
LOCATION SAUVAGEAU INC.	m20318121	Location véhicule # FKY6560-2-(fév 2020) pr TP-Graffitis	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	05-Mars -20	739,11
LOUISE GIRARD	1200303	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Mars -20	175,00
	2	Animation club de lecture le 26 févr. 20 - bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Mars -20	200,00
	3	Animation club de lecture 25 mars bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	26-Mars -20	200,00
MAISON 4:3 INC	1306	Antigone - licence diffusion publique 3 ans - masion de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Mars -20	262,47
MARIE-PAULE GRIMALDI	6	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mars -20	300,00
	7	Ruche ecriture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	300,00
	8	atelier Ruche d'écriture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Mars -20	300,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MARIE-THERESE DUVAL	avm7	Révision linguistique Plan d'action développement social VM 2019-2022	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	225,00
MARTIN BOILEAU	1102	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mars -20	262,47
MICHEL GUIMONT ENTREPRENEUR ELECTRICIEN LTEE	79862	Remplacement deux thermostats et deux ballasts défectueux	Travaux publics	Déblaiement et chargement de la neige	16-Mars -20	309,27
MINISTRE DES FINANCES	f00057577	permis d'exploitation 203516 du 1 mai 2020 au 30 avril 2021 * aucune modification à notre dossier**	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	05-Mars -20	63,75
MIRON, CHRISTIAN	rembempl2003	Remboursement location et installation abris de chantier quartier des spectacles le 7 oct.19	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	05-Mars -20	264,51
MOBIDIC	0000716	Mise à jour couleurs, recherche visuels, mise à jour fichier impression chandail Ville-Marie été 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	89,24
	0000717	Corrections, changement format sur formulaire Programme camp de jour	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	18-Mars -20	253,74
NDIKUMASABO, CYPRIEN	r50408214134	Montant forfaitaire suite jugement du tribunal du travail - dossier 673277-62-1808	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	11-Mars -20	1 844,81
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	928494	Frais de huissier -client 14066(Lalao L)	Travaux publics	Autres - Transport	06-Mars -20	39,21
	928518	Frais de huissier -client 14066(Lalao L)	Travaux publics	Autres - Transport	06-Mars -20	44,48
PREMIER OUTILS PRO TOOLS	fci0007118	ref crédit fci0007117	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	03-Mars -20	293,95
PRESTIGE SECURKEY INC	in107860	4 clefs	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	05-Mars -20	117,59
RENAUD, YANNICK	rembempl2003	Remboursement achats disques à poncer, lames de scie, forets et outil oscillant les 24 et 29 février 20	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	04-Mars -20	131,15
	rembempl2003	Remboursement achat deux lecteurs média AGPtek le 16 janv. 20	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13-Mars -20	107,96

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SABRINA BOLDUC	20200302vm00	Photos participantsPlaisir d'hiver au parc Percy-Walters le 15 février 20	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	85,00
SCIAGE DE BETON ST-LEONARD LTEE	170260	4 charges forage diamètre 0-12"	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	12-Mars -20	419,95
SERGIO A. BARRENECHEA G.	mg202003169a	Spectacle Impulso Flamenco le 14 mars 20 St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Mars -20	1 400,00
SIX CREATIVELAB	f1709c40	Production panneau commémoratif pour la rue Atateken	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	181,10
	f1711c40	Conception, production carton, affichette, bannières web et publicité numérique astral pour le Conseil Jeunesse VM	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	877,17
	f1712c40	Production 2 dépliants programmation Printemps 2020 - bibliothèques Frontenac et Père Ambroise	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	615,75
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1421604383	Frais paiement tardif facture 9714213030	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Mars -20	193,37
	9719264802	Frais de poste-cpt 7049740(Lalao)	Travaux publics	Autres - Transport	05-Mars -20	22,10
	9719965663	Frais pr articles expédiés/ cpt 7049740-Manon Ouellet	Travaux publics	Autres - Transport	10-Mars -20	31,71
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	195537	Cotisation affiliation annuelle 2020	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	05-Mars -20	207,35
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	inv086640	Coaching de gestion Maryse Bouchard le 31 octo. 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	13-Mars -20	524,94
SPORTS AUX PUCES 440	030320	18 patins usagés	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	06-Mars -20	684,52
TAXELCO INC.	fac000003808	Taxi Elus	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	24-Mars -20	193,89
	fac000004427	5 coupons taxi les 18,19,24 et 26 févr., 2 mars	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	18-Mars -20	60,83

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mars 2020

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
TAXI DIAMOND	0147650120	4 coupons Communications entre le 3 sept. 2019 au 29 janvier 2020	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	02-Mars -20	53,87
TECHNI-MAX INC	60219	Réparation tête impression Widmer TMT-3, kit roulettes	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	13-Mars -20	405,20
THEATRE JESUS, SHAKESPEARE ET CAROLINE	fr202004562	Spectacle OS La montangne blanche le 2 avril 20 Maison de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	12-Mars -20	1 730,19
TREMBLAY, LORRAINE	rembempl2003	Remboursement stationnement 20 sept et 01 nove 2019, 16 janv et 27 fév 2020	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	06-Mars -20	39,41
ULLURIAT ANANGIT	234246	spectacle conte et légende Inuit	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	24-Mars -20	300,00
VANESSA MARCOUX	fr202005623	Spectacle Duo Cordella - Terres éloignées le 13 mai Maison de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	03-Mars -20	1 469,82
VANIER, GENEVIEVE	rembempl2003	Remboursement frais de stationnement du 17 janv. au 6 mars 20 + crédit 4576143-1	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	02-Mars -20	544,79
VENTES ET LOCATION DE GOBELETS REUTILISABLES ECOCUP INC.	2250	Gobelets	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	24-Mars -20	78,74
VINCENT ARSENEAU	20001	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mars -20	300,00
WOLSELEY CANADA INC.	176655	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	03-Mars -20	431,29
YADONG GUAN	mg202003173a	Spectacle Yadong Guan - Fréquence pékinoise le 21 mars 2020 St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Mars -20	2 200,00
YVES MARTIN ALLARD	200229	Organisation photos et vidéos sur tél. intelligents et tablettes le 29 févr.20	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Mars -20	300,00
						45 545,82

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2020/04/14
18:30

(1)

Dossier # : 1205914006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 11 espaces de stationnement tarifés et modifier les restrictions de stationnement sur la rue University, au nord de l'avenue des Pins

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 11 espaces de stationnement tarifés et modifier les restrictions de stationnement sur la rue University, au nord de l'avenue des Pins.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-03-31 09:54

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205914006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 11 espaces de stationnement tarifés et modifier les restrictions de stationnement sur la rue University, au nord de l'avenue des Pins

CONTENU

CONTEXTE

Nous avons reçu une demande de service no. 19-226924 de Marie-Josée Barrette, coordonnatrice aux opérations, stationnement et terrains, services techniques du Centre universitaire de santé McGill. Nous avons rencontré sur les lieux, la principale requérante de la demande ainsi que des intervenants du Centre universitaire de santé McGill pour discuter de la problématique de stationnement pour les personnes handicapées ainsi que pour les divers usagers de l'hôpital neurologique. L'institut et hôpital neurologique de Montréal ayant des besoins accrus en terme de stationnement, nous modifions donc ceux-ci pour répondre aux impératifs de l'hôpital.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Ajouter 11 espaces tarifés;

- Déplacer le poste de taxis plus au nord;
- Retrait de la restriction d'arrêt interdit de 7h-18h du lundi au vendredi;
- Accroître la durée d'utilisation de 7 espaces tarifés;
- Rogner la zone de livraison de 7h-18h du lundi au vendredi de 12 mètres;
- Modifier 2 espaces tarifés pour 2 espaces tarifés pour personnes handicapées;
- Mettre en place une restriction pour le balai, restriction à valider avec la Division de la voirie.

JUSTIFICATION

Augmenter l'offre de stationnement et mieux desservir les personnes de tous âges et de toutes mobilités confondus qui désire se rendre à l'hôpital.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Ajout de revenus reliés à la mise en place de 11 espaces de stationnement tarifés ainsi que de la modification des heures d'utilisations de 7 espaces tarifés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception, transmission et exécution des ordres de travail en coordination avec l'Agence de mobilité durable.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1, et à nos diverses politiques de circulation et d'attribution d'espaces de stationnement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415
Télécop. : 514-872-2802

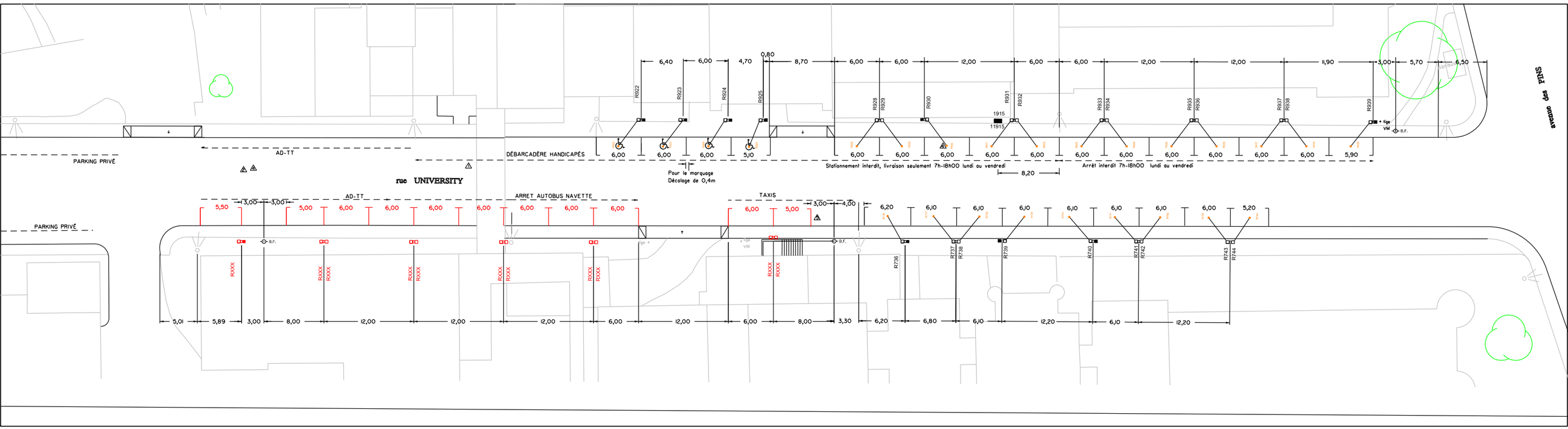
ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél : 514-872-6530
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-03-30



UP-057.DGN Default 2019-11-05 14:12:44 Patrice Dansereau

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2020/04/14 18:30

(2)

Dossier # : 1207135005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique

Il est recommandé:
D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2020-04-02 15:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207135005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter une correction de nature technique

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du troisième alinéa de l'article 130 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* le conseil d'arrondissement peut, par règlement, déléguer tout pouvoir qui relève de ses fonctions, autres que le pouvoir de faire des règlements et le pouvoir de tarification et de taxation, à tout fonctionnaire ou employé qui exerce sa prestation de travail dans le cadre des attributions du conseil d'arrondissement et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué.
Un règlement modifiant le *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) a été adopté par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à la séance du 10 mars. La définition du fonctionnaire de niveau D a été modifiée pour représenter la structure administrative actuelle. En conséquence, le titre " agent de bureau principal " aurait également dû être remplacé à l'article 21.5 par le titre " préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations ", afin d'être conforme à la modification apportée à la définition du fonctionnaire de niveau D.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement a procédé à l'adoption du *Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)* et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative.

DESCRIPTION

L'article 21.5. du *Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires* (CA-24-009) sera modifié afin de se lire comme suit :
" **21.5.** L'autorisation d'approuver des demandes de paiement est déléguée :
1° au chef de section des ressources financières et matérielles et au préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations à la division des ressources financières et matérielles pour les montants de moins de 10 000 $;
2° au chef de division des ressources financières et matérielles pour les montants de 10 000 $ et plus. "

JUSTIFICATION

La modification proposée permettra de bonifier le service en matière d'autorisations d'approuver les demandes de paiement pour les montants de moins de 10 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement : CA du 14 avril 2020;
Adoption du règlement : CA du 12 mai 2020;
Avis public d'entrée en vigueur du règlement : dès que possible après le CA du 12 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samba Oumar ALI, Ville-Marie

Lecture :

Samba Oumar ALI, 2 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-2624
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-319	**Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 21.5. du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié par le remplacement des mots « à l'agent de bureau principal » par les mots « au préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations ».

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1207135005*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le _____ 2020, date de son entrée en vigueur.*